

Буро Рокрејарнаја

Prix 4 francs



# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

K. GOTTWALD :

**LE XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE L'I. C.**

E. IAROSLAVSKI :

**LA LUTTE DE LÉNINE  
POUR L'I. C.**

E. VARGA :

**L'AGONIE  
DU CAPITALISME**

3

MARS 1939  
21<sup>e</sup> ANNÉE

BUREAU D'ÉDITIONS · PARIS

MINISTERIO  
DE CULTURA



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE MENSUEL DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PUBLIÉ EN FRANÇAIS, EN RUSSE  
EN ALLEMAND, EN ANGLAIS  
EN ESPAGNOL ET EN CHINOIS



**PRIX DE L'ABONNEMENT :**

6 mois . . . . .	France 20 »	Etranger 30 »
1 an. . . . .	— 36 »	— 56 »

**BUREAU D'ÉDITIONS**

**31, boulevard de Magenta - PARIS (10<sup>e</sup>)** Chèque postal : 943-47

# SOMMAIRE

K. Nadejda Constantinovna Kroupskaïa.....	323
K. GOTTWALD. — Le XX <sup>e</sup> anniversaire de l'I. C.....	327

## Notre point de vue sur les questions du jour.

La lutte héroïque du peuple espagnol.....	338
Les brigades internationales.....	342
Il nous faut l'unité de parole et d'action.....	346
1789-1939.....	350
« Accordez-moi un délai de 2.000 ans ».....	353
Une dangereuse méthode de commerce extérieur.....	356
Si c'est de la folie, elle n'est pas sans logique.....	358
Peut-on se déclarer solidaire de Spaak.....	362
« Il ya quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark ».....	367
Matraque et baguette magique.....	370

## Théorie et pratique du mouvement ouvrier.

E. IAROSLAVSKI. — La lutte de Lénine pour l'I. C.....	374
E. VARGA. — L'agonie du capitalisme.....	390
P. WIEDEN. — Le troisième plan quinquennal et l'économie de guerre fasciste.....	399
F. FURNBERG. — Un an de domination hitlérienne en Autriche.....	416
W. ULBRICHT. — Ernst Thälmann et la lutte du peuple allemand pour la liberté.....	433
J. R. CAMPBELL. — Les amis de Chamberlain dans le mouvement ouvrier anglais.....	445
TCHOU-DÉ. — La guerre de partisans antijaponaise.....	456
Ch. KABAKTCHIEV. — Souvenirs du II <sup>e</sup> congrès de l'I. C.....	466

## Documents.

A. JDANOV. — Modifications aux statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S.....	470
---	-----

## Chronique des événements.

Daladier et Chamberlain livrent l'Espagne aux agresseurs. — Bonnet conspire avec Hitler et Mussolini. — Les déceptions nazies dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est. — Minorque et Haïnan. — La position des Etats-Unis et les agresseurs fascistes. — Bonnet organise la lutte contre la C. G. T. — L'effondrement de Spaak. — Aggravation de la terreur en Allemagne. — Le système Beck perd l'appui des masses populaires. — Roosevelt déçoit la réaction. — Le Congrès national des Indes exige une nouvelle Constitution.....	484
---	-----

# Nadejda Constantinovna Kroupskaïa.



*e la part du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique et de celle du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S.*

Profondément attristés, le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique et le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. informent le Parti, la classe ouvrière et tous les travailleurs que N.C. Kroupskaïa, un des plus anciens vétérans du Parti, l'associée la plus intime de V. I. Lénine, membre du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. et déléguée au Conseil suprême de l'U.R.S.S., est décédée le 27 février, à 6 h. 15 minutes du matin, des suites d'une grave maladie.

La mort de Kroupskaïa dont la vie entière avait été consacrée à la cause du communisme, est une lourde perte pour le Parti et pour les travailleurs de l'U.R.S.S.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'UNION SOVIÉTIQUE.

LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'U.R.S.S.



La mort de cette septuagénaire qui avait été l'associée de lutte du grand Lénine, a profondément ému le peuple soviétique. L'amour profond du peuple pour le Parti de Lénine et de Staline ainsi que pour la femme énergique et modeste qui avait, aux côtés de Lénine, participé à la lutte qui amena la victoire du communisme sur un sixième du globe terrestre, s'est donné libre cours en d'émouvantes manifestations de masse. Des millions d'hommes sortirent dans la rue pour dire un suprême adieu à la défunte. Ouvriers et employés, paysans et intellectuels, hommes et femmes, enfants et vieillards, quittèrent leurs usines et leurs habitations, leurs bureaux et leurs kolkhoz. Silencieux, ils formèrent un cortège, qui, durant 48 heures grossit toujours, remplissant des rues entières. Des millions

de personnes défilèrent en silence et avec respect devant le cercueil gardé par les premiers hommes et les premières femmes du peuple soviétique.

La plupart apportaient des fleurs : cyclamens, mimosas, perce-neige, de petits bouquets et de grandes couronnes. Les fleurs s'amoncelaient toujours plus haut autour du cercueil. Deux jours et deux nuits durant, défilèrent dans les rues des processions interminables, car dans l'esprit du peuple, N. C. Kroupskaïa, indissolublement liée au Parti, était une des figures immortelles de la grande Révolution.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> mars le corps fut incinéré, et le 2 mars l'urne cinéraire fut emmurée dans une niche de la muraille du Kremlin. A la tribune du mausolée, se tenaient Staline, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Kalinine, Mikoïan, Andréiev, Chvernîk, Boulganine et Chtcherbakov. Ont prononcé des discours : Chvernîk (au nom du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique ainsi qu'au nom du gouvernement), Chtcherbakov (au nom des travailleurs de Moscou et de la région moscovite) et Léonova, déléguée du Conseil suprême (au nom des instituteurs soviétiques).

Aux accents de l'*Internationale*, les masses prirent congé de la défunte, dont la vie passée aux côtés du plus grand homme de notre époque, avait été consacrée à la plus grande œuvre de l'humanité : la réalisation du communisme.

\*  
\*  
\*

### Discours de Chtcherbakov.

Camarades,

Le Parti communiste et les travailleurs de notre pays viennent d'essuyer une lourde perte.

La vieille bolchévik, l'amie et la camarade la plus intime du grand Lénine, Nadejda Constantinovna Kroupskaïa, n'est plus.

C'est avec un profond chagrin que les travailleurs de Moscou et le peuple soviétique tout entier ont appris la triste nouvelle.

Une vie magnifique vient de s'éteindre ! Le cœur de l'ardente révolutionnaire dont toutes les forces, toute l'énergie, toutes les pensées avaient été consacrées à la révolution, a cessé de battre.

En ces jours de deuil, nous voyons plus distinctement l'image de cette femme admirable, de cette lutteuse révolutionnaire. Il y

a 50 ans, Kroupskaïa commençait son activité révolutionnaire. Dans les années 90, elle rencontrait, dans les cercles marxistes estudiantins, Lénine. Depuis et jusqu'à son dernier souffle, elle n'a cessé de donner toutes ses forces, toute son énergie à la cause du Parti, de la classe ouvrière et des travailleurs. Elle fut un modèle, digne d'être imité, dans la lutte pour le communisme.

Depuis sa rencontre en 1893 avec Vladimir Ilitch Lénine, Nadejda Constantinovna fut son amie et sa camarade la plus intime. Elle connut avec lui des vicissitudes pénibles, arrestations, exils, émigration, persécutions de l'Okhrana tsariste.

Dans la vie pénible de l'émigration, elle maintint la liaison avec les organisations révolutionnaires en Russie; elle correspondit avec des camarades qui travaillaient illégalement et elle dirigea l'envoi en Russie de la littérature marxiste.

Avec Lénine, Nadejda Constantinovna avait collaboré aux premiers journaux bolchéviks, et elle a travaillé également à l'école du Parti où se formaient, sous la direction de Lénine, les cadres des révolutionnaires de profession; en outre, elle participait à la préparation et aux travaux des congrès et des conférences du Parti.

Après la grande Révolution socialiste d'Octobre, Kroupskaïa accomplit le travail dont le Parti et l'Etat l'avaient chargée. Dès la fondation du commissariat du peuple à l'Instruction publique, elle fut membre du collège et, par la suite, substitut du commissaire du peuple. Avec une énergie infatigable, elle travailla à l'instruction du peuple ainsi qu'à l'éducation communiste des travailleurs du pays soviétique.

Nadejda Constantinovna consacrait beaucoup d'attention aux organisations d'instruction politique. Elle déploya beaucoup d'énergie pour la création et le développement d'un réseau de bibliothèques, de clubs ouvriers, de salles de lecture et de maisons du peuple.

Le peuple soviétique sait apprécier ces mérites de Kroupskaïa. Nadejda Constantinovna fut un pédagogue de tout premier ordre. Elle aimait et comprenait très bien les enfants et elle prenait soin de leur éducation communiste. Nadejda Constantinovna donna toute sa vie à notre Parti.

Kroupskaïa était l'adversaire irréconciliable des ennemis de la classe ouvrière et du Parti. Elle haïssait profondément les méprisables ennemis du peuple, les espions trotskistes et boukharinistes et les mercenaires des services d'espionnage fascistes; elle appela le peuple à les combattre sans merci.

L'amour de Kroupskaïa pour le peuple lui avait gagné le cœur des travailleurs. Ils allaient à Nadejda Constantinovna chercher auprès d'elle conseil et assistance; ils partageaient avec elle leurs joies et ils lui racontaient leurs succès. Elle trouvait toujours du temps pour les entretiens de cette sorte. C'est dans cette liaison avec le peuple et dans ces conversations simples et cordiales qu'elle puisait de nouvelles forces pour son travail.

Cette femme remarquable avait toujours été une lutteuse active du mouvement ouvrier international ainsi qu'une des organisatrices et des protagonistes de la campagne pour la libération de la femme dans le monde entier.

La vie, riche de contenu de Nadejda Constantinovna Kroupskaïa, vieille bolchévik et amie fidèle de Lénine, peut servir d'exemple.

Nadejda Constantinovna a travaillé infatigablement jusqu'aux derniers jours de sa vie. La veille de sa mort, notre Parti avait solennellement fêté son soixante-dixième anniversaire. Le Comité central du Parti, le gouvernement, les amis, les camarades, les ouvriers, les kolkhoziens et les intellectuels lui avaient adressé leurs félicitations. Tous avaient espéré que Nadejda Constantinovna accomplirait, de longues années encore, un travail utile au pays du socialisme et qu'elle verrait le magnifique essor de l'U.R.S.S. Il en a été autrement. La mort a enlevé à notre Parti bolchévik l'énergique lutteuse pour le communisme.

Dans quelques jours s'ouvrira le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (bolchévik). Les bolchéviks espéraient voir Kroupskaïa parmi les délégués et discuter avec elle le grand projet du troisième plan quinquennal.

La mort impitoyable a éteint une vie magnifique.

Nadejda Constantinovna nous a quittés à jamais, mais son image, l'image d'une lutteuse, pleine d'abnégation et dévouée sans borne à la cause de Lénine et de Staline, vivra éternellement dans le cœur des travailleurs.





## Le XX<sup>e</sup> anniversaire de l'Internationale communiste.



Il y a vingt ans, le 4 mars 1919, fut fondée l'Internationale communiste. En mars 1919, eut lieu à Moscou, sous la direction personnelle de *Lénine*, le premier congrès de l'Internationale communiste.

Le jour de la fondation de l'Internationale communiste reste pour la classe ouvrière internationale, pour les classes et les peuples opprimés du monde entier, une date *historique*. Dans son article intitulé : « La III<sup>e</sup> Internationale et sa place dans l'histoire », Lénine écrivait le 15 avril 1919 :

L'importance historique mondiale de la III<sup>e</sup> Internationale communiste, réside en ceci qu'elle a commencé à réaliser le grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui tire la conclusion des cent années de développement du socialisme et du mouvement ouvrier, le mot d'ordre qui trouve son expression dans le concept de la dictature du prolétariat.

Effectivement. Le trait le plus caractéristique de la fondation de l'Internationale communiste était que la nouvelle Internationale posait devant la classe ouvrière *internationale* le problème de la *conquête du pouvoir*. Et ceci non seulement comme un problème dont la solution est *historiquement*, sur un plan général, venue à maturité, mais comme une question qui est *politiquement* à l'ordre du jour dans une série de pays importants et dont la solubilité en faveur de la classe ouvrière a déjà été prouvée dans un pays, en Russie, par la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre.

L'Internationale communiste a non seulement posé le *problème* de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, elle a aussi montré les *moyens* à employer. S'appuyant sur l'expérience des bolchéviks, elle a enseigné au prolétariat de tous les pays qu'il faut faire en sorte de gagner des *alliés* contre la bourgeoisie réactionnaire impérialiste. Et, dans le pays même, ces alliés étaient la grande masse de la *paysannerie*. C'étaient les *petites nations opprimées*, comme il en existait et en existe beaucoup dans le reste de l'Europe. C'étaient enfin

*les peuples coloniaux et semi-coloniaux asservis* de tous les continents.

Partant de l'expérience des trois révolutions russes — 1905, février 1917, octobre 1917 — l'Internationale communiste montra à la classe ouvrière internationale qu'il faut s'assurer des *organismes de lutte et de pouvoir* sous la forme de *Soviets* de députés ouvriers, paysans et soldats. Des Soviets qui soient non pas les annexes et les serviteurs de l'appareil de pouvoir bourgeois, mais des organismes luttant pour conquérir *l'exclusivité* du pouvoir.

A cette époque, après la guerre mondiale de 1914-1918 et après la grande Révolution socialiste d'Octobre, un *grand souffle révolutionnaire* passait sur le monde. Cette vague révolutionnaire était particulièrement puissante en Autriche et en Allemagne, dans les pays qui avaient perdu la guerre. Les Hohenzollern et les Habsbourg étaient chassés, l'Autriche-Hongrie s'effondrait. L'appareil du pouvoir bourgeois était profondément désorganisé et démoralisé. La bourgeoisie était effrayée de la colère des masses torturées et affamées. Elle craignait pour tous ses biens, elle craignait pour son pouvoir. Et elle commençait pour ainsi dire à payer sa rançon. Pour ne pas tout perdre, elle faisait des concessions à la classe ouvrière et en promettait de nouvelles pour l'avenir.

\*  
\* \*

Au sein du mouvement ouvrier, *deux conceptions* s'affrontaient :

L'une était représentée par les jeunes groupements et Partis communistes, encore inexpérimentés, qui appelaient la classe ouvrière des pays capitalistes à suivre l'exemple de la classe ouvrière russe, à ne pas se contenter de concessions perfides, mais à lutter résolument *pour la totalité du pouvoir*.

L'autre conception était représentée par les traîtres dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale, qui cherchaient à intimider la classe ouvrière des pays capitalistes en lui dépeignant les difficultés de la prise du pouvoir, qui abusaient les ouvriers du leurre d'un « *passage au socialisme sans douleur et sans sacrifice* », sous l'égide de la démocratie bourgeoise, et qui allaient jusqu'à écraser dans le sang les soulèvements naissants du prolétariat révolutionnaire.

Aujourd'hui, après vingt ans, on voit plus que clairement quelle était la conception juste.

Le parti dirigeant de l'Internationale communiste — le Parti

communiste de l'Union soviétique, le parti des bolchéviks, le parti de Lénine-Staline — conduit un grand Etat socialiste et il édifie le socialisme sur un sixième du globe. Les rêves de générations et de générations trouvent ici leur réalisation. L'exploitation de l'homme par l'homme est abolie pour toujours. Les moyens de production sont solidement détenus par la société socialiste et se développent impétueusement. Le droit au travail, à l'instruction et au repos est garanti pour tous. Les différences entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et intellectuel sont en passe de disparaître. Le problème de la cohabitation et de la collaboration pacifiques des nations est ici résolu. Il n'y a en Union soviétique ni nation oppresseuse, ni nation opprimée. La nouvelle Constitution a fixé les principes de la plus large démocratie. Et sur cette base se développe l'unité politique et morale inébranlable du peuple soviétique. « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » — ce principe de la société socialiste est devenu une réalité. Et à mesure que se développeront toujours davantage les forces productives de la société socialiste, à mesure que les derniers vestiges des modes de pensée capitalistes disparaîtront de la conscience des hommes, s'effectuera le passage au communisme, où entre en vigueur le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » Le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique, marque une nouvelle étape sur la voie victorieuse qui conduit les peuples soviétiques à une société sans classe, ce rêve de toute humanité.

Le parti dirigeant de la II<sup>e</sup> Internationale durant les années d'après-guerre, la social-démocratie allemande, avait promis aux masses — comme d'autres partis de la II<sup>e</sup> Internationale — un passage « plus facile » au socialisme. Aujourd'hui règne sur l'Allemagne un régime d'une barbarie, d'une cruauté, d'une sauvagerie rarement égalées dans l'histoire de l'humanité : le régime du fascisme de la croix gammée. Le peuple est soumis à une oppression sans exemple. La classe ouvrière et les autres couches laborieuses se sont vu arracher jusqu'à la dernière des libertés civiques, leurs meilleurs représentants sont assassinés, torturés à mort, chassés du pays ou enfermés dans des camps de concentration. On extermine systématiquement des centaines de milliers de Juifs. La dignité humaine est quotidiennement bafouée et traînée dans la boue. Tout le pays est transformé en une gigantesque caserne. Les travailleurs doivent peiner comme des galériens et dépérir pour qu'une meute de bourreaux vive dans l'opulence et pour permettre un armement insensé.

De plus, des millions et des millions d'Allemands vivent dans la crainte perpétuelle que l'un de ces « fuhrers » déments s'avise un beau jour de jeter le peuple allemand sur les champs de bataille de la « grande guerre » fasciste.

Vraiment, il suffit de cette confrontation pour voir quelle conception a subi victorieusement l'épreuve de l'histoire et laquelle a fait faillite. La conception fondamentale de Lénine-Staline, des bolchéviks, de l'Internationale communiste a conduit, là où elle a conquis la majorité décisive de la classe ouvrière, à la victoire du socialisme. La conception des Noske-Scheidemann, de la social-démocratie, de la II<sup>e</sup> Internationale, a conduit, là où elle a réussi à entraîner la majorité de la classe ouvrière, au sauvetage de la bourgeoisie, pour frayer finalement la voie au fascisme, la forme la plus barbare et la plus sauvage de la dictature de la bourgeoisie.

\*  
\*\*

Il est nécessaire, surtout aux jours que nous vivons, d'établir cette comparaison historique. Car *la classe ouvrière internationale se trouve aujourd'hui de nouveau à un carrefour*. Et c'est à nouveau de la voie dans laquelle elle s'engagera dans sa majorité que dépendent, pour des années, son destin et le destin de l'humanité.

Le fascisme, après avoir opprimé et asservi son propre peuple, est entré dans *l'arène internationale*. Un bloc de guerre des Etats fascistes et militaristes les plus agressifs, le « triangle » Berlin-Rome-Tokio, s'est constitué. Ces trois brigands, les plus agressifs, se sont alliés et ils entrent côte à côte en action pour procéder à un nouveau partage du monde. La seconde guerre impérialiste a en fait commencé. On lit à ce sujet dans le *Cours abrégé de l'histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique* :

Les Etats et les peuples ont, en quelque sorte, glissé imperceptiblement dans l'orbite d'une deuxième guerre impérialiste. Cette guerre a été amorcée sur différents points du globe par trois Etats agresseurs : Par les milieux dirigeants fascistes de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Elle se poursuit sur une immense étendue, de Gibraltar à Changhaï. Elle a déjà entraîné dans son orbite plus d'un demi-milliard d'être humains. Elle se poursuit, en définitive, contre les intérêts capitalistes de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis, puisqu'elle a pour but de redistribuer le monde et les zones d'influence au profit des pays agresseurs et au détriment de ces Etats couramment appelés démocratiques<sup>1</sup>.

1. *Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, p. 314. Bureau d'éditions, 1939.

Mais cette campagne agressive des fascistes pour le nouveau partage du monde s'accompagne de *l'instauration d'une domination brutale, réactionnaire, fasciste, sur les peuples conquis et dans les « sphères d'influence »*. Nous voyons qu'aussitôt qu'un peuple est courbé, d'une manière ou d'une autre, sous l'obédience des grands brigands fascistes, il perd non seulement son indépendance extérieure et sa liberté nationale, mais aussi les restes de ses libertés démocratiques. Il en a été ainsi en Autriche et en Tchécoslovaquie. Il en va de même dans les régions de l'Espagne occupées par les troupes italiennes et allemandes, comme dans les territoires chinois au pouvoir de la soldatesque japonaise, comme dans les petits pays « alliés » au fascisme hitlérien, telle la Hongrie. Plus encore : la simple existence des agresseurs fascistes, et d'autant plus, naturellement, leurs succès extérieurs, encouragent dans *tous* les pays capitalistes la réaction indigène, la stimulent à livrer de nouveaux assauts contre le peuple travailleur du pays même. Ainsi les puissances d'agression fascistes jouent *le rôle de gendarmes de la réaction internationale contre la classe ouvrière internationale* et contre les forces de progrès, comme, à l'époque, la « Sainte Alliance » et le tsarisme russe.

C'est ce qui apparaît clairement dans la politique dite de « Munich ». A Munich a été conclu entre les gouvernements des Etats fascistes, Allemagne et Italie, et les gouvernements des Etats dits démocratiques, Angleterre et France, un pacte qui a eu pour effet de dépecer la Tchécoslovaquie au profit de l'Allemagne hitlérienne et qui a porté un coup dur à la cause de la classe ouvrière internationale et de la démocratie. Les cercles réactionnaires gouvernants d'Angleterre et leurs complices en France n'ont en effet pas voulu laisser aller les choses jusqu'à une épreuve de force qui, tout porte à le croire, eût amené Hitler à composition, ce qui eût gravement ébranlé, sinon même mis en jeu, sa domination. Or, c'est là précisément ce que les réactionnaires anglais voulaient éviter parce qu'ils ont besoin de Hitler comme gendarme contre la classe ouvrière du monde entier. Actuellement, nous assistons aux préparatifs, ou plutôt à l'exécution d'un « second Munich », cette fois aux dépens de l'héroïque peuple espagnol, si durement éprouvé. Avec une perfidie sans pareille, les réactionnaires anglais et français se hâtent de couronner leur trahison envers la République espagnole, de se mettre bien en cour auprès de Franco, cette marionnette de Mussolini et de Hitler, d'adresser des menaces à caractère d'ulti-

matum à la République espagnole et de tenter de lui extorquer une capitulation. Les bolchéviks ont prévu cette étape de la politique de la réaction anglaise et, dans *l'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique*, établissant un parallèle historique, ils adressent à la réaction ces paroles prophétiques :

Voilà pourquoi les cercles dirigeants des Eta's « démocratiques », et notamment les milieux anglais conservateurs, s'en tiennent à une politique qui veut persuader les manitous fascistes déchaînés « de ne pas pousser les choses à l'extrême » ; en même temps, ils leur donnent à entendre qu'ils « ont une compréhension parfaite » et, au fond, de la sympathie pour leur politique de réaction et de basse police contre le mouvement ouvrier et le mouvement de libération nationale. En l'occurrence, les milieux dirigeants de l'Angleterre suivent à peu près la politique qu'observaient sous le tsarisme les bourgeois libéraux monarchistes de Russie qui, tout en redoutant les « extrémités » de la presse tsariste, craignaient encore davantage le peuple, et avaient adopté en conséquence une politique de persuasion envers le tsar, c'est-à-dire une politique de *collusion* avec le tsar contre le peuple. On sait que la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie paya cher cette double politique. Il y a tout lieu de croire que les milieux dirigeants d'Angleterre, et leurs amis de France et des Etats-Unis paieront aus-i leur rançon à l'histoire<sup>1</sup>.

\*  
\*\*

Dans ces circonstances, comme nous l'avons dit, la classe ouvrière internationale se trouve à nouveau à un carrefour. Et, à nouveau, c'est l'Internationale communiste qui montre à la classe ouvrière du monde entier la voie juste.

En 1933, après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, il sembla à beaucoup que le fascisme allait dès lors se développer triomphalement dans le monde entier. Partout, la réaction se soulevait et tentait d'instaurer par ses propres forces une domination fasciste sur les peuples. Les forces antifascistes étaient éparpillées, la classe ouvrière divisée et isolée.

C'est alors que retentit l'appel de l'Internationale communiste en faveur du rassemblement des forces divisées, de l'union et de la résistance contre le fascisme. Et le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, s'appuyant sur les expériences de la lutte antifasciste en 1933 et 1934, lança le mot d'ordre général du Front populaire et énonça comme tâche capitale pour la classe ouvrière internationale d'unir ses propres rangs en un front unique et de rassembler les forces de tous les antifascistes en un Front populaire,

1. *Idem*, p. 315

afin de barrer la route au fascisme et de travailler à son renversement là où il avait déjà vaincu.

On peut dire sans exagération que ce mot d'ordre a enflammé les énergies et qu'il a conduit à d'importants résultats. Bien que le front unique et le Front populaire soient loin d'avoir été formés complètement et partout, et bien que là où ils se sont constitués leur action et leur lutte n'aient pas été menées partout avec assez de suite et d'énergie, le fascisme a été arrêté et contraint à un recul temporaire sur d'importants secteurs du front international de lutte, en particulier en France. Il est important de se souvenir que depuis la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, le fascisme ne s'est emparé du pouvoir dans aucun important pays du monde *par ses propres forces*. Pas plus les cagouleurs en France que les fascistes de Mosley en Angleterre, pas plus les franquistes en Espagne, que les rexistes en Belgique, pas plus les fascistes de Mussert en Hollande, que les nazis en Autriche et en Tchécoslovaquie, etc. Il a été démontré qu'il est possible de barrer la route au fascisme.

Et du moment que cette possibilité a été prouvée à *l'intérieur* des divers pays, il est possible aussi d'obtenir ce résultat sur *le plan international*, où se manifestent maintenant les agresseurs fascistes, qui mettent tout en œuvre pour asservir d'autres *peuples, Etats et nations par la violence militaire* et pour leur *imposer par la force, de l'extérieur*, leur régime abhorré.

Ce que Dimitrov écrivait en novembre 1938 au sujet des tâches politiques de la classe ouvrière dans son article : « Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme », a conservé toute sa valeur.

A la lumière de la situation internationale intervenue après Munich, des tâches politiques d'une immense portée se posent directement devant la classe ouvrière et les travailleurs de tous les pays.

Ces tâches, on pourrait les formuler brièvement comme suit :

*Faire échec* à la politique de brigandage et de collusion entre les agresseurs fascistes et la clique impérialiste d'Angleterre et de France ;

*Infliger une riposte énergique* dans les pays de démocratie bourgeoise, à la réaction qui relève la tête et vise les conquêtes sociales des travailleurs, les libertés démocratiques, le mouvement ouvrier ;

Assurer la victoire des peuples d'Espagne et de Chine sur les rapaces fascistes ;

*Défendre* le peuple tchécoslovaque et les peuples des petits pays contre leur asservissement par l'étranger ;

*Aider par tous les moyens* la classe ouvrière et les peuples des pays fascistes dans leur lutte contre la dictature des gangsters fascistes et des fomentateurs de guerre.

Toutes ces tâches sont indissolublement liées entre elles. Mais la question espagnole prend une signification particulière, une *signification décisive*. En aucune façon, l'on ne doit tolérer un *deuxième Munich*. On ne doit pas permettre que se renouvelle l'infâme procédé munichois à l'égard du peuple d'Espagne...

Il serait difficile de trouver dans l'histoire politique d'après-guerre un moment analogue à celui d'aujourd'hui, où les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie, des intellectuels, où les intérêts des petits peuples, des pays dépendants et coloniaux, où les intérêts de la culture et de la science, ceux de la paix et de la démocratie aient concouru à ce point et convergé dans un flot unique contre le pire ennemi de l'humanité, contre le fascisme. *C'est là une base parfaitement réelle pour créer le front unique de la classe ouvrière et des peuples de tous les pays contre la barbarie fasciste et les fauteurs de guerre impérialiste*<sup>1</sup>.

L'Internationale communiste, surtout depuis le VII<sup>e</sup> congrès mondial, a déployé les plus grands efforts pour unir la classe ouvrière. Ces infatigables efforts ont abouti à d'importants succès (front unique en Espagne et en France, unité d'action dans divers pays, relations amicales entre social-démocrates et communistes), mais l'union sur un large plan s'est heurtée jusqu'ici à la résistance acharnée des dirigeants réactionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale.

Jusqu'à la première guerre impérialiste mondiale, la II<sup>e</sup> Internationale a signifié l'unité *d'organisation* d'une importante partie de la classe ouvrière, sans qu'elle fût en mesure de réaliser l'unité *politique* de la classe ouvrière. Au contraire. Les dirigeants réformistes, les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, derrière l'unité organique de surface, ont divisé la classe ouvrière, idéologiquement et politiquement. Les prétendus « marxistes orthodoxes » de la social-démocratie ont toléré, au nom de l'unité organique, la division idéologique et politique suscitée par le réformisme. En 1914, on se trouva placé devant les terribles conséquences de cette division : les dirigeants ouvriers social-démocrates, à quelques exceptions près, se mirent ouvertement au service de la guerre de leur bourgeoisie. Les ouvriers de tous les pays se massacrèrent mutuellement sur les fronts de la guerre impérialiste.

Durant les années de la division la plus sanglante, la plus atroce de la classe ouvrière internationale, seuls les bolchéviks, sous la conduite de Lénine, et quelques social-démocrates de gauche tels que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, luttèrent pour l'union de la classe ouvrière internationale, contre la bourgeoisie impéria-

1. Georges DIMITROV: *Après le complot de Munich. Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme*, p. 24-26. Bureau d'éditions, 1938.



liste, contre les fauteurs de guerre chauvins. Cette union ne pouvait se réaliser que sur la base d'une idéologie et d'une politique révolutionnaire communes. Il fallait que les forces révolutionnaires les plus avancées, les plus conscientes du prolétariat s'unissent idéologiquement et politiquement, il fallait qu'elles épurent impitoyablement leurs rangs de la pénétration d'agents et de complices de la bourgeoisie, pour pouvoir devenir, dans le cours de la lutte, le solide noyau autour duquel la classe ouvrière réaliserait son unité.

Dès le premier jour, l'Internationale communiste a été ce solide noyau de l'unité. Pour être à la hauteur de sa tâche historique : unir la classe ouvrière et la conduire à la victoire, elle a dû contrôler sans relâche ses cadres, elle a dû combattre impitoyablement toute conception étrangère et tout courant hostile dans ses rangs, elle a dû surmonter toute trace de « libéralisme » et former des combattants et des partis de combat ayant intimement assimilé la doctrine de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline. Un organisme qui n'élimine pas sans cesse les poisons et les germes de maladie n'est pas viable. L'Internationale communiste, durant ses vingt années de luttes, a éliminé les poisons et les germes de maladie du capitalisme pourrissant. Son unité idéologique et politique est inébranlable.

La II<sup>e</sup> Internationale a suivi une autre voie. Elle n'a pas tiré des expériences de la première guerre impérialiste les enseignements nécessaires. A sa tête, aujourd'hui comme hier, se trouvent des agents et des complices de la bourgeoisie réactionnaire. Les poisons et les germes morbides du capitalisme pourrissant se sont profondément infiltrés dans ses rangs. La division qui en est résultée, masquée avec peine par une unité organique de surface, s'est déjà transformée ici ou là en décomposition ouverte. Les social-démocrates japonais se sont unis aux fascistes dans un même parti. Les social-démocrates hongrois mènent en étroit accord avec la bourgeoisie hongroise une campagne de provocations guerrières contre la Roumanie. La social-démocratie polonaise a célébré la rapine aux dépens de la Tchécoslovaquie comme une victoire de la Pologne. La social-démocratie tchèque est sortie de la II<sup>e</sup> Internationale, a qualifié le socialisme d'erreur et s'est elle-même liquidée. Le Parti social-démocrate des Etats-Unis d'Amérique s'est réduit à quelques petits groupes trotskistes et semi-trotskistes. Le Parti ouvrier belge subit une grave crise, par suite de l'activité dissolvante de Spaak et

De Man. Les dirigeants réactionnaires du Parti travailliste anglais couvrent la politique profasciste de Chamberlain, etc., etc.

Ce processus manifeste de décomposition jette une partie des ouvriers social-démocrates dans le trouble et l'indécision. Il entrave le développement général de la lutte de masse contre les agresseurs fascistes. Il contrecarre le processus d'union de la classe ouvrière. D'autre part, des masses toujours plus vastes d'ouvriers et de militants social-démocrates, des organisations, des syndicats et des partis entiers de la II<sup>e</sup> Internationale, aspirent à l'union internationale de la classe ouvrière, au rassemblement de toutes les forces prolétariennes contre le fascisme.

L'Internationale communiste, unie idéologiquement et politiquement dans toutes ses sections, montre infatigablement aux masses la voie qui conduit à l'unité de la classe ouvrière. Elle ne pose aucune condition à la réalisation du front unique, à part une seule, naturellement : lutte véritable et résolue contre le fascisme. Elle lutte contre la politique de capitulation, contre les capitulards à la direction de la II<sup>e</sup> Internationale, pour préserver le mouvement ouvrier d'une nouvelle désorganisation, pour aider toutes les forces saines de la social-démocratie à s'unir solidement et à dresser, avec les communistes, un indestructible rempart contre la barbarie fasciste montante. De plus, l'Internationale communiste lutte pour le rassemblement de toutes les autres forces qui sont résolues à ne pas tolérer de nouvelles concessions au fascisme, à défendre par tous les moyens la paix et la démocratie.

Réaliser ce rassemblement aussi rapidement que possible, sans délai ni tergiversation, tel est le but immédiat de l'Internationale communiste. Il ne fait aucun doute que l'Internationale communiste, en luttant pour cet objectif, incarne la volonté de l'écrasante majorité de la classe ouvrière.

\*  
\* \*

Voici vingt ans que l'Internationale communiste agit et lutte pour la cause de la classe ouvrière internationale, pour la cause du socialisme, pour la cause de l'humanité.

C'est *Lénine* qui l'a fondée, c'est *Lénine* qui lui a donné ses bases idéologiques et qui a défini ses principes, en développant plus avant et en mettant en pratique, de manière géniale, la doctrine révolutionnaire de *Marx* et *Engels*. C'est sous la direction immédiate de *Lénine* que l'Internationale communiste a lutté durant cinq ans

contre les influences de l'ennemi de classe au sein du mouvement ouvrier et qu'elle a renforcé ses propres rangs en apprenant à combattre victorieusement les déviations éloignant de la voie révolutionnaire marxiste-léniniste.

Et lorsque Lénine mourut, il y a quinze ans, il fut remplacé par son meilleur disciple, son compagnon de lutte et l'exécuteur de ses dernières volontés, *Staline*, qui a guidé plus avant l'Internationale communiste dans la voie de Lénine.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a laissé pour testament de rester fidèles aux principes de l'Internationale communiste. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner notre vie pour renforcer et élargir l'alliance des travailleurs du monde entier — l'Internationale communiste<sup>1</sup>.

Tel fut le serment fait par Staline sur le cercueil de Lénine. Et ce serment, il l'a tenu.

Après la mort de Lénine, tous les ennemis du bolchévisme au sein de l'Internationale communiste se livrèrent à un assaut concerté. La bande des trotskistes, zinoviévistes et boukharinistes, démasqués par la suite comme étant de misérables agents et espions des pires ennemis de la classe ouvrière, unirent leurs forces pour tenter de détourner l'Internationale communiste de la voie du léninisme et de détruire son unité.

Il fallut la fermeté et la perspicacité géniale de Staline pour repousser les perfides attaques réitérées de cette bande et pour l'écraser.

Grâce à la ferme direction bolchévik de Staline, l'Internationale communiste est aujourd'hui plus solide et plus unie idéologiquement que jamais. Depuis quinze ans, elle lutte sans Lénine, mais sous la conduite de Staline elle poursuit le combat sur la voie léniniste-staliniste.

C'est sous la conduite de Staline que le Parti bolchévik de l'Union soviétique a continué l'œuvre de Lénine, qu'il a surmonté tous les dangers, vaincu tous les ennemis et édifié le socialisme.

Sous la conduite de Staline, l'Internationale communiste continuera l'œuvre de Lénine sur le plan international : le rassemblement et l'Union de toutes les forces de la classe ouvrière, de toutes les classes et de tous les peuples opprimés pour le renversement du fascisme et du capitalisme abhorrés.

1. J. STALINE : *Lénine*, p. 31, Bureau d'éditions., 1934.

# NOTRE POINT DE VUE

## *sur les questions du jour*

### La lutte héroïque du peuple espagnol.



La lutte héroïque du peuple espagnol continuera à exercer une puissante action dans le développement de la résistance internationale contre la barbarie fasciste, elle restera un événement de portée historique. L'esprit des grandes révolutions démocratiques grâce auxquelles, autrefois, le peuple anglais et le peuple français devinrent les peuples dirigeants de l'Europe, s'incarne aujourd'hui dans les républicains espagnols. Alors que le gouvernement anglais assistait par tous les moyens les assassins fascistes, alors que le gouvernement français célébrait le 150<sup>e</sup> anniversaire de la grande Révolution en avilissant les traditions jacobines, en préparant des camps de concentration pour les combattants de la liberté et des réceptions au champagne pour les assassins, les républicains d'Espagne insufflaient une vie nouvelle et donnaient un nouvel éclat à l'idéal de la démocratie.

L'idéal de la démocratie, entre les mains mercantiles de lords anglais onctueux, de ternes spéculateurs français et de lamentables petits bourgeois qui tenaient pour spécialement « démocratique » de capituler devant les ennemis de la République, avait perdu sa force et sa couleur. La « dé-

mocratie », c'était, de plus en plus, dans la bouche de parlementaires bourgeois et petit-bourgeois, quelque chose d'étroit. La démocratie ne méritait plus que l'on risquât sa vie pour elle, elle était sans vigueur et sans saveur, on ne la défendait plus par les armes, mais avec le bulletin de vote. La démocratie ne devait plus être la chose du peuple, mais le masque de la bourgeoisie, elle devait être un moyen de tromper le peuple et d'assurer le pouvoir du Capital.

Le peuple espagnol a donné à la démocratie un nouveau contenu, une forme nouvelle, il lui a insufflé force et saveur. Et, en fait, c'est une « démocratie de type nouveau », celle que le peuple espagnol a construite dans la lutte contre les grands capitalistes et les généraux fascistes, dans la lutte contre les bandes pillardes du fascisme allemand et italien. C'est une démocratie dans laquelle le peuple a la direction, dans laquelle ce sont les ouvriers et les paysans qui disent le mot décisif, dans laquelle il n'est pas permis aux ennemis du peuple de se livrer impunément à leurs menées de désordre, dans laquelle la conscience d'intérêts communs unit tous les partis et toutes les organisations populaires contre les exploiters et les oppresseurs. Tandis que des « démocrates » défai-

tistes discutent, dans divers pays, pour savoir par quelles concessions aux régimes « autoritaires » on pourrait « réformer » la démocratie; tandis qu'ils ressassent cette idée honteuse qu'il faudrait adapter progressivement la démocratie au fascisme, afin d'adoucir l'agresseur; alors qu'ils se cassent la tête pour savoir quel mode d'élection présidentielle, etc. il faudrait adopter après l'écroulement du fascisme en Allemagne, les républicains espagnols ont montré par leurs actes comment l'on construit une démocratie de type nouveau, comment on l'organise, comment on la défend. Le peuple espagnol a le mérite immortel d'avoir construit dans la lutte de nouvelles formes de démocratie, qui ne furent pas découvertes artificiellement, mais surgirent des nécessités du combat, des besoins et des expériences des masses populaires. Ce n'est pas des pouvoirs qui ont imaginé une « démocratie autoritaire » pour couvrir d'un manteau « démocratique » leurs capitulations devant le fascisme, ce n'est pas des penseurs subtils qui proposent dans le calme de leur cabinet de nouvelles formes de démocratie, c'est des ouvriers et des paysans d'Espagne que les masses de tous les pays apprendront comment on réalise, comment on défend une démocratie antifasciste, combative et populaire.

L'héroïque peuple espagnol a prouvé qu'une telle démocratie antifasciste, combative et populaire recèle une force gigantesque. Sans armée, sans armes, sans expérience de la guerre, la République espagnole a eu en face d'elle non seulement les troupes exercées des généraux félons, mais aussi les divisions, les escadrilles, l'artillerie, les moyens techniques énormes des deux puissances

fascistes, l'Allemagne et l'Italie. Attaquée avec de tels moyens, abandonnée par les gouvernements « démocratiques », elle résiste, elle résiste pendant trois années, elle gagne de nombreuses batailles, elle ne cède que pas à pas devant la puissance adverse, toujours plus écrasante. Au cours de ces trois années, non seulement la République espagnole, dans des difficultés inouïes, forme une armée populaire héroïque et disciplinée, non seulement elle construit une industrie de guerre productive, mais elle réalise une organisation sociale et culturelle vraiment puissante. Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, les paysans sont des hommes libres. Des centaines de milliers d'entre eux, que leurs seigneurs chassés avaient tenu dans la plus profonde ignorance, apprennent à lire et à écrire, s'éveillent à la dignité humaine. Des rangs des ouvriers et des paysans sortent des milliers et des milliers d'organiseurs, de chefs politiques et militaires, d'hommes et de femmes de très haute qualité. La force créatrice du peuple élève certains hommes à la hauteur de l'histoire : la Pasionaria, Diaz, Negrin. Le fascisme transforme des villes et des villages en monceaux de décombres, il égorge bestialement des femmes et des enfants, il détruit l'Espagne furieusement, méthodiquement... Mais au milieu des ruines le peuple se lève, dans les horreurs de la mort, il respire l'air de la liberté, Au cours d'une lutte de trois années, la liberté s'est enracinée si profondément dans le peuple que le fascisme n'est pas capable de la déraciner.

Les comploteurs réactionnaires, déguisés en « démocrates », qui ont trahi le peuple espagnol, les capitulards « démocrates » qui faisaient es-

corte à ceux qui trahissaient, crient maintenant aux peuples : « Voyez-vous enfin qu'il est vain de combattre ? Est-ce qu'il n'aurait pas mieux valu que la République espagnole capitulât comme la Tchécoslovaquie ? N'est-il pas plus raisonnable de se soumettre de bon gré au fascisme que de se sacrifier pour lui résister ? N'est-il pas plus avantageux de vivre à genoux que de mourir debout ? » Ces gens se sont mis à l'école du gros Falstaff que Shakespeare met en scène dans Henri IV. Falstaff qui fait le mort devant l'ennemi, a recouvert sa lâcheté d'une philosophie qu'il exprime ainsi :

L'honneur peut-il remettre une jambe ? Non. Et un bras ? Non. Ou calmer la douleur d'une blessure ? Non. L'honneur n'a donc rien à voir en chirurgie ? Non. Qu'est-ce que l'honneur ? Un mot. Qu'y a-t-il dans ce mot d'honneur ? De l'air. Un joli calcul...

C'est la philosophie de Falstaff que les capitulards répètent dans leurs discours. Et non seulement c'est une philosophie lamentable, mais ses bases mêmes sont radicalement fausses. En fait, les peuples qui se sont soumis sans combattre au fascisme n'y ont rien gagné. Sous le fascisme, la vie n'est plus digne d'être vécue. Des centaines de milliers d'hommes qui n'ont pas risqué leur vie dans une lutte ouverte contre le fascisme sont torturés dans les camps de concentration ; ils ne meurent pas dans la bataille, mais dans un état d'indignité inhumain. Des millions et des millions d'hommes, privés de toute liberté, condamnés au travail forcé, ruinant leur santé pour une impudente classe de maîtres, ne pensent pas de la même manière que les capitulards. Ils déplorent de ne

pas avoir combattu alors qu'il eût fallu moins de victimes pour abattre le fascisme. Ils savent aujourd'hui que le fascisme est plus faible, quand dès le début, il se voit en face d'une résistance armée. Et il y a encore quelque chose que tous ces hommes savent aujourd'hui, quelque chose que les capitulards ne veulent pas admettre : c'est que le fascisme les entraînera un jour dans une guerre, qu'il les obligera à mourir pour une cause qu'ils haïssent du plus profond de leur âme. Les républicains espagnols ont risqué leur vie pour leur propre cause, les peuples asservis par le fascisme seront forcés de vendre leur peau au marché pour prolonger le pouvoir de leurs bourreaux. Il faudra les sacrifices les plus terribles pour qu'ils réussissent, dans leurs pays, à retourner leurs armes contre l'ennemi fasciste.

Non seulement les capitulards essaient de falsifier cette vérité, ils tentent aussi d'échapper à leurs responsabilités. Ils ne veulent pas être responsables des sacrifices sanglants du peuple espagnol. Le Front populaire espagnol porte en lui le gage de la victoire, le peuple est plus fort que Franco et ses mercenaires. La victoire du peuple espagnol eût été irrésistible, malgré l'intervention militaire du fascisme allemand et du fascisme italien, si les prétendus gouvernements « démocratiques » n'avaient pas trahi la République espagnole. Ce fut la criminelle politique de la « non-intervention », ce fut l'appui donné à cette politique par les capitulards de la direction de la II<sup>e</sup> Internationale qui serra la République espagnole à la gorge et l'empêcha de développer toutes les forces du peuple. Ce fut le sabotage systématique du front unique interna-

tional par les dirigeants réactionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale, l'obstruction systématique à l'égard de toute action de masse sérieuse pour l'aide à la République espagnole par les armes et par des mesures politiques, qui donnèrent aux fascistes la possibilité d'avancer en Espagne. Les républicains espagnols ont infligé de dures défaites aux agresseurs fascistes, sous les murs de Madrid, à Guadalajara et à Belchite, à Brunete et à Teruel, mais ils n'ont pas pu utiliser ces succès, parce que, les gouvernements « démocratiques » faisaient pratiquement le blocus de l'Espagne. Le mouvement de solidarité des masses pour l'aide à l'héroïque peuple espagnol s'est développé dans tous les pays, et il est puissant ; si ce mouvement avait été unifié par une politique résolue, qui eût été la même dans tous les pays, il eût depuis longtemps brisé le blocus, et obligé les gouvernements à changer d'attitude. Mais ce rassemblement, cette union du mouvement international de solidarité, les capitulards de la direction de la II<sup>e</sup> Internationale ne le veulent pas. Ils entravent systématiquement tout ce qui pourrait profiter à la République espagnole. Lorsqu'ils viennent dire maintenant, hypocritement, qu'il est absurde d'organiser un Front populaire de résistance contre le fascisme, on doit leur répondre : les expériences du Front populaire espagnol ont montré qu'il est possible de battre le fascisme et de le faire reculer. Elles ont montré aussi que la classe ouvrière internationale doit se débarrasser des capitulards, si elle veut régler leur compte au fascisme et à ses complices réactionnaires.

A la vive lumière que projette la lutte du peuple espagnol pour la liberté, les peuples se rendent compte,

du rôle que jouent les chargés d'affaires politiques de la bourgeoisie réactionnaire, qui, comme Daladier et Chamberlain, posent aux sauveurs de la démocratie et de la paix. Quelques événements vraiment symboliques ont fait voir, même à ceux qui n'ont pas d'éducation politique, ce que les mots paix et démocratie signifient dans leur bouche. Le navire de guerre anglais *Devonshire* prit à bord un commissaire de Franco, il se rendit à Minorque pour y apporter une « médiation pacifique » de l'Angleterre. Tandis que les anges de la paix en uniformes anglais traitaient avec les républicains et leur promettaient, au nom de Franco et du gouvernement de Sa Majesté, un arrangement pacifique, les escadrilles fascistes apparurent au-dessus de l'île et firent un massacre terrible de la population. Voilà la « paix » de M. Chamberlain ; comme les bombes de la « paix » de Chamberlain tombèrent aussi sur le navire anglais, le peuple d'Angleterre peut se rendre compte de ce que lui prépare la politique de son Premier. Et Daladier a bien montré au peuple comment ces sauveurs de la paix entendent défendre la démocratie, en entassant les combattants espagnols de la liberté dans des camps de concentration, en leur refusant les soins médicaux, la nourriture, l'abri, en les chassant devant les pelotons d'exécution des bourreaux fascistes, alors que ses officiers recevaient au champagne les assassins du fascisme et buvaient à la santé de Franco. Les peuples démocratiques voient la honte dont les couvrent leurs gouvernements, mais ils voient aussi la force du peuple en lutte contre le fascisme. Au contraire des capitulards, tous les travailleurs conscients, tous les vrais démocrates se diront : si la Républi-

que populaire espagnole résiste depuis si longtemps aux forces conjuguées des fascistes d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne, malgré la trahison de la France et de l'Angleterre, les masses populaires françaises et anglaises ne constitueraient-elles pas une force irrésistible si elles s'unissaient pour résister résolument à l'agresseur fasciste ?

La force d'une démocratie antifasciste, combative, populaire, la force qui est celle du peuple lorsqu'il se rassemble dans le Front populaire, la possibilité qu'ont les peuples non seulement d'arrêter le fascisme, mais de l'anéantir, s'ils s'unissent solidement dans la lutte pour leur liberté, tout cela a été démontré en Espagne. Madrid est et sera toujours l'exemple que doivent suivre les combattants

antifascistes. Les enseignements de la lutte du peuple espagnol pour la liberté sont et resteront d'une importance décisive : si la classe ouvrière internationale réalise son unité, comme la classe ouvrière d'Espagne a réalisé la sienne ; si les ouvriers, les paysans et les classes moyennes des villes comprennent leurs intérêts communs et les défendent ensemble ; s'ils ne tolèrent dans leurs rangs ni traîtres, ni capitulards ; s'ils ne sombrent pas dans la terreur, mais résistent énergiquement à l'agresseur, ils assureront leur liberté, et ils remporteront la victoire. Si l'esprit qui remplit le peuple espagnol s'incarne aussi dans d'autres peuples démocratiques, le fascisme est irrévocablement vaincu.

## Les brigades internationales.

**Q**UAND les assassins du peuple espagnol, les mercenaires du fascisme allemand et du fascisme italien entrèrent dans Barcelone, ils aperçurent un grand tableau qui, solitaire, dominait les hauts palmiers. Sur ce tableau, des noms se succédaient, derrière chaque nom il y avait un peuple, une nation :

Ackermann	— Belge.
Beimler	— Allemand.
Ralph Fox	— Anglais.
Brugères	— Français.
Bubenicek	— Tchèque.
De Lathouder	— Hollandais.
Doran	— Américain.

Ernstedt	— Suédois.
Kochanek	— Polonais.
Larsen.	— Danois.
Larsen	— Danois.
Lukacs	— Hongrois.
Majek	— Slovaque.
Makela	— Canadien.
Nanetti	— Italien.
Oussidhoum	— Algérien.
Parovitch-Schmidt	— Yougoslave.
Simmermann	— Autrichien.
Skeseth	— Norvégien.
Sutter Max	— Suisse, etc.

Fils de tous les peuples, prolétaires de tous les pays... Le *tableau d'honneur* que le peuple de Barcelone avait élevé aux grands morts des brigades internationales ; le nom



d'un seul mort pour chacun des peuples dont les meilleurs sont partis en Espagne pour défendre la liberté au prix de leur vie. La troupe des assassins du fascisme allemand et italien a renversé ce tableau d'honneur, mais les noms des grands morts vivront éternellement dans les cœurs des ouvriers du monde entier.

Les *brigades internationales* furent retirées du front par le gouvernement de la République espagnole avant la dernière offensive de l'intervention contre la Catalogne républicaine. Les combattants internationaux de la liberté, qui étaient accourus en Espagne de tous les pays qui ne sont pas fascistes, sont rentrés dans leur patrie pour défendre, dans la lutte quotidienne, la liberté de leurs propres nations, et pour réaliser l'unité de la classe ouvrière. Les combattants internationaux de la liberté qui venaient des pays fascistes n'ont pu quitter immédiatement l'Espagne ; ils étaient dans un camp, tous ces combattants dont le cœur fier a appris la difficile vertu de l'attente. Lorsque les armées de l'intervention fasciste, grâce à leur énorme supériorité en matériel de guerre, percèrent le front et prirent Barcelone, les combattants des brigades internationales demandèrent à reprendre leur place dans l'armée populaire espagnole ; le gouvernement espagnol refusa, ils se soumirent douloureusement à cette décision, et ils prouvèrent ainsi leur discipline prolétarienne, car ils ne voulaient pas manquer à leur parole. Ils passèrent les Pyrénées avec leurs camarades espagnols ; ils passèrent en bon ordre et fermement, ainsi qu'ils avaient l'habitude d'aller au combat, suivant les drapeaux qui rappelaient la

gloire conquise de Madrid à Guadalajara, du Jarama à Belchite, de Brunete à Teruel. A la frontière française, ils défilent la tête haute devant André Marty, organisateur des brigades — alors que les officiers réactionnaires de Daladier mettaient au frais le champagne avec lequel ils reçurent les mercenaires de Hitler et de Mussolini, la soldatesque des puissances qui préparent la grande bataille contre la France...

Les brigades internationales ne sont pas seulement entrées dans l'histoire ; demain comme hier, elles seront au premier rang de la lutte pour la liberté des peuples et pour l'unité de la classe ouvrière. Elles furent et elles sont *la meilleure incarnation de la solidarité internationale, du front unique antifasciste, de l'honneur, de la fidélité, de la bravoure du prolétariat*. Elles furent et elles sont le gage de la victoire de la cause pour laquelle chaque jour ils se montraient prêts à combattre et à mourir.

Ils sont venus de tous les pays, ils rentrent dans tous les pays pour renforcer le front de la liberté, pour rendre courage aux hésitants, pour reconforter ceux qui faiblissent, pour réaliser contre tous ceux qui résistent l'unité de la classe ouvrière et du peuple. Leur exemple apprend aux peuples à surmonter l'abjection du fascisme et la honte de la capitulation. Le peuple allemand et le peuple italien, souillés par les criminels exploits des valets des bourreaux fascistes qui, en Espagne, égorgeaient des femmes et des enfants, verront dans les combattants allemands et italiens des brigades internationales le symbole de leur dignité retrouvée et de leur liberté qui s'avance. Le peuple anglais, dont le gouvernement réac-

tionnaire a vendu le peuple espagnol à Hitler et à Mussolini, verra, lui-aussi, dans les combattants britanniques des brigades internationales un exemple qui l'aidera à mettre fin à la honteuse politique de Chamberlain. Le peuple français verra que les combattants français des brigades internationales sont tout l'opposé de Daladier et de Bonnet, qui abandonnent la France à l'encercllement de l'agresseur fasciste. Il verra que les combattants défendaient la République française en même temps que la République espagnole. L'internationalisme conséquent des brigades internationales fut, en même temps, la forme la plus haute de la défense des intérêts nationaux des peuples dont venaient les combattants internationaux.

Alors que les gouvernements fascistes lançaient leurs troupes sur l'Espagne, alors que les gouvernements non-fascistes mettaient en scène la perfide escroquerie de la « non-intervention », alors que les dirigeants réactionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale manifestaient d'une part leurs sympathies à la République espagnole, et soutenaient d'un autre côté la « non-intervention », dans tous les pays, les meilleurs fils du peuple se mettaient en route pour venir au secours des combattants espagnols de la liberté. Des ouvriers communistes et socialistes quittèrent leur patrie et leur famille; ils traversèrent, bravant de multiples dangers, de nombreuses frontières, et arrivèrent en Espagne. Des paysans vendirent leur dernière vache, pour combattre, aux côtés des paysans espagnols, les fascistes qui exploitent le paysan. Des intellectuels, des écrivains, des médecins, des ingénieurs se mirent à la disposition de la jeune armée populaire espagnole. Des catholiques

qui, dans leur pays, étaient liés aux masses, sentirent que leur conscience les obligeait à combattre la barbarie fasciste les armes à la main. Des hommes de tous les pays et de tous les camps s'unirent dans les brigades internationales, fonctionnaires du mouvement ouvrier qui, par des années et des années de travail avaient conquis la confiance des masses et jeunes gens brûlant de se précipiter au combat pour la liberté, soldats expérimentés qui avaient déjà appris à se servir des armes dans la guerre mondiale, jeunes communistes et jeunes socialistes hardis qui s'étaient battus en Autriche ou qui avaient reçu ailleurs le baptême du feu sur les barricades, ouvriers qualifiés qui venaient directement de leurs entreprises, écrivains enfin, dont les œuvres sont connues de tout le monde cultivé. Dans la lutte pour la liberté, les hommes de trente nations, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des syndicalistes aux cheveux gris, de jeunes prolétaires et de jeunes étudiants, des communistes, des socialistes, des anarchistes, des catholiques et des sans-parti formèrent la grande *unité* des brigades internationales. Ils étaient au milieu d'un peuple qui s'unissait de plus en plus fortement contre l'agresseur fasciste, au milieu de l'héroïque peuple espagnol, ils incarnèrent le front unique international. Ils étaient et ils constituent l'argument le plus puissant à s'opposer aux dirigeants réactionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale, adversaires de l'union de la classe ouvrière : *l'expression la plus claire de la volonté d'unité qui anime les masses de tous les pays*. C'est en eux, et non dans les adversaires de l'unité, que la classe ouvrière internationale voit les gardiens des tradi-

tions les plus précieuses du mouvement ouvrier, les réalisateurs de ses tendances les plus nobles.

L'héroïque peuple espagnol a été trahi par les puissances « démocratiques », et il n'a pas été soutenu suffisamment par le mouvement ouvrier des pays capitalistes. Certes, la solidarité prolétarienne a centuplé, le mouvement d'aide à l'Espagne a pris des proportions importantes, mais, il faut le dire ouvertement, l'appui *politique* décisif a été empêché par les chefs réactionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale. Ce furent les brigades internationales qui tentèrent, au prix de leur vie, de réparer le tort immense que les partisans de la « non-intervention » ont fait à la République espagnole et ainsi à la classe ouvrière internationale. Ce furent les brigades internationales qui réalisèrent, malgré tous les obstacles, la discipline de combat, la solidarité, la mission historique de la classe ouvrière. Elles étaient sans peur. Pour elles, la capitulation sous toutes ses formes était quelque chose d'inimaginable. Lorsque les murs de pierre s'écroulaient sous les obus, elles étaient, elles, plus solides que le roc. Lorsqu'il fallait absolument tenir une position, elles tenaient cette position jusqu'au dernier homme. Elles allaient à l'attaque en chantant, elles étaient inébranlables dans la défense. Elles conquièrent l'amour et l'admiration de leurs compagnons de lutte espagnols. Elles fournirent des éducateurs militaires et politiques pour beaucoup des jeunes cadres de l'armée populaire de la République. Les noms de leurs bataillons, Thälmann, Edgar André, 12 février, Garibaldi, Commune de Paris, Dombrowski, Lincoln, Rakosi, Masaryk, sont deve-

nus légendaires en Espagne. « Chevaliers de la liberté », c'est ainsi que les baptisa le courageux Négrin, président du Conseil de la République espagnole. Lorsqu'elles défilèrent pour la dernière fois dans les rues de Barcelone, elles soulevèrent une tempête de larmes et d'acclamations. Un poète leur dit au nom du peuple espagnol :

Vous venez de loin... Mais que veulent dire ces distances pour votre sang, qui chante sans connaître de frontières. Restez ! Vous criez les arbres, les horizons et la lumière. Frères, votre nom fera Madrid grande et brillante !

Maintenant, ils ont quitté l'Espagne, le pays dans lequel leur sang continuera éternellement à fleurir, le sang des huit mille internationaux qui sont tombés sur la terre espagnole. *Ils ont juré de continuer à combattre pour la liberté, pour l'unité de la classe ouvrière.* Ils seront fidèles à ce serment, dans tous les pays et dans toutes les conditions. La classe ouvrière internationale reçoit de leurs mains le testament de huit mille morts, les revendications politiques et morales d'un peuple de héros qui, par la lutte qu'il a menée pour la liberté, est devenu l'exemple de tous les peuples. De leurs mains la classe ouvrière internationale reçoit aussi une mission historique : comme les brigades internationales, elle doit frayer une route à la liberté, et réaliser l'unité.

La classe ouvrière doit voir quel trésor d'expériences les combattants de la liberté rapportent d'Espagne, elle doit reconnaître que, au cours d'une lutte de deux années, des cadres précieux se sont formés. Chaque travailleur conscient doit comprendre que le grand serment qu'ont prêté ceux de ses frères qui

rentrent d'Espagne l'engage lui aussi de la manière la plus sérieuse. Suivre l'exemple donné par les internationaux, celui de l'unité la plus forte, de la plus grande solidarité, de la discipline et de la bravoure la plus

haute, suivre cet exemple dans la lutte contre le fascisme et contre la capitulation, c'est une tâche que les travailleurs conscients doivent réaliser dans le monde entier.

## Il nous faut l'unité de parole et d'action.

**O**n peut dire que l'invasion de la Catalogne par les fascistes italo-allemands et la livraison de Minorque au lieutenant de Hitler et de Mussolini ont été ressenties par des millions d'ouvriers et d'autres gens honnêtes comme autant de coups de massue. Depuis longtemps, la pensée d'innombrables citoyens de tous les pays va, de plus en plus, à ce peuple espagnol uni dans sa lutte contre l'intervention fasciste ; c'est grâce à cette unité que ce peuple résiste toujours à un adversaire techniquement supérieur ainsi qu'à un blocus renforcé.

Quel peuple pourrait encore se sentir en sûreté, si l'Espagne devait être vaincue, malgré son héroïsme ?

se demandait en octobre le président de l'Internationale ouvrière socialiste, De Brouckère, en pressentant les répercussions imminentes que les accords de Munich allaient avoir sur la lutte en Espagne.

Cet héroïque peuple espagnol qui donne au monde l'exemple de la résistance à l'agression fasciste, doit-il être inévitablement terrassé, en dépit de tous ses efforts et de tous ses sacrifices et bien qu'il rende à l'humanité entière un inoubliable service ? Voilà ce que se demandent avec anxiété des millions d'êtres humains

dont les cœurs battent à l'unisson des cœurs espagnols.

Les meilleurs, les plus courageux et les plus fidèles lutteurs pour la liberté et l'indépendance des peuples, ces lutteurs dont la gloire légendaire parvient aux confins de la terre, doivent-ils périr sous le feu roulant des canons de Krupp, et la pluie de bombes d'avions allemands et italiens, alors que l'écrasante majorité des hommes civilisés souhaite leur victoire ? — se demandent ceux que l'exemple du peuple espagnol stimule et encourage à vaincre le fascisme.

Or, à ces questions posées par des cœurs honnêtes et anxieux, viennent déjà répondre des « explications » hypocrites de prétendus amis de la classe ouvrière : les succès militaires remportés en Espagne par les troupes interventionnistes démontrent aux dires de ces gens, l'inutilité de la résistance ; la classe ouvrière des divers pays devrait battre en retraite pour ne pas provoquer l'ennemi et elle ferait mieux de se contenter de la petite place à l'antichambre que la bourgeoisie assigne aux travailleurs, plutôt que de mener, par tous les moyens, une lutte acharnée contre le fascisme.

Ces « explications » de messieurs Citrine, Schevenels, Spaak, etc. lesquels, dès 1936, avaient prédit la

fin proche de la lutte espagnole, ne sont, en réalité, qu'un poison paralysant la classe ouvrière.

Pourquoi — pour en revenir à la question posée par De Brouckère — aucun peuple ne pourrait-il se sentir en sûreté si l'Espagne, malgré tout son héroïsme, venait à être vaincue ?

C'est parce qu'une pareille « victoire » des interventionnistes fascistes ne témoignerait pas contre la cause juste du peuple espagnol, mais qu'elle démontrerait simplement l'insuffisance de l'appui prêté à l'Espagne par la classe ouvrière internationale et par les amis du progrès dans tous les pays.

C'est parce qu'une « victoire » des interventionnistes fascistes, impossible sans un appui direct des forces réactionnaires impérialistes de l'Angleterre et de la France, augmenterait le danger couru par tous les peuples que menace l'axe fasciste.

C'est parce qu'une « victoire » des interventionnistes fascistes bien que ne pouvant anéantir la volonté du peuple espagnol de vivre libre — car cette volonté triompherait finalement de tous les obstacles — témoignerait que les peuples menacés par le fascisme ne savent pas encore agir conformément à leur propre volonté ainsi qu'à leurs intérêts vitaux.

Car, un fait démontré par les mouvements politiques récents, c'est que l'écrasante majorité de la classe ouvrière de tous les pays considère la lutte du peuple espagnol comme sa propre lutte et, par ailleurs, de très nombreux travailleurs, intellectuels et bourgeois honnêtes sympathisent avec le peuple espagnol. La corrélation des forces n'est pas caractérisée par l'attitude de Chamberlain, de Daladier, de Bonnet et autres Flandin, mais par le fait que de nombreux partisans de Franco, surtout dans le

camp catholique, ainsi que beaucoup de ceux qui n'avaient jusqu'ici exprimé aucune sympathie pour le peuple espagnol se sont élevés récemment contre les interventionnistes italo-allemands. De par le monde, les témoignages de sympathie et de solidarité avec le peuple espagnol se sont multipliés, tout à l'encontre des manifestations pro-interventionnistes des milieux dirigeants des pays capitalistes.

La question essentielle est donc la suivante :

Pourquoi n'a-t-on pas réussi jusqu'ici, malgré la sympathie et les manifestations de solidarité toujours croissantes et malgré l'insistance des grandes masses dans tous les pays à faire lever le blocus, à empêcher la continuation de l'intervention et à éliminer dans les pays démocratiques la minorité réactionnaire inféodée à l'axe fasciste ?

Les lutteurs les meilleurs et les plus dévoués à la liberté de l'Espagne se recrutent, par milliers, parmi les travailleurs et les intellectuels de nombreux pays. Beaucoup d'entre eux ont sacrifié une partie de leurs maigres salaires, de leurs modiques appointements, de leurs modestes revenus, afin d'aider le peuple espagnol combattant, ainsi que les femmes et les enfants privés d'abri. Ouvriers communistes, social-démocrates et sans parti, intellectuels progressistes des nuances les plus diverses, jeunes travailleuses et étudiantes de diverses tendances rivalisent à qui exécutera le mieux un devoir devenu pour eux une affaire d'honneur ; ce devoir consiste en un vaste appui moral et matériel au peuple espagnol luttant pour sa liberté.

Or, cette réponse à la question posée est encore incomplète.

Dans son importante conférence

sur les enseignements donnés par l'Espagne à l'Europe et à l'Amérique, José Diaz a parlé de deux enseignements essentiels donnés aux peuples que menace le fascisme :

Le premier, c'est que si l'on veut arrêter les progrès du fascisme, il faut lui faire face avec toutes les armes, avec décision et courage et ne pas lui abandonner la moindre position.

Le second, uniquement, c'est que pour lui faire face, le peuple doit être uni.<sup>1</sup>

Pourquoi donc ces vérités ne sont-elles pas encore reconnues au point que l'unité du peuple espagnol combattant trouve un équivalent dans la ferme unité de toutes les nations dont les intérêts coïncident avec ceux de l'Espagne républicaine ?

Pourquoi les forces puissantes de la classe ouvrière internationale, ne se sont-elles pas alliées, afin de former dans la lutte pour l'aide à l'Espagne, un front commun de combat ?

On aurait tort de prétendre, écrit Georges Dimitrov, que la II<sup>e</sup> Internationale et l'Internationale d'Amsterdam ne se sont pas occupées de façon officielle des problèmes de lutte contre l'agression fasciste et d'aide à la République espagnole. Elles ont adopté, bon nombre de résolutions, et certains de leurs dirigeants ont prononcé à ce sujet de bons discours. Mais entre ces paroles et les actes réels, il y a un abîme béant<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> José Diaz : *la Leçon que l'Espagne donne au monde*, p. 13. Bureau d'éditions, 1939.

<sup>2</sup> G. DIMITROV : *Après le complot de Munich. Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme*, p. 38. Bureau d'éditions, 1938.

Dans un appel à tous leurs partis et à toutes leurs organisations, l'Internationale ouvrière socialiste et la Fédération syndicale internationale ont réclamé une conférence commune en 1938 :

Il convient d'employer tous les moyens à leur disposition — y compris les plus énergiques — pour faire cesser la politique de « non-intervention ».

Elles appellent toutes les organisations adhérentes à agir afin que soit portée à l'Espagne républicaine une aide immédiate et efficace...

Elles appellent toutes les organisations adhérentes à renforcer l'action de solidarité ouvrière en faveur des camarades espagnols, à donner à cette action l'envergure exigée par les circonstances, à réclamer que les gouvernements respectifs interdisent le commerce en marchandises provenant de l'Espagne franquiste...

Fin mai 1938, le Comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste déclarait :

L'attaque toujours énergique de l'Allemagne et de l'Italie impose aux partis adhérents, plus péremptoirement que jamais, le devoir d'inciter, à l'aide de tous les moyens de pression nécessaires, les gouvernements démocratiques et, en premier lieu, les gouvernements anglais et français à abandonner la politique que ces derniers ont poursuivie jusqu'à ce jour...

En novembre 1938, les Bureaux de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale formulaient les revendications suivantes :

L'opinion publique de tous les pays restés encore libres doit s'opposer avec la plus grande énergie, à toute tentative d'imposer au peuple espagnol, une solution dictée par des étrangers.

Pas de soumission à la volonté des Etats fascistes !

Pas de solution du conflit espagnol sans le concours du peuple espagnol et contre ce peuple !

Pas de reconnaissance à Franco de droits de belligérant :

1. Il ne doit être cherché aucune solution de la guerre d'Espagne *sans que soit au préalable consulté le peuple espagnol* représenté par le gouvernement légal de la République.

2. Une solution ne peut être trouvée que sur la base du droit international aujourd'hui négligé ; il en résulte que toutes les troupes étrangères, avec leurs auxiliaires et le matériel de guerre qui sert à dévaster l'Espagne, doivent être retirées.

Il appert de ces thèses des organismes dirigeants de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, ainsi que des propositions et des résolutions de ces deux organismes qu'au moins une partie de leurs chefs responsables voit les conséquences possibles de la guerre d'Espagne.

Cependant, la II<sup>e</sup> Internationale, laquelle dans sa résolution prise après Munich avait déjà dû mentionner des « ambiguïtés meurtrières » de la politique des pays ayant des ministres ou un fort Parti social-démocrates, a permis à de « nouvelles ambiguïtés meurtrières », d'empêcher la réalisation de ses propres décisions. La faute en incombe aux dirigeants de la social-démocratie internationale, lesquels ont fait la sourde oreille aux démonstrations et aux revendications pressantes des socialistes espagnols ou bien ont fait usage d'« arguments » qui constituent également des « ambiguïtés meurtrières ».

Bien que, dans leurs résolutions, l'Internationale ouvrière socialiste et la Fédération syndicale internationale eussent réclamé l'emploi des moyens

les plus énergiques, les principaux leaders du Labour Party anglais ont empêché même les mesures les plus simples et les plus évidentes, telles qu'une pression énergique sur le gouvernement en faveur de la levée du blocus et une campagne des ouvriers contre l'exportation du matériel de guerre destiné aux agresseurs.

Bien que dans leurs résolutions l'Internationale ouvrière socialiste et la Fédération syndicale internationale eussent clairement protesté contre toute solution imposée *du dehors* au peuple espagnol, certains présidents du Conseil social-démocrates tels que Spaak et Stauning se sont hâtés de nouer des rapports diplomatiques avec le lieutenant espagnol de Hitler et de Mussolini ; d'autre part, les politiciens social-démocrates anglais et français ont, depuis longtemps, entretenu des relations avec les milieux capitulaires espagnols, précisément en vue de mettre le peuple espagnol devant le fait accompli.

Bien qu'en France, 312 députés se fussent prononcés contre la reconnaissance de Franco, la direction des socialistes français n'a pas fait agir la classe ouvrière, transformant ainsi en force réelle les sympathies du peuple français exprimées dans la protestation des 312. Une pareille action de la classe ouvrière ne s'est pas produite bien que la direction eût déclaré, dans son manifeste du 3 février que la France « ne pouvait plus négliger simultanément ses intérêts et son devoir » et qu'elle eût réclamé l'envoi aux républicains espagnols d'armes et de vivres.

La *Berliner Børsenzeitung* (Journal de la Bourse de Berlin), un de ces organes fascistes dont les dirigeants secrets sont pécuniairement intéressés à une Espagne régie par

Franco, écrivait le 22 février que la protestation des 312 députés pourrait devenir un sérieux danger pour une intervention fasciste en Espagne, si, au sein même de la fraction social-démocrate, il n'y avait pas de divergences de vues au sujet de l'assistance à prêter à la République espagnole.

Or, on connaît les frictions entre Blum et Faure, écrivit le journal précité, et l'on peut bien s'imaginer que tous les membres de la fraction Blum n'ont point l'ardent désir de renverser, par exemple, le cabinet Daladier pour courir les aventures.

A nouveau, comme avant Munich, les agresseurs et les maîtres chanteurs fascistes sont encouragés dans leurs méthodes brutales, par leur connaissance des résistances intérieures qui empêchent les forces antifascistes d'agir avec énergie.

Ils ne pourraient pas entreprendre leurs chantages, leurs interventions et leurs annexions s'ils ne savaient pas que la classe ouvrière et le mouvement populaire antifasciste sont handicapés et divisés par l'activité de certains chefs social-démocrates qui se moquent des décisions de leurs propres organisations et qui mettent l'union avec la bourgeoisie de leur pays au-dessus de l'unité de la classe ouvrière.

Voilà ce qu'il faut changer. Pour

obtenir l'unité d'action de la classe ouvrière, pour réaliser une politique qui réponde à la volonté des grandes masses du peuple, il faut rétablir l'unité de parole et d'action. Si les membres des organisations social-démocrates veillent à harmoniser réellement les actes de leurs organismes avec les extraits précités des décisions de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, et s'ils mettent un frein aux saboteurs de leurs propres décisions, un pas essentiel sera fait vers l'unité de la classe ouvrière. Si les membres et les partisans des organisations social-démocrates réalisent l'unité de parole et d'action au sein de leurs propres organismes, la coordination des forces de la classe ouvrière internationale enregistrera un progrès substantiel, car une semblable unité de parole et d'action signifierait la fin de l'union réelle et pernicieuse qui unit aujourd'hui une partie des chefs socialistes et la bourgeoisie, union qui empêche le prolétariat d'adopter une politique indépendante de classe et rend, par conséquent, impossible un vaste mouvement antifasciste populaire capable de surmonter toutes les résistances. Si les masses social-démocrates réalisent à temps cette politique, elles pourront encore influencer les événements imminents en Espagne.

## 1789-1939



Le gouvernement dirigé par Daladier-Bonnet a reconnu Franco, Franco le bourreau du peuple espagnol; Franco qui, par le feu et le sang, veut

imposer à un peuple libre et fier entre tous, le plus noir régime de despotisme féodal!

La reconnaissance de Franco, au 150<sup>e</sup> anniversaire de la grande Révo-



lution Française ! Le sceau de la France apposé sous l'acte le plus abject de trahison de la France envers la grande République espagnole, continuateur des traditions sublimes de 1789 !

Les Français donneront au monde  
Et la paix et la Liberté,

prédit aux générations futures, le *Chant du départ* de 1793. Mais un siècle et demi plus tard, les héros de l'armée républicaine espagnole, qui veulent empêcher que se dresse aux frontières de France une nouvelle Bastille, sont parqués prisonniers dans d'ignobles camps de concentration, battus à coups de crosse et de sabre par des tirailleurs sénégalais spécialement choisis ; livrés aux intempéries, à la vermine, à la maladie, tandis qu'est suspendue en permanence sur leurs têtes, la menace d'être livrés aux bourreaux fascistes.

La France se couronne d'une gloire civique qui n'a point d'égale. . . ,

disait-on dans le monde. . . il y a 150 ans. Mais de quelle triste gloire se couvre la France de 1939 qui livre à une nouvelle Inquisition les héroïques combattants espagnols !

Plutôt la mort que l'esclavage,  
C'est la devise des Français,

chantaient les combattants de 1791, dans leur *Hymne à la liberté*. C'est leur serment que tient aujourd'hui le peuple d'Espagne, tandis que les petits-fils des Jacobins prêtent l'oreille aux prêchers de « servitude plutôt que la mort ».

Relève-toi, bonhomme accablé,  
Pour regarder en face qui te brave.  
Le tyran fuiera devant l'esclavage. . .

Et Jacques Bonhomme, relevait la tête, et les tyrans fuyaient. Mais aujourd'hui ce sont les tyrans qui relèvent la tête. C'est Goebbels qui proclame que « l'an 1789 sera rayé de l'histoire », tandis que la presse de Mussolini bafoue la démocratie et traite de « génération fripouille » les continuateurs des immortels principes de la Révolution française.

Tremblez, ennemis de la France,  
Rois ivres de sang et d'orgueil,  
Le peuple souverain s'avance,  
Tyrans, descendez au cercueil !

Les ennemis de la France sont loin de trembler aujourd'hui. Ce sont eux qui à Munich, et à Burgos, dictent leurs conditions à la France.

Franco est reconnu. La France vole au gouvernement légitime d'Espagne l'or qu'il avait déposé. Et les héroïques officiers du 5<sup>e</sup> corps de Lister sont jetés en prison comme « voleurs » pour avoir voulu sauver les biens de la République espagnole.

Où nous semons, chaque peuple  
[moissonne. . .

chantaient Béranger. Hélas ! la France sème aujourd'hui la trahison et les peuples moissonnent l'esclavage.

Goethe s'écriait alors :

Tous les peuples opprimés tournaient leurs yeux vers la capitale du monde, chacun sentait renaître en soi le courage, l'âme et la parole. . . ,

Mais, aujourd'hui, ce sont des yeux rougis par la colère et par les larmes que tournent vers la France, les femmes de la Tchécoslovaquie écartelée et de l'Espagne martyre.

Avec cœur tout bon Français com-  
[battra !  
S'il voit du louche, hardiment  
[parlera.

Or, dans la politique menée aujourd'hui, par les Daladier-Bonnet, au nom de la France, il y a tant de ces choses « louches » : des forces occultes gouvernent la France. Les ministres sont ceux des banques, des trusts. Ce sont des émissaires « privés » qui dictent aux diplomates officiels français de Berlin et de Rome la politique décidée auparavant avec Hitler et Mussolini. Et il apparaît aussi, toujours plus clairement que ces puissances occultes, préférant une France faible à un peuple français fort, sont en train d'asséner à la France, défaite sur défaite, dans le domaine de la politique extérieure, en même temps qu'ils essaient par tous les moyens, pour briser l'union du peuple de France, de détruire le Front populaire, de rompre l'unité de la C.G.T., de frapper le Parti communiste de France, le meilleur artisan de cette union et de cette unité.

Pour imposer aux masses une politique aussi contraire à ses intérêts, la réaction emploie envers les masses les mêmes méthodes de chantage, de tromperie, de mensonge, d'intimidation et de violence que les puissances fascistes elles-mêmes. Mais que dire de ces hommes du Parti radical, qui soutiennent une telle politique, et comment concilier celle-ci avec les traditions de la Révolution française, dont se réclame le Parti radical ? Et l'on cite déjà comme une démonstration d'indépendance et de courage, le fait de *ne pas applaudir* un discours de Daladier ou de Bonnet !

Au moment où les chacals de la réaction hurlent et se précipitent sur la République espagnole, et que les lâches et les timorés posent la question : vers quelle frontière allez-vous maintenant reculer ? C'est Négrin et

les républicains fidèles à la lutte, ce sont les combattants de l'Armée du centre qui répondent par la bouche de leur commissaire général : le communiste Hernandez : ce n'est pas une frontière pour la retraite que nous cherchons, mais nous poursuivons la *lutte* pour reconquérir nos frontières ! Et c'est Lister qui proclame :

Non, non, abandonner la lutte, c'est abandonner la paix et la liberté. Le fascisme ne pardonne pas. Renoncer à la lutte contre lui, c'est lui livrer dix fois plus de vie, dix fois plus de sang !

C'est Pasionaria qui, proclamant la « patrie en danger », soulève toutes les femmes et tous les hommes de Madrid et d'Espagne, contre l'envahisseur.

De nos yeux maternels, ne craignez  
[pas les larmes :  
Loin de nous, les lâches douleurs !

chantent les mères de 1792. C'est leur exemple qu'exaltent et que suivent les femmes de Madrid !

Tandis que les radicaux préparent les fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française, le peuple espagnol défend au prix de son sang l'héritage sacré de cette révolution. Et parce qu'ils mènent cette lutte, ils sont trahis par la France, injuriés et traînés dans la boue par les arrière-petits-enfants de la Convention ! Au cours de l'une des solennités prévues apparaîtra un orateur, le drapeau de la Révolution posé en écharpe sur son frac. Hier il a serré la main de Franco, et aujourd'hui il prépare son discours sur Robespierre. C'est la faillite historique de la bourgeoisie que ce tableau indique, de façon éclatante. La danse macabre d'une classe qui fut nationale et révo-

lutionnaire et qui, aujourd'hui, livre la nation à l'ennemi et a horreur de la révolution. « Le jour de gloire est arrivé ! » chantait, il y a 150 ans, la jeune bourgeoisie française.

Mais le sang des combattants de la liberté a fait surgir un jour nouveau,

historique, le jour de la classe ouvrière qui se place à la tête des peuples. Aucune trahison, aucune conspiration, aucune « Sainte Alliance » de la bourgeoisie réactionnaire, ne saura empêcher l'avènement de ce grand jour.

## « Accordez-moi un délai de 2.000 ans ! »

**M**ALGRÉ la forte injection reçue par le fascisme allemand fin septembre à Munich, son état a encore empiré. Ni l'annexion de l'Autriche ni le démembrement de la Tchécoslovaquie n'ont pu arrêter sa pourriture et sa décomposition intérieures. L'aspect martial que le régime entretient avec autant de soin que le faisaient jadis les lieutenants prussiens pommadés et corsetés, ne peut parfois être conservé qu'au prix de beaucoup de peines et de grimaces douloureuses.

Le médecin payé par ce régime n'a pas mérité ses honoraires. Ses artifices manquent leur but. Ses tours de passe-passe n'en imposent qu'à peu de gens. De plus en plus souvent, des courts-circuits viennent couper le courant. Lorsque, en septembre 1938, le ministre de la Propagande du Reich dut faire ses preuves, ce fut un échec complet. Flambeaux, tambours, hauts-parleurs et autres accessoires se révélèrent insuffisants à créer une véritable griserie guerrière. L'inventeur de « romantisme d'acier », l'oiseau patibulaire qui conduisit, en croassant, la pègre déchaînée de Berlin, le maître du vaste appareil de la « Chambre de culture du Reich », de la presse et de

la radio, eut beau gesticuler furieusement, il ne réussit à dominer ni l'orchestre ni le public. Ce lamentable fiasco le mit en danger. Les journaux annoncèrent qu'il était gravement « malade ».

Le médecin rusé ne s'était pas aperçu que le mécontentement qui couve depuis longtemps a pris une extension considérable et, qui plus est, a revêtu un caractère différent et bien autrement sérieux. Il ne suffit plus d'appeler les mécontents « beuglants », « broyeurs de noir », « critiques insipides » ; de très grandes masses du peuple allemand ont reconnu avec épouvante que le régime actuel les entraîne dans une nouvelle « guerre de 30 ans ». Le mécontentement, jusqu'ici épars, et que le régime avait pu circonscrire ou maîtriser par des manœuvres, des menaces ou des concessions partielles, a pris la forme d'une opposition politique à large base. Ni les procès monstres intentés aux communistes et aux socialistes après la crise de septembre, ni les exécutions en masse de « traîtres à l'Etat et au pays », ni les poursuites engagées contre les prêtres de différentes religions, ni les barbares pogroms juifs n'ont pu empêcher le développement d'une vaste opposition politique au

régime hitlérien. Le médecin recourut donc en février à un moyen désespéré. Sans tenir compte de son pied fourchu, il s'élança lui-même, sur la scène, découvrit sa poitrine, mit la main sur la région où est situé le cœur, et prodigua affirmations, exécutions et menaces. Son cœur devait être plein jusqu'au bord, car sa bouche a vraiment débordé. Il commença par accuser certains chansonniers ; c'est leur faute si les élucubrations nocturnes du fuh-  
rer à Obersalzberg sont si honteusement négligées. Ces chansonniers qui jusqu'ici avaient joui d'une certaine liberté de fait, afin de créer l'impression qu'on peut encore « risquer un mot osé » en Allemagne, furent congédiés « à tout jamais » (le régime ne se contente pas de moins) et coffrés. A cette occasion, le public apprit que le régime hitlérien allemand désire vivre... 2.000 ans. Au début, il était dit : « Accordez-moi un délai de 4 ans ! ». Puis, cette demande fut répétée. Aujourd'hui, le ministre de la Propagande du Reich envisage une période de 2.000 ans, et c'est pour qu'on ne trébuchât pas au début même de ce long chemin que furent supprimés les inoffensifs chanteurs de cabaret.

La mise à pied des conférenciers de Berlin devait servir d'exemple. Elle fut le prélude d'une campagne en règle contre toute critique, contre tout calembour politique ainsi que contre tous les intellectuels. Or, ce même ministre de la Propagande du Reich, ce mandataire à pouvoirs étendus qui gouverne la presse, la radio, le cinéma, le théâtre, la littérature et les beaux-arts, constate, après six ans de gestion, qu'il se trouve dans une impasse. Le capital qui lui avait été confié n'a rapporté

aucun intérêt et lui a glissé des mains.

Dans ces articles qui donnent — bien que plutôt à la manière d'un miroir déformant — une image de l'évolution des choses, le politicien malchanceux prodigue aujourd'hui des injures, même à l'adresse d'un grand nombre de ses anciens collaborateurs. Cela n'a rien d'étonnant. Parmi ceux qu'il croit aujourd'hui injurier en les appelant « intellectuels », beaucoup lui ont tourné le dos. Jadis, les couches petites-bourgeoises formaient les principaux soutiens du fascisme. Aujourd'hui, elles ne lui prêtent qu'un appui bien restreint ; c'est là le résultat d'une profonde évolution politique du peuple allemand, évolution qui a englobé et modifié, entre autres, les couches précitées. Et ce processus n'est pas dû uniquement au désappointement éprouvé ; il s'explique surtout par le fait que les couches petites-bourgeoises se virent obligées d'abandonner après un douloureux réveil, leurs illusions et leurs erreurs de jadis. Aujourd'hui, ces couches sentent qu'une destinée commune les lie aux masses travailleuses. Elles sont en passe de devenir un facteur politique dans la lutte contre le fascisme réactionnaire et hostile à la culture. Le régime avait cru qu'en expulsant des universités, des académies, des beaux-arts, des théâtres, des ateliers, etc. les éléments démocratiques et juifs, il réussirait à transformer ces institutions en des foyers d'empoisonnement de toute la vie intellectuelle. Or, l'application des principes fascistes et l'infiltration du virus de l'idéologie hitlérienne ont suscité de nouvelles forces de résistance, forces que le régime combat désespérément.

Les « grandes constructions monu-

mentales » de l'architecte raté — cette honte des villes allemandes — provoquent des plaisanteries, et, d'autre part, le peuple est indigné de cette dilapidation des ressources publiques. La tristesse du « service du travail » a dégrisé les esprits tout autant que l'ont fait les tirades monotones des « petits Hitlers », des « chefs de quartier » et autres « dignitaires », du Parti fasciste. Toutefois, ce sont les plans démesurés de conquête impérialiste qui rencontrent, dans les couches précitées, l'opposition la plus vive. La question : « Y aura-t-il la guerre ? » a profondément bouleversé les esprits et les protestations contre la politique d'excitation à la guerre se manifestent des façons les plus variées. Le ministre de la Propagande est surtout révolté par la résistance opposée aux interminables quêtes, organisées sous les dominations d'« aide hivernale », de « mets unique », d'« aide aux Sudètes », etc. Il enrage en voyant le déluge de requêtes présentées aux diverses administrations. Il croit porter à ses adversaires un coup décisif en avouant qu'à l'occasion d'une de ces quêtes malfamées ou les bonzes bruns prennent personnellement part, plus de 200 mémorandums et requêtes ont été présentés dans une seule localité ! Résumons : les « accusations » portées par le ministre de la Propagande contre les méchants « intellectuels » qui critiquent le régime et contrecarrent sa politique, ne font que prouver que l'opposition contre le régime hitlérien est étendue et profonde.

C'est en vain que M. Gœbbels répète, à grands flots d'encre, que les

intellectuels contre lesquels il fulmine ne représentent que « 10/0 du peuple » ou que « 1.000 personnes ». Il avoue lui-même qu'un « courrier formidable » qu'il reçoit de toutes les parties de l'Allemagne, l'oblige à se prononcer à ce sujet. En même temps, il avoue que ses brusques convulsions lui valent de nouveaux paquets de correspondance. Il a lui-même expliqué sa tentative d'exciter à nouveau à un progrom des intellectuels, adversaires du régime, par sa crainte de voir ces intellectuels faire front commun avec les grandes masses travailleuses, et il a reconnu que les « intellectuels » constituent un danger lorsque les « événements politiques prennent tournure de crise ». Voilà qui est bien clair : il y a « danger » et « tournure de crise » pour le régime fasciste lorsque le peuple s'unit et fait front commun. Les événements imminents de politique extérieure vont poser au fascisme allemand des problèmes bien autrement ardues que l'avaient été ceux des journées de septembre. Les suites très prononcées des perturbations intérieures essuyées pendant les journées de septembre, montrent au peuple allemand, ainsi qu'à tous ceux qui veulent combattre le foyer de guerre impérialiste, les endroits vulnérables du fascisme allemand. Gœbbels a interdit les bons mots politiques, car, de temps en temps, ils reflétaient la haine des intellectuels contre le régime fasciste, mais cette haine croît toujours et ne peut être interdite. Chassée du cabaret, elle s'avance, de plus en plus résolument, sur la grande scène de la politique.

## Une dangereuse méthode de commerce extérieur.

**D**ANS ses discours de commande, le tambour-major du capital financier allemand se plaît à faire vibrer des notes pathétiques. Qu'il parle d'art « dégénéré » ou d'« art conforme à la race », de la manière de se tenir assis dans une Mercedes-Benz ou de problèmes économiques, toujours il cherche et il trouve un « mot ailé » destiné à devenir pour quelque temps un slogan en vogue.

« Exporter ou mourir » est un de ces « mots ailés ». Certes, il est en contradiction avec les déclarations antérieures de l'orateur, mais il s'accorde bien avec la situation particulièrement pénible créée pour l'industrie allemande par le régime hitlérien.

Fin janvier, le total du commerce extérieur allemand (y compris l'Autriche et les Sudètes annexés) — 913,6 millions de marks — était inférieur au total du commerce extérieur allemand (sans l'Autriche et les Sudètes) du 1<sup>er</sup> janvier 1938 — 929 millions de marks. L'année 1938 s'était terminée avec un solde déficitaire d'environ 450 millions. En un seul mois, fin décembre 1938 à fin janvier 1939, l'importation totale fut abaissée de 5,419 à 472 millions de marks; celle des produits alimentaires indispensables accusa, à elle seule, une diminution de 69,9 millions. Dans le même temps, l'exportation tombait de 504,1 à 441,3 millions de marks.

Les chiffres que nous venons de citer sont le reflet tout naturel d'une économie nationale subventionnée et

réglementée par un Etat qui prépare une guerre d'agression. Ils reflètent la prédominance de l'industrie des armements, ainsi que l'élimination ou l'anéantissement partiel des petites et moyennes entreprises spécialisées dans les produits de qualité destinés au marché mondial. Ils forment le corollaire nécessaire de cette méthode d'exportation qui impose aux partenaires l'achat de grosses quantités de marchandises, en échange de matières premières ou de produits demi-ouvrés. Plusieurs Etats de l'Amérique latine, les pays balkaniques ainsi que la Turquie ont déjà recueilli, dans leurs relations commerciales avec l'Allemagne hitlérienne, des expériences chèrement acquises : comme résultat de ces relations, leur propre industrie périclita et leurs maisons de commerce se virent obligées de stocker des marchandises de rebut. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie et la Suède, l'Allemagne hitlérienne, en tant que « puissance commerciale », alla plus loin encore : en insistant pour que ces pays reconnaissent les édits allemands sur la « composition raciale » de la direction et du personnel des maisons étrangères, elle essaie de les englober dans la « sphère économique allemande ».

Cependant, ainsi que nous l'avons déjà dit, le fort déclin du commerce extérieur allemand est dû, en partie, à cette pratique flibustière. Ces temps derniers, le mouvement de boycottage des articles allemands a reçu, en de nombreux pays, des impulsions nouvelles.

Il existe encore une autre raison pour laquelle la pratique allemande des exportations mérite une attention particulière des travailleurs étrangers. L'organe du capital financier allemand, la *Bertiner Börsenzeitung* (Journal de la Bourse de Berlin) a annoncé que l'Allemagne est décidée à une *exportation à outrance*. Cette expression ne peut être interprétée qu'en ce sens que le régime hitlérien ne reculera devant aucun moyen, afin d'étendre au commerce extérieur sa méthode d'expansion. L'« exportation à outrance » destinée à saper et à bouleverser les conditions actuelles du commerce international, est une de ces formes de « guerre en temps de paix » qu'a commentées l'expert national-socialiste en matière de politique économique, le « professeur » Hunke. Le principe que les traités internationaux ne sont conclus que dans le but de paralyser, en faveur de l'Allemagne hitlérienne, la liberté de mouvement du partenaire, ce principe, qui, en matière politique, forme depuis longtemps partie intégrante du fascisme allemand est ainsi introduit aujourd'hui dans le domaine économique. Une des premières conditions nécessaires à l'« exportation à outrance » est un nouvel abaissement des salaires des ouvriers et des employés allemands accompagné d'une productivité à nouveau accrue.

On procède actuellement en Allemagne à une rationalisation *sui generis* qui diffère des précédentes surtout par le fait qu'elle est réalisée à l'aide des moyens coercitifs de l'Etat ainsi qu'à l'aide du vaste appareil de l'organisation fasciste. Cette rationalisation est contrôlée et dirigée par un Comité industriel investi de pouvoirs dictatoriaux. Les organisations du « Front ouvrier allemand » et les

« délégués d'entreprises » sont devenus les instruments de cette nouvelle rationalisation. La loi édictée en 1938 sur le « concours des travailleurs aux tâches intéressant la politique de l'Etat » a été remplacée en février 1939 par une autre loi plus radicale encore dont les dispositions abrogent, dans la pratique, les derniers vestiges de la liberté du travail et font des ouvriers et des employés de passifs instruments des offices de la main-d'œuvre. La « journée normale de travail » dure, en moyenne, 10-12 heures; dans de nombreuses entreprises, une journée de 14 à 16 heures est considérée comme normale. Le travail est exécuté à une vitesse infernale. La loi précitée a donné aux offices de la main-d'œuvre le droit d'affecter, à leur gré, les ouvriers et les employés à tous autres travaux et de les transférer à tout autre endroit, même au cas où ce changement devait impliquer une diminution sensible du salaire. Les offices de la main-d'œuvre ont, en outre, le droit de « rééduquer » ouvriers et employés, c'est-à-dire de les arracher à leur métier et de les dresser pour une autre « profession ». Les rêves les plus audacieux de l'ingénieur Arnhold de néfaste mémoire, lequel, dans les années d'après-guerre, exécutait pour le compte de l'industrie lourde des expériences sur l'élevage d'ouvriers-machines, se réalisent-ils aujourd'hui? Ce n'est pas par hasard que ce même Arnhold joue un rôle important dans la rationalisation en cours.

Dans l'intérêt de la préparation à une guerre d'agression, aussi bien que dans celui d'une « exportation à outrance », les jeunes gens sont dirigés systématiquement, c'est-à-dire sans qu'il soit tenu compte de leurs inclinations ou de leurs aptitudes vers des professions dont on considère

important de renforcer les cadres. En voici un exemple : l'office de la main-d'œuvre de Brunswick a informé la maîtrise des boulangers que cette année il ne devrait être admis que 40 apprentis boulangers au lieu de 200 réellement nécessaires. Les journaux fascistes menacent ouvertement de recourir à la contrainte lors « du choix d'une profession ».

Entre temps, les produits alimentaires deviennent toujours plus chers et plus rares et les salaires baissent. C'est aux ouvriers allemands que l'exportation à outrance réclame ses premières victimes.

C'est là un fait qui demande une attention particulière de la part des ouvriers des pays visés par l'exportation fasciste allemande. La solidarité prolétarienne la plus élémentaire exige que ces ouvriers s'opposent à l'importation et à la vente de produits d'un pays où le travail des ouvriers

et des employés n'est pas libre. En organisant le boycottage des marchandises allemandes, ils aideront leurs camarades allemands qui sont privés des droits les plus élémentaires.

D'autre part, une pareille attitude devant l'exportation allemande est dictée également par leurs propres intérêts. Les méthodes dont les capitalistes allemands se servent pour abaisser les prix de revient en vue du dumping, suggèrent aux capitalistes réactionnaires d'autres pays l'idée d'appliquer ces mêmes méthodes à leurs propres ouvriers, afin de pouvoir défier la concurrence allemande. En luttant contre l'exportation à outrance de l'Allemagne hitlérienne, les travailleurs se défendent en même temps contre l'application dans leur propre pays des méthodes inhumaines du fascisme allemand.

**Si c'est de la folie,  
elle n'est pas sans logique.**

**S**IR Stafford Cripps, l'orateur le plus populaire du Labour Party et le meilleur porte-parole des travaillistes au Parlement, vient d'être exclu du Parti, au grand étonnement de ses amis et de ses ennemis.

Et quel fut son crime ? Pendant les jours décisifs de la bataille de Catalogne, il a demandé au Labour Party de prendre l'initiative d'organiser toutes les forces de l'opposition, afin de renverser rapidement le gouvernement Chamberlain. C'est pour cette raison que les traîtres et les capitulards, les hommes qui, en septembre 38, applaudirent au voyage de Cham-

berlain à Berchtesgaden, ont exclu sir Stafford Cripps du Parti travailliste.

La veille de son exclusion, Cripps écrivit un article qu'il envoya au *Daily Herald*. Voici ce qu'il y dit :

S'il est vrai qu'en Espagne, en France, en Angleterre et dans d'autres pays, la question la plus importante est maintenant de maintenir la démocratie et la liberté de la classe ouvrière, c'est sans aucun doute le devoir de tous les démocrates de ne pas mettre au premier plan le but définitif de leurs diverses tendances politiques, mais de se rassembler sur la base de cette



question, de la lutte pour la démocratie et la liberté contre le fascisme et la guerre.

Dans le même numéro du *Daily Herald* (25 janvier), un certain Francis Williams, un de ces gens qui écrivent sur commande, et qui sont toujours prêts à fournir des arguments pour n'importe quelle politique aux dirigeants du Labour Party, faisait la controverse dans les termes suivants :

Ni la liberté de la classe ouvrière, ni la démocratie ne peuvent être actuellement sauvées autrement que par le socialisme.

Tout à fait exact, mais actuellement, qu'est-ce que cela veut dire ? Supposons que Chamberlain prépare, ce qui est non seulement possible, mais tout à fait vraisemblable, une nouvelle trahison de Munich, aux dépens de la France cette fois. Supposons ensuite, ce qui est non seulement vraisemblable, mais cette fois certain, que la masse du peuple britannique tente alors de contraindre Chamberlain à se retirer. Dans ce cas, le Labour Party répondrait par conséquent, se plaçant du point de vue politique que pose Williams : « Ou nous obtiendrons un gouvernement socialiste, ou Chamberlain restera. » En un mot, le point de vue précédent, point de vue apparemment de « gauche », n'est rien d'autre que la plate-forme d'une lamentable capitulation devant Chamberlain.

Et encore pire ! C'est la plate-forme d'une lâche capitulation devant Hitler. Si Chamberlain est prêt — et il l'est — à satisfaire encore une fois l'appétit de Hitler aux dépens de la classe ouvrière, de la démocratie et de la liberté des peuples, le Labour Party s'accommode de la situation en haussant les épaules, au nom de

cette fameuse thèse : « Ni la liberté de la classe ouvrière ni la démocratie ne peuvent être sauvées autrement que par le socialisme. » Comme le socialisme n'est pas réalisé en Angleterre, on doit justement soutenir Chamberlain et capituler devant Hitler... Voilà la sagesse politique de ces dirigeants du Labour Party.

Pour que l'on ne puisse croire que nous parlons de Williams en déformant ses paroles, nous allons le citer encore :

Si la démocratie britannique doit être assez forte pour venir à bout du fascisme, il faut une organisation nationale de la vie économique pour un but commun, une organisation non moindre et plus nécessaire que celle du fascisme, poursuivant toutefois un but très différent : et cela, seul le socialisme peut le faire.

Ainsi, ces dirigeants du Parti travailliste entendent par « socialisme » une imitation de l'« organisation » fasciste de la vie économique, c'est-à-dire le pouvoir illimité de quelques trusts géants, sous le poids desquels succombent non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans, les artisans, les petits commerçants et les petits entrepreneurs. L'organisation fasciste de l'économie, qui, en réalité, ruine l'économie, cette organisation qui, avec sa folie furieuse de tout ordonner dans son intérêt, aboutit au chaos, c'est donc, avec « toutefois un but très différent », le rêve de ces socialistes à la Chamberlain. Et comme l'on n'est pas encore parvenu au stade de cette organisation, il est absurde, selon la logique démente de MM. Williams et C<sup>ie</sup>, de s'opposer à Chamberlain et au fascisme. Avec la même logique, on pourrait affirmer qu'il est absurde d'éteindre un incendie, car il serait préférable d'at-

tendre que l'on découvre un matériau de construction qui résiste au feu.

Williams va encore plus loin. Il demande avec une feinte naïveté :

Quelle est la politique qui, selon sir Stafford, conduirait à ce rassemblement des forces ? Elle doit adopter un programme en 12 points, qui, dès qu'il se détourne du programme immédiat du Labour Party, devient si vague que M. Chamberlain lui-même pourrait l'adopter.

Nous voudrions bien savoir quels sont ceux de ces points que pourrait adopter M. Chamberlain. Peut-être celui-ci :

Protection efficace des droits et des libertés démocratiques, sécurité du peuple anglais contre des attaques de l'intérieur et de l'extérieur ?

Ou encore celui-là :

Politique de paix positive, politique de l'action commune pour la sécurité collective, avec la France, la Russie, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays démocratiques, pour le renforcement de la démocratie en face de l'agression ?

Ou le suivant :

Contrôle des ressources financières de la nation par le contrôle de la banque d'Angleterre, et, si cela est nécessaire pour l'application du programme ci-exposé, augmentation des impôts directs ?

Il est absolument certain que Neville Chamberlain, l'ami du fascisme, ne peut appuyer aucun de ces points. Mais il est tout à fait évident qu'il consentirait à un « socialisme » qui, selon les vœux de M. Williams, introduirait en Angleterre le principe fasciste de l'« organisation de l'économie ». Cependant, les dirigeants

du Labour Party s'efforcent de faire passer Chamberlain pour un vieux monsieur très correct, qui, malheureusement, est un ignorant, et ne sait pas, hélas ! ce qu'il veut... il ne faut donc pas lui opposer une résistance résolue, mais être avec lui doucement indulgent. Ils veulent dissimuler le fait que Chamberlain est un réactionnaire plein de ruse et d'expérience, qui mène la politique anglaise dans les ornières fascistes.

Ce refus de reconnaître le vrai caractère de Chamberlain et de sa politique est caractéristique de la ligne de la bureaucratie syndicale.

Non seulement ces gens déclarent que le danger fasciste n'existe pas en Angleterre tant que Chamberlain reste au pouvoir, mais ils voient le seul danger fasciste possible en un gouvernement de gauche faible.

Nous pouvons certainement nous instruire de l'exemple de la France, dit Williams, je ne pense pas cependant qu'il faille l'imiter. Car le seul fait assuré, c'est qu'en Angleterre, la faillite d'un faible gouvernement de gauche donnerait au fascisme l'impulsion qui lui manque aujourd'hui.

Cela signifie par conséquent : Tant que l'on n'empêchera pas Chamberlain de faire une politique qui favorise les oligarchies financières, et qui favorise par là même le fascisme, le fascisme manque d'impulsion en Angleterre. Mais si l'on formait un gouvernement de gauche pour faire une autre politique que celle que souhaitent les oligarchies financières, le fascisme recevrait cette impulsion. Il nous semble avoir déjà entendu tout cela ; c'était lorsque les dirigeants de la social-démocratie allemande prêchaient : « Hindenburg est le meilleur rempart contre Hitler. Tant que Hindenburg reste prési-

dent, il est impossible que Hitler prenne le pouvoir. » Les dirigeants du Labour Party anglais aboutissent à la même conclusion : « Tant que Chamberlain est au pouvoir, nous sommes sûrs de ne pas avoir le fascisme. Le seul danger de fascisme, ce serait un gouvernement de gauche qui le provoquerait [on voit que les dirigeants du Labour sont trop timides pour admettre qu'un gouvernement de gauche pourrait être fort]. Il faut donc empêcher la formation d'un gouvernement de gauche. » Et ainsi, les Williams et consorts voient leur tâche politique de la manière suivante : tout faire pour empêcher le peuple de remplacer le gouvernement Chamberlain par un gouvernement démocratique. Si c'est de la folie, elle n'est pas sans logique.

Dans un autre article du même Williams, paru le 2 février, on voit où ces gens veulent en venir :

Qu'y a-t-il derrière ce mouvement pour l'alliance avec ceux qui divergent fondamentalement de la politique socialiste ?

Et il répond :

Ce mouvement résulte d'une peur de la guerre et du fascisme si violente qu'il semble qu'elle rende impossible tout jugement calme et posé. Cette peur de la guerre et du fascisme se répand comme une épidémie, suscitant partout une véritable hystérie politique. La peur est une mauvaise base lorsqu'on fait de la politique. Je hais la guerre. J'ai le fascisme en horreur. Mais je refuse de perdre la tête dans une terreur panique causée par le fascisme et la guerre, car je suis convaincu que si la force du mouvement travailliste organisé se maintient, nous serons en mesure de donner à la démocratie britannique une orientation qui mettra fin au danger fasciste.

Lorsque ces phrases furent écrites, les fascistes donnaient l'assaut aux derniers retranchements de la Catalogne, et Roosevelt déclarait à la commission de l'Armée du Sénat américain qu'il craignait un « second Munich ».

Mais M. Williams ne craint rien. Il a assisté calmement, pendant trois années, aux souffrances de l'Espagne, et ces hommes qui maintenant déclarent orgueilleusement que le mouvement travailliste pourra toujours battre Chamberlain, non seulement ont empêché ce mouvement de mener une lutte sérieuse contre Chamberlain (ils considéraient le gouvernement de gauche comme le plus grand danger), mais ils l'ont empêché d'entreprendre quoi que ce soit d'efficace pour obliger le gouvernement anglais à vendre des armes à l'Espagne. M. Williams a assisté tranquillement à l'annexion de l'Autriche, au démembrement de la Tchécoslovaquie. Il a consenti tranquillement à ce que son propre journal souhaite un bon voyage à M. Chamberlain lorsque celui-ci s'en-vola pour Berchtesgaden, il écrit tranquillement :

Je suis convaincu que si la force du mouvement travailliste organisé se maintient, nous serons en mesure de donner à la démocratie britannique une orientation qui mettra fin au danger fasciste.

Fortes paroles ! Mais quand est-ce que cela se produira ? Les dirigeants en lesquels Williams a confiance disent pourtant aux ouvriers que l'on ne peut rien faire avant les prochaines élections. Eux, qui restent calmes lorsque le fascisme asservit un pays après l'autre, tandis que la deuxième guerre impérialiste nécessite de se développer, ils sont inquiets.

seulement lorsqu'ils voient que le peuple anglais souhaite un gouvernement de gauche. Pour anéantir le « danger principal », ils luttent, en refusant le rassemblement de toutes les forces de l'opposition, pour la victoire électorale de Chamberlain aux prochaines élections !

Mais peut-être Hitler, Mussolini et Chamberlain, moins tranquilles que les dirigeants du Labour Party, n'attendront-ils pas les prochaines élections en Angleterre. Peut-être Hitler et Mussolini déclencheront-ils, bien longtemps avant les prochaines élections, une nouvelle offensive qui leur permettra, avec l'appui de Chamberlain, d'accélérer encore l'avance de la deuxième guerre mondiale impérialiste. Alors, M. Williams et ses collègues continueront à assurer au monde qu'ils sont

convaincus que si la force du mouvement travailliste organisé se maintient, nous serons en mesure de donner à la démocratie britannique une orientation qui mettra fin au danger fasciste.

Dans un appel adressé à ses membres, l'Exécutif du Labour Party déclare que les travaillistes, partout où le gouvernement avait obtenu aux dernières élections une majorité de 6.000 voix, battraient Chamberlain, et finiraient même par triompher.

## Peut-on se déclarer solidaire de Spaak?

**N**ous avons publié dans notre numéro de novembre, un certain nombre de remarques politiques qui ont eu le don d'exciter l'ire des capitulards que la II<sup>e</sup> Internationale, compte dans ses rangs. Notre article

Cependant, d'après les résultats des élections complémentaires qui eurent lieu au cours de l'été de 1938, et même après Munich, (bien qu'après Munich le nombre des voix de l'opposition augmenta encore), il ne semble pas que le Labour Party doive en arriver là. En fait, la seule élection qui lui fut nettement favorable fut l'élection complémentaire de Bridgewater, où l'union des forces des libéraux et des travaillistes s'était faite sur un candidat unique.

La leçon à tirer est claire. L'unité démocratique peut renverser Chamberlain, mais, pour arriver à réaliser cette unité, il faut d'abord mettre au pilori ces forces qui, au sein du Labour Party, soutiennent Chamberlain et considèrent l'accession au pouvoir d'un gouvernement de gauche comme le plus grand mal. Les travailleurs doivent tout faire pour réduire à l'impuissance ces gens qui dissimulent leur politique à la Chamberlain par de vains bavardages sur le socialisme et sur l'indépendance de la classe ouvrière, ces gens qui parlent d'« hystérie politique » lorsque l'unité devient une pressante nécessité, qui empêchent la classe ouvrière anglaise de prendre la place qui lui revient en droit, à la tête du peuple anglais, dans la lutte pour la défense de la démocratie et de la paix.

« Les défenseurs de la trahison<sup>1</sup> » signalait que l'organe social-démocrate de Bâle *Arbeiterzeitung* avait

<sup>1</sup> *Internationale communiste*, 14 novembre 1938, p. 1715.

dit, après la capitulation de Munich, que l'on ne pouvait rester une heure de plus dans la II<sup>e</sup> Internationale. Nous ajoutions :

Cet état est certes compréhensible; nous n'en sommes pas moins d'avis que la tâche des social-démocrates honnêtes, conscients de leur classe, est d'engager la lutte à l'intérieur de la II<sup>e</sup> Internationale, contre la pernicieuse politique des chefs réactionnaires, pour imposer, avec toutes les forces saines de la social-démocratie, un revirement<sup>1</sup>.

Nous indiquions, en outre, qu'il existe dans la II<sup>e</sup> Internationale, à côté de complices de la réaction comme Spaak et Citrine, des leaders ouvriers honnêtes, représentant la volonté des masses social-démocrates à l'aide desquelles il est possible de préserver la II<sup>e</sup> Internationale de la ruine. Telles sont les constatations qui ont tant irrité les capitulards. Le trotskiste Maurice Paz qui s'est incrusté dans la direction du Parti socialiste français, déclare dans la revue *Le socialiste*, du 1<sup>er</sup> février, que c'est précisément la « tactique scissionniste » des communistes — de ne pas faire de scission. Il lui paraît particulièrement révoltant que nous invitions les social-démocrates mécontents de la politique des capitulards, à ne pas quitter la II<sup>e</sup> Internationale, mais à engager la lutte pour l'épuration et la consolidation intérieure de celle-ci. Le *Cri des jeunes*, organe de presse social-démocrate, qui paraît à Lille, en réponse à notre prise de position, invite les leaders ouvriers honnêtes de la II<sup>e</sup> Internationale à se déclarer solidaires de gens tels que Citrine et Spaak.

Les ouvriers social-démocrates ont

eu largement l'occasion de se rendre compte, ces derniers temps, de tout le mal causé au mouvement ouvrier international par des hommes comme Spaak. Des social-démocrates honnêtes peuvent-ils vraiment se déclarer solidaires de gens qui s'unissent au fascisme, comme les chefs de la social-démocratie japonaise? De gens qui préconisent une guerre de conquête aux côtés des agresseurs fascistes, comme les chefs de la social-démocratie hongroise? Qui traitent le socialisme d'« idée erronée », comme les chefs de la social-démocratie tchèque? De gens, enfin, qui désagrègent systématiquement le mouvement ouvrier, comme le « socialiste » belge Spaak?

Une crise grave s'est abattue sur le Parti ouvrier belge, par suite du travail de désagrégation des Spaak et De Man. Le P. O. B. avait tenu son 57<sup>e</sup> congrès dans les premiers jours du mois de novembre 1938, à Bruxelles. Après des débats longs et orageux, le congrès repoussa à l'unanimité toute reconnaissance de Franco de la part de la Belgique. Il invita les ministres socialistes, également à l'unanimité, à ne prendre aucune décision à ce sujet, sans en référer au préalable à la direction du Parti. Spaak jura ses grands dieux qu'il se conformerait toujours aux décisions du Parti, même si celui-ci commettait des erreurs et des « actes de démesure ».

Ce qui ne l'empêcha point, trois semaines plus tard (le 29 novembre 1938) de déclarer au Sénat que le gouvernement belge avait résolu d'engager des négociations avec Burgos, pour l'envoi d'un représentant belge.

Cette déclaration provoqua la convocation d'un congrès extraordinaire,

1. *Idem*, p. 1717.

juste un mois après le premier, le 5 décembre 1938.

Les conférences régionales du P.O.B. (Bruxelles, Liège, Namur, Verviers, Huy, Charleroi et d'autres, mais non Anvers, ni Gand) donnèrent mandat, presque à l'unanimité, à leurs délégués, de prendre catégoriquement position contre la reconnaissance de Franco; Bruxelles alla jusqu'à réclamer au congrès un rappel à l'ordre des ministres socialistes.

Trois délégués seulement se prononcèrent en faveur de la reconnaissance: le ministre Balthasar, le délégué flamand Vos et le trotskiste Lieber. Par 372.452 voix contre 187.598 et 7.920 abstentions, le congrès adopta une résolution contraire à la décision gouvernementale d'envoi d'un représentant de la Belgique à Burgos et ajouta que « trahir la classe ouvrière et l'Espagne, c'est porter un coup de poignard à la classe ouvrière et à la démocratie ».

Le congrès extraordinaire souhaitait la démission des ministres socialistes. Spaak et le groupe des « socialistes nationaux » décidèrent de ne pas se soumettre, à la décision du congrès extraordinaire, de rester au gouvernement, et de se présenter devant le Parlement. Le 6 décembre, Spaak obtenait de la Chambre un vote de confiance au gouvernement par 114 voix de majorité (comprenant les voix des fascistes rexistes et de 18 socialistes) contre 49 voix d'opposition (38 socialistes, 7 communistes, 4 libéraux) et 21 abstentions. Ainsi, on avait le rare spectacle d'un président du Conseil se disant socialiste qui obtenait la confiance en opposition avec son propre Parti, et ce grâce à l'appui des fascistes.

Le 7 décembre 1938, le député

communiste Lahaut lisait à la tribune de la Chambre une lettre relatant que Spaak avait tenu les propos suivants, au groupe des députés socialistes :

Vous vous étonnez de mon changement de position, mais vous verrez encore bien d'autres changements. Je ne suis plus socialiste. La lutte des classes et le marxisme sont des théories périmées qui n'ont plus de sens aujourd'hui. Si je me retire du gouvernement, ce sera uniquement pour créer un parti de centre droit et lancer un grand journal.

En dépit de ces déclarations, le Conseil général du P.O.B., dans une séance à laquelle assistaient les ministres socialistes, décidait quelques jours après le congrès extraordinaire, que, étant donné la situation, les ministres socialistes ne devaient pas démissionner; on ajoutait qu'ils étaient prêts à exécuter les décisions du congrès extraordinaire sur la non-reconnaissance de Franco.

La mort de Vandervelde qui avait lutté infatigablement contre la reconnaissance de Franco et avait travaillé à un renouvellement du Parti ouvrier, permit aux Spaak et De Man de mettre encore plus brutalement leurs plans à exécution. Au début du mois de janvier, le bureau du Parti, réuni sous la présidence de De Man, en l'absence de trois de ses membres (Buset, Wanters et Gailhe) décidait d'approuver la politique intérieure du gouvernement Spaak et de donner carte blanche au président du Conseil, dans la question de la reconnaissance de Franco. Cette décision contraire aux résolutions des deux congrès précédents et aux statuts, fut soumise d'abord au Conseil général, puis à un nouveau congrès extraordinaire du P.O.B., convoqué le 15 janvier. Entre-

temps, avant la réunion du congrès extraordinaire, Spaak et les ministres socialistes prenaient la décision d'envoyer un représentant belge à Burgos, c'est-à-dire, de reconnaître Franco *de facto*.

Convoqué hâtivement, avant que les organisations de base pussent manifester leur sentiment, le congrès se trouva placé devant le fait accompli.

Après une discussion orageuse, des conflits d'opinion très graves, le deuxième congrès extraordinaire, qui ne personnifiait nullement l'opinion des masses, prit, par 362.869 voix contre 197.650 voix et 7.250 abstentions, une résolution conçue en termes vagues qui approuvait la politique extérieure du gouvernement et signalait, une fois de plus, la nécessité, pour les socialistes, de participer au gouvernement. L'opposition comptait environ 44.500 voix de la section bruxelloise, 62.000 de Liège, 22.000 de Huy-Waremme, et 6.000 de Verviers. La section de Huy-Waremme ayant déposé une deuxième résolution, qui blâmait la méthode employée par le bureau du P. O. B. dans la question de Burgos, elle ne fut repoussée que par 293.366 voix contre 231.999 et 13.825 abstentions, malgré les menaces de De Man déclarant, avant le scrutin, que l'adoption de la résolution entraînerait la démission du Bureau. Spaak fit toutes sortes de promesses par lesquelles il ne se sentait pas lié. Quelques jours avant le congrès il avait fait savoir qu'il ne saurait être question de vendre des armes à la République espagnole. Il expédia un représentant de la Belgique à Burgos et refusa de rétablir les relations diplomatiques avec le gouvernement républicain, arguant que c'était à ce dernier de faire les premiers pas.

Après la provocation en politique extérieure, il y eut la provocation intérieure. Le président du conseil Spaak nomma le nationaliste flamand Martens membre de l'Académie de médecine flamande. Martens était un ancien condamné à mort pour haute trahison. Il avait fait partie de ce gouvernement dit flamand qu'avaient constitué les envahisseurs allemands pendant la guerre. Plus tard, il bénéficia d'une amnistie. Un titre pareil conféré à ce traître suscita l'indignation générale, notamment parmi les anciens combattants, et provoqua des démonstrations de protestation. Spaak fut rossé sur la voie publique, la question nationale divisa la fraction parlementaire socialiste et le président du Conseil fut obligé de démissionner.

La provocation était évidente. Les agents du fascisme allemand cherchaient à dresser le peuple flamand contre le peuple wallon, en vue de saper l'unité nationale. Le journal allemand *Westdeutscher Beobachter* ne se demandait-il pas, le 10 février, avec une joie maligne, si ce conflit ne signifiait pas le commencement de la décomposition de l'unité belge? Le moins qu'on puisse dire, c'est que Spaak s'est jeté aveuglément dans le piège tendu par les fascistes.

Les partisans flamands de Spaak, inventeurs du « socialisme flamand », encouragent les menées nationalistes. Ils ont combiné une théorie selon laquelle, par suite de la « situation nationale particulière » de la Flandre, il n'existerait point, là-bas, de grand capital, et qu'en conséquence il serait permis d'y être moins orthodoxe en matière de lutte des classes. Tout cela revient, naturellement, à porter de l'eau au moulin du fascisme hitlérien et de son officine l'« Association nationaliste fla-

mande »; « socialisme flamand » et « socialisme national », ce sont uniquement des étiquettes différentes pour la même trahison envers le socialisme.

La politique de Spaak a eu pour résultat une grande agitation et un commencement de désagrégation au sein du Parti ouvrier belge, dont elle a ébranlé les fondements, à telle enseigne que son organe central, *le Peuple*, se voyait contraint de publier le 21 janvier, sous la signature de De Brouckère, président de la II<sup>e</sup> Internationale, les constatations suivantes :

La jeunesse m'a communiqué son mécontentement. Les anciens m'ont fait savoir leur profonde inquiétude. Les uns et les autres ont l'impression que le Parti n'est plus *leur* Parti, puisqu'on a eu le front de ne pas tenir compte de la volonté décidée, expressément manifestée des membres du Parti, des « non » proclamés par des Fédérations entières, après délibérations approfondies des organisations de base; ces dizaines de milliers de « non » ont pu être transformés en « oui » sans nouvelle consultation, par simple décision de quelques comités... Et il y en a d'autres [des membres du Parti] qui veulent quitter le Parti, pour donner plus de poids à leur protestation.

Aussitôt après le congrès extraordinaire du P.O.B., la « Jeune Garde » socialiste prit la décision de convoquer un congrès pour délibérer sur la situation. Son secrétaire général Godefroid écrivait, dans la *Jeunesse nouvelle* :

*Alea jacta est* [Le sort en est jeté.]

Notre sentiment de fierté fait place à un sentiment de honte. Notre affliction recule devant le souci de notre sécurité morale. Si Vandervelde se trouvait encore parmi nous, alors il proposerait, ainsi qu'il l'a déclaré, que l'Internationale replie son drapeau et choisisse un autre endroit que Bruxel-

les, pour le monument à Matteotti...

La troisième journée du congrès, du congrès-fantôme, s'est déroulée dans des circonstances où il était impossible de consulter l'opinion des membres du Parti.

Nous dénonçons toute valeur à ce congrès. Il ne nous engage à rien...

Nous ne demandons rien d'excessif.

Nous demandons qu'on nous déclare :

Pour être dans le P.O.B., il faut être socialiste! Si nous ne réussissons pas à renouveler le Parti et à obtenir cette déclaration, alors adieu le Parti de Vandervelde!

Travailleurs, vous avez la parole!

Le député socialiste Delbrouck signale dans un article du journal *Wallonie*, que les ouvriers des entreprises menacent de se retirer des syndicats, que certaines sections de la Jeune Garde se dissolvent d'elles-mêmes, en déclarant qu'elles ne veulent pas soutenir un Parti à la tête duquel se trouve Spaak; enfin que le doute et l'hésitation pénètrent dans les rangs des socialistes. Dans un deuxième article, il exige l'exclusion de Spaak, qu'il traite de peste, de cancer, dont la suppression est nécessaire pour sauver le reste de l'organisme.

Dans ces conditions, un socialiste honnête peut-il se déclarer solidaire de gens tels que Spaak?

Quiconque demande réellement le renouvellement du Parti ouvrier belge, doit reconnaître la nécessité vitale de la constitution du front unique et de l'application d'une politique démocratique conséquente, aussi bien à l'intérieur du P. O. B., que dans le pays, une politique qui permettrait au Parti ouvrier belge de devenir le point central du rassemblement des forces démocratiques autour d'un gouvernement conforme aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple belges. Quiconque tient à



préservent les Partis social-démocrates d'une désagrégation progressive, doit nettoyer leurs rangs des capitulards et des traîtres, et travailler au rassemblement de toutes les forces saines de la social-démocratie. C'est

cela et pas autre chose que nous avons demandé. La crise du Parti ouvrier belge ne fait que confirmer avec une saisissante netteté combien cette revendication était justifiée et nécessaire.

## « Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark »

**Q**UAND le congrès de la social-démocratie danoise se réunit en janvier, quelques événements peu ordinaires s'étaient déroulés au Danemark. Deux officiers supérieurs de l'armée danoise venaient d'être limogés, parce que leurs relations avec le « deuxième bureau » allemand au cours de la crise de septembre étaient devenues trop visibles. On venait de supprimer une organisation d'espionnage, dotée de nombreuses ramifications, placée sous la direction de l'assassin de Liebknecht, Pflugk-Harttung, parce que son activité était trop visible, même pour les magistrats danois. Mais les travailleurs du Danemark n'avaient pas encore digéré ces nouvelles lorsque fut commis, dans le bureau de la direction de la social-démocratie, un cambriolage témoignant d'une grande connaissance des lieux et des choses. Toutes sortes de documents intéressant le gouvernement furent volés. Ces documents prirent, par le premier courrier, le chemin de Berlin, et une partie d'entre eux fut publiée dans le journal fasciste de Copenhague. Peu auparavant, des documents avaient déjà été volés dans des conditions

identiques. Au cours d'un procès intenté par le ministre socialiste de la Justice contre Fritz Clausen, fuh- rer des fascistes danois, l'avocat fasciste Eiler Pontoppidan indiqua des documents qui avaient été détournés du ministère de la Justice par des fonctionnaires fascistes de la police. C'est plus que la police n'en peut permettre, même au Danemark : l'avocat et quelques fonctionnaires de la police politique furent arrêtés. Le directeur de la police politique, Andreas Nansen, ancien agent de l'Okhrana tsariste, qui, depuis des années, travaille également pour la Gestapo, a dû prendre un congé de toute urgence. Il apparaît que les agents de la Gestapo dans la police politique font en même temps partie de cette bande nazie de Vilfred Petersen qui se fit remarquer à maintes reprises : des bombes furent jetées contre la demeure du ministre de la Guerre social-démocrate, un émigré antifasciste allemand fut enlevé par ces gens qui, il n'y a pas longtemps encore, manifestaient leur antisémitisme par de mauvais coups et des extorsions de fonds aux dépens de commerçants de Copenhague. Il est évident, depuis la découverte d'un second centre d'espion-

nage, que Pflugk Harttung et l'avocat fasciste font la liaison entre tous les groupes fascistes; qu'il existe une centrale en liaison avec la Gestapo, qui conduit méthodiquement tout le travail de sape qui se fait au Danemark.

Tous les fils du réseau que la Gestapo a tissé sur le Danemark ne sont pas rompus. Et lorsque le chef de la police d'Etat danoise déclare, pour rassurer l'opinion publique, que la « police danoise tout entière est saine », il ne peut cacher par là qu'il est prouvé qu'« il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark ». Les menées terroristes, l'espionnage, exécutés sur les ordres du fascisme allemand, redoublent au moment même où les éléments fascistes de toute nuance développent une forte activité dans tout le Danemark, et organisent le rassemblement de leurs forces. La collaboration des fascistes de l'intérieur avec l'ennemi fasciste qui menace le Danemark de l'extérieur est apparue plus clairement que jamais après ces événements, aux yeux de tous les Danois.

Et cependant, le congrès du Parti social-démocrate, au moment où ces événements émeuvent l'opinion publique, publie un manifeste dans lequel on ne voit nulle part apparaître le terme « fascisme » ! Le président du Parti, Th. Stauning, qui est également président du Conseil, décrit certes en détail, dans son rapport sur la politique de la social-démocratie danoise, les événements qui se sont déroulés au cours de ces cinquante dernières années, mais il observe un mutisme complet sur tous ceux qui se sont déroulés pendant les cinquante jours qui ont précédé le congrès. Le mot « fascisme », ou « nazisme », dont les ouvriers

danois se servent pour exprimer leur dégoût, leur haine des auteurs de guerre, des bourreaux et des espions fascistes, Th. Stauning ne le prononce jamais.

Ce n'est pas par hasard. Les ouvriers social-démocrates du Danemark n'étaient pas seuls à attendre les explications du président du Conseil : les fascistes allemands les attendaient aussi avec intérêt. Le président social-démocrate d'un petit pays qui s'est engagé, envers l'Allemagne hitlérienne à la neutralité et à beaucoup d'autres choses, était là dans la salle d'examen de l'agresseur. Au congrès social-démocrate, Stauning n'a pas parlé de l'intervention allemande, qui, ces derniers temps, se fait de plus en plus impudente, dans les affaires intérieures du Danemark. Il n'a pas parlé des menées des agents allemands. Car ce que le fascisme allemand entend par « neutralité », c'est une chose assez vaste qui comprend tous ces agissements.

Cette « neutralité » de suicide suppose aussi la complète « synchronisation » de l'opinion publique du Danemark. Le fascisme allemand a obtenu, grâce à la pression exercée par son *Statthalter* de Copenhague, lequel jouit de privilèges diplomatiques, un nombre record de censures de presse, de destitutions de rédacteurs, d'interdictions de livres, de fermetures d'expositions, de changements de programme dans les théâtres, etc. Au Danemark, aucune critique de la situation actuelle de l'Allemagne ne doit être permise. Stauning demande donc au congrès qu'à l'avenir, pour ce qui est de la politique, « le Danemark ait une attitude apolitique à l'égard des conditions de politique extérieure des autres pays ». Ces « autres pays », c'est naturellement l'Allemagne hitlérienne.

Les discours de Stauning, de l'avis du *Vælkischer Beobachter* méritent une bonne note. Ce n'est pas la première fois que le *Vælkischer Beobachter* chante les louanges de Stauning. La première fois, ce fut lorsque Stauning fit une violente campagne contre l'idée d'une ligue défensive des Etats du Nord. Cette fois, le portrait de Stauning paraît dans le *Vælkischer Beobachter* avec une dédicace pleine de reconnaissance :

Le dirigeant du gouvernement danois a esquissé les obligations de la neutralité véritable en disant que l'opinion publique d'un Etat neutre doit s'abstenir de toute espèce de critique contre la forme de gouvernement d'autres pays.

Mais Stauning va encore plus loin sur le chemin de la capitulation, qui est pavé des devoirs de la « neutralité ». Il répète d'abord que le Danemark,

pour le cas où un conflit se produirait entre d'autres nations, prendra une attitude impartiale, et s'interdira toute espèce d'ingérence...

Pour le social-démocrate Stauning, les attaques fascistes contre des peuples pacifiques sont des « conflits entre d'autres nations ». Mais qu'est-ce qui doit se passer avec la nation danoise ?

Stauning pense que le peuple danois ne peut s'en rapporter à personne, et qu'il est contraint à l'impuissance. La solidarité internationale entre les petits et les grands peuples n'est qu'un rêve. La victime d'une agression ne peut compter sur aucun secours.

Toutes les paroles fumeuses du passé, dit-on plus clairement encore dans le manifeste du congrès, tous les espoirs de

recevoir un appui à l'heure du danger ne sont propres qu'à égarer, car pour notre pays, tout cela, au même titre que les plans d'alliance, ... est sans actualité ni possibilité pratique.

Renoncer de cette manière à toute espèce de secours et de soutien, cela n'est rien autre qu'abandonner son propre pays. Stauning dit certes que : « si la neutralité est violée, que ce soit par accident ou à dessein, il faut protester », mais il ajoute immédiatement : « si la chose se présente de telle manière qu'il soit possible de protester ». Les avions militaires allemands survolent le territoire danois. Les bateaux de guerre allemands croisent dans les eaux danoises. Des centres d'espionnage allemands s'installent au Danemark. Des organisations allemandes nazies revendiquent, sur le sol danois, la modification de la frontière et le rattachement à l'Allemagne du Schleswig danois. Quand le gouvernement danois a-t-il adressé à Berlin, à propos de toutes ces violations de la frontière danoise et de la souveraineté de l'Etat de Danemark, même la plus timide protestation diplomatique ? Cela ne s'est jamais produit !

Faut-il s'étonner alors que les discours de Stauning ravissent la *Deutsche diplomatische politische Korrespondenz* ? Qu'elle lui donne la meilleure note ?

Le programme de politique extérieure de Stauning, écrit la *Korrespondenz*, obtient, du fait de la position de principe qu'il confère à un Etat disposé à la neutralité, une signification qui dépasse les frontières du pays.

Voyez-vous, dit la *Korrespondenz* fasciste, c'est comme cela qu'un Etat qui veut préserver son indépendance et son impartialité doit organiser ses relations avec le reste du

monde. Et le programme de Stauning est donné en exemple aux autres nations, qui devraient bien en reprendre les principes :

Plusieurs grands Etats, mais aussi plusieurs petits, qui doivent aussi se déclarer résolument pour la neutralité et pour la non-intervention, feront bien de s'orienter d'après ces principes,

Ainsi, Stauning pratique une politique sournoise, une politique de soumission devant l'Allemagne, une politique analogue à celle que l'on a suivie avant la guerre mondiale, et dont l'écrivain danois Henrik Pontoppidan se moque avec une ironie mordante :

Mais craignant d'être en Allemagne  
[mal notés,  
Nous tournions à pas feutrés  
Dans notre propre pays de Danemark.

Au congrès, Stauning, pour de sages raisons, a abandonné sa charge de président du Parti, pour rester simplement président du Conseil. Lui a-t-on déjà fait savoir, de la part de l'Allemagne, que le poste de président du Conseil d'un pays « neutre »

n'est pas compatible avec la fonction de président d'un parti ouvrier ? Prépare-t-on une nouvelle capitulation ? Est-ce là une tentative faite pour libérer la politique extérieure de Stauning de l'influence possible des masses social-démocrates ?

Les expériences que la classe ouvrière a déjà faites avec deux autres présidents indépendants, Mac Donald et Spaak, doivent servir d'avertissement aux ouvriers danois. Il faut qu'ils fassent preuve de la plus grande vigilance ! La politique extérieure de Stauning est un danger pour la classe ouvrière danoise, car elle mine sa propre force de résistance à l'agresseur fasciste. La politique extérieure de Stauning est un danger pour la classe ouvrière danoise, car elle n'a déjà que trop éloigné le Danemark des autres pays démocratiques, et l'a même isolé des autres Etats scandinaves. Au nom de l'indépendance, au nom de l'existence nationale, le peuple danois doit se rassembler, il doit s'unir pour préserver le Danemark de la barbarie montante, avec tous les peuples du Nord et toutes les forces qui résistent à l'agression du fascisme allemand.

## Matraque et baguette magique

**L**E Japon contemporain met à l'épreuve les doctrines des idéologues fascistes de la guerre de rapine. La guerre est pour eux manifestation sublime de la force nationale ; ils glorifient les carnages qui détruisent des millions de vies, ils appellent la guerre bain d'acier, fontaine de jouvence des peuples.

Mais la réalité se moque de leurs discours sanguinaires. Car la guerre impérialiste se distingue par l'exubérance des « fleurs du mal, » produits d'un ordre pourri, et quand la corruption et la barbarie des maîtres atteignent leur comble, les masses travailleuses mesurent l'abîme qui risque d'engloutir la nation. Ainsi, la guerre fasciste met à nu la maladie

inguérissable des classes dominantes

Le Japon adopta la technique moderne et les méthodes de production capitalistes sans avoir passé par le purgatoire de la révolution bourgeoise. Ses cliques féodales s'engagèrent dans cette voie à un moment où le Japon était menacé du danger de subir le sort des Indes et de la Chine<sup>1</sup>.

Mais ce n'était qu'une transformation superficielle. Tel un cadavre, les traditions féodales continuaient à peser lourdement sur le Japon. Les lumières bourgeoises n'ont jamais éclairés, tant soit peu les milieux dirigeants de la société nipponne. Aujourd'hui, comme hier, leur vie se poursuit, dans un monde mystique dont le Mikado est l'idole, ils sont enveloppés de l'atmosphère du pire obscurantisme et c'est cet obscurantisme qui, aujourd'hui, à l'époque la plus dure pour le régime, produit les phénomènes les plus étranges.

On en eut une preuve tout récemment, lorsque le traître Wang-Tchin-Oueï s'est livré à la tentative honteuse d'entraîner le gouvernement national de Chine à des « négociations de paix » destinées à livrer ce pays pieds et poings liés à l'impérialisme japonais. La presse japonaise exultait de joie à l'idée qu'une telle « victoire » obtenue par la ruse était proche. La joie fut de courte durée ; d'autant plus profonde fut la déception, Quand le gouvernement national de Chine chassa le

traître de ses rangs, au Japon, certaines gens cherchèrent une diversion dans le spiritisme. D'après les journaux japonais, plusieurs centaines d'officiers, courtisans et politiciens assistèrent à une séance du spirite Kodama. Ce Monsieur qui connaissait son public crédule, prodigua les contes de fées sur les succès imminents de Wang-Tchin-Oueï. Au même moment, le héros de la séance spirite s'était enfui à Hanoï où il n'osait même pas descendre dans la rue, de crainte d'y rencontrer ses compatriotes.

Le boute-feu Araki, général et ministre de l'Instruction publique, mène une nouvelle campagne contre les « idées dangereuses ». il a ordonné au président des universités japonaises d'introduire dans l'enseignement de profondes modifications. Au lieu d'étudier les réalisations des autres pays, les étudiants devront suivre des cours consacrés à des matières aussi désuètes que le droit de l'ancien Japon et les traditions des samouraïs. Au moment même où le peuple chinois modernise ses institutions et où il répand la science dans les villages les plus lointains, ses adversaires abandonnent le monde des réalités pour se retirer parmi les spectres d'un passé mort. C'est d'un bon présage pour la lutte du peuple chinois. Mais malgré les efforts des obscurantistes à la Araki les idées modernes qui, seules, permirent autrefois au Japon de se maintenir comme nation indépendante, continuent d'agir sur les cerveaux des masses populaires et des intellectuels honnêtes. Pourchassant les « idées dangereuses », les milieux

1. Les bâtiments de guerre des nations capitalistes de l'Occident ayant pénétré dans les ports japonais.

militaires fascistes ont expulsés des universités nippones des centaines de professeurs et d'étudiants acquis aux conceptions modernes et les ont jetés en prison. Mais on ne peut pas assassiner les idées comme on assassine des populations civiles désarmées. Nul ne peut les saisir et quand elles incarnent les nécessités du moment, elles pénètrent rapidement dans tous les cerveaux. Dans la lutte contre ces idées effrayantes, impalpables et partout présentes, la police et les autorités militaires font les cabrioles les plus grotesques. Voici le cas significatif d'un professeur d'économie politique à l'université de Tokio, auteur de plusieurs livres à tendances sociale-libérale et adversaire notoire du marxisme. C'est dans les livres de ce professeur que la police découvre le virus des « idées dangereuses ». Elle lui demande de faire amende honorable ; le professeur refuse et quelques collègues le soutiennent. Si on voulait faire disparaître tous les livres contenant, d'après les policiers japonais, des « idées dangereuses » il faudrait alors organiser dans ce pays des bûchers dépassant ceux même de M. Goebbels.

Depuis quelque temps, ce sont les camelots, les acteurs ambulants, les conteurs, chanteurs et acrobates qui retiennent l'attention de la police. Ne sont-ils pas prédestinés à diffuser dans le pays entier les plaintes secrètes du peuple japonais, à chanter la misère des paysans, les souffrances des mères, la détresse des mutilés et des affamés ? En tout cas, c'est l'avis de la police. D'où une grande

« épuration » de ces divers métiers. Seules, les personnes tout à fait sûres obtiendront la patente. Quelle idée géniale d'un cerveau policier. Puisque les « idées dangereuses » ne se laissent pas tuer de bonne grâce, on leur refuse le droit de circulation.

Les potentats de la police japonaise redoutent la tempête. Toutes leurs mesures suent la peur. Les organisations dites « volontaires » et celles qui ne le sont pas, toutes destinées à l'excitation chauvine, sont fort nombreuses. Mais elles ne semblent pas suffire à la police qui s'apprête à organiser la propagande pour son propre compte. Toutes les préfectures ont reçu l'ordre de créer de nouveaux organismes de lutte contre les « idées dangereuses ». En dehors du mouchardage des masses populaires, ces organismes policiers déploieront une propagande de guerre active. Pauvre régime qui fait appel à la police pour exciter l'enthousiasme défaillant.

Voici encore un événement sans précédent qui nous éclaire sur la situation économique du Japon. Une des faiblesses du Japon, c'est le manque de pétrole et d'essence. La gazéification du charbon est fort coûteuse et nécessite des installations très étendues. Mais puisqu'on peut remplacer la réalité par les spectres, pourquoi ne pas substituer l'alchimie à la chimie ? C'est ce que plusieurs officiers supérieurs de la marine japonaise ont essayé. A trois occasions différentes, ils se sont laissé démontrer par un escroc notoire comment on peut transformer l'eau

en essence. Ce n'est qu'à la troisième « expérience » que cet escroc fut démasqué, et non pas par les officiers, mais par une tierce personne. Rien n'atteste mieux la pourriture des cliques dirigeantes du Japon que cette union entre le spiritisme, l'hostilité aux idées modernes et l'alchimie.

Mais la tempête qui balaiera ce régime voué à la perdition s'annonce. Les nombreux suicides et les mutineries des soldats japonais en Chine traduisent également la colère souterraine du peuple. Elle se reflète dans l'inquiétude des plumitifs de la presse japonaise. De nombreux journaux déclarent que le discours longtemps attendu de Hiranouma, le nouveau président du Conseil, était pâle et dénué de toute idée constructive. Commencent-ils à comprendre que le régime a acculé le Japon dans une impasse ? Au moment d'accéder au gouvernement, Hiranouma, qui passa pendant des années pour le père du fascisme japonais, se crut obligé de rejeter toute idée d'une imitation complète de la dictature totalitaire de Hitler. Lors de la dernière séance du Parlement plusieurs journaux ont demandé aux députés d'adopter à l'égard du gouvernement une attitude plus critique. Les questions adressées au gouvernement par une série de députés traduisaient d'une façon indirecte la las-

situde du peuple japonais devant la guerre. Ces phénomènes caractérisent l'inquiétude de l'opinion japonaise. Sans doute, les deux grands partis du Japon le *Minséito* et le *Séiyoukaï* n'entreprendront-ils aucune action susceptible de créer des difficultés à la dictature des cliques militaires. Mais s'ils s'insurgent contre les projets de créer un parti unique totalitaire, cela prouve que les masses japonaises en ont assez des tentatives d'imiter Hitler et Mussolini. Maintenant, les cliques militaires tâchent d'imposer le principe totalitaire d'une autre façon. Sous leur influence, les chefs fascistes du « Parti social des masses » se sont ralliés au Parti fasciste *Tohokéi* afin de plonger le peuple japonais dans l'obscurantisme. Mais si les événements continuent à évoluer, ils viendront trop tard. Car ce ne sera plus l'ultrafascisme qui se trouvera à l'ordre du jour, mais le soulèvement démocratique des masses populaires antifascistes fatiguées de la guerre.

De tout temps, les Cagliostro et les Raspoutine, les spirites et les sorciers furent les avant-coureurs de la fin d'une société, pourrie. Les tyrans japonais ont beau descendre dans les catacombes du passé, peu importe qu'à la matraque ils ajoutent la baguette magique des sorciers. Le peuple, lui, marche d'un pas sûr vers la lumière.

# THEORIE ET PRATIQUE *du mouvement ouvrier*

---

---

E. IAROSLASVKI

## La lutte de Lénine pour l'Internationale communiste.

---

---



À la mort de Marx, il n'existait encore aucun parti ouvrier social-démocrate en Russie. C'est en 1883, l'année où mourut Marx, que se forma la première organisation marxiste des social-démocrates russes, le groupe de Plékhanov « Libération du travail ».

Ce groupement, essentiellement littéraire, d'émigrés russes, exerçait bien une certaine influence idéologique sur les associations social-démocrates en Russie, mais il ne constituait pas encore l'état-major dirigeant d'un mouvement socialiste.

Vers 1890, Lénine parut sur la scène de l'activité politique. Malgré son jeune âge, c'était déjà un marxiste instruit ; il possédait non seulement les langues de l'antiquité, apprises à l'école, mais aussi le français, l'allemand et l'anglais, et quant à la littérature marxiste, il ne la connaissait pas seulement par les traductions russes de l'époque, mais il avait aussi lu beaucoup de textes originaux.

Lénine réalisa le rêve conçu par Marx et par Engels après la désagrégation de la I<sup>re</sup> Internationale. En septembre 1874, Engels écrivait à Sorge :

Je pense que la prochaine Internationale, lorsque les écrits de Marx auront exercé leur influence pendant quelques années, sera franchement communiste et qu'elle arborera nos principes<sup>1</sup> ...

Engels mourut avant que ce rêve pût être réalisé. À sa mort, il n'existait dans les rangs des Partis social-démocrates européens

---

1. K. MARX et F. ENGELS : *Œuvres choisies*, t. II, p. 640. (Edit. allem.)



aucun homme capable d'accomplir cette tâche, la formation d'une Internationale communiste.

Le mouvement ouvrier international traversa alors une période pendant laquelle l'opportunisme domina dans la II<sup>e</sup> Internationale. Or, aussitôt après 1890, l'activité de Lénine montra que le premier germe du futur parti du marxisme révolutionnaire se formait en Russie, sous le nom d'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière ». Cette jeune organisation qui reposait sur une base solide comme le granit, le marxisme révolutionnaire, se voyait placée devant des problèmes formidables, d'une importance internationale. Lénine écrivait à cette époque :

L'histoire nous a assigné aujourd'hui une tâche urgente et la plus révolutionnaire parmi toutes les tâches urgentes posées au prolétariat de n'importe quel pays. La réalisation de cette tâche, c'est-à-dire le renversement du plus puissant pilier de la réaction en Europe et même, nous pouvons le dire aujourd'hui en Asie, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat international révolutionnaire.

Vers 1890, Lénine commença son travail parmi les ouvriers de Pétersbourg. A cette époque, le capitalisme pénètre, non seulement dans les pays les plus développés de l'Europe et de l'Amérique, mais aussi en Russie, dans son aspect le plus prononcé — l'impérialisme — ce qui signifiait au stade du début de son déclin. La Russie connut toutes les contradictions de l'impérialisme.

La Russie, plus que tout autre pays, était grosse de la Révolution... Le tsarisme était un concentré des côtés les plus négatifs de l'impérialisme élevés au carré<sup>1</sup>.

La lutte contre le tsarisme se transformait immanquablement en une lutte contre l'impérialisme...

car quiconque se dressait contre le tsarisme, devait aussi se dresser contre l'impérialisme... s'il avait réellement l'intention d'achever le tsarisme, il devait renverser aussi l'impérialisme. La révolution contre le tsarisme se rapprochait et devait se transformer en révolution contre l'impérialisme, en révolution prolétarienne<sup>2</sup>.

Le jeune Lénine avait compris cette vérité dès la première moitié des années 90. En luttant contre les populistes (les narodniks) qui ne voyaient pas dans le prolétariat la force révolutionnaire la plus progressive. Lénine prévit, dans son excellent article « Que sont les Amis du peuple<sup>3</sup> ? », toute l'activité future de la classe ouvrière en

1. STALINE : *les Questions du léninisme*, t. I, p. 14, Editions sociales internationales, 1938.

2. *Idem*, p. 45.

3. Par les « Amis du peuple » Lénine désignait les narodniks, notamment les narodniks libéraux.

Russie, ainsi que toute l'histoire ultérieure de la révolution russe.

En se basant sur une analyse marxiste de la situation des ouvriers des paysans et des autres classes russes, Lénine exprima en 1894, la conviction suivante :

... Ce sera l'ouvrier russe qui, à la tête de tous les éléments démocratiques, abattra l'absolutisme et conduira le prolétariat russe (en étroite union avec le prolétariat du monde entier), par la voie directe d'une lutte politique ouverte à une révolution communiste victorieuse<sup>1</sup>.

C'est ainsi que, il y a 45 ans, Lénine prédit exactement l'évolution de la révolution russe : il montra le rôle qu'y jouerait le prolétariat ; il créa la théorie d'une révolution socialiste accomplie non par le prolétariat seul, mais par le prolétariat uni aux paysans ; il développa la nouvelle théorie du passage graduel d'une révolution bourgeoise démocratique à une révolution socialiste.

Il est clair qu'une tâche aussi gigantesque exigeait un parti d'un type nouveau. Lénine déploya tous ses efforts pour le créer et ce fut le Parti bolchévik.

Le développement de l'impérialisme modifia complètement l'ensemble de la situation internationale. Dans son livre *les Questions du léninisme*, J. Staline a brillamment exposé les caractéristiques de cette nouvelle situation internationale, ainsi que les tâches qui en découlent.

Cependant une nouvelle période de guerre impérialiste et de combats révolutionnaires du prolétariat approchait. Les anciennes méthodes de lutte s'avéraient manifestement insuffisantes et sans force devant la toute-puissance du capital financier.

Il importait de reviser toute l'activité de la II<sup>e</sup> Internationale, tout son mode de travail, d'en expulser l'esprit philistin, l'étroitesse mesquine, la politicaille, l'esprit de reniement, le social-chauvinisme, le social-pacifisme. Il importait de vérifier toutes les armes de la II<sup>e</sup> Internationale, d'en rejeter toutes celles qui étaient rouillées et vétustes, d'en forger de nouvelles. Sans ce travail préliminaire, il était inutile de partir en guerre contre le capitalisme. Sans cela, le prolétariat risquait de se trouver insuffisamment armé ou même désarmé en face des nouvelles batailles révolutionnaires.

C'est au léninisme qu'échut l'honneur de procéder à la révision générale et au nettoyage général des écuries d'Augias de la II<sup>e</sup> Internationale<sup>2</sup>.

Le jeune Lénine s'insurgea contre tous les péchés mortels de la II<sup>e</sup> Internationale : le social-chauvinisme, le social-pacifisme, et toutes les variétés de l'opportunisme.

Lénine voyait dans l'opportunisme l'ennemi mortel du mouvement ouvrier. Il l'avait combattu dès le début de son activité poli-

1. LÉNINE : *Œuvres choisies*, t. I, p. 320. (Edit. allem.)

2. STALINE : *les Questions du léninisme*, t. I, p. 20, 21.

tique, comme il avait combattu les narodniks, les « marxistes légaux » et les économistes, sorte de bernsteiniens russes, car ils propageaient en Russie les conceptions des Bernstein, des Hertz, des David, des Auer et d'autres.

Déjà l'élaboration du programme du Parti et la lutte qu'elle suscita dans la rédaction de l'*Iskra* (l'Étincelle) en raison de l'opportunisme de Plékhanov, d'Axelrod et d'autres, avaient montré à Lénine qu'il aurait à combattre non seulement les opportunistes russes, mais aussi l'« économisme » international. Lorsque les premières nouvelles de la dissension parmi les marxistes russes parvinrent à la presse social-démocrate de la II<sup>e</sup> Internationale, cette presse prit immédiatement le parti des opportunistes. Ainsi, Lénine dut lutter dans la II<sup>e</sup> Internationale, d'une part pour la formation au sein de cette Internationale d'un groupe de marxistes révolutionnaires conséquents et, d'autre part, contre la collaboration de classe avec la bourgeoisie, contre l'attitude opportuniste à l'égard de la politique de conquête coloniale, ainsi que contre toutes autres manifestations de l'opportunisme. Dans cette lutte, Lénine fut appuyé par les éléments de gauche de la II<sup>e</sup> Internationale.

Or, hormis les bolchéviks, ces éléments de gauche ne furent jamais conséquents dans leur lutte contre l'opportunisme de la II<sup>e</sup> Internationale. A n'en citer qu'un exemple, Rosa Luxembourg avait, à plusieurs reprises, et sur de nombreuses questions, soutenu les menchéviks et les opportunistes, et cependant elle représentait, avec Karl Liebknecht, ce qu'il y avait de meilleur dans la II<sup>e</sup> Internationale.

Qui douterait, demande Staline, que les bolchéviks russes aient tout fait pour amener les social-démocrates occidentaux de gauche, et parmi eux surtout les social-démocrates allemands, à rompre complètement avec leurs opportunistes et leurs centristes. La faute n'en est pas à Lénine, ni aux bolchéviks russes si les social-démocrates occidentaux de gauche se sont révélés trop peu mûrs pour suivre les traces des bolchéviks russes<sup>1</sup>.

Bien avant la guerre impérialiste, le Parti bolchévik souleva devant le mouvement ouvrier international tout entier de nombreuses questions absolument nouvelles. A Lénine revient notamment l'insigne mérite d'avoir posé et résolu un des problèmes les plus importants de la révolution : *le problème des réserves et des alliés du prolétariat*. Il s'agissait surtout des rapports entre le prolétariat et les paysans, ainsi que de la question nationale.

Dès l'époque de la première révolution, Lénine et Staline avaient précisé l'attitude marxiste dans la question nationale. Staline soumit la théorie opportuniste de l'école dite autrichienne d'Otto Bauer, à une critique écrasante et toute la lutte postérieure a démontré la justesse des vues de Lénine et de Staline sur le problème national.

---

1. J. STALINE : *les Questions du léninisme*, p. 646 (Edit. Moscou, 1938).

Les bolchéviks poursuivirent, au sein de la II<sup>e</sup> Internationale la politique de rupture avec l'opportunisme, et manifestèrent cette tendance en rompant avec l'opportunisme en Russie et en formant un nouveau parti ouvrier révolutionnaire indépendant. La question de la création d'une nouvelle Internationale, d'une Internationale communiste, se posa dans toute sa grandeur dès les premiers jours de la guerre impérialiste.

On sait qu'aussitôt la guerre déclarée, Lénine fut arrêté en Autriche et emprisonné à Nowy Targ, en Galicie. Il est extrêmement intéressant de noter qu'un bureau frontière de la police russe informa le directeur du département tsariste de la Police, ainsi qu'il appert d'une pièce officielle de ce département, que Lénine était emprisonné en Autriche et qu'il serait très désirable de le tirer de prison pour l'amener en Russie (du reste le rapport indiquait erronément que Lénine était détenu à la prison de Cracovie). Le lieutenant-colonel Djunkovski, substitut du ministre de l'Intérieur, écrivit alors au commandant du front du Sud-Ouest, M. V. Alexéiev :

Il est possible qu'à la prison de Cracovie se trouvent actuellement Vladimir Oulianov, ainsi que les autres individus susnommés. Le premier de ces personnages, plus connu sous le nom de Lénine, et recherché en vertu d'une circulaire du département de la Police, est le représentant le plus en vue du Parti ouvrier social-démocrate russe et a derrière lui un long passé révolutionnaire; il est en outre membre du Comité central et fondateur d'une fraction particulière du Parti. En portant ces faits à votre connaissance et en tenant compte que lesdits individus pourraient, s'ils étaient libérés et séjournaient sur le théâtre de la guerre, exercer, par leur propagande des idées révolutionnaires, la plus funeste influence sur les personnes avec lesquelles ils viendraient en contact, j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de bien vouloir ordonner l'arrestation desdits individus et leur transfert à la disposition du préfet de Police de Pétrograd<sup>1</sup>.

On peut s'imaginer le sort de Lénine si le gouvernement tsariste eût réussi à s'en emparer au début de la guerre impérialiste. Il eût été assassiné, car pour le gouvernement tsariste il n'existait pas d'ennemi plus redoutable. Ce n'est pas sans raison que, dès le début du siècle, le colonel de gendarmerie tsariste Zoubatov avait conseillé de tuer Lénine, comme le révolutionnaire russe le plus dangereux.

A partir des premiers jours de la guerre impérialiste, Lénine lutta pour la création d'une Internationale communiste. Il réussit à gagner Berne (Suisse) et cette ville devint un centre révolutionnaire où Lénine renoua les relations, détruites par la guerre, avec diverses organisations de la classe ouvrière. La guerre isola les divers pays européens par ses barrières de fil de fer barbelé et par ses fronts en feu, et cet isolement fut encore renforcé par les menées chauvines

---

1. Département de la Police, 1914, dossier 28. t. II, feuille 103. Cette correspondance est conservée aux Archives d'Etat de la Révolution et préparée actuellement pour être publiée dans la revue *Krasni Archiv* (les Archives rouges). Elle paraîtra incessamment.

des leaders de la II<sup>e</sup> Internationale, traîtres à la cause de la classe ouvrière. Kautsky, Vandervelde et autres affirmaient qu'on n'y pouvait rien faire, puisque l'Internationale, étant « un instrument de la paix », ne fonctionnait pas en temps de guerre. La guerre terminée, on se pardonnerait réciproquement les péchés opportunistes; les leaders de la II<sup>e</sup> Internationale se réuniraient à nouveau et renouvelleraient l'union de la classe ouvrière. Les centristes préconisaient le renouvellement de la II<sup>e</sup> Internationale. Lénine mit en garde contre ce danger et il écrivit :

Le mot d'ordre « simple renouvellement de l'Internationale » est faux, car le danger d'une résolution insipide tendant à la réconciliation Kautsky-Vandervelde est très, très grand <sup>1</sup> !

Les organisations ouvrières demeurées fidèles à l'internationalisme furent peu nombreuses, elles comprirent en premier lieu le groupement russe dirigé par les bolchéviks. Lénine fit ressortir avec orgueil :

Malgré une oppression décuplée du gouvernement tsariste, nos camarades prolétaires en Russie publient déjà les premières proclamations illégales contre la guerre et accomplissent ainsi leur devoir envers la démocratie et l'Internationale <sup>2</sup>.

Les centristes gardaient le silence sur l'écroulement de la II<sup>e</sup> Internationale ou bien se répandaient en phrases démocratiques. Lénine vit dans cette tactique un très grand danger :

Il faut, au contraire, dit-il, avouer sans ambages cet écroulement et en déterminer les causes, afin de pouvoir créer une union socialiste nouvelle et plus puissante, englobant les ouvriers de tous les pays <sup>3</sup>.

Or, pour justifier leur attitude, les traîtres opportunistes prétendaient que leurs organisations seraient proscrites et condamnées à une existence illégale si elles déclaraient la guerre à la guerre ou votaient contre les crédits, en un mot, si elles s'avisaient de combattre le chauvinisme. Lénine répondit aux opportunistes de ce bord :

Que les opportunistes obtiennent une « protection » de leurs organisations légales au prix d'une trahison à leurs convictions, soit ! mais les social-démocrates révolutionnaires profiteront de l'apprentissage politique de la classe ouvrière et de ses liaisons pour créer des formes illégales de lutte pour le socialisme, — formes appropriées à cette époque de crise, — et pour unir les ouvriers non à la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais aux ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et elle ne mourra pas. En dépit de tous les obstacles, les masses ouvrières créeront la nouvelle Internationale <sup>4</sup>.

1. LÉNINE : *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 73. (Edit. russe.)

2. *Idem*, p. 80, 81.

3. LÉNINE : *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 81. (Edit. russe.)

4. *Idem*, p. 83, 84.

La mission de la II<sup>e</sup> Internationale était terminée. Au moment décisif, elle se révéla un lamentable jouet de l'impérialisme. Elle trahit le prolétariat. On ne pouvait donc songer à la renouveler sous une forme « épurée », ainsi que l'avaient proposé Trotski et les autres centristes. Il ne pouvait être question que de la fondation d'une III<sup>e</sup> Internationale, dont les tâches, à ce moment si pénible de la guerre impérialiste, seraient vraiment gigantesques.

La III<sup>e</sup> Internationale a pour mission d'organiser les forces du prolétariat en vue d'un assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes et d'une guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, à l'effet de conquérir le pouvoir politique et d'assurer le triomphe du socialisme<sup>1</sup>.

Estimant le moment venu, Lénine convoqua une conférence des groupements bolchéviks à l'étranger. La conférence se tint le 27 février 1915 à Berne. Boukharine, Piatakov, Krylenko et autres antiléningistes qui avaient réussi à pénétrer dans les rangs du Parti s'y prononcèrent contre le point de vue de Lénine. Ils préconisèrent, de concert avec le traître Zinoviev, un plan de rétablissement de l'ancienne Internationale, laquelle comprendrait, entre autres, Trotski et consorts.

Ce serait une triste illusion que d'espérer le rétablissement d'une Internationale vraiment socialiste, sans s'être au préalable complètement séparé des opportunistes, écrivit Lénine.

Le P.O.S.D.R. [Parti ouvrier social-démocrate russe] doit appuyer toutes les actions internationales et révolutionnaires du prolétariat et, en même temps, il doit chercher à unir tous les éléments antichauvins de l'Internationale<sup>2</sup>.

Lénine critiqua énergiquement les tentatives de réunion qu'il considérait comme extrêmement nuisibles. Dans une lettre à A.M. Kollontaï, il écrivait :

J'estime que Roland Holst, de même Rakovski (avez-vous vu sa brochure en français ?) et également Trotski, sont tous des kautskistes des plus nuisibles, en ce sens qu'ils préconisent tous, sous les formes les plus diverses, l'union avec les opportunistes et que tous ils substituent de diverses façons l'éclectisme au marxisme révolutionnaire<sup>3</sup>.

En février 1915, s'est tenue à Londres, sur l'initiative de Vandervelde, une conférence des organisations social-démocrates des pays de l'Entente (Angleterre, France, Belgique) ; les socialistes-révolutionnaires (russes) y participèrent également. Le camarade Maximovitch (Litvinov) avait été chargé par les bolchéviks d'y lire une déclara-

1. LÉNINE : *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 91. (Edit. russe.)

2. *Idem*, p. 163.

3. LÉNINE : *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 236-237.

ration. Les opportunistes ne le lui permirent pas et par leurs cris l'empêchèrent de parler. Dans la déclaration en question, les bolchéviks réclamaient : la démission de Vandervelde, de Guesde et de Sembat, ministres dans les cabinets bourgeois belge et français ; la rupture du bloc socialiste avec la bourgeoisie ; la cessation des coquetteries avec le tsarisme ; le renouvellement de l'appui à la lutte engagée contre ce dernier ; enfin, une déclaration exprimant, conformément aux résolutions du congrès de Bâle, la sympathie de la conférence pour les social-démocrates révolutionnaires d'Allemagne et d'Autriche qui avaient répondu à la déclaration de la guerre en préparant une propagande d'action révolutionnaire.

Les ouvriers de Russie tendent leur main aux camarades socialistes tels que Karl Liebknecht, que les socialistes serbes et italiens, que les camarades britanniques du Parti ouvrier indépendant et de nombreux membres du « Parti socialiste britannique », ainsi qu'aux camarades arrêtés du Parti social-démocrate russe.

Nous vous appelons à vous engager dans cette voie qui est la voie du socialisme ! A bas le chauvinisme qui ruine la cause des prolétaires ! Vive le socialisme international !<sup>1</sup>.

Déjà auparavant, Lénine et Staline avaient précisé d'une façon claire et nette leur attitude envers la guerre, ainsi qu'envers la création d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste.

Au début de la guerre, Staline se trouvait encore en exil, dans le lointain Touroukhansk. Après la déclaration de guerre, il organisa une conférence à laquelle participèrent plusieurs membres, alors en exil, du Comité central. La conférence adopta une résolution en faveur d'une complète rupture avec le social-chauvinisme et d'un internationalisme conséquent.

En septembre 1914, le Comité central publia un manifeste rédigé par Lénine, lequel contenait déjà ce mot d'ordre :

Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays !

Vive l'Internationale prolétarienne libérée de l'opportunisme<sup>2</sup> !

Cette activité de Lénine et des bolchéviks ne trouva d'abord un écho que chez de petites fractions de la social-démocratie, ainsi que chez quelques leaders isolés du mouvement ouvrier. Il est hors de doute qu'en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts internationaux du prolétariat en Europe occidentale, ce fut Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et Clara Zetkin en Allemagne qui représentèrent le point de vue le plus juste. Il fallait du courage pour engager une lutte contre le social-chauvinisme en Allemagne, où presque tous les

1. LÉNINE : *Oeuvres complètes*, t. XVIII, p. 158.

2. *Idem*, p. 84.

leaders social-démocrates s'étaient empressés d'aider Guillaume II. Il fallait le courage d'un Karl Liebknecht pour voter en décembre 1914 et en mars 1915 contre les crédits de guerre et il fallait avoir le courage d'un lutteur, d'un véritable révolutionnaire prolétarien pour déclarer avec Karl Liebknecht : « L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays ! »

A ce moment critique du mouvement ouvrier, Lénine voulait unir les camarades qui, comme Karl Liebknecht et comme Rosa Luxembourg, étaient demeurés fidèles à la révolution. Il était nécessaire de choisir avec soin et d'unir les éléments internationalistes, même s'ils n'étaient pas complètement conséquents.

La première tentative de réunir les éléments internationalistes, le premier pas dans la voie de la création de la III<sup>e</sup> Internationale fut la conférence socialiste internationale tenue en septembre 1915, à Zimmerwald. De concert avec Lénine et sous sa direction, les bolchéviks déployèrent tous leurs efforts, afin d'assurer la participation à cette conférence de tous les représentants importants du véritable internationalisme dans tous les pays. Cependant, deux tiers environ des délégués (19 sur 31), appartenant au centre gauche et au centre, étaient loin d'être des internationalistes conséquents. C'est pour cette raison que les décisions de la conférence furent entachées d'une extrême inconséquence. La conférence repoussa le mot d'ordre proposé par Lénine : « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », ainsi que le mot d'ordre « défaite du gouvernement impérialiste de chaque pays respectif ». Elle refusa de reconnaître la complète rupture avec les social-patriotes et elle s'opposa à l'organisation d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste.

Lénine fut mis en minorité. Il reconnut et souligna néanmoins le succès incontestable de la « ligne » bolchévik. Dans l'article « Un premier pas », il écrit :

Le succès de notre ligne est incontestable. Qu'on compare les faits. En septembre 1914, le manifeste de notre Comité central semblait ne trouver aucun écho. En 1915, se tint le congrès féminin international qui a adopté une triste résolution pacifiste, aveuglément suivie par O.K. En septembre 1915, nous nous unissons en tant que gauche internationale, en un groupe particulier ayant une tactique propre; nous exprimons dans un manifeste commun un certain nombre de nos idées fondamentales et nous participons à la création d'une commission socialiste internationale (C.S.I.), c'est-à-dire en fait d'un nouveau Bureau socialiste international contre la volonté de l'ancien Bureau et en vertu d'un manifeste où la tactique de ce Bureau est expressément condamnée<sup>1</sup>.

Lénine ne fut nullement découragé par le rejet par la conférence de la motion bolchévik. Les bolchéviks déployèrent, après la conférence, une activité considérable et propagèrent les idées qu'ils avaient soumises à la conférence, en deux documents : 1° *la Guerre*

1. LÉNINE : *Oeuvres complètes*, t. XVIII, p. 398.



*mondiale et les tâches de la social-démocratie, et 2. le Projet d'un manifeste.*

C'est précisément sur la base des opinions qui y étaient exprimées que se forma le « secteur gauche de Zimmerwald » auquel Lénine attribua une très grande importance, bien qu'il contînt des éléments très peu conséquents, sérieusement critiqués par Lénine lui-même et par les bolchéviks; on critiquait en particulier les conceptions de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

Lénine fit ressortir l'inconséquence des gauches allemandes et leur reprocha leur crainte de rompre nettement avec l'opportunisme. Cependant, tout en critiquant leurs erreurs, il leur reconnaissait également de grands mérites. Il souligna que :

En dépit de leur isolement, les socialistes allemands de gauche réussirent à reprendre la publication de tracts illégaux, ainsi que la lutte contre le kautskisme. Ils continueront à progresser dans la voie juste <sup>1</sup>.

Vers cette époque, Lénine réfuta nettement dans une série d'articles et de brochures, Radek, Boukharine et Piatakov et établit l'absence dans leurs conceptions de toute trace de marxisme. En ce qui concerne particulièrement Piatakov, Lénine nomme sa conception une « véritable caricature du marxisme ».

Seule est correcte chez lui, à moins qu'il n'y ait erreurs dans les chiffres, une note concernant les banques. Tout le reste est un inextricable écheveau d'absurdités <sup>2</sup>...

En avril 1916, se réunit la II<sup>e</sup> conférence internationale socialiste (du 24 au 30 avril 1916 à Kienthal). Elle accusa un renforcement évident et considérable des éléments bolchéviks internationalistes. Sur 43 membres de la conférence, 12 adhéraient fermement à la plateforme de gauche; en outre, au moment du vote sur telle ou telle question, une partie des « neutres » se joignait à eux. Sous l'influence de la critique bolchévik, certains éléments centristes se déplacèrent vers la gauche. Par comparaison avec Zimmerwald, la conférence de Kienthal représente indubitablement un pas en avant. Pourtant, pas plus qu'à Zimmerwald, on ne put aboutir à l'union nécessaire.

Peu de temps avant la révolution russe, Lénine apprit que pour le 12 mai 1917 était convoqué en Suède un congrès des Jeunes socialistes où devait être fondé un nouveau parti suivant les principes de Zimmerwald.

Irrité, Lénine écrivit à Kollontaï :

Je dois avouer que cette nouvelle m'inquiète et me révolte profondément. Car « Zimmerwald » a fait manifestement faillite et aujourd'hui on se sert de nouveau d'un bon nom pour dissimuler de la pourriture! La majorité de

1. LÉNINE, t. XIX, p. 228.

2. *Idem.*

Zimmerwald, Turati et Cie. Kautsky avec Ledebour et Merrheim, etc. est passée au grand complet au camp du social-pacifisme si solennellement (et si inutilement) condamné à Kienthal. Le manifeste de Kautsky et Cie du 7 janvier 1917, une série de résolutions du Parti socialiste italien, les résolutions de Merrheim-Jouhaux et de Longuet-Bourderon (plus Raffin-Dugens) en accord avec Renaudel, ne signifient-ils pas la faillite de Zimmerwald ? Et le « centriste » zimmerwaldien R. Grimm qui, le 7 janvier 1917, s'est allié aux social-patriotes suisses pour combattre les gauches !! Grimm qui injurie tous les social-patriotes de tous les pays, sauf ceux de la Suisse qu'il défend ! C'est dégoûtant !<sup>1</sup>. Je suis hors de moi de colère contre ces gredins ; il me dégoûte de les entendre ou d'entendre parler d'eux et surtout de penser à un travail commun avec eux ! Quelle comédie !<sup>2</sup>.

Lorsque Lénine reçut en février 1917 les premières nouvelles de la révolution russe, il posa immédiatement la question de l'Internationale communiste. Se trouvant encore à l'étranger, il écrivit :

Ne revenir à aucun prix au type de la II<sup>e</sup> Internationale ! à aucun prix avec Kautsky ! Mais absolument un programme et une tactique plus rév[olutionnaires] (on on trouve les éléments chez K. Liebknecht, dans la S[ocialist] L[abour] P[arty] d'Am[érique], chez les marxistes holl[andais], etc.), mais unir absolument le travail légal au travail illégal<sup>3</sup>.

Quelques jours plus tard, Lénine revient à la même question. Il exprime la crainte de voir aboutir maintenant les tentatives d'union et écrit :

Je crains que l'emballement « pur et simple » ne soit maintenant la maladie générale de Péetrograd, sans travail syst[ématique] pour la création d'un parti de type nouveau, qui ne soit en aucun cas conçu à la manière de la « II<sup>e</sup> Internationale »<sup>4</sup>.

Dans ses célèbres Thèses d'avril, Lénine précisa cette tâche :

Rénover l'Internationale.

Initiative de création d'une Internationale révolutionnaire contre les social-chauvins et contre le « centre »<sup>5</sup>.

Dans l'article « Les objectifs du prolétariat dans la révolution », Lénine répondit à ceux qui considéraient comme possible une union suivant les principes de Zimmerwald. Fallait-il rester dans cette union zimmerwaldienne ou bien rompre avec elle ? Zinoviev déconseillait la création d'une nouvelle Internationale et préconisait le

1. En français dans l'original.

2. *Idem*, p. 510.

3. LÉNINE : t. XX, p. 4, E.S.I., 1928.

4. *Idem*, p. 6.

5. *Idem*, p. 101.

maintien de l'union zimmerwaldienne. Lénine répondit à ce social-chauvin déguisé :

On ne peut pas tolérer davantage le borbier de Zimmerwald. Il est impossible de rester ainsi, à cause des « Kautskyens » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plékhanov et des Scheidemann. Il faut rompre sans délai avec cette Internationale. Il ne faut rester à Zimmerwald qu'à des fins d'information.

Nous devons, nous, précisément et maintenant, fonder sans retard *une nouvelle* Internationale révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt ne pas craindre de constater hautement qu'elle est déjà fondée et qu'elle agit<sup>1</sup>.

Lénine insiste particulièrement sur ce fait et souligne que les conditions russes actuelles sont extraordinairement favorables à l'œuvre de création de la nouvelle Internationale. Nulle part, en aucun pays n'existait alors une liberté telle qu'en Russie et Lénine appelait à en profiter,

non pour prêcher le soutien de la bourgeoisie ou la « défense nationale révolutionnaire », mais pour fonder, hardiment, franchement, en prolétaires à la Liebkecht, une *III<sup>e</sup> Internationale*, ennemie irréductible des traîtres social-chauvins et des hésitants du « centre »<sup>2</sup>.

Lénine ne pensait pas que cette Internationale deviendrait dans tous les pays immédiatement, et dès ses premiers pas, une organisation des masses. Il savait qu'il faudrait lutter et travailler avec persistance pour que l'Internationale communiste pût conquérir les masses. Or, une pareille Internationale ne pouvait être fondée que par des hommes ayant complètement rompu avec le social-chauvinisme. Dans l'article « Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat », Lénine caractérisa l'attitude des divers partis envers l'Internationale communiste et exposa en ces termes la thèse bolchévik :

Les peuples n'ont besoin que d'une Internationale, qui réunisse les ouvriers authentiquement révolutionnaires, capables de mettre un terme au massacre épouvantable et criminel des peuples, et qui puisse affranchir l'humanité du joug du Capital. Seuls des hommes (des groupes, des partis, etc.) tels que le socialiste allemand Karl Liebkecht, en ce moment au bagne, des hommes qui tiennent tête avec intrépidité à leurs gouvernements, à leurs bourgeoisies, à leurs social-chauvins, et à leurs centres, peuvent et doivent constituer sur-le-champ l'Internationale nécessaire au peuple<sup>3</sup>.

Au sein du Parti bolchévik, des briseurs de grève, genre Zinoviev et Kaménev, jugeaient nécessaire de rester aussi longtemps que possible en union avec les social-chauvins (les *oboronts*). Lorsqu'en

1. *Idem*, p. 145.

2. *Idem*, p. 147.

3. *Idem*, p. 160-161.

1917, une nouvelle conférence socialiste eut lieu à Stockholm, le renégat Kaménev, violant la discipline du Parti, déclara à la séance du Comité exécutif central qu'il y avait lieu d'y participer. Lénine condamna catégoriquement cette attitude. Il déclara qu'elle devait nécessairement « provoquer l'opposition des bolchéviks demeurés fidèles à leur Parti et à ses principes », car la conférence de Stockholm était convoquée en vue d'un compromis, d'un marchandage avec les impérialistes.

Ce n'est pas l'étendard révolutionnaire qui va flotter sur Stockholm, mais bien le drapeau du marchandage, des compromis et de l'amnistie pour les social-impérialistes, le drapeau des banquiers conférant sur le partage des pays annexés.

Il ne saurait être toléré que le parti international, responsable devant le monde entier de l'internationalisme révolutionnaire, se compromette en faisant des yeux doux aux social-impérialistes russes et allemands, ainsi qu'aux membres du gouvernement bourgeois impérialiste, tels que Tchernov, Skobelev et consorts.

Nous avons décidé de créer la III<sup>e</sup> Internationale. Nous devons la créer malgré toutes les difficultés. Pas un pas en arrière, vers les transactions avec les social-impérialistes et les transfuges du socialisme.

Lénine appela la conférence de Stockholm une comédie mise en scène par des social-chauvins, comédie dont il convenait de se détourner et qu'il fallait dévoiler aux masses pour leur montrer le véritable chemin de lutte.

A propos de cette conférence de Stockholm, Lénine déclara :

*Il faut quitter Zimmerwald tout de suite... En quittant Zimmerwald pourri, nous devons décider à la séance plénière du 3 septembre 1917 : nous convoquons une conférence des gauches.*

Peu de temps avant la Révolution d'Octobre, Lénine posa d'une façon plus concrète la question d'une révision du programme du Parti. On sait qu'il avait déjà soulevé cette question dans ses Thèses d'avril. Dans un article consacré à ce sujet, il fit ressortir qu'il ne serait guère possible de réunir à bref délai un grand congrès ou une grande conférence des partis révolutionnaires internationalistes des divers pays et qu'on devait profiter à cet effet de la liberté relative qu'on trouvait en Russie.

Voilà pourquoi il est indispensable que nous assumions l'initiative. Ce devoir direct nous incombe en notre qualité d'internationalistes.

\*  
\* \*

La Révolution socialiste d'Octobre inaugura une nouvelle ère du socialisme et modifia complètement la situation internationale. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les ouvriers et les paysans pauvres prirent le pouvoir dans un pays immense où, peu de

mois auparavant, dominait encore le gouvernement du tsar. Pour la première fois fut réalisée sur un sixième du globe la dictature du prolétariat, dirigée par le Parti de Lénine et de Staline, parti qui, dès le début de son activité, s'était tenu sur le terrain du marxisme révolutionnaire. Le formidable travail d'éducation internationaliste accompli par le Parti bolchévique sous la direction de Lénine et de Staline porta ses fruits. Le Parti bolchévique se tenait sur le solide terrain du marxisme-léninisme révolutionnaire. Il était animé du désir de réaliser le grand espoir de Marx et d'Engels, la création d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste. La révolution stimula le développement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays et accéléra l'évolution vers la gauche des masses ouvrières.

Le problème de la défense de la patrie socialiste se posa dans toute sa grandeur au Parti de la classe ouvrière. A la Révolution d'Octobre, nous devînmes les défenseurs de la patrie socialiste.

Le Parti mena une lutte des plus acharnées contre la politique provocatrice et perfide des trotskistes et des « communistes de gauche » qui cherchaient à saper la défense de la patrie socialiste.

Pas un moment, le Parti n'oubliait ses tâches internationales. En mars 1918, à son VII<sup>e</sup> congrès, le Parti bolchévique changea enfin son ancien nom de Parti social-démocrate et s'appela désormais Parti communiste (bolchévique) russe, ce fut le premier Parti communiste. Bientôt après naquirent d'autres Partis communistes ; en Finlande (août 1918), en Autriche et en Hongrie (novembre 1918), en Pologne et en Allemagne (décembre 1918).

Dans sa réponse au renégat Kautsky, Lénine souligna que la nouvelle Internationale communiste était déjà créée et que sa création constituait un immense mérite du bolchévisme, ce dernier n'ayant pas seulement montré la véritable voie de salut au milieu des horreurs de la guerre impérialiste, mais ayant aussi prouvé que le « bolchévisme représentait un modèle de tactique ».

Le bolchévisme a porté un coup mortel à l'ancienne Internationale pourrie des Scheidemann et des Kautsky, des Renaudel et des Longuet, des Henderson et des Mac Donald ; en continuant à rêver d'unité et en cherchant à galvaniser un cadavre, ces individus ne feront que se gêner mutuellement. Le bolchévisme a jeté les bases idéologiques et tactiques de la III<sup>e</sup> Internationale, Internationale vraiment prolétarienne et communiste, utilisant aussi bien les acquisitions du temps de paix que les expériences de l'époque révolutionnaire déjà commencée.

Le bolchévisme a popularisé dans le monde entier l'idée de la « dictature du prolétariat » ; il a traduit ces mots latins d'abord en russe et par la suite dans toutes les langues du monde, et il a montré par l'exemple du pouvoir soviétique que même dans un pays arriéré, les ouvriers et les paysans les plus pauvres, les plus inexpérimentés, les moins instruits et les moins organisés, étaient capables, en dépit d'énormes difficultés et en luttant contre des exploités soutenus par la bourgeoisie de tous les pays, de maintenir durant une année entière le pouvoir des travailleurs, de créer une démocratie infiniment plus profonde et plus parfaite que toutes les démocraties antérieures et de commencer, au moyen d'un

travail créateur de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans, la réalisation pratique du socialisme. <sup>1</sup>

En ce qui concernait la création définitive de l'Internationale communiste, Lénine attachait une importance toute particulière à la fondation d'un Parti communiste allemand. Dans sa « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique », il écrivait :

L'Union allemande des spartakistes, dirigée par des hommes célèbres dans le monde entier, partisans fidèles de la classe ouvrière, tels que Liebknecht, Rosa Luxembourg, Clara Zetkin et Franz Mehring, ayant définitivement rompu avec les socialistes genre Scheidemann ou Südekum, avec ces social-chauvins (socialistes de noms, mais chauvins de fait) souillés à tout jamais par leur alliance avec la rapace Allemagne impérialiste et bourgeoise et avec Guillaume II lui-même, et ayant pris le nom de « Parti communiste allemand », la fondation d'une III<sup>e</sup> Internationale vraiment prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire — de l'Internationale communiste, est devenue un *fait*. Cette fondation n'est pas encore formellement déclarée, mais la III<sup>e</sup> Internationale existe déjà de fait <sup>1</sup>.

En janvier 1918, le Comité central du Parti bolchévik tint à Pétrograd une conférence des délégués des Partis socialistes favorables à la création d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste. La conférence élut au Bureau international. Simultanément fut créée auprès du Comité central du P.C. (b) R. une fédération des groupements étrangers, laquelle engloba les prisonniers de guerre internationalistes. Cette organisation accomplit un énorme travail d'éducation bolchévik de prisonniers de guerre qui retournèrent ensuite dans leurs pays et y jouèrent un rôle important lors de la création des Partis communistes.

Au début de 1919, eut lieu à Moscou, sous la direction de Lénine, une conférence des groupes étrangers qui décida d'adresser un appel à 39 partis et groupements communistes et de gauche. Dans cet appel, signé de huit organisations, étaient déjà prévus le programme et les principes d'organisation de l'Internationale-communiste.

Le 2 mars 1919 s'est ouvert à Moscou le premier congrès de l'Internationale communiste.

Dans l'article « Conquêtes et notes », Lénine dit :

La fondation le 2 mars 1919, à Moscou, de l'Internationale communiste, enregistrait par écrit non seulement les conquêtes des masses russes et celles des masses prolétariennes de la Russie entière, mais aussi celles des masses allemandes, autrichiennes, hongroises, finlandaises, suisses, en un mot, des masses prolétariennes internationales <sup>2</sup>

1. LÉNINE : *Œuvres choisies*, t. VII, p. 180-181.

2. LÉNINE : *Œuvres compl.*, t. XXXII, p. 494-495.

3. LÉNINE : *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 25.

Lénine était profondément convaincu que la création de l'Internationale-communiste aiderait le mouvement ouvrier international à trouver une voie nouvelle.

La création de l'Internationale communiste, écrivait Lénine, ouvre la porte conduisant à une République internationale des Soviets, à la victoire internationale du communisme<sup>1</sup>.

Ce travail gigantesque de création de l'Internationale communiste constitue un immense mérite du Parti bolchévique et de ses géniaux organisateurs et maîtres, Lénine et Staline.

Au cours de ses vingt années d'existence, l'Internationale communiste devint une organisation puissante. Son importance est due au fait qu'elle facilite la naissance d'une société nouvelle. Elle montre aux travailleurs du monde entier la seule voie conduisant à leur libération — la voie de la révolution socialiste et de la dictature prolétarienne. Dans son article « La III<sup>e</sup> Internationale et sa place dans l'histoire », Lénine résuma les résultats obtenus par les trois Internationales :

La I<sup>re</sup> Internationale jeta les fondements de la lutte prolétarienne internationale en vue du socialisme.

La II<sup>e</sup> Internationale fut dans de nombreux pays une époque de préparation du terrain en vue d'une vaste expansion du mouvement des masses.

La III<sup>e</sup> Internationale a recueilli les fruits des travaux de la II<sup>e</sup> Internationale ; elle a secoué la fange opportuniste, social-chauvine, bourgeoise et petite-bourgeoise et elle a commencé à réaliser la dictature du prolétariat<sup>2</sup>.

Vingt années environ se sont écoulées depuis que Lénine a écrit ces lignes. Dans le monde entier, les Partis communistes jouent aujourd'hui un rôle important dans la vie des peuples. Lénine a écrit sur la doctrine de Marx qu'elle « est toute-puissante parce qu'elle est exacte ». Cette doctrine toute-puissante de Marx et d'Engels est aujourd'hui devenue propriété des millions d'êtres humains et elle devient une force toujours grandissante appelée à transformer l'univers. Et dans cette grande lutte pour un monde nouveau — un monde ignorant l'exploitation de l'homme par l'homme, — ce sera l'étendard de l'Internationale communiste, l'étendard de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline qui conduira à la victoire finale du communisme.

---

1. *Idem*, p. 26.

2. LÉNINE : *Œuvres choisies*, t. X, p. 32.

## L'agonie du capitalisme

---

---

**D**ANS l'histoire humaine on ne trouve aucune période de vingt ans aussi riche en événements que celle qui s'est écoulée depuis la création par Lénine de l'Internationale communiste. La domination de la bourgeoisie est condamnée par l'histoire; l'existence et l'essor du nouvel ordre socialiste en Union soviétique l'avertissent que sa fin est inévitable : aussi met-elle tout en œuvre pour prolonger artificiellement son règne. Elle corrompt une couche supérieure de la classe ouvrière et se sert de dirigeants vendus pour tromper les travailleurs par le mirage d'une marche pacifique au socialisme ; les fascistes, ses hommes de main, créent un système fait de démagogie « anticapitaliste » et de terreur brutale. Aucun moyen ne lui paraît méprisable pourvu qu'il serve tant soit peu, à prolonger sa domination surannée.

Mais les lois immanentes du capitalisme sont les plus fortes ; elles l'emportent sur les manœuvres politiques de la bourgeoisie. C'est en vertu de ces lois qu'à l'époque de la crise générale du capitalisme, les bases de la domination bourgeoise s'ébranlent chaque jour davantage, que le nombre de gens auxquels le régime capitaliste procure une vie satisfaisante va en diminuant et que l'on voit éclater des guerres impérialistes, des insurrections coloniales, des révolutions sociales.

\* \* \*

Lénine prévoyait que la guerre mondiale déclencherait la révolution prolétarienne.

Dé 1914 à 1916 la révolution était à l'ordre du jour, cachée dans les entrailles de la guerre qui l'engendra <sup>1</sup>.

---

1. LÉNINE : O. C., t. XIX, p. 223 (Edit. all.).



Au moment où il réunit à Moscou les représentants du prolétariat révolutionnaire pour fonder l'Internationale communiste, il sembla que la révolution russe serait immédiatement suivie d'une victoire prolétarienne dans d'autres pays européens. Ce fut l'époque des combats armés de l'avant-garde révolutionnaire à Berlin, de l'Armée rouge allemande dans la Ruhr, et des Soviets en Bavière et en Hongrie. La crise révolutionnaire déferlait sur une série de pays. Partout l'appareil d'oppression de la bourgeoisie était ébranlé, la discipline militaire était sapée, les masses étaient exaspérées par les sacrifices atroces de la guerre.

La décision était en l'Allemagne. La domination de la bourgeoisie y était fort menacée. Mais les leaders de la social démocratie lui vinrent en aide. Ils entrèrent au gouvernement. Avec la bourgeoisie, ils opérèrent une grande manœuvre : on donna satisfaction aux revendications traditionnelles des ouvriers sociaux-démocrates, compatibles avec la domination bourgeoise, telles que le suffrage universel, égal et secret, la liberté de la presse et des réunions, la journée de huit heures, la reconnaissance des syndicats. Mais on ne toucha pas à la base matérielle de cette domination : la propriété privée des moyens de production. Les affiches claironnaient : « La socialisation est en bonne route. » La « commission de socialisation »<sup>1</sup> siégeait sans discontinuer et publiait des rapports volumineux... mais la propriété de la bourgeoisie restait intacte. Celle-ci eut recours à l'inflation pour priver le prolétariat du bénéfice des lois sociales, la dévaluation rapide du mark lui permettant de diminuer le salaire réel... Et lorsque les chefs sociaux-démocrates eurent réussi à isoler l'avant-garde prolétarienne des masses allemandes et à diviser la classe ouvrière, la bourgeoisie appuyée sur les gardes blancs de Noske frappa un grand coup contre cette avant garde en la provoquant à une série de luttes partielles. Après chaque défaite de l'avant-garde, la bourgeoisie annulait quelque concession consentie aux moments les plus graves de la crise révolutionnaire.

C'est ainsi que la flamme révolutionnaire s'éteignit en Allemagne et dans le reste de l'Europe. L'absence de Partis bolchéviks suffisamment organisés et idéologiquement assez forts pour entraîner derrière eux les masses ouvrières et pour réaliser l'alliance avec les paysans travailleurs permit à la bourgeoisie de consolider de nouveau

---

1. En mars 1919, au moment de la création du gouvernement soviétique en Hongrie, l'armée y était inexistante. Une armée française de 70.000 hommes se trouva à proximité de Budapest. En peu de jours, elle eût pu renverser la Hongrie soviétique. Mais l'état-major français préféra garantir cette armée de tout contact avec la Hongrie soviétique, afin d'éviter que ses troupes refusent d'obéir à ses ordres.

son régime. Mais malgré la « guerre des 14 nations » elle ne parvint pas à renverser la dictature du prolétariat en Union soviétique. Malgré la faim et le froid, les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique achevèrent leur lutte héroïque par la défaite des armées blanches soutenues par la bourgeoisie du monde entier. Et les prolétaires de tous les pays, sans être déjà prêts à renverser leur propre bourgeoisie contribuèrent par tous les moyens à la défense du pouvoir prolétarien en Union soviétique.

Il y eut ensuite la stabilisation *temporaire* du capitalisme, dans le monde bourgeois et la stabilisation *définitive* de la dictature du prolétariat en Union soviétique.

La stabilisation du capitalisme ne pouvait qu'avoir un caractère temporaire, tellement ses bases étaient faibles et disparates. *Sur le plan économique* elle provenait du fait que la première crise d'après-guerre (1920-21) se termina rapidement et que la nécessité de reconstruire les régions dévastées et de reconstituer les stocks épuisés avait provisoirement élargi le marché capitaliste. *Sous l'angle extérieur*, cette stabilisation reposait sur la faiblesse passagère des Etats vaincus et désarmés, qui facilita aux puissances victorieuses la conclusion des accords mutuels sur le partage du monde. Elles s'engagèrent à respecter mutuellement leurs possessions coloniales. Le système de Versailles et les accords de Washington étaient destinés à fixer les rapports de forces existants, aussi bien en Europe qu'en Chine. *Sur le plan intérieur*, la stabilisation avait pour bases la défaite du prolétariat au moment de la crise révolutionnaire et la division de la classe ouvrière.

La stabilisation du capitalisme fut à l'origine des illusions qui se manifestèrent dans la bourgeoisie, mais également dans la classe ouvrière. On estimait que l'essor cyclique, notamment celui de l'économie américaine entre 1924-29, était une « prospérité éternelle ». La *Société des nations* destinée à perpétuer le partage du monde établi dans la première guerre mondiale, devait assurer la « paix perpétuelle ». Il était question d'une « ère démocratique-pacifiste ». La « théorie » de Kautsky sur une période du superimpérialisme pacifique semblait se confirmer. On surestimait considérablement l'importance et la durée de la stabilisation.

Dans ces conditions, l'opportunisme de la II<sup>e</sup> Internationale ne pouvait qu'augmenter. Des opportunistes de droite se dressèrent même au sein de l'Internationale communiste; ils s'appuyaient sur la théorie foncièrement opportuniste et criminelle de Boukharine, déclarant que la stabilisation capitaliste était durable et l'avènement du « capitalisme organisé imminent ». Au fond, cette conception est identique au superimpérialisme de Kautsky. En réalité, la stabilisation du capitalisme avait une base fort précaire. Cette base était nécessaire-

ment minée par les lois immanentes du capitalisme. L'antagonisme entre le caractère social de la production et la propriété privée a atteint un tel degré que le capitalisme ne parvient plus à utiliser à fond les forces productives qu'il a créées<sup>1</sup> ; même pendant les périodes d'essor économique une partie considérable de l'appareil de production et, partant, de la main-d'œuvre, restent inexploitées ; le développement inégal menace le partage du monde résultant de la guerre mondiale ; à la longue les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale et les droitiers au sein de l'Internationale communiste ne parviennent pas à freiner la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le système capitaliste ; les progrès rapides du socialisme en U.R.S.S. empêchent à eux seuls toute stabilisation solide du capitalisme. C'est ainsi que, par l'effet des lois immanentes du capitalisme, la stabilisation fut ébranlée dans ses bases<sup>2</sup>.

Lorsqu'en 1929, la crise économique internationale mit fin à la stabilisation capitaliste, celle-ci était déjà profondément troublée. Ce fut la plus grave des crises. En un clin d'œil elle balaya les illusions sur la « prospérité éternelle ». La production industrielle du monde capitaliste tomba de moitié. Le nombre de chômeurs atteignit plusieurs dizaines de millions. Les prix des marchandises non protégés par les monopoles s'effondrèrent. La crise agraire, fléau des paysans depuis la fin de la guerre, s'aggrava d'une façon catastrophique entraînant la ruine d'innombrables agriculteurs dans les pays agricoles et coloniaux. Et cependant que des millions d'êtres humains étaient sans vivres, sans vêtements et sans abri, la bourgeoisie détruisit des quantités immenses de denrées alimentaires et de produits divers pour atténuer la chute des prix. Des positions-clés de l'économie capitaliste, grandes banques et monopoles, s'écroulent, des Etats entiers font faillite, toutes les monnaies sont dévaluées, on

1. Voici les chiffres attestant l'incapacité du capitalisme d'utiliser à fond les forces productives et sa tendance à la décomposition :

La production industrielle du monde capitaliste a augmenté annuellement en moyenne

Entre 1870 et 1890	de 6,3 0/0
« 1890 et 1913 »	5,8 0/0
« 1913 et 1920 »	3,0 0/0
« 1929 et 1937 »	0,4 0/0

2. Les thèses du VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste ont prédit d'une façon juste : « Cette période aboutira inévitablement, à travers une nouvelle accentuation des antagonismes de la stabilisation capitaliste, à un nouvel ébranlement de cette dernière et à une extrême aggravation de la crise générale du capitalisme. » On sait que c'est Staline qui, face à l'interprétation opportuniste de la stabilisation par Boukharine, indiqua la seule voie juste, marxiste.

dirait un ouragan emportant tout sur son passage. Son souffle démolit toutes les choses que les opportunistes, à l'époque de la stabilisation, avaient estimées solides pour longtemps. Jusqu'à ce jour, le monde capitaliste ne s'est pas remis des suites de cette dévastation et il ne paraît guère qu'il puisse jamais s'en remettre.

La crise approfondit à nouveau les antagonismes impérialistes ; elle met fin à la stabilisation également sur le plan extérieur. La crise du crédit en Allemagne détruit définitivement le système ingénieux des réparations échelonnées sur 58 ans et des dettes interalliées.

Le marché se rétrécit d'une façon chronique. Dans la lutte pour ce marché, la bourgeoisie de chaque pays cherche à établir le monopole sur « son » débouché intérieur ainsi que sur celui de ses colonies et des pays tenus sous sa dépendance ; en même temps, par un *dumping* systématique, elle tâche d'écouler à l'étranger l'excédent des marchandises qu'elle ne parvient pas à vendre dans son pays. Le marché mondial se désagrège de plus en plus en une série de marchés nationaux (complétés par leurs colonies) séparés les uns des autres par des cloisons étanches. Dans ces conditions, les pays capitalistes attachent une importance grandissante aux colonies sur lesquelles les oligarchies financières rejettent une bonne partie du fardeau de la crise. L'idée d'un nouveau partage du monde par la force gagne du terrain et c'est le Japon qui commence effectivement cette entreprise en envahissant la Mandchourie.

Finie la stabilisation intérieure, l'affaiblissement passager de la lutte des classes. La crise s'abat de tout son poids sur la classe ouvrière. Celle-ci subit, en plus du chômage, les conséquences de la diminution des salaires et de cette nouvelle forme de « rationalisation de crise » qui augmente non pas la productivité, mais l'intensité du travail. D'ailleurs, même les ouvriers qui travaillent sont souvent réduits au chômage partiel. Le mécontentement contre le système capitaliste grandit rapidement. La II<sup>e</sup> Internationale et l'Internationale d'Amsterdam ne suffisent plus pour protéger la bourgeoisie. L'influence du Parti communiste augmente, celle des réformistes diminue. C'est pourquoi la bourgeoisie recherche un autre appui, et cela d'autant plus que, à côté des ouvriers, la rébellion commence à gagner les classes moyennes des villes et des campagnes. La grande bourgeoisie se tourne, chaque jour davantage, vers le fascisme.

En lançant le slogan d'une « révolution nationale-socialiste », d'une lutte contre le capital « usurier » et contre les grands propriétaires fonciers, le fascisme recrute des adhérents pour protéger la domination bourgeoise. Il fait des promesses démagogiques à toutes les couches sociales et excite les instincts chauvins, antisémitiques, sanguinaires des masses. « Supprimons la lutte des classes », hurlent

les terroristes fascistes en se ruant sur les ouvriers révolutionnaires, car ils mènent une lutte de classe armée dans l'intérêt du grand Capital. Arrivé au pouvoir, le fascisme désavoue cyniquement ses promesses d'antan et établit un régime conférant la toute-puissance à la partie la plus réactionnaire, la plus chauvine, la plus impérialiste de la grande bourgeoisie. Il anéantit toutes les libertés humaines, les conquêtes du XIX<sup>e</sup> siècle, les organisations légales de la classe ouvrière et rejette l'Allemagne dans la barbarie du moyen âge.

Une lutte victorieuse contre toute nouvelle avance du fascisme suppose qu'on liquide la division de la classe ouvrière. Au VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, la politique du front unique proclamée par Lénine dès 1921, devient la ligne principale des Partis communistes. Cette politique aboutit à l'unité syndicale, au front unique entre les Partis communistes et social-démocrates, à un vaste Front populaire contre le fascisme et à un mouvement en faveur de ces objectifs dans tous les pays.

La lutte entre la réaction et la démocratie est étroitement liée à la deuxième guerre impérialiste, à cette guerre du bloc des agresseurs fascistes qui, en envahissant la Chine, l'Abyssinie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Espagne, aspirent à un nouveau partage du monde « de Gibraltar à Changhaï ». Les pays faibles subissent, à tour de rôle, l'invasion des agresseurs fascistes. Les gouvernements des puissances dites démocratiques tolèrent ces coups de force ; plus encore, le cas de la Tchécoslovaquie a montré qu'ils soutiennent les agresseurs fascistes contre les démocraties qui sont leurs victimes.

Si les classes dominantes des puissances dites démocratiques adoptent cette attitude, ce n'est pas parce que les agresseurs fascistes disposent de forces supérieures. Tant il est vrai que le fardeau des armements risque d'écraser les agresseurs. Ils ont payé leur armement d'un prix terrible : en mobilisant toutes les ressources vitales ; en subordonnant totalement la vie économique aux buts de guerre ; par la ruine de l'appareil de production qui subit les effets d'une usure rapide et irréparable ; par l'épuisement des stocks et la perte de l'or. Comparativement à cet état de choses les puissances démocratiques (Etats-Unis, Angleterre, France) ont des ressources économiques et morales infiniment supérieures.

Et, cependant, non contents de reculer sans cesse devant l'agression fasciste, les gouvernements des grandes puissances démocratiques d'Angleterre et de France la facilitent contre les pays faibles, trahissant ainsi leur propre peuple : il est évident que ce n'est pas à cause d'une soi-disant « supériorité » des pays fascistes qu'ils poursuivent cette politique.

Bien au contraire : ce n'est pas seulement sur le plan économique que les agresseurs fascistes sont plus faibles, leur faiblesse provient

également de la haine populaire. En Allemagne, le régime fasciste a contre lui les ouvriers communistes et socialistes, pratiquement toute la classe ouvrière, la plupart des paysans, les Eglises catholique et réformée, des parties de l'ancienne bureaucratie. En vérité, il est en lutte contre le peuple entier. Une guerre contre un adversaire égal aboutirait inévitablement à la défaite et à l'effondrement du fascisme. D'où les mises en garde des généraux allemands à l'adresse de Hitler contre une politique d'aventures.

Mais c'est justement parce que le régime fasciste en Allemagne et en Italie est pourri et gravement menacé par toute résistance sérieuse, que les Chamberlain et Halifax, les Bonnet et Flandin veulent éviter cette résistance à tout prix et qu'ils font des concessions incessantes et acceptent toutes les humiliations. Car les réactionnaires de tous les pays chérissent le fascisme puisqu'il est, historiquement, la dernière forme de la domination bourgeoise. Ils se demandent, avec angoisse, si la chute de cette forme de dictature fasciste exercée par la partie la plus réactionnaire de la grande bourgeoisie n'entraînera pas la fin de la domination bourgeoise tout court. Pour la grande bourgeoisie réactionnaire des pays démocratiques eux-mêmes, le fascisme est le régime préféré pour la lutte contre la classe ouvrière. D'ores et déjà, le fascisme joue le rôle de gendarme international contre la classe ouvrière de tous les pays. Le bloc de guerre des agresseurs fascistes revêt la forme du pacte anti-comintern. Les hommes d'Etat réactionnaires d'Angleterre et de France espèrent qu'au prix de concessions ils pourront détourner les armées de l'Allemagne et de l'Italie fasciste contre l'Union soviétique. Car l'existence de l'Union soviétique et l'essor du socialisme remplissent d'horreur la grande bourgeoisie du monde entier. Elle ne voit qu'une issue : la croisade armée contre l'Union soviétique.

Ce qui distingue la situation actuelle de la première guerre impérialiste, c'est le fait que cette fois-ci les fronts ne suivent pas les frontières des pays belligérants, mais qu'ils traversent tous les pays. Les agresseurs fascistes ont leurs alliés dans les pays démocratiques : les Chamberlain et Halifax en Angleterre, les Flandin, Bonnet, Doriot en France, Beran en Tchécoslovaquie, Wang Tchín-Ouëi en Chine, etc. D'autre part, les pays démocratiques et l'Union soviétique ont des alliés puissants dans les pays des agresseurs fascistes : les grandes masses travailleuses. Il est vrai que ces alliés ne peuvent pas se dresser aujourd'hui aussi ouvertement contre le fascisme, que les Doriot et Flandin le font en sa faveur ; mais leur base de masse est infiniment plus large et, au moment décisif, leur force s'abattra vigoureusement sur les bourreaux fascistes. L'aide apportée au peuple espagnol dans sa lutte pour l'indépendance par les héros des brigades internationales appartenant aux partis progressifs de tous les pays a

attesté le caractère international de la lutte entre le fascisme et la démocratie, entre la réaction et le progrès.

C'est pourquoi aujourd'hui, vingt ans après la fondation de l'Internationale communiste, la situation du monde capitaliste ressemble sous certains aspects à celle d'alors, mais beaucoup de traits qui la caractérisent aujourd'hui sont entièrement différents. L'Union soviétique, la forteresse du prolétariat révolutionnaire international est devenue puissante. Elle n'est plus, comme à l'époque de la constitution de l'Internationale communiste, un pays agraire, arriéré, dévasté par la guerre, hanté par la famine. Elle est devenue l'un des pays industriels les plus avancés du monde, sa grande agriculture collectivisée est la plus moderne, sa culture connaît un essor rapide. La Constitution staliniste, la seule Constitution du monde réellement démocratique, contient la charte des conquêtes des deux dernières décades : disparition des classes exploiteuses, transformation de la classe ouvrière, des paysans et des intellectuels, suppression progressive des différences entre ces trois classes amies, édification du socialisme. Les élections au Conseil suprême de l'U.R.S.S. ont attesté l'union morale et politique du peuple entier, de toutes les nations de l'Union soviétique. Grâce à l'épanouissement des forces productives, grâce à l'unité morale et politique de toutes les nations qui constituent l'Union soviétique, l'Armée rouge est la meilleure armée du monde. Le troisième plan quinquennal qui sera adopté par le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (b) de l'Union soviétique ouvre la voie vers une nouvelle étape supérieure, celle du communisme où tout le monde travaillera selon ses capacités et consommera selon ses besoins.

Face à cela quel est le tableau du monde capitaliste ?

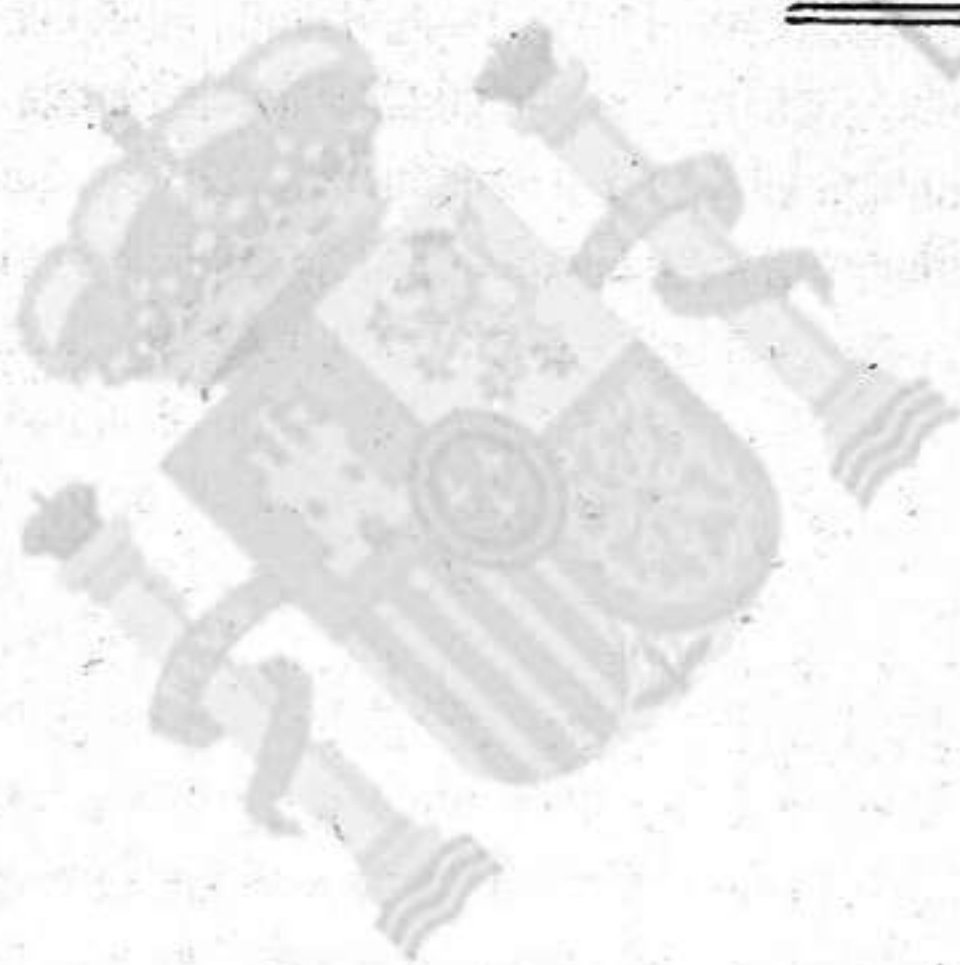
*Sous l'angle économique* : la crise de 1929 a été suivie d'une dépression particulière : une nouvelle crise cyclique lui a succédé en 1937 et cette crise dure jusqu'à ce jour ; déjà le capitalisme s'est avéré incapable d'un nouveau développement, la production industrielle n'a atteint que le niveau de 1937 : l'augmentation n'a pas suivi l'accroissement de la population. Il éclate aux yeux que le capitalisme est devenu une entrave de l'évolution.

*Sous l'angle extérieur* : une course aux armements sans précédent dans l'histoire. Des forteresses de fer et de béton, garnies de canons de tout genre, se dressent, sur des milliers de kilomètres, le long des frontières des pays européens. On crée des fortifications en plein désert africain. La guerre impérialiste sévit sur trois continents. Chaque jour cette guerre peut dégénérer en une guerre mondiale.

*Sous l'angle intérieur* : la lutte des classes s'accroît et s'aggrave. Jamais les travailleurs n'ont éprouvé une haine aussi profonde contre les classes dominantes qu'actuellement dans les pays fascistes. Le

fascisme a beau remplir les prisons et les camps de concentration; en vain envoie-t-il à l'échafaud ses adversaires politiques : la révolution est en route. Le petit groupe de révolutionnaires que Lénine a pu rassembler il y a vingt ans pour créer l'Internationale communiste, est devenu une armée puissante, universelle, sûre de sa victoire finale quelles que soient ses défaites temporaires.

MINISTERIO  
DE CULTURA





## Le troisième plan quinquennal et l'économie de guerre fasciste.

---



LORS que le monde capitaliste est ébranlé par une nouvelle crise économique et s'enfonce de plus en plus dans une nouvelle guerre, le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. tient ses assises pour discuter et établir le troisième plan quinquennal.

Les Thèses pour le troisième plan quinquennal qu'a publiées le président du Conseil des commissaires du peuple, V. Molotov, tracent en lignes très nettes un tableau vraiment imposant des réalisations et des succès, de la force créatrice et des perspectives du socialisme. Les constatations objectives, les chiffres dépouillés du rapport deviennent dans la conscience du lecteur, un chant de triomphe du socialisme qui, sous la conduite de Lénine et de Staline, sous la conduite des bolchéviks, mit sur pied en vingt ans, malgré des difficultés sans précédent, des réalisations merveilleuses. Ce chant de triomphe accompagne le concours par lequel le peuple soviétique salue le XVIII<sup>e</sup> congrès, il accompagne le puissant accroissement de la production dans toutes les industries, la réalisation plus que satisfaisante des plans dans les mines et dans les transports, l'essor du travail grâce auquel les masses laborieuses de l'Union soviétique surmontent les conséquences du travail de sabotage et surpassent les pays capitalistes les plus progressifs. Alors que les « dirigeants » capitalistes de l'économie ne sont pas capables d'arrêter la régression de la production, alors que, dans les pays fascistes, l'économie, selon l'expression du ministre Lenk, présente un visage surmené, tendu à l'excès, nerveux et fiévreux », alors que tous les conflits et toutes les contradictions du monde capitaliste s'accroissent terriblement par suite de la crise économique, alors que l'appareil économique endommagé est cause de la nouvelle guerre, Molotov peut écrire, au nom du gouvernement des Soviets et du Comité central du Parti bolchévik :

L'appareil productif et technique du pays s'est renouvelé de fond en comble. Plus de 80 % de toute la production de l'industrie, en 1937, sont sortis d'usines nouvelles, construites ou entièrement rénovées au cours des premier et deuxième plans quinquennaux ; environ 90 % de tous les tracteurs et de toutes les moissonneuses-batteuses employés dans l'agriculture ont été fabriqués par l'industrie soviétique au cours de la deuxième période quinquennale. Les tâches du deuxième plan quinquennal dans l'industrie et dans les transports ont été réalisées avant terme. Le deuxième plan quinquennal a été achevé le 1<sup>er</sup> avril 1937 pour l'industrie, soit en quatre ans et trois mois, et, durant cette période, l'industrie lourde s'est développée à un rythme parti-

culièrement rapide. Le deuxième plan quinquennal pour les transports ferroviaires a été dépassé en l'espace de quatre ans. De même ont été dépassées les tâches d'une extrême importance du deuxième plan quinquennal pour l'agriculture au chapitre des céréales et du coton.

En comparaison de 1932, dernière année du premier plan quinquennal, la production industrielle a augmenté de 120 % en 1937, alors que l'accroissement fixé était de 114 %. Le rythme moyen d'accroissement annuel de la production industrielle a été de 17,1 % au cours du deuxième quinquennat, pour une augmentation de 16,5 % prévue pour le plan<sup>1</sup>.

Les tâches qui vont être fixées à l'économie soviétique dans le troisième plan quinquennal, dans leur précision qui va jusqu'au moindre détail, sont vraiment surprenantes. Toutes ces tâches, l'économie soviétique les réalisera — le monde entier le sait, puisqu'il a vu réaliser complètement les deux plans précédents avant même que le délai fixé fût achevé. On s'est habitué à ce qu'en Union soviétique, à la différence des pays capitalistes, les promesses soient tenues et les plans réalisés ; à ce qu'en Union soviétique, chaque parole de la direction de l'Etat et du Parti soit traduite en acte, à ce que le programme d'aujourd'hui soit la réalité de demain. Les tâches qui sont fixées à l'économie soviétique dans les thèses de Molotov se transforment continuellement en réalité : en 1937, la production industrielle se montait à 95,5 milliards de roubles ; en 1942, elle atteindra 180 milliards. Cela signifie, par rapport à l'année 1937, un accroissement de la production industrielle de 88 %. La production des machines sera plus que doublée, la production des turbines à vapeur et des chaudières sera presque quintuplée, la production des machines à filer sera sextuplée, l'extraction du charbon dans le bassin de Moscou sera doublée, et presque triplée dans le bassin de l'Oural, elle sera quadruplée dans le bassin d'Asie centrale. L'extraction du gaz à partir du pétrole et du gaz naturel sera plus que triplée. La puissance des usines électriques sera plus que doublée. La production des usines chimiques sera plus que doublée. La production du fer laminé sera doublée. La production du cuivre brut sera presque triplée, la production de l'aluminium sera plus que triplée. La production des articles courants sera presque doublée. De tous les chiffres qui sont prévus pour la production, nous n'avons donné que quelques-uns des plus importants, pour décrire à grands traits l'essor incomparable de la production au pays du socialisme.

Molotov a montré qu'en un laps de temps d'une brièveté fantastique, le socialisme avait transformé l'Union soviétique, au début pays industriellement retardataire, en un pays industriel de premier ordre ; il a montré que l'Union soviétique, comme rythme d'évolution et capacité de réalisation technique, dépassait de beaucoup tous les pays capitalistes, mais que, jusqu'à maintenant, il n'avait pas été possible de produire autant pour chaque habitant que produisent les pays capitalistes les plus progressifs. Dans le troisième plan quinquennal, l'économie soviétique aura pour tâche de rejoindre et de dépasser, à ce point de vue également, les pays capitalistes les plus développés.

Voici ce que dit Molotov dans ses thèses :

1. C. I., 1939, n° 6, p. 131.

Aujourd'hui que l'U.R.S.S. s'est constituée en Etat socialiste, qu'elle a achevé dans l'essentiel la reconstruction technique de l'économie nationale dans l'industrie et dans l'agriculture, n'importe quel pays capitaliste d'Europe, et qu'elle surpasse, au point de vue du niveau de la technique de production nous pouvons et nous devons énoncer pratiquement et réaliser dans toute son ampleur la tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S. : *rattraper et dépasser, au point de vue économique aussi, les Etats capitalistes les plus développés de l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, et résoudre définitivement cette tâche au cours de la période à venir*<sup>1</sup>.

Les défenseurs du capitalisme pourrissant comprennent très bien ce que cela signifie. Jusqu'ici, en faisant leur propagande antisocialiste, ils n'ont jamais cessé de seriner la même litanie : dans les pays capitalistes les plus développés, on produirait pour chaque habitant plus d'étoffes et plus d'habits, plus de souliers et plus de chaussettes qu'en Union soviétique; mais ils oublient que, dans les pays capitalistes, malgré l'excédent de marchandises, des millions et des millions d'hommes souffrent de la faim et des privations, alors que, au pays du socialisme, la masse des ouvriers et des paysans est sortie de la misère inouïe du pouvoir tsariste pour jouir d'un bien-être auquel elle osait à peine rêver. Mais, maintenant, le développement de l'économie soviétique enlève brutalement aux défenseurs du capitalisme ce dernier « argument » ; en quelques années, tout citoyen soviétique, à tout point de vue, aura le standard de vie qui, dans les pays capitalistes, est réservé à une petite couche de la bourgeoisie. Dans quelques années, non seulement les ouvriers, mais aussi la masse des paysans et des petits bourgeois des pays capitalistes verront avec envie le sort économique qui sera celui de tout citoyen soviétique. Dans quelques années, il ne sera plus possible aux agitateurs les plus violents des pays capitalistes d'arrêter ou de détourner l'aspiration élémentaire des masses populaires vers le socialisme, le capitalisme malade entendra jour et nuit sonner son propre glas. Ces mots des thèses de Molotov se vérifieront :

La réalisation du troisième plan quinquennal sera la meilleure démonstration de toute la force victorieuse du communisme dans sa lutte historique contre le capitalisme.

Effrayés par cette perspective, les cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie de tous les pays s'efforcent d'ourdir un complot mondial contre le socialisme, contre la classe ouvrière. La *deuxième guerre impérialiste* n'est pas seulement une guerre en vue d'un nouveau partage du monde, mais aussi une guerre des puissances réactionnaires contre le mouvement des masses populaires pour la liberté, contre l'union des ouvriers, des paysans et des classes moyennes des villes, contre la classe ouvrière et contre le socialisme. C'est le *fascisme allemand* qui est à la tête des forces de guerre impérialistes. Pour les bourreaux du peuple allemand, le monde se divise en « théâtres de guerre » : « théâtre de guerre de l'intérieur de l'Allemagne », « théâtre de guerre de l'Europe occidentale », « théâtre de guerre de l'Europe orientale ».

---

1. C. I., 1939, n° 6, p. 132.

La préparation à la guerre, c'est la somme de l'économie allemande, de l'éducation, de la politique allemandes. La guerre sous toutes ses formes, la guerre sans déclaration de guerre, la guerre pour l'asservissement de tous les peuples, est la perspective du fascisme allemand.

L'Union soviétique s'efforce de maintenir la paix, et pour cela, d'empêcher l'extension de la deuxième guerre impérialiste — mais l'Union soviétique n'a pas peur de la guerre. La supériorité du socialisme sur le capitalisme apparaît clairement en temps de paix, mais elle n'apparaîtrait pas moins en temps de guerre. Le troisième plan quinquennal est un programme de paix — mais, en même temps, il assure complètement la force militaire de l'Union soviétique contre une agression quelconque.

### **Avortement de l'économie fasciste « planifiée »**

Le fascisme allemand a tenté de singer, d'une manière superficielle, les plans quinquennaux de l'Union soviétique ; comme le singe qui met la montre dans sa bouche, il a couvé un avorton qui s'appelle le « plan de quatre ans », ou plan Goering, et qui est une « économie planifiée » capitaliste. Ce « plan de quatre ans » sert simplement à la préparation de la guerre. Voyons donc à quel point le fascisme allemand a réussi à rendre l'Allemagne capable de conduire une longue guerre.

L'« économie planifiée » du fascisme allemand consiste en ceci que les maîtres des trusts et des consortiums géants se placent immédiatement à la tête de l'Etat, en ce que l'appareil d'Etat se trouve immédiatement entre les mains des plus grands capitalistes, que quelques gros bonnets fascistes sont montés en grade, sont devenus les associés des grands bénéficiaires, tandis que toute une armée de *Statthalter*, de *Gaufuhrer*, etc. sont autorisés, eux aussi, à participer au pillage, jusqu'à ce qu'on les révoque. L'« économie planifiée » du fascisme, c'est un terme qui exprime aimablement le pouvoir sans bornes d'une petite bande de grands capitalistes, qui se partagent les commandes de l'Etat aux dépens de l'ensemble de la nation qui, simultanément, distribuent les commandes de l'Etat et les reçoivent dans leur propre industrie privée. A titre d'exemple, citons l'exemple suivant, dont parla la presse fasciste elle-même.

Le 31 janvier, la *National-Zeitung* se vit, pour des raisons quelconques, dans l'obligation de rapporter un cas parmi une quantité d'autres. L'Union des cimentiers de l'Allemagne occidentale, de Wuppertal-Elberfeld, interdit les livraisons d'une grande maison de matériaux de constructions. La firme en question, une firme de l'ouest de l'Allemagne, protesta auprès du tribunal de l'économie du Reich ; elle s'adressa en même temps, pour que sa protestation soit appuyée devant le tribunal, au « Groupe spécial des matériaux de construction du groupe économique du grand commerce, du commerce d'importation et d'exportation », qui est une entreprise étatique. Au grand étonnement de la firme, il se révéla que le fondé de pouvoir du cartel du ciment ne faisait qu'un avec l'agent d'affaires du groupe spécial des matériaux de construction. La firme se tint pour battue, et elle retira sa plainte. Comme il existe un lien étroit entre le cartel du ciment et le groupe spécial étatisé, union

réalisée en la personne de l'agent d'affaires, celui-ci est donc son propre contrôleur. Ce qu'il fait en tant qu'agent d'affaires du grand cartel, il le sanctionne en tant qu'agent d'affaires du groupe spécial étatisé. Les gros capitalistes maîtres du cartel sont en même temps les maîtres de l'office de contrôle de l'État.

Citons un deuxième exemple : depuis des dizaines d'années, le « Syndicat du charbon de Rhénanie et de Westphalie » lutte pour avoir le monopole du gaz, extrait du charbon de la Ruhr, dans tout le Reich. Le gouvernement fasciste a nommé l'homme de confiance du Syndicat du charbon, Dilgardt, maire de la ville d'Essen, au poste de fondé de pouvoir général de Goering pour toute la production de l'énergie, et spécialement pour l'approvisionnement du Reich en gaz de la Ruhr.

La concurrence la plus furieuse fait rage au sein même de ce « plan de quatre ans ».

Des industriels qui n'appartiennent pas immédiatement aux cliques dirigeantes, sont écrasés sans scrupules par leurs concurrents. Ils ne peuvent obtenir de matières premières, ils ne reçoivent pas de commandes rémunératrices de l'État, on leur enlève leurs ouvriers qualifiés, on leur crée des difficultés telles qu'ils sont forcés de capituler devant les trusts tout-puissants. Un décret de Goering, d'après lequel on ne doit pas se faire attribuer de commandes par des menaces prouve que cette furieuse concurrence sévit aussi entre les cliques dirigeantes. La *Westphälische Landeszeitung* du 27 janvier parle des difficultés très sérieuses qui naissent du fait que

la lutte que mènent les uns contre les autres ceux qui sont chargés de passer les commandes, et, ce qui en résulte, l'effort que font les branches de l'industrie particulièrement demandées non seulement pour se procurer des matières premières avantageuses, mais aussi des forces de travail,

ébranlent continuellement l'« économie planifiée » fasciste. Il n'y a pas de contrôle public sur les affaires gigantesques des cercles financiers régnants ; seulement, il arrive souvent que s'échappe, à certains endroits, l'odeur de la corruption qui parcourt toute l'économie fasciste comme un sang vicié. L'économie supporte de plus en plus difficilement le poids des paperasses qui pèsent sur elle, le poids des innombrables ordonnances, décrets, ordres d'exécution qui l'accablent. Un innombrable état-major de bureaucrates travaille à l'élaboration de ces ordonnances, de ces décrets, de ces ordres d'exécution ; et contre cet état-major, les entreprises de toute nature en établissent un autre, incomparablement plus fort, composé de « gens qui s'y entendent », de juristes et de conseillers financiers, qui sont chargés de se jeter dans cette tempête de papiers et de trouver les percées par lesquelles il sera possible de tourner la loi. Un appareil parasitaire, qui ne cesse de se développer, épuise l'économie allemande. Une armée gigantesque d'êtres absolument improductifs s'engraisse aux dépens du peuple allemand : des *Statthalter*, des *Gauleiter*, *Amtswalter*, membres de la Gestapo, *fuhriers* et sous-*fuhriers* des S.S., « techniciens », juristes, experts, contrôleurs et « contre-contrôleurs », provocateurs et « contre-provocateurs », bureaucrates qui sont nécessaires pour empêcher l'industriel Untel de réaliser une réforme urgente, employés de l'industriel Untel qui sont nécessaires pour embêter ces bureau-

crates. Et c'est tout cela, tout ce chaos produit à grand renfort de publicité, cette lutte que mènent par tous les moyens les grands capitalistes déguisés en « Etat » contre les autres industriels, contre les petits bourgeois, les ouvriers et les paysans, contre tout le peuple — c'est tout cela qui porte le nom d'économie fasciste « planifiée ».

### **Régression dans l'industrie minière et dans les transports en Allemagne.**

Ces derniers temps, la presse capitaliste de l'Allemagne hitlérienne se voit obligée, de plus en plus fréquemment, de faire discrètement allusion aux *difficultés croissantes de cette « économie planifiée »*. De tous les renseignements que nous avons, nous pouvons nous permettre de n'en citer qu'un seul : alors qu'en Union soviétique, l'extraction du charbon augmente sans cesse, nous lisons dans un article intitulé, d'une manière très suggestive, « *Pause dans l'essor du bassin de la Ruhr* », article paru dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 22 janvier, que, en 1938, on a extrait moins de charbon qu'en 1937. L'auteur de cet article, Rudolf Klecker, déclare que cette régression s'explique par « plusieurs raisons » ; il ajoute que l'on put noter l'action

de facteurs qu'il ne fut pas possible d'influencer, et dont l'action régressive se fera sentir encore les années suivantes.

Il parle d'une régression sur les marchés d'exportation, d'une demande moindre et inattendue de la part de l'industrie des matières premières allemandes et il finit par mettre le doigt sur le point sensible :

Il faut ajouter que, presque pendant toute l'année, on manqua de wagons pour le transport, que, temporairement, il y eut moins de possibilités de transport par voie d'eau, et que tout cela gêna le développement de l'extraction. Enfin, l'abaissement du rendement par homme et par équipe pourrait être compensé par l'emploi de nouveaux mineurs. Aujourd'hui, la suppression de l'infériorité du rendement et la question corrélative, particulièrement importante pour l'avenir, de la nouvelle génération, sont liées aux problèmes les plus pressants de l'industrie minière...

Avant d'aborder de plus près la question décisive de la diminution du rendement, arrêtons-nous un instant sur l'état de l'appareil industriel de l'Allemagne. Le « manque de wagons pour le transport » dont parle la *Deutsche Allgemeine Zeitung* est confirmé aussi par les Chemins de fer du Reich. Dans leur *Rapport provisoire sur l'année écoulée* du 4 janvier, les Chemins de fer du Reich déclarent que, au cours du dernier trimestre, on n'a pas pu mettre en service un aussi grand nombre de wagons qu'auparavant ; l'une des raisons

de cet état de choses c'est la réquisition de wagons de chemin de fer par les autorités militaires. Mais la raison la plus importante a été que, au

cours du dernier trimestre, on a construit un nombre de wagons nouveaux inférieur au nombre de wagons usagés retirés de la circulation. Dans son compte rendu de l'année écoulée, la *Frankfurter Zeitung* est obligée de constater qu'il s'est produit une « véritable pénurie de transports ».

L'industrie minière, durant un temps, n'a pas pu fournir ses pratiques, parce que l'intermédiaire entre producteur et consommateur, les transports précisément, n'ont pas augmenté en fonction de l'augmentation de la demande. Les stocks s'amassaient sur le carreau des mines, alors que les commerçants et les consommateurs voyaient leurs réserves s'épuiser. L'exportation du charbon, qui joue un rôle considérable dans la balance commerciale de l'Allemagne, ne put en partie être maintenue à son niveau normal que parce que les pays clients mirent leurs propres wagons à la disposition des exportateurs. Dans les grands ports, il arriva que des centaines de navires durent attendre leurs cargaisons pendant des semaines, parce qu'on n'avait pas assez de wagons pour transporter les marchandises.

Ce n'est pas seulement dans les transports que l'usure du matériel ancien ne peut être compensée par du matériel neuf ; dans la *Deutschen Bergwerkszeitung* du 21 janvier, Ernst Poensgen, directeur du plus grand trust minier allemand, écrit que, dans l'industrie du fer,

on est obligé d'employer à fond des réserves d'énergie nécessaires sans tenir compte du fait qu'il y a besoin de réparations urgentes, et qu'une usure surnormale se produit.

Il ajoute :

Depuis deux années, on n'a pas pu réaliser le programme d'extraction du fer à cause du manque de réserves d'énergie ; cependant, aujourd'hui déjà, le plan a été réalisé pour 50 % en moyenne.

Les économistes fascistes, par conséquent, doivent eux-mêmes admettre ce que des observateurs attentifs ont pu constater depuis longtemps : c'est-à-dire que l'économie fasciste « planifiée » n'est pas capable de construire méthodiquement les machines nécessaires, et que l'usure s'accroît énormément, parce que, pour la plus grande partie, les produits de l'industrie des machines ont perdu en qualité, parce que, dans beaucoup de domaines, la technique allemande est en régression. Cela aussi, c'est le résultat de l'« économie fasciste planifiée ».

## **La débâcle de l'escroquerie à l'autarcie en Allemagne**

Dans ses thèses, Molotov a constaté que :

Economiquement, l'Union soviétique s'est transformée en un pays indépendant qui pourvoit lui-même à l'armement technique de son économie, et aux nécessités de sa défense.

Les fascistes eux-mêmes sont obligés de constater exactement le contraire pour l'Allemagne hitlérienne. Ils ont proclamé l'« autarcie » allemande à grands cris, ils ont déclaré avec vantardise que le fascisme ferait de l'Allemagne un pays économiquement indépendant. Aujourd'hui, ils sont obligés d'admettre que leur escroquerie à l'« autarcie » a complètement fait faillite. Dans le discours qu'il fit au Reichstag au mois de janvier, Hitler a déclaré que l'Allemagne devait exporter pour pouvoir acheter à l'étranger des matières premières et des denrées alimentaires. Il a parlé d'une « lutte économique désespérée », il a lancé l'appel suivant : « *Peuple allemand, vis en exportant, ou meurt !* » Dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 1<sup>er</sup> février, Josef Windschuch développe, dans un leader, le programme de l'« exportation désespérée ». Après avoir pathétiquement assuré que le discours de Hitler avait donné à l'exportation allemande la « bénédiction nationale-socialiste », il doit admettre ouvertement que

l'espérance qu'on avait, au cours des années qui suivirent la prise du pouvoir, dans des cercles influents, que nous pourrions parvenir à une autarcie alimentaire,

s'est lamentablement écroulée. Et cet écroulement des espérances nationales-socialistes a été pire encore

après que les habitants de la marche orientale [c'est-à-dire les Autrichiens] et les Allemands des Sudètes se furent assis à la table allemande.

Mais les Autrichiens et les habitants des Sudètes ne se sont pas « assis à la table allemande » ; c'est par la force des armes qu'ils ont été poussés à cette maigre table ; cependant, il est exact qu'avec l'énorme accroissement des territoires de l'Allemagne hitlérienne, toutes ses difficultés se sont accrues elles aussi. *Ça ira encore plus mal !* crie Windschuch au peuple :

L'exportation est désormais un devoir national de premier ordre. Au service de l'exportation, il faut mettre une concentration encore plus forte de la volonté de travail, et, si cela est nécessaire, il faut que l'on soit prêt pour un moment de renoncer à des avantages sociaux.

C'est-à-dire que le peuple allemand doit trimer encore plus, souffrir encore plus de la faim, afin de produire des marchandises de dumping ; on va extorquer au peuple allemand, à côté des frais extravagants de l'économie « autarcique », les frais supplémentaires qui seront nécessités par la concurrence de mauvais aloi qu'annoncent les dirigeants. Un exemple pourrait illustrer ce que coûte l'« autarcie » fasciste : sur le marché mondial, 1.000 kilogs de caoutchouc valent de 700 à 900 marks. Le fascisme allemand veut produire du caoutchouc artificiel ; le seul courant électrique nécessaire à la production de 1.000 kilogs de caoutchouc artificiel coûte à l'entreprise 3.600 marks, par conséquent, trois à quatre fois plus que le prix de 1.000 kilogs de caoutchouc sur le marché mondial.

L'un des plus gros soucis de l'autarcie fasciste, c'est la désertion des campagnes qui va en s'accroissant ; la *Reichskreditgesellschaft* écrit dans son rapport bisannuel :



La désertion des campagnes a été sensible non seulement en ce qui concerne les ouvriers agricoles, mais elle s'est emparée aussi des fils de paysans, et de paysans jusque-là autonomes. Cela tient en partie au fait que les paysans expropriés pour des fins publiques et dédommagés en argent comptant ne trouvent que difficilement à s'établir à nouveau.

L'expropriation (*Absiedlung*), l'expropriation forcée des paysans par l'Etat, a pris des proportions énormes. La charrue est repoussée par l'épée ; là où, autrefois, il y avait des champs, se trouvent maintenant des champs d'aviation, des terrains de manœuvre, des fortifications et des usines de guerre. Alors qu'en Union soviétique la surface cultivée augmente d'année en année, alors que les paysans soviétiques jouissent de la terre que le gouvernement a mise pour toujours à leur disposition, en Allemagne hitlérienne, la surface cultivée a diminué de 1,3 millions d'hectares depuis 1933, 6,5 % de la terre cultivable allemande sont venus agrandir le champ de mort de l'économie de guerre. L'une des contradictions les plus criantes de l'économie fasciste, c'est que les nazis se lamentent perpétuellement sur le « peuple sans espace », qu'ils bavardent sur le « sang et le sol », et qu'après avoir annoncé avec vantardise une élévation du niveau de l'agriculture, ils aient diminué le sol cultivable des paysans allemands de 1,3 millions d'hectares.

Naturellement, la désertion des campagnes n'a pas pour seule cause l'expropriation forcée au profit de l'économie de guerre improductive. Sous le fascisme, la condition des paysans allemands est devenue si catastrophiquement mauvaise que les gens des campagnes quittent la terre en masses pour chercher à la ville un revenu quelconque. Le Dr Syrup, secrétaire d'Etat au ministère du Travail, a déclaré dans la revue *Soziale Praxis* que l'agriculture est privée de 250.000 travailleurs, et, le 5 janvier, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* a évalué à 400.000 le nombre des travailleurs qui font défaut dans l'agriculture. En Saxe, simplement, il ne manque pas moins de 40.000 travailleurs dans l'agriculture, si l'on en croit un rapport lu à la réunion de la Chambre du travail de la région (*Freiheitskampf* de Dresde, 21 janvier). Pour l'agriculture allemande, on peut, dès aujourd'hui, commencer à dire : un « espace sans peuple ». Sous le fascisme, la base d'approvisionnement de l'Allemagne en produits agricoles ne s'est pas améliorée, elle s'est extraordinairement aggravée.

L'escroquerie à l' « autarcie » dont les fascistes allemands ne peuvent dissimuler plus longtemps la faillite, a conduit à des faits aussi grotesques que ceux-ci : on s'est mis à ramasser les déchets, les restes de nourriture, l'eau de vaisselle pour en extraire des « matières premières » destinées à l'économie de guerre. Après la publication par Molotov du puissant « plan quinquennal de la chimie », un citoyen soviétique ne peut considérer qu'avec étonnement et amusement l'économie « planifiée » du fascisme, ce « planisme » qui, en gros, délabre et dévaste systématiquement l'économie nationale allemande, pour lui apporter, en détail, un secours lamentable en collectant les déchets et en tirant parti de l'eau de vaisselle. Certes, l'eau de vaisselle a reçu la « consécration nationale-socialiste », mais ce n'est pas cela qui la fera devenir la fontaine de Jouvence de l'économie allemande malade.

## **Les ouvriers en régime socialiste, les ouvriers sous le fascisme.**

En Union soviétique, la condition des ouvriers s'est élevée considérablement, et elle ne cesse de s'élever. Voici ce que Molotov a dit à ce sujet dans ses thèses :

Le nombre des ouvriers et des employés de toutes les branches de l'économie nationale, a augmenté de 17,6 % dans le deuxième plan quinquennal. Le salaire annuel moyen des ouvriers et des employés, en l'année 1937, par rapport à l'année 1932, dans toute l'économie nationale, a augmenté de 113,5 %, c'est-à-dire qu'il a plus que doublé. Le fonds des salaires des ouvriers et des employés a augmenté de 150 %, au lieu des 55 % qui étaient prévus dans le deuxième plan quinquennal, c'est-à-dire qu'il est deux fois et demi plus important. Les dépenses de l'Etat pour les besoins culturels et les besoins divers des ouvriers et des employés (instruction publique, assurances sociales, etc.) sont passées pendant ces années de 4,4 milliards à 14 milliards de roubles, c'est-à-dire plus du triple. Dans les années du deuxième plan quinquennal, le bien-être des kolkhoziens s'est considérablement amélioré. En quatre années (1933-1937), les revenus totaux des kolkhoziens sont près de 2,7 fois plus importants, et les revenus nets qui sont répartis dans les kolkhoz à chaque travailleur, sont devenus au cours de ces années 4,5 fois plus importants<sup>1</sup>.

Le troisième plan quinquennal propose :

a) L'augmentation de la consommation par les travailleurs de l'U.R.S.S. de plus d'une fois et demie, en accord avec la hausse des revenus des ouvriers, des paysans et des employés ;

b) L'élévation du nombre des ouvriers et des employés de 17 % ; du salaire moyen, de 35 % ; du fonds des salaires, de 62 % dans tous les domaines de l'économie nationale (à la fin de la troisième période quinquennale en comparaison de 1937)<sup>2</sup>.

Ce puissant essor économique des ouvriers de l'Union soviétique s'oppose à la misère croissante de la classe ouvrière allemande. Le gouvernement fasciste a catégoriquement interdit toute augmentation de salaire. Sous le pouvoir hitlérien, les salaires des ouvriers et des employés ont considérablement baissé. Selon les estimations de la revue fasciste *Wirtschaft und Statistik*, en 1938, 20 millions 800.000 ouvriers et employés ont gagné 2 milliards 400 millions de moins que 19 millions en 1929, alors que les capitalistes allemands ont mis dans leur poche, en 1938, 25 milliards de marks environ. Illustrons d'un cas particulier emprunté à la presse fasciste ce bilan de l'« économie populaire ». La *Westfälische Landeszeitung* du 30 janvier a publié un article sur la « Situation sociale de l'entreprise ». Dans cet article, nous trouvons des chiffres très concluants en ce qui concerne les entreprises allemandes,

1. C. I., 1939, n° 6, p. 131.

2. C. I., 1939, n° 7, p. 153.

et encore devons-nous tenir compte du fait que le statisticien fasciste a choisi naturellement, pour ses fins, une « entreprise modèle ». En 1932, le salaire des 489 ouvriers et employés d'une entreprise se montait à 995.000 marks, l'entreprise rapportant 2.552.000 marks. En 1937, la même entreprise payait à ses ouvriers et employés, au nombre de 1.228, un salaire de 2.372.000 marks pour un revenu de 5.512.000. Il en résulte, par conséquent, que le salaire annuel moyen des ouvriers et des employés est descendu de 2.000 à 1.900 marks, alors que les bénéfices de l'entrepreneur passaient de 1.557.000 à 3.140.000 marks. Mais le calcul est loin d'être complet : en 1929, le travailleur gagnait un salaire supérieur dans une journée de huit heures, en 1937, il a gagné un salaire inférieur dans une journée de dix heures en moyenne. L'augmentation disproportionnée du « revenu de l'entreprise » caractérise l'effroyable système d'exploitation qui vide les poches des ouvriers de leurs dernières réserves. Mais le calcul n'est toujours pas complet : la statistique fasciste tait discrètement les énormes décomptes obligatoires qui grèvent les salaires ouvriers, la contribution obligatoire au Front du travail, contribution que l'entrepreneur déduit lui-même des salaires, les « oboles » obligatoires pour le Secours d'hiver, les cadeaux qu'il faut faire aux bonzes le jour de leur anniversaire, décomptes qui, aujourd'hui en Allemagne, représentent au moins 10 % du salaire du travailleur. Nous pouvons donc calculer, même en nous servant d'une statistique fasciste sophistiquée, la diminution des salaires en Allemagne.

Mais l'abaissement des salaires ne reflète qu'une partie de la terrible exploitation à laquelle sont exposés les travailleurs sous le fascisme. La nouvelle loi sur le travail a remplacé la journée de huit heures — qui certes depuis longtemps déjà n'existait plus que sur le papier — par la journée de dix, de douze et de seize heures. L'entrepreneur peut exiger que l'ouvrier se présente une demi-heure avant le commencement du travail, et reste à l'usine une demi-heure après la fin du travail. Il est permis d'allonger encore le temps de travail pour le nettoyage et l'entretien des machines et des locaux. Si le « fuhrrer d'entreprise » le tient pour nécessaire, il peut obliger sa « suite » à faire un nombre d'heures supplémentaires presque indéfini.

La liberté de déplacement des ouvriers a été supprimée. De même que les serfs du moyen âge étaient liés à la glèbe, l'ouvrier, en Allemagne hitlérienne, est lié à l'entreprise. Chacun doit accepter le travail que la « direction » lui commande. Si un employé qualifié refuse de travailler la terre, on l'envoie au camp de concentration, si un ouvrier change d'usine, il est condamné à une peine de prison. Les camps de concentration sont remplis d'« éléments qui rechignent devant le travail », c'est-à-dire d'ouvriers qualifiés qui n'étaient pas disposés à travailler à la construction de routes ou de fortifications, ou à accepter un travail non qualifié.

Le système d'exploitation auquel sont soumis les ouvriers sous-alimentés et surmenés est indéscribable. Chaque jour, on fait sortir des entreprises des travailleurs qui n'en peuvent plus ; le nombre des accidents de travail s'accroît effroyablement ; de 1937 à 1938, le nombre des accidents de travail mortels a augmenté de 38 %. On exige de plus en plus brutalement une « augmentation du rendement », mais, aujourd'hui, il y a même des entrepreneurs qui sont obligés d'avertir que l'épuisement des forces de travail conduit à une dimi-

*nution du rendement.* Nous avons déjà dit que la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 22 janvier parlait d'une diminution du rendement de l'extraction du charbon dans le bassin de la Ruhr, et qu'elle attribuait surtout cela à « une diminution du rendement par homme et par équipe ». Voici ce que dit encore le même article :

On estime qu'en moyenne, en 1938, 311.000 ouvriers ont été employés dans le bassin minier de la Ruhr, ce qui fait 21.000 de plus qu'en 1937. Cette comparaison est très instructive. Malgré une augmentation considérable du nombre des mineurs, le rendement de l'extraction du charbon n'a pu être accentué d'une manière remarquable [plus exactement, il est passé de 127.750.000 à 127.630.000 tonnes].

Les travailleurs, exploités et épuisés, ne sont plus capables d'augmenter le rythme, le rendement de leur travail. Au contraire, le rendement commence à diminuer. Une résistance passive commence à s'exercer. L'« usure » des hommes est encore pire que l'usure des machines. On répare les machines ; mais un jour viendra où les hommes entreprendront la grande réparation de l'Allemagne et briseront le régime qui brise les hommes.

### **Essor des cadres en régime socialiste, destruction des cadres sous le fascisme.**

L'une des plus grandes difficultés de l'économie de guerre fasciste, c'est que les forces de travail qualifiées font de plus en plus défaut. Le fascisme n'est pas capable de satisfaire la demande de l'industrie en forces de travail ; au contraire : dans ce domaine, l'Allemagne retarde d'une manière de plus en plus irrémédiable. Le fascisme qui en a plein la bouche lorsqu'il parle de la « sélection des fuhrers », se révèle absolument incapable de former les cadres qui sont nécessaires à l'industrie. La formation de cadres très qualifiés, qui est l'aspect le plus positif du socialisme, est l'aspect le plus négatif de la dictature fasciste.

Dans ses thèses, Molotov a parlé du développement très vaste des nouveaux cadres en Union soviétique :

Dans toutes les branches de l'économie nationale, se sont formés des cadres qui maîtrisent avec succès la nouvelle technique. La plus grande victoire du deuxième plan quinquennal, c'est la création, pour toutes les branches de l'édification socialiste, des cadres nécessaires de l'intelligence soviétique, l'avancement donné dans les rangs des communistes et des sans-parti à des ouvriers qui sont devenus des dirigeants dans toutes les branches de l'économie nationale<sup>1</sup>.

C'est précisément l'évolution contraire qui se produit en Allemagne hitlérienne. Alors que l'Union soviétique forme des centaines de milliers, et même

1. C. I., 1939, n° 6, p. 130.

des millions de travailleurs qualifiés capables d'entrer dans les cadres, le fascisme allemand détruit les cadres qui avaient été formés dans l'Allemagne d'avant la dictature, et qui étaient la garantie de la haute qualité de l'industrie allemande. Aujourd'hui, des dizaines de milliers de travailleurs très qualifiés sont dans les prisons et dans les camps de concentration. D'autres ont émigré. D'autres, qui ne sont pas « sûrs politiquement », sont condamnés à des travaux où ils perdent leurs qualités techniques. Le rythme effréné du travail dans les entreprises, l'exploitation, l'oppression démesurément accrues, l'anéantissement de toutes les libertés démocratiques, l'appauvrissement et le mécontentement empêchent la formation de nouveaux cadres qualifiés pour la production. L'éducation technique est tombée à un niveau très bas, de même que l'enseignement donné dans les écoles techniques complémentaires. L'enseignement dans les écoles est plus bas que jamais. La science dépérit rapidement. Le premier numéro mensuel de la revue *Chemische Industrie* de cette année contient un article où il est dit que la science allemande reste perpétuellement en arrière, et qu'elle est depuis longtemps dépassée par l'étranger.

La conséquence la plus grave du mauvais équipement de nos instituts de recherche scientifique, c'est le phénomène suivant : dans une série de domaines, la direction des recherches est progressivement passée à l'étranger.

Comme le déclare encore la même revue, c'est surtout dans les domaines de la physique et de la chimie que l'étranger a dépassé l'Allemagne. La haine bestiale du fascisme contre toute espèce d'intelligence, l'avancement donné aux idiots qui ne savent que se tenir raides, dire *Jawohl* et faire la cour au *fuhrer*, n'ont pas tardé à donner leurs résultats. De plus en plus, l'industrie et l'armée se plaignent du manque d'une nouvelle génération scientifiquement instruite, du manque de nouveaux cadres, ce qui fait présager des difficultés de plus en plus grandes. Selon des indications officielles du Dr Syrup, secrétaire d'État du ministère du Travail, 750.000 *travailleurs qualifiés font défaut dans l'industrie* ; mais, en réalité, il en manque beaucoup plus.

La suppression de l'abaissement du rendement, et, ce qui s'y rattache, la question particulièrement importante de la nouvelle génération, font actuellement partie des problèmes les plus urgents de l'industrie minière, écrit la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

Le ministre de l'Économie de Saxe, Lenk, déclara à la session de janvier de la Chambre de commerce de cette région :

En Saxe, il manque présentement dans l'économie dans les 20.000 ouvriers spécialisés.

C'est une litanie que l'on pourrait allonger à volonté, mais les preuves que nous avons données peuvent suffire.

Tout ce que le fascisme allemand entreprend pour faire disparaître ces difficultés ne fait en réalité qu'empirer l'état de choses. Bien que les enfants n'apprennent plus rien dans les écoles, on a institué, comme dans les débuts du capitalisme, le *travail des enfants*. Pour des travaux faciles, on peut

employer jusqu'à cinq heures par jour même des enfants en dessous de 14 ans qui sont encore soumis à l'obligation scolaire. Les adolescents âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés, avec la journée de huit heures, jusqu'à 10 heures du soir. Des jeunes gens âgés de plus de 16 ans peuvent même faire équipe la nuit pendant neuf heures. Non seulement le travail des enfants détruit la santé des nouvelles générations et empêche leur développement, mais il empêche la formation de cadres qualifiés. Les résultats scolaires, jusqu'ici déjà si catastrophiques, vont, à cause de cela, devenir encore pires, d'autant plus que, à l'avenir, ce seront les *fuhrrers* de la Jeunesse hitlérienne qui seront chargés de l'enseignement. Cette mesure est justifiée, entre autres choses, par le fait que, comme l'avoue un journal fasciste, en Allemagne hitlérienne, de jeunes hommes « qui ont d'eux-mêmes une bonne opinion », fuient la profession de maître d'école. Nous lisons dans un article leader de la *National-Zeitung* d'Essen du 5 février :

Il est manifeste qu'un certain désappointement professionnel s'est produit parmi les jeunes maîtres, qui ont assez bonne opinion d'eux-mêmes. On constate non seulement un manque de nouvelles générations, mais une fuite de la profession... Un instituteur dans sa troisième année de service, met de côté, lorsqu'il a payé ses frais d'entretien (logement et nourriture), une somme de 20 marks... C'est pénible lorsqu'il a une amie et qu'il pense à se marier... Il en résulte que l'instituteur, sollicité de l'extérieur, ne peut plus se concentrer sur l'enseignement...

L'instituteur allemand fait partie de cette catégorie d'hommes que le fascisme appelle « bêtes intellectuelles ». Pour ses habits, ses livres, ses journaux, pour ce dont il a besoin pour continuer à se cultiver, il lui reste 20 marks par mois. Il doit enseigner aux enfants dans des classes surchargées, et il est obligé de leur apprendre à calculer combien de maisons sont incendiées lorsqu'un avion de bombardement déverse sur une ville une certaine quantité de bombes, il doit leur apprendre que les hommes des forêts profondes de la Germanie ancienne étaient le peuple le plus civilisé de leur temps, et que Hitler est le plus grand génie du monde. Pendant ses loisirs, il est obligé de se soumettre à un dressage militaire dans des « camps d'instruction ». Il est donc évident qu'un jeune homme qui se respecte un peu n'a guère le désir de devenir instituteur en Allemagne hitlérienne. Pour parer à cet inconvénient, on fera prendre aux *fuhrrers* de la Jeunesse hitlérienne, qui ne se respectent pas du tout, la carrière de maître d'école. Avec eux, il est certain que l'enseignement scolaire sombrera plus profondément encore dans la barbarie.

A côté du travail pour les enfants et de l'abandon de l'école à la Jeunesse hitlérienne, le fascisme allemand a entrepris autre chose encore pour former des cadres tels qu'il les entend. Il a institué le service obligatoire dans les S.A., c'est-à-dire que tous les citoyens allemands de 18 à 45 ans sont obligés de faire partie des S.A., afin de ne pas perdre l'habitude de marcher au pas et d'obéir « comme des cadavres », et de ne pas se laisser aller à l'idée qu'en Allemagne, il pourrait y avoir des hommes libres. Les travailleurs allemands auront donc encore moins de temps pour se perfectionner, pour se qualifier dans leurs professions ; leur liberté sera écrasée sous la botte des S.A. Les écoles supérieures se dépeuplent, les nouvelles promotions d'ingénieurs, de médecins, de pro-

fesseurs, etc., sont très réduites et la plupart du temps inutilisables puisque, aux examens, il est beaucoup plus important de porter un uniforme de S.S. que d'avoir des connaissances ; les jeunes gens qui sortent des écoles techniques ne savent pas toujours lire et écrire correctement ; la science allemande tombe de plus en plus en ruine. Il est évident que, dans de telles conditions, il ne peut pas se former de cadres qualifiés pour la production, que le système fasciste souffre de plus en plus de sa propre décomposition.

Le fascisme est incapable de résoudre le problème le plus important de toute société, celui de la formation de nouvelles générations qualifiées, de la constitution d'une « intelligence » capable. Et c'est précisément dans la solution de ce problème que le socialisme n'est atteint, ne peut être atteint par aucun autre système. Avec une fierté justifiée, Molotov a dit dans ses thèses :

Dans les années du deuxième plan quinquennal s'est accomplie en Union soviétique *une véritable révolution culturelle*. Le nombre des élèves des écoles élémentaires et des écoles secondaires est passé de 21,3 millions à 29,4 millions, et le nombre des élèves dans les classes de 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> a doublé ; le nombre des élèves de 8<sup>e</sup> à 10<sup>e</sup> a décuplé. Le nombre des étudiants dans les écoles supérieures est passé à 550.000<sup>1</sup>.

D'accord avec les tâches fondamentales du troisième plan quinquennal, il faut assurer une importante élévation du niveau culturel de toute la masse des travailleurs à la ville et à la campagne, il faut faire un grand pas en avant dans la tâche historique de *l'élévation du niveau culturel et technique de la classe ouvrière, de la force dirigeante de la société socialiste, il faut l'élever au niveau des ingénieurs et des techniciens*<sup>2</sup>.

Et voici les tâches fondamentales du plan dans le domaine de la culture populaire :

*Application de l'instruction secondaire complète obligatoire (école de 10 classes) à la ville et achèvement de l'introduction de l'instruction secondaire incomplète obligatoire (école de 7 classes) dans les campagnes et dans toutes les Républiques nationales, en facilitant à un plus grand nombre d'enfants l'accès de l'école de 10 classes, afin de faire passer le nombre d'élèves fréquentant les écoles primaires et secondaires dans les villes et les cités ouvrières de 8,6 à 12,4 millions, et dans les localités rurales, de 20,8 à 27,7 millions*<sup>3</sup>.

Ainsi, voici deux mondes qui s'opposent : en Allemagne hitlérienne, *service obligatoire dans les S.S.*, en Union soviétique, *instruction pour tous dans les écoles supérieures* ; en Allemagne hitlérienne, *institution du travail pour les enfants*, en Union soviétique, *enseignement de dix années pour tous les enfants du peuple* ; en Allemagne hitlérienne, *ruine des écoles supérieures* ; en Union soviétique, *création de 650.000 écoles supérieures* ; en Allemagne hitlérienne, *défaut de forces de travail qualifiées, à l'état chronique, de plus*

1. C. I., 1939, n° 6, p. 131.

2. C. I., 1939, n° 6, p. 132.

3. C. I., 1939, n° 7, p. 153.

en plus grave, en Union soviétique, élévation du niveau culturel et technique de la classe ouvrière au niveau des ingénieurs et des techniciens.

L'Allemagne hitlérienne se vante de ses armements, de son « potentiel de guerre ». Il n'est pas douteux que ces armements soient énormes, mais ils sont édifiés sur un marais qui ne peut pas les supporter. Plus que n'importe quel autre pays, l'Allemagne doit redouter la grande guerre vers laquelle la poussent les dirigeants fascistes. L'Allemagne de Hitler est incomparablement plus faible que l'Allemagne de 1914 — les fuhrers fascistes ne peuvent se faire d'illusions là-dessus. Nous ne parlons pas du fait qu'au début de la guerre de 1914, l'Allemagne seule produisait autant de fer et d'acier que la France, l'Angleterre et la Russie réunies, alors qu'aujourd'hui elle en produit seulement autant que la France et l'Angleterre. Nous ne parlons pas du fait qu'en 1914, l'Allemagne disposait de beaucoup plus de matières premières en réserve qu'aujourd'hui, du fait qu'alors la Reichsbank avait de grandes réserves d'or, que les firmes allemandes avaient la confiance et le crédit des pays neutres, que l'agriculture allemande était incomparablement plus saine que maintenant. Il y a une chose qui est plus importante que tout cela ; c'est la pourriture interne du fascisme, la rigidité, la lourdeur de son appareil boursoufflé, l'abaissement de la qualité et du rendement de l'industrie, l'épuisement croissant des travailleurs allemands, le défaut d'ailleurs accentué de travailleurs qualifiés, le mauvais état de santé et l'éducation lamentable des nouvelles générations, le mécontentement formidable des grandes masses populaires, les courants d'opposition qui se développent dans toutes les couches du peuple allemand, le profond désordre que recouvre la croûte de l'« économie planifiée », désordre qui doit apparaître avec acuité au moment où le fascisme connaîtra ses premiers revers. Les armements du fascisme allemand sont sans doute un moyen de contrainte efficace contre des puissances hésitantes, mais ils ne peuvent suffire à masquer le fait que l'Allemagne est encore moins capable qu'en 1914 de sortir victorieuse d'une longue guerre.

L'Union soviétique désire la paix. Dans son développement pacifique, elle prouve l'énorme supériorité du socialisme sur le capitalisme. Son économie ne connaît pas de crises. Le bien-être de ses peuples augmente d'année en année. En développant pleinement toutes les possibilités humaines de chacun de ses citoyens, elle laisse aussi derrière elle les pays capitalistes les plus évolués. La construction du socialisme à laquelle elle travaille persuade de plus en plus les masses populaires de tous les pays de la supériorité de la voie communiste, elle leur montre que le communisme développe l'homme plus qu'il ne l'a jamais été.

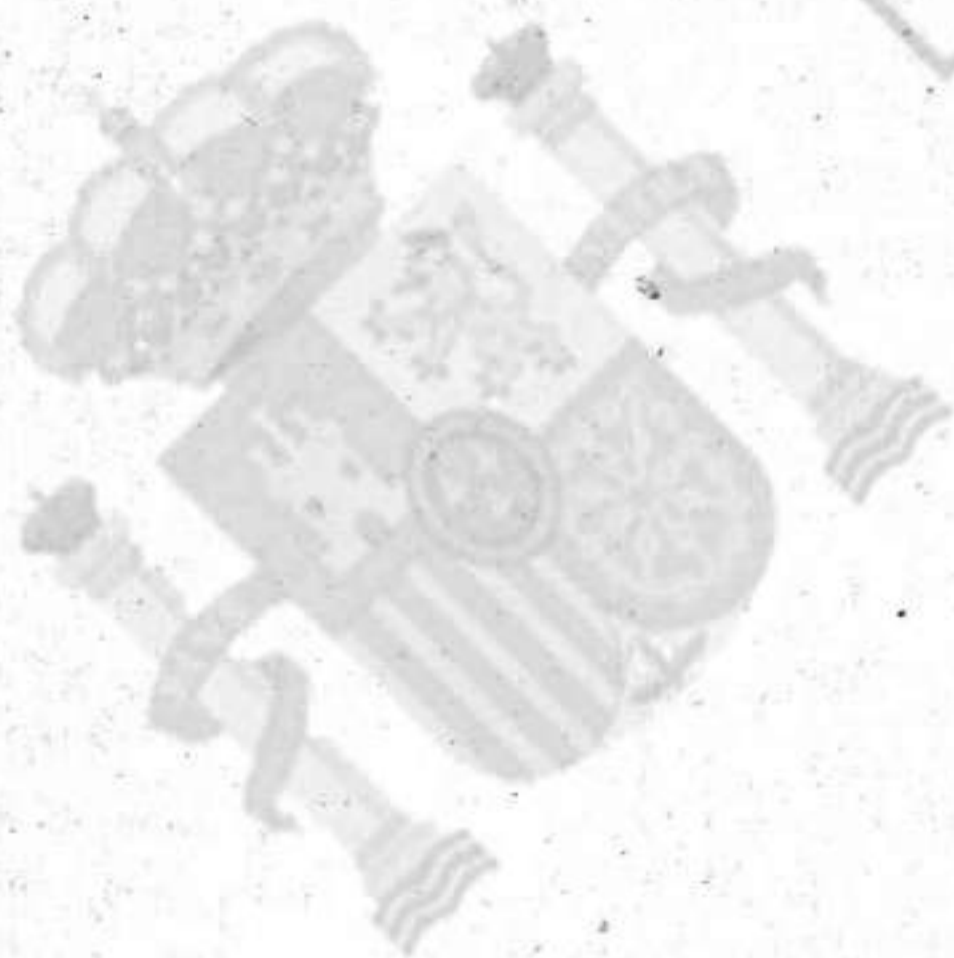
Mais la force du socialisme, incomparable dans la paix, se révélerait aussi incomparable dans la guerre. Grâce à son industrie et à son agriculture socialiste, grâce à son unité politique et morale, grâce aux nouveaux cadres qualifiés qu'elle a formés dans la production, dans l'Etat, dans l'Armée rouge, grâce à ses réserves économiques et humaines uniques, grâce à son Parti communiste placé sous la conduite de Staline, le pays du socialisme est supérieur à n'importe quel agresseur. Si le capitalisme, ébranlé par une crise incurable, si le fascisme marqué des stigmates de la mort, ne voient pas d'autre issue qu'une



nouvelle guerre mondiale, pour l'agresseur furieux, cette guerre mondiale ne sera pas une issue, elle sera le chemin de la ruine.

Si le monde capitaliste tente d'empêcher, par une guerre mondiale impérialiste, la réalisation du troisième plan quinquennal du socialisme victorieux, il s'écroulera sous les coups des armes que le socialisme a forgées au cours de ses plans quinquennaux.

MINISTERIO  
DE CULTURA



## Un an de domination hitlérienne en Autriche.

---

---

### Un bilan.



Il y a un an les troupes du fascisme allemand envahissaient l'Autriche. Pour opérer l'*anschluss*, le fascisme brun eut ouvertement recours à la force brutale, car il n'avait aucun espoir de jamais atteindre pacifiquement cet objectif, ses agents n'ayant réussi à tromper qu'une infime minorité du peuple autrichien.

L'invasion fut brusquée pour empêcher un plébiscite redouté par-dessus tout. Les fascistes allemands savaient fort bien qu'au moins 80 0/0 du peuple autrichien allait se prononcer pour l'indépendance et la liberté de l'Autriche et contre le fascisme brun. Les fascistes allemands ont beau hurler et mentir, jamais ils n'effaceront de l'histoire, qu'ils mirent en action tanks et avions de bombardement pour empêcher un peuple de manifester librement sa volonté. Les nazis ne ménagèrent pas leurs efforts afin de le faire oublier au peuple autrichien.

Emportés par le désir de donner le change sur l'accord entre le peuple autrichien et le fascisme, ils organisèrent un simulacre de plébiscite. Ils poussèrent l'escroquerie au point de déclarer que plus de 99 0/0 du peuple autrichien avait voté pour la réunion avec l'Allemagne. C'était tomber dans l'absurde. Aujourd'hui, au bout d'un an, cette légitimation trompeuse des nazis n'a plus prise sur la conscience du peuple autrichien, et personne n'a oublié que l'occupation de l'Autriche a eu lieu pour empêcher un plébiscite.

En 1938, la force des armes a empêché le peuple autrichien d'exprimer sa volonté. Mais au cours de l'année qui vient de s'écouler les masses autrichiennes ont manifesté leur vraie volonté; elles l'ont manifestée à travers une multitude de petits gestes d'apparence négligeable pour qui ne connaît pas le fascisme par sa propre expérience, mais tout imprégnés de la volonté de rendre l'Autriche libre et indépendante.

C'est par la force et l'imposture que le fascisme hitlérien a établi sa domination en Autriche. Il la maintient par les mêmes moyens et par une terreur sanglante.

### La grande tromperie.

Il y a un an, Hitler voulait faire accroire qu'il n'avait jamais eu l'intention de rompre sa promesse solennelle, relative à la souveraineté de l'Autriche. Le 14 mars, il déclarait au journaliste anglais Ward Price :

Je vous assure en toute sincérité qu'il y a quatre jours je ne me doutais guère de ce qui allait se passer ici [en Autriche] aujourd'hui, et que l'Autriche voulait devenir un pays allemand à la manière de la Bavière ou de la Saxe.

Cette déclaration était destinée à leurrer le peuple autrichien et l'opinion mondiale. En réalité, Hitler n'ignorait point que son plan de transformer ce pays en une province allemande se heurtait à l'opposition ardente du peuple autrichien, et il avait préparé de longue main l'agression militaire dans tous ses détails. Le 30 janvier 1939, Hitler inflige un démenti à ses propres déclarations. Devant cette assemblée de barbares qui s'appelle Reichstag et qui, neuf mois après un simulacre d'élections, a pu se réunir pour trois heures, il déclare :

... En janvier 1938 je me résolus définitivement à imposer, au cours de cette année, d'une façon ou d'une autre, le droit à la libre disposition [= la soumission de l'Autriche par la force] pour les 6 millions 1/2 d'Allemands en Autriche.

Ainsi donc, il était depuis longtemps décidé à « résoudre » la question autrichienne par n'importe quel moyen et à rompre toutes les promesses concernant la non-ingérence dans les affaires d'Autriche. Tous les préparatifs militaires étaient au point. La machine fut mise en action au moment précis où il y eut danger que le peuple autrichien ne manifestât sa volonté d'une façon claire et incontestable. La déclaration « sincère » adressée au journaliste anglais n'avait été qu'une « ruse nordique », comme disent les nazis non sans satisfaction.

Bien entendu, ce ne fut pas la seule imposture. Le fascisme hitlérien tendit au peuple autrichien toute une série de pièges faits de mensonges et de fausses promesses. Et quelles promesses ! L'âge d'or avait commencé pour l'Autriche. Les Autrichiens, délivrés de la dictature de Schuschnigg, seraient leurs propres maîtres. L'armée fasciste apportait à la pointe de ses baïonnettes le droit égal pour tous, la liberté et l'essor culturel. Le chômage allait disparaître, le niveau de vie des masses serait relevé, grâce au Reich allemand, l'économie autrichienne serait assainie, tous auraient une existence assurée.

Les promesses, cela ne prend pas chez les Autrichiens. Trop de promesses leur semble suspect. Ils écoutaient et se disaient : « J'entends bien le message, mais il ne m'inspire pas confiance. » Depuis,

beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Danube et le peuple autrichien compare maintenant les belles promesses et l'atroce réalité. Les Autrichiens se demandent chaque jour avec moins de patience : « Qu'est-ce que la domination hitlérienne nous a apporté? »

### **Le sac de l'Autriche.**

Quand, voici un an, l'Allemagne déversait sur l'Autriche les hordes des baillis hitlériens, les nazis autrichiens tâchaient de consoler le peuple autrichien et de se consoler eux-mêmes en disant qu'il ne s'agissait là que d'un phénomène éphémère. Ils prétendaient même avec aplomb que ces parasites et brigands voulaient aider le peuple autrichien. Mais un an s'est écoulé depuis, sans que la horde des commandants allemands ait diminué, au contraire. Ils ont accaparé tous les postes importants, dans toutes les branches de l'administration, de l'économie et de la vie publique dans la mesure où elle est encore tolérée. Incontestablement ils ont agi avec méthode. D'abord ce fut l'armée et la police. Ils acceptèrent deux, trois nazis autrichiens comme hommes de paille, mais les places les plus importantes furent occupées par des nazis allemands. Dans l'administration publique ce fut pareil. Puis on s'attaqua à la presse et aux organisations, et finalement on prit possession de l'économie, la soi-disant « déjudaïsation » offrant un excellent paravent. Aujourd'hui la domination étrangère pèse sur le peuple autrichien, et partout, derrière n'importe quelle décision, l'Autrichien rencontre l'impérialiste, le conquérant allemand. Ce système règne jusqu'à l'intérieur du Parti nazi autrichien où le sinistre Burckel exerce une domination illimitée; il nomme, destitue, exclut ou admet dans les rangs du Parti qui lui plait, c'est-à-dire conformément aux intérêts de la domination étrangère. Aujourd'hui, dans son propre pays, l'Autrichien n'a plus un mot à dire.

Cette domination étrangère poursuit un but. Il s'agit d'exploiter à fond l'économie et le peuple autrichien, de les pressurer jusqu'à la dernière goutte, pour accentuer encore davantage les préparatifs de guerre du fascisme allemand. L'an dernier, les fascistes allemands, en pillant le peuple autrichien ont battu des records.

Ils ont volé, littéralement, tout ce qu'ils pouvaient emporter. Ils commencèrent par l'encaisse-or et les devises de la Banque nationale, qu'à la manière de vrais brigands ils mirent tout d'abord en sécurité. Ils n'avaient pas eu le temps de prendre un déjeuner à Vienne que déjà or et devises étaient transportés à Berlin. Cela leur rapporta la coquette somme de 220 millions de marks-or, mais ce ne fut qu'un modeste début. A cette somme s'ajoutèrent : un dépôt-or à la Banque

d'Angleterre (53 millions R.M.), des soldes de clearing dans divers pays (100 millions de R.M., en plus des 60 millions de R.M. que l'Etat allemand n'avait pas payé à l'Autriche à titre de solde de clearing); enfin, contribution obligatoire de la population autrichienne, (1,6 milliards de R.M. en or et en devises, selon les estimations des journaux nazis.). Cela donne une somme globale de 1 milliard 976 millions de R.M. En d'autres termes : 304 R.M. par tête d'Autrichien, du nouveau-né au vieillard. Ces avoirs en or et en devises auraient permis à l'Autriche d'acheter des quantités immenses de matières premières et de denrées alimentaires. Tout cela a disparu dans les poches des « vainqueurs » et sert à l'armement, pour l'enrichissement des gros capitalistes. En revanche, on distribue à titre de secours d'hiver quelques pauvres millions qui, par-dessus le marché, ont été collectés en Autriche même.

Mais nous sommes loin du compte. Ce n'est pas tout le bénéfice net du capital allemand, tant s'en faut. Il faut encore y ajouter les intérêts étrangers des banques autrichiennes. Rien qu'en Tchécoslovaquie ils s'élevaient à 2,4 milliards de couronnes tchèques. Par leur mainmise sur les banques autrichiennes, les grands capitalistes allemands disposent de tous les avoirs de celles-ci. On le voit, la « libération de l'Autriche » a été une opération fructueuse. Pour le grand capital, la politique nationaliste des nazis est réellement « idéale ».

Mais on aurait tort de croire que cela ait suffi aux nazis. Ils s'emparèrent de toutes les grandes entreprises autrichiennes; ils en chassèrent les propriétaires, conformément aux principes du droit nazi, en prétextant qu'ils étaient Juifs ou politiquement peu sûrs; et dans les cas où ils ne purent procéder autrement, ils exerçaient une telle pression sur les propriétaires que ceux-ci furent heureux de toucher une petite somme à titre d'indemnité.

La liste des entreprises autrichiennes passées entre des mains allemandes remplit des pages entières. Nous n'en citerons ici que quelques-unes parmi les plus importantes : la société Steyr-Daimler-Puch, les ateliers de construction de wagons Vienne-Simmering, toutes les fabriques de locomotives autrichiennes, la totalité de l'industrie électrique, la fabrique de téléphones Ceyca-Niessl, la fabrique de cartouches Hirtenberg, les fonderies de Styrie, les ateliers de constructions de wagons de Graz, Shell-Floridsdorf, la boulangerie mécanique Ankerbrot de Vienne, les houillères de Grünbach, toutes les fabriques de ciment (sept), les imprimeries Steyrermühl, Waldheim-Eberlé et d'autres. Cette énumération montre que les potentats allemands ont agi à fond, et rapidement. Ils ont pris toutes les choses de valeur. Bien entendu, au cours de cette curée, on a laissé aussi quelques bribes aux petits voleurs. En Autriche, la corruption, le

trafic d'influences, voire le chantage ouvert des institutions « officielles » ont atteint un tel degré que les dirigeants nazis ne cessent de fulminer contre ces abus afin de calmer un peu la population par leur colère démagogique. Mais il apparaît que dans ce domaine les dirigeants nazis n'ont pas de succès ; et pourtant on sait que dans d'autres domaines ces Messieurs ne manquent pas d'énergie et qu'ils ne pèchent pas par excès de sentimentalité. En mars 1938, Burckel prenait l'engagement de lutter contre la corruption et les dénonciations nazies. En août, devant la colère grandissante du peuple, il fit emprisonner quelque temps de petits coupables, et fut obligé d'avouer que le régime des commissaires nazis était basé sur la corruption et le chantage. Mais après un an de domination hitlérienne, à l'occasion de la destitution de Globocnik, gauleiter de Vienne, Burckel répéta la même chanson : qu'il avait l'intention de combattre la corruption et les dénonciateurs. Mais qu'a-t-il fait l'an dernier ? Est-ce que ce n'est pas assez d'un an pour combattre la corruption, le chantage et le vol ? Pourquoi cet échec de l'énergie nazie et des méthodes de violence ? La raison en est simple : le système fasciste tout entier est basé sur le vol et l'imposture. Il permet aux requins de la finance de piller le peuple tout entier. C'est pourquoi on leur donne ce titre d'honneur : « Capital productif » (plus exactement « capital produisant des profits »). Piller les Juifs, c'est accomplir un « acte d'héroïsme national ». Spolier les adversaires politiques, c'est une action souhaitable et encouragée par l'État. C'est l'État qui favorise les dénonciations à la Gestapo, comme moyen de se débarrasser d'un concurrent ou d'un ennemi personnel. Comment donc ce système combattrait-il la corruption et la dénonciation, bases de son existence ? Sans doute on continuera à fulminer en paroles contre ces méthodes. Mais les actes des dirigeants nazis sont toujours le contraire de leurs paroles.

Sous Schuschnigg l'économie autrichienne n'était point florissante. C'était une économie capitaliste, perturbée par des crises, basée sur l'exploitation des masses travailleuses. Mais les Autrichiens s'aperçoivent par expérience qu'au bout d'un an ils vivent beaucoup plus mal qu'auparavant. C'est ce que nous allons prouver par des chiffres.

Les nazis allemands soumettent l'économie autrichienne à un pillage systématique. Ils se sont emparés de l'industrie lourde, de l'industrie de constructions de machines et de l'industrie du bâtiment. Quant à la grande industrie de transformation, elle est condamnée à mort pour des raisons de concurrence. On détruit les exportations autrichiennes. Le déficit des exportations est passé, de 1937 à 1938 de 120 millions à 241 millions de RM, il a donc doublé. Le trafic autrichien des marchandises a accusé, rien que pour la courte période d'avril

à août 1938, une diminution de 18 0/0 pour les importations (vivres et matières premières), de 34 0/0 pour les exportations (produits finis) et de 21 0/0 pour le transit. Les nazis allemands veulent priver l'Autriche de toute indépendance économique, ils veulent la réduire au rang de la dernière province allemande. Ils veulent « rompre les traditions séculaires », comme le dit Burckel (*Wiener Zeitung* du 5-2) et ainsi ils avouent que l'anschluss ne fut pas dans la ligne du développement historique de l'Autriche. L'avenir prouvera que ce ne sont pas les traditions séculaires qu'ils réussiront à rompre.

Mais à l'heure où nous sommes, les bandes brunes ont mis le peuple autrichien aux fers et le pressurent selon les méthodes fascistes les plus perfectionnées. Le niveau de vie des masses a baissé au point que le bailli Burckel lui-même n'a pu le nier. « Le standard de vie cloche », disait-il. Comment vivent donc les masses travailleuses ?

### La grande misère.

Une des premières initiatives des nazis fut d'interdire toute augmentation des salaires. On n'en interdisait pas, bien entendu, les diminutions. Puis il fut question de les aligner aux salaires allemands. Mais en Allemagne les catégories les plus importantes (métallurgistes, travailleurs du bois, bâtiment, confection) touchent des salaires horaires et aux pièces de 10 à 15 0/0 inférieurs à ceux payés en Autriche avant l'annexion. Quand on dit cela aux nazis ils répondent : « Mais les ouvriers allemands peuvent travailler 10 à 12 heures, ce qui leur permet de gagner davantage. Les Autrichiens n'ont qu'à en faire autant. » Or, les ouvriers autrichiens qui ont lutté des dizaines d'années pour la journée des 8 heures n'ont guère envie d'accepter les « réalisations sociales » du fascisme allemand qui les invite d'en revenir à la journée des 12 heures. D'ailleurs il ne s'agit pas que d'une prolongation du travail. Ce qu'il faut aux grands capitalistes allemands c'est une cadence forcée, et les dirigeants nazis se chargent de l'imposer. Goering fut le premier à déclarer que la *gemütlichkeit* autrichienne n'était autre chose que de la paresse et qu'il fallait en finir. Les Autrichiens sont contraints de travailler davantage afin de faire monter encore plus vite les profits du capital allemand.

*Baisse des salaires, prolongation et intensification du travail à un degré insupportable*, voilà la première « amélioration du niveau de vie » des travailleurs par les nazis.

Les impôts qu'on payait autrefois en Autriche étaient assez considérables. Ils pesaient lourd, non seulement sur les ouvriers, mais sur les paysans, les petits commerçants et les artisans. Mais la

situation était idéale par rapport aux contributions que les potentats allemands ont imposées au peuple autrichien. Avant, un ouvrier ou employé célibataire, au salaire mensuel de 150 schillings, payait une taxe de 1,5 schilling par mois; maintenant il paye presque le double: 1,8 marks, 2,7 schillings. Pour un revenu de 200 schillings sa taxe passe de 2 à 10,8 schillings, et pour 300 schillings de 10,2 à 27,9 soit de deux à cinq fois la somme payée auparavant. Pour les mariés sans enfants, la taxe monte au double, et presque au double également pour les mariés avec un enfant.

*L'augmentation des impôts des masses travailleuses du double au quintuple, voici l'autre « amélioration du niveau de vie » des Autrichiens par les nazis.*

Autrefois, en Autriche, les denrées alimentaires les plus importantes étaient meilleur marché qu'aujourd'hui. C'est un fait que les journaux nazis eux-mêmes ne purent nier. Voici la statistique publiée par eux fin mars 1938 :

	Prix en Allemagne	Prix en Autriche
	En schillings	
Farine.....	0,75	0,71
Semoule.....	0,84	0,78
Riz.....	0,75	0,63
OÛfs.....	0,18	0,14
Beurre.....	4,71	4,51
Porc.....	2,75	2,73
Bœuf.....	2,55	2,24

Le régime brun apporta aux Autrichiens la vie chère. Loin de s'adapter au niveau allemand, les prix en Autriche l'ont même dépassé. D'après les données officielles, le prix des pommes de terre accuse une augmentation de 20 0/0, celui des légumes et des fruits de 30 à 60 0/0. Cependant les prix réels sont de beaucoup supérieurs, puisqu'il faut tenir compte de la pénurie de vivres et de textiles. Pour illustrer la carence des vivres nous citerons ici les chiffres concernant les pommes de terre et le beurre. D'avril à août 1938, on a importé à Vienne 307.000 quintaux de pommes de terre, contre 603.000 pour la même période de 1937. En 1938, les arrivages de beurre étaient de 320.000 kilogrammes contre 429.000 en 1937. Les 100.000 kilogrammes de beurre manquants furent exportés en Allemagne, et Burckel de dire aux Viennois : « Il faut aussi savoir vivre sans beurre. »

*Hausse des prix et pénurie de vivres et de textiles, telle est la troisième « amélioration du niveau de vie » des Autrichiens par les nazis.*

Il y a d'autres « améliorations » encore : ce sont les *retenues obligatoires* — et elles sont nombreuses — opérées à titre de « dons » et de cotisations, et les *mesures contre les assurances sociales*. On a réduit de



moitié l'indemnité de maladie pour les salariés de la première catégorie, celles des autres catégories ayant été réduites d'un tiers. Actuellement, on annonce une « amélioration » radicale : l'augmentation des loyers. On sait, en effet, que grâce à la lutte des organisations ouvrières, les loyers en Autriche ne sont qu'un quart de ce qu'ils sont en Allemagne. C'est sans doute un symptôme de l'exploitation des locataires par les organisations ouvrières judéo-marxistes. Les nazis déclarent que cet état de choses est malsain et qu'il faut l'abolir. Comme disent les Viennois : Ils veulent se guérir sur notre dos.

En résumé, si nous dressons le bilan des pertes matérielles que les ouvriers ont subies jusqu'à ce jour par la domination hitlérienne, celui-ci se présente de la façon suivante, pour un ouvrier marié, ayant un enfant, et qui gagne 200 marks par mois :

Augmentation des contributions de 5,4 marks à 9 marks	4,60 m.
Dons et cotisations extorqués.....	5. —
Vie chère, environ.....	20 —
Total.....	<u>29,60 m.</u>

A quoi s'ajoute la diminution des *indemnités de maladies*. En conséquence, le standard de vie a diminué de 15 0/0 au bas mot. Les ouvriers et employés célibataires qui payent des taxes supérieures se trouvent dans une situation encore plus mauvaise.

En occupant l'Autriche les nazis annoncèrent à grand bruit qu'ils y allaient liquider rapidement le chômage. Un Etat économiquement sain de 80 millions d'habitants, n'aurait certainement pas de mal à caser dans les entreprises 300.000 chômeurs. Voyons ce que les nazis ont apporté dans ce domaine aux Autrichiens.

Au moment de l'invasion, il y avait en Autriche 289.000 chômeurs touchant l'allocation. En y ajoutant ceux qui ne la touchaient pas, ils étaient probablement 350.000. Comment s'y est-on pris pour « liquider » le chômage en Autriche ? Rien de plus simple. Environ 50 000 personnes furent versées dans l'armée et dans le service du travail. 60 000 (d'après Burckel) furent envoyées en Allemagne. Ceux qui refusaient de travailler dans ces conditions misérables se virent diminuer leur allocation. Dans les rues et les squares publics des grandes villes, on en appréhenda quelques dizaines de mille qu'on envoya aux travaux de fortification. Les conditions dans les camps étaient si atroces que beaucoup de chômeurs rentrèrent à pied en Autriche. Pour les en empêcher, on a promulgué un décret menaçant ces chômeurs de l'arrestation. Dix ouvriers rentrés d'Allemagne dans ces conditions ont été condamnés, chacun, à 2 ans de travaux forcés.

Malgré ces mesures le *chômage n'est toujours pas supprimé*. Après un an de domination hitlérienne, on compte officiellement plus de

100.000 chômeurs, et depuis quelques mois ce chiffre a tendance à augmenter. Voilà les « réalisations » fascistes en ce qui concerne la liquidation du chômage.

Les dirigeants nazis, agents du grand capital allemand, savent parfaitement que tout ce qu'ils font ne tend qu'à extorquer aux masses jusqu'à leur dernier sou. C'est pourquoi ils tentent d'apaiser les ouvriers par des phrases. Burckel, ce gauleiter que les ouvriers de Vienne ont baptisé *Bierleiter Gaukel* — le chef de la bière — déclare : « A l'ouvrier honnête [est honnête quiconque se laisse spolier sans résistance] il est indifférent de posséder trois marks de plus ou de moins [en réalité, ce sont 20 ou 30 marks en moins] mais il faut qu'il veille à ce qu'on lui accorde le droit égal correspondant à son effort, et que d'autres revendiquent pour eux. » (*Wiener Zeitung*, 5-2-1939.)

### Le grand profit.

Où en est l'égalité des droits sous Hitler ? Les Autrichiens auraient-ils donc les mêmes droits que les potentats fascistes allemands venus en Autriche sous la protection de l'armée et de la police ? Pas le moins du monde. L'Autrichien est zéro, il est inexistant pour les chefs de l'Allemagne hitlérienne. Les nazis veulent montrer aux masses travailleuses le mirage d'une « communauté populaire ». Cette communauté populaire se présente pour l'ouvrier autrichien de la façon suivante : Jusqu'à présent on a baissé son niveau de vie de 15 0/0. En même temps, Burckel déclare : « L'intensité du travail exige de tout ouvrier l'emploi de ses dernières forces. » (*Wiener Zeitung*, 5-2-1939.) Voilà un aspect de la communauté populaire. L'autre aspect sont les gros capitalistes. Leurs profits connaissent une montée ininterrompue. Rarement des capitalistes juifs ont obtenu un taux de profit aussi élevé que le grand capital aryen d'Allemagne sous le national-socialisme. L'industrie lourde, qui travaille pour la guerre, réalise des bénéfices particulièrement élevés. Ainsi, Krupp qui, avant l'avènement de Hitler, en 1932, eut 15 millions de pertes, annonçait en 1936, un bénéfice net de 14,4 millions, plus 43,4 millions de dettes amorties. Les chiffres de 1937 et 1938 ne sont pas encore publiés, mais aucun nazi n'osera contester que les profits ont augmenté d'au moins 50 0/0. C'est ce qu'attestent les bilans de Siemens. En 1932-33, Siemens-Schuckert n'a déclaré aucun bénéfice. En 1937-38, il eut un bénéfice de 13,461 millions de marks, plus 28 millions de réserves. Le tableau est analogue en ce qui concerne les autres grands financiers, tels que Thyssen, Wolf, Flick, Vögeler, etc. Voilà qui explique l'engouement de ces Messieurs pour les fabrications de guerre.

D'où proviennent ces profits gigantesques? Ils ne « tombent pas du ciel », ni ne sont le résultat de l'effort personnel des grands seigneurs de la finance. Mais il existe un lien direct et indestructible entre l'interdiction d'augmenter les salaires, la cadence forcenée, les douze heures, bref, la misère des ouvriers, et les profits surélevés des requins de la finance « aryenne ». Voici des chiffres montrant l'abîme qui sépare les ouvriers des sommités du capital dans le pays de la « communauté populaire » : 4.920.000 ouvriers et employés gagnent 125 marks par mois ; 6 500 salariés gagnent jusqu'à 250 marks. Ces deux groupes réunis paient 672 millions de marks d'impôts directs. Les quelque 6.000 personnes qui sont les véritables maîtres de l'Allemagne ont un revenu global de 1 milliard 500 millions de marks, soit 20.833 marks par mois et par tête. Ils gagnent 166 fois plus que les salariés de la catégorie n° 1, et 84 fois plus que ceux de la catégorie n° 11. La somme payée par ces Messieurs à titre d'impôt sur le revenu est de 450 millions de marks, soit 122 millions de moins que les ouvriers ayant un revenu mensuel de 150 à 250 marks<sup>1</sup>. Voilà la réalité de la « communauté populaire » du fascisme. On conseille aux ouvriers de n'accorder aucune importance à 3 ou 5 marks de plus, puisqu'ils sacrifient ces trois marks et bien plus, sur l'autel de l'« honneur allemand », c'est-à-dire du moloch capitaliste, désormais aryanisé.

### **On pille le peuple tout entier**

Les ouvriers ne sont pas seuls à subir les ravages du nazisme. Les nazis et leurs patrons capitalistes s'attaquent au peuple tout entier pour le mettre au service de la guerre et des profits. Les classes moyennes paient également des taxes plus élevées. Les artisans et les petits commerçants subissent à leur tour les contre-coups de la vie chère et de la pénurie de vivres et de matières premières. Le régime nazi n'est que la domination des trusts, les classes moyennes en font chaque jour l'expérience. Les artisans et les petits commerçants font faillite par dizaines de milliers ; on les envoie dans les usines où ils subissent l'exploitation la plus atroce qu'on ait connue depuis trente ans. Rien qu'à Vienne, les nazis ont fermé les boutiques de 10.300 marchands de lait sur un total de 12.000. Ces misérables démagogues avaient mené une campagne contre les grands magasins et les trusts pour gagner les masses de la petite bourgeoisie ; aujourd'hui ils ne se contentent pas d'agrandir les

---

1. Tous les chiffres cités sont basés sur des données officielles (*Deutsche Steuerzeitung*). Ils se rapportent à 1936. Depuis les profits ont encore augmenté.

mêmes magasins et trusts, mais ils emploient encore les moyens les plus brutaux afin de faire disparaître les petits commerçants.

Il n'est pas facile d'exprimer en chiffres la baisse du niveau de vie des classes moyennes dans les villes, mais cette baisse n'est certainement pas inférieure à celle subie par les ouvriers.

Quant aux paysans, le premier cadeau qu'ils reçurent avec l'occupation, ce fut la *fièvre aphteuse*. Les troupes allemandes et les bandes nazies eurent vite fait de la répandre sur tout le territoire de l'Autriche. Ensuite on *chassa des centaines de paysans des régions frontalières*. On s'empara de leurs terres pour construire des fortifications. Les trusts et les grands comptoirs de vente n'étaient pas satisfaits de l'augmentation des prix de détail. C'est pourquoi les nazis *contraignirent* les paysans à livrer leurs produits aux prix fixés par les trusts, encore un moyen de les voler. Les requins aryens de la finance font main basse sur les propriétés paysannes. Au cours de la première année de la domination hitlérienne, la condition des paysans autrichiens a terriblement empiré.

On voit ce que signifie l'« égalité des droits » économiques : « égalité » pour le peuple dans le sacrifice de ses biens et de son sang ; « égalité » pour une poignée de requins fascistes, de financiers « aryens », dans l'exploitation du peuple entier et l'appropriation des profits les plus élevés.

### **Absence de droits. — Esclavage**

Tout cela vaut également pour l'ensemble des « droits » dans le Reich national-socialiste. Sous Schuschnigg le peuple autrichien n'avait que fort peu de droits ; après la défaite de la classe ouvrière en février 1934, on avait supprimé ses libertés démocratiques. Mais les quelques libertés restantes, les nazis allemands les ont rapidement abolies. Ils ont détruit toutes les organisations ouvrières et paysannes que Schuschnigg avait dû tolérer. Il n'y a plus de fédération paysanne ni de syndicats. Pendant des mois, la *Wiener Zeitung* a publié de longues listes de sociétés dissoutes. On a dissous jusqu'à la plus petite société d'ornithologie, sans oublier une seule fois de saisir la fortune de l'organisation. Et tout l'argent a été envoyé à Berlin. Le régime nazi ne souffre pas que le peuple se groupe en sociétés. Toute organisation ayant une direction librement élue lui est suspecte, fût-ce une société d'éleveurs de lapins. Car il ne redoute rien autant que le peuple *organisé*. C'est pourquoi le seul droit qui reste au peuple, c'est de n'en avoir aucun.

Les nazis seuls peuvent avoir des organisations. A l'intérieur de ces organisations les membres ont des devoirs, les fuhrrers les droits. Les organisations telles que le « Front du travail allemand » et la

« Corporation de l'alimentation », qui groupent les simples mortels, n'ont pas pour tâche de défendre les intérêts de leurs membres, mais ceux du grand capital allemand. C'est pourquoi, au lendemain de l'occupation, on a mis en fonctions 76 commissaires allemands du Front du travail. Les conseils d'entreprise défendant les intérêts des travailleurs ont cessé d'exister. Le haut commissaire allemand pour le Front du travail l'a dit avec une brutalité prussienne en déclarant :

Il faut que le président du conseil d'entreprise mette toutes ses forces au service de celle-ci. Cela faisant, il devra se *débarasser de toute mentalité syndicale* : le « Front du travail allemand » ne continue pas l'activité des anciens syndicats. Nous devons agir de façon à obtenir des travailleurs le maximum de rendement.

Gare au conseiller d'entreprise qui oserait défendre les intérêts des ouvriers comme il le fit autrefois dans le syndicat ! On veut en faire un garde-chiourme et un dénonciateur. Il est vrai que parmi les ouvriers autrichiens les nazis ont peu de chances. Contrairement aux nazis les ouvriers ont le sens de l'honneur et de la solidarité. Les militants autrichiens du Front du travail, dans les usines, trouveront les moyens de défendre les intérêts de leurs collègues et de mener la lutte contre le Capital. Ils sauront déjouer la surveillance des frelons du Front du travail. Il n'y en a pas mal de ces contrôleurs et secrétaires : rien que dans la petite province de Haute-Autriche, par exemple, le Front du travail emploie, d'après ses propres données, 350 fonctionnaires. Tous ces gens vivent des cotisations extorquées aux ouvriers, et ils ne vivent pas mal. Sans des mesures de force et de contrainte le Front du travail n'aurait pas de membres. Cela est attesté par ce fait qu'avant l'invasion des troupes hitlériennes en Haute-Autriche, l'un des fiefs nazis pourtant, l'« organisation national-socialiste des entreprises » (N.S.B.O.) comptait 6.000 membres sur un total de 309.000 salariés. Et ces gens étaient pour la plupart des employés et des fonctionnaires supérieurs des chemins de fer.

En considérant ces faits, on comprend que les nazis ne peuvent se maintenir au pouvoir qu'à l'aide d'une démagogie éhontée et d'une terreur sanglante. Et on comprend également le sens profond des paroles de Dimitrov :

« Le fascisme est un pouvoir cruel, mais précaire. »

### **Les massacres fascistes**

En Autriche, le national-socialisme a donné de nouvelles preuves de sa cruauté. Les dirigeants nazis, ces sadiques, s'ils sont fiers de leur cruauté impitoyable envers des victimes sans défense, ne

désirent pas que le peuple autrichien en apprenne trop sur leur terreur sanglante. Le monde a su qu'au lendemain de l'occupation de l'Autriche, des centaines d'êtres humains ont été tués ou poussés au suicide. On n'en pourra jamais établir le chiffre exact. Mais il est arrivé un petit malheur aux imposteurs : un chiffre approximatif s'est glissé dans leurs publications concernant la mortalité en Autriche. Dans les six premiers mois du régime hitlérien en Autriche, elle a été de 10 0/0 supérieure à celle des années précédentes. Dans la période de mars à août sont morts, en 1936, 44.221 personnes; en 1937, 43.974; en 1938, après l'annexion, 48.453. Il est évident que cet excédent de 4.500 morts comprend les victimes du national-socialisme. Partout où elle s'établit, la domination de Hitler laisse des marques de sang. Quatre mille cinq cents Autrichiens innocents, inconnus, ont été tués ou acculés au suicide. Ce chiffre ne comprend pas les victimes connues, torturées à mort à Dachau. Celles-là on les compte, avec l'exactitude prussienne, dans les statistiques allemandes. Jamais le peuple autrichien n'oubliera ceux qui ont été assassinés. Le jour viendra où les assassins et leurs instruments rendront leurs comptes au peuple.

Les efforts pour supprimer toute trace de culture humaine ne les sauveront pas non plus, car aucune barbarie ne saurait étouffer l'amour de la liberté qui anime le peuple autrichien. En sévissant contre les œuvres culturelles du peuple autrichien, ils dépassent les destructions mêmes qu'ils ont accomplies en Allemagne. On ferme les théâtres, on ruine les journaux, on détruit les bibliothèques, on liquide les universités populaires. On déclare cyniquement : il faut que le peuple, au lieu de lire, apprenne le pas de l'oie. Dès le premier semestre après l'occupation, le nombre des étudiants inscrits aux écoles supérieures de Vienne a diminué de 14 0/0. Après quelques mois de régime hitlérien, 920 étudiants juifs ont été chassés. 1.432 étudiants aryens n'ont plus eu les moyens de poursuivre leurs études. Tout le monde sait que beaucoup de savants des plus connus (Freud, Dopsch, Chvostek, Neumann, Art et d'autres) ont été chassés des universités et, en partie, expulsés à l'étranger. Il en est de même des meilleurs écrivains, artistes, acteurs autrichiens.

Misère, terreur, assassinat, la pire barbarie du moyen âge, voilà ce que le national-socialisme a apporté au peuple autrichien dans la première année de sa domination.

### **La résistance populaire**

Mais le peuple autrichien résiste ; les nazis le sentent, ils savent que ce peuple aime son pays et sa patrie telle qu'elle s'est formée au

cours des siècles. C'est pourquoi les nazis s'acharnent contre tout ce qui rappelle l'Autriche. Le nom lui-même a été supprimé et les nazis ne veulent pas qu'on s'en serve. Et puis c'est Vienne qu'ils détestent particulièrement, Vienne, la capitale historique de l'Autriche, la ville des combats héroïques de 1848, de 1927 et 1934, cette ville dont la population est rouge à 75 0/0. Ils l'ont « élargie » en lui rattachant toutes les communes rurales situées dans un périmètre de 20 kilomètres et plus. Cela faisant ils veulent étouffer les ouvriers de Vienne et y créer la base d'une organisation nationale-socialiste. Mais ils n'y réussiront guère, aussi peu que dans leur lutte enragée contre le « séparatisme autrichien ». Dès la première année de la dictature, le peuple autrichien a appris par la pratique que son salut se trouve dans la lutte pour la libération de la patrie, pour une Autriche indépendante. Le peuple autrichien a compris, par expérience, que la grande évolution historique, économique et politique, a fait de lui une nation particulière. La lutte des Autrichiens contre la domination étrangère, lutte opiniâtre, souvent cachée, mais parfois aussi ouverte, aboutit à la naissance d'un front de la liberté, d'un front démocratique de tous les Autrichiens.

Dès la première année le peuple autrichien a montré les dents. Le grand nombre de grèves et de démonstrations n'en est pas l'unique preuve. Ce qui inquiète encore davantage les potentats nazis étrangers au peuple, c'est l'opposition sourde, insaisissable, des masses, qu'ils rencontrent partout, et qui est si profondément ancrée dans le peuple qu'elle se reflète dans les propres rangs des nazis autrichiens. Les tentatives de diversion par les persécutions de Juifs et de catholiques se sont tournées contre leurs auteurs. La façon dont on a déjudaïsé la vie économique après les progroms est typique : d'après les indications de Burckel dans la *Wiener Zeitung* du 5 février, cela se déroule de la façon suivante : Une banque de contrôle créée uniquement à cette fin « achète » aux Juifs les magasins et les stocks de marchandises à la valeur dite « réelle ». C'est-à-dire qu'on les paie peut-être le dixième de la valeur effective, et les Juifs n'ont qu'à se féliciter de toucher quelques sous puisque, dans des milliers de cas, cette banque de contrôle exproprie les Juifs purement et simplement. La banque de contrôle vend ses magasins et stocks aux aryens, à leur valeur « commerciale » comme dit Burckel. La différence, énorme, constitue le bénéfice des requins aryens. Bien entendu, on n'a pas dit qui sont les actionnaires de cette banque magique. Mais il est certain qu'elle groupe dans son sein, amicalement, les plus grands capitalistes et les dirigeants les plus hauts nazis, les Gœring, etc. Cette « lutte contre le judaïsme » n'est-elle pas « idéale » puisqu'elle rapporte des sommes tellement élevées ? Tout homme honnête est pris de dégoût en présence de tant de

bassesse et du trafic capitaliste des dirigeants nazis. Avec horreur le peuple autrichien a tourné le dos aux pillards, aux incendiaires, aux lâches assassins. L'indignation a pris une telle ampleur que Burckel a dû déclarer à plusieurs reprises, qu'il était également contre les pillages (dont il est l'organisateur) mais qu'il fallait en finir avec la « pitié sentimentale envers les Juifs ».

La classe ouvrière est à la tête de la lutte contre la domination étrangère du national-socialisme. Jusqu'à présent les potentats bruns ne sont pas parvenus à pénétrer dans les rangs des ouvriers autrichiens, ni par la terreur, ni par la démagogie. Aux mesures de terreur les ouvriers, dans les usines, répondent : « C'est donc cela notre délivrance, quand vous arrêtez nos délégués ? Ce n'est pas par de telles méthodes que vous briserez nos convictions socialistes. » En présence de la résistance qui se manifesta par des actes de débrayage et de petites grèves, les nazis, pour avancer plus vite, redoublèrent leurs promesses démagogiques. Les ouvriers répondirent : « On nous a fait tant de promesses... Repassez dans un an. Nous verrons ce que vous nous avez apporté. » Point ne fut besoin d'attendre un an. Et les ouvriers autrichiens commencèrent à dire leur opinion. C'étaient des mots d'ordre circulant de bouche en bouche, et qui furent rapidement populaires. Voici quelques-uns de ces mots d'ordre : — La pelle est trop grande, le salaire est trop petit. Est-ce la force par la joie ? — Plus on travaille vite, plus vite arrive la guerre.

Ils ne se sont pas contentés de lancer des mots d'ordre. Aux réunions d'usines ils ont posé aux rapporteurs de telles « colles » que l'on a restreint le nombre de ces réunions et interdit toute discussion et toute question au rapporteur. Les ouvriers ont riposté en boycottant ces réunions à 80 0/0. Ainsi dans une usine d'électricité de Vienne, sur 600 ouvriers, 121 seulement sont venus à la réunion.

Lorsque la participation est obligatoire, les ouvriers accueillent l'orateur par un silence si glacial qu'il perd toute envie de parler et se sauve au milieu de son propre discours. Ou bien, les ouvriers se placent à 20 pas de la tribune et, en signe de mépris n'approchent point l'orateur.

Ces faits attestent l'unanimité et la solidarité profondes de la classe ouvrière autrichienne. C'est grâce à cette unanimité que dans certains cas il a été possible d'employer des formes de combat plus aiguës. Dans un grand nombre d'entreprises, les ouvriers ont riposté aux tentatives de baisser les salaires et d'accentuer la cadence en débrayant sur le tas et par des grèves partielles. Ces grèves n'ont duré que quelques heures ; les dictateurs bruns viennent toujours à la rescousse des patrons et emploient tous les moyens de démagogie et de terreur. Quand ces efforts s'avèrent vains et que les ouvriers tiennent ferme, on donne satisfaction à leurs revendications, chose



qui n'a pas été tellement rare en Autriche ces derniers mois. En effet les nazis, étant donné le mécontentement général, craignent que ces escarmouches, si elles durent, ne conduisent rapidement à des luttes de grande envergure.

C'est que le mécontentement en Autriche n'englobe pas que les ouvriers, il est général. Le *Völkischer Beobachter* de Vienne ne cesse de déplorer qu'à Vienne les boutiques soient des lieux de réunion où on parle ouvertement contre le régime. Pour la première fois depuis longtemps, l'unanimité s'est réalisée entre les petits commerçants et les clients : les uns et les autres sont d'accord pour reconnaître que si les conditions de vie ont empiré, la faute en incombe aux nazis et aux Allemands qui ont occupé l'Autriche. La colère des masses se dresse avec une vigueur égale contre la baisse du standard de vie et contre la suppression de toute liberté, contre la tyrannie brutale des lansquenets d'Hitler. A preuve le profond retentissement des démonstrations catholiques pour la liberté de croyance.

Voici quelques mois le *Völkischer Beobachter* de Vienne s'est plaint des gens qui, en contact avec le peuple, répètent toujours : « Tout est en effervescence, la déception est générale, ce n'est pas ainsi qu'on s'était imaginé le national-socialisme. » Cette effervescence a atteint depuis, un tel degré, que M. Ueberreiter, gauleiter de Styrie, jette des cris de désespoir : « Quand les adversaires rouspètent, cela est compréhensible... mais il y a des gens chez nous qui font exactement ce que font nos adversaires. » Il avoue que « certaines mesures du Führer sont incompréhensibles », mais il ne faudrait pas, pour cela, abandonner la foi dans le Führer. Ses lamentations lui serviront aussi peu que l'épuration projetée de l'organisation nazie de Vienne servira à Burckel. L'unité de la classe ouvrière autrichienne dans ce combat est inébranlable. Forts de leur solidarité, les ouvriers luttent contre les attaques économiques, pour des salaires plus élevés, contre les mouchards et les dénonciateurs qui font partie intégrante de la « communauté populaire » des nazis. Par toutes leurs fibres les ouvriers sont unis au peuple entier. Les nazis emploient la démagogie et la terreur, ils ont recours à de permanentes « réorganisations », ils créent chaque jour de nouveaux organismes chargés de combattre la résistance populaire. Mais ils s'aperçoivent toujours du même fait : qu'ils sont en terre autrichienne et qu'ils ne s'appuient, en tout premier lieu, que sur les baïonnettes de l'armée et de la police allemandes. Cela leur est désagréable. Quant au peuple il est sûr de lui-même et ne se laisse troubler ni par les salamalecs démagogiques devant la classe ouvrière, ni par la terreur enragée. Ainsi dans la première année de la domination hitlérienne, la majorité du peuple autrichien a compris ceci : le jour viendra où nous briserons cette domination étrangère comme du bois

mort; le jour viendra où nous chasserons les soudards du capital allemand.

Le national-socialisme cherche son salut dans l'aventure guerrière. Il pressure le peuple de toutes ses forces pour le mettre au service de la guerre. L'occupation de l'Autriche a été une étape dans les préparatifs de la « grande guerre » et tout ce que les potentats étrangers entreprennent en Autriche au nom du capital allemand ne sert qu'à cela.

Le peuple autrichien comprend chaque jour plus clairement que les affirmations pacifiques de Hitler ne servent qu'à camoufler ses efforts fébriles de préparatifs guerriers. C'est pour cela que les ouvriers autrichiens disent : « Plus on travaille vite, plus la guerre arrive rapidement », et ils agissent en conséquence, malgré la cadence forcenée que les nazis leur veulent imposer. En même temps les ouvriers autrichiens, et avec eux la grande majorité du peuple disent : Si les nazis poussent à la guerre, notre arrière leur donnera aussi peu satisfaction que les soldats autrichiens au front. Les Autrichiens savent que le national-socialisme est leur vrai ennemi.

Ainsi l'unité du peuple autrichien contre la domination étrangère se forge. Elle se forge dans la lutte contre le national-socialisme, en dépit de certaines résistances. Il est significatif, à plus d'un égard, que le front démocratique des Autrichiens est combattu, en dehors des nazis, par certains hauts princes de l'Eglise, par les trotskistes et par une partie des dirigeants socialistes-révolutionnaires à l'étranger. Ces dirigeants n'ont toujours pas compris l'importance du côté national de la lutte pour la liberté en Autriche ; ils ne comprennent pas non plus, malgré toutes les expériences, que la classe ouvrière a absolument besoin de l'alliance des classes moyennes. Mais en Autriche le front unique grandit et se consolide et constitue la charpente de l'union de tout le peuple autrichien opprimé.

Quand les nazis fêteront l'anniversaire de leur agression contre le petit peuple autrichien, les solennités auront le caractère d'un service funèbre. Dans un double sens : les fils et les filles du peuple autrichien assassinés se dresseront en accusateurs muets, et le peuple autrichien, dans son immense majorité, ratifiera la condamnation à mort de la domination étrangère et de ceux qui la représentent. Bien que cette condamnation ne puisse pas être encore exécutée aujourd'hui, le jour de son exécution approche. Il approche grâce à la lutte commune des peuples européens pour la liberté et grâce aux succès géants du socialisme dans l'Union soviétique. Et l'exécution de la condamnation à mort du national-socialisme sanglant signifiera une Autriche libre et indépendante.

## Ernst Thälmann et la lutte du peuple allemand pour la liberté.

---

---

Ernst Thälmann, leader de la classe ouvrière révolutionnaire d'Allemagne qui, depuis l'époque de Marx et Engels, est considérée à juste titre comme l'une des parties les plus avancées du prolétariat mondial est le symbole de la lutte pour le progrès et pour l'essor humain.

Georges DIMITROV.



ERNST Thälmann, le champion de la lutte antifasciste, le révolutionnaire ardent, est depuis six années dans les cachots du fascisme. Depuis six années il est isolé du mouvement révolutionnaire, auquel l'attachent toutes les fibres de son cœur et de son cerveau. Depuis six années, il est privé du soleil et de la liberté, il est séparé de sa famille. Sa fermeté bolchévique est un grand exemple pour les innombrables antifascistes qui sont dans les bagnes ; pour les ouvriers, paysans, intellectuels qui peuplent les prisons et les camps de concentration.

La sympathie de tous les hommes qui pensent honnêtement va à Ernst Thälmann, au social-démocrate Kunstler, à Kaplan Rossaint, au pasteur Niemöller, aux innombrables communistes, socialistes, démocrates, emprisonnés dans les geôles nazies. Depuis que le travail forcé, les persécutions contre les catholiques, les pogroms contre les Juifs, ont fait tomber des millions d'Allemands sous les coups du fascisme, les masses sentent plus fortement que jamais que leur sort est lié à Ernst Thälmann. Elles ont plus conscience que jamais que leur lutte pour leur propre liberté est inséparable de celle pour la libération de Ernst Thälmann.

Ernst Thälmann, par la faute des traîtres trotskistes, tomba entre les mains de la Gestapo. C'est là pour tous ceux qui en Allemagne combattent pour la liberté un avertissement constant : il faut épurer sans pitié de tous les espions trotskistes les rangs de la classe ouvrière et du mouvement antifasciste.

Ernst Thälmann, sorti de la classe ouvrière, politiquement et syndicalement organisé depuis son jeune âge, est très étroitement lié, par toute sa vie, aux grandes luttes de la classe ouvrière allemande. Georges Dimitrov a très bien caractérisé le rôle historique de Thälmann :

Ernst Thälmann grandit avec le Parti communiste allemand, et il fut à sa tête le chef qui sut le mieux unir les meilleures traditions du mouvement ouvrier allemand à l'esprit de Lénine et de Staline.

Marx et Engels, Bebel et Liebknecht créèrent le mouvement ouvrier indépendant d'Allemagne. Plus tard, dans la période de l'impérialisme, ce mouvement fut contaminé par le réformisme des dirigeants de la social-démocratie, et il fut divisé par la guerre mondiale. Ernst Thälmann forgea le Parti communiste fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg; il en fit un parti bolchévik de masse. Sa tâche principale fut pour lui de créer, à l'exemple de Lénine, un parti d'un type nouveau, un Parti bolchévik qui combatte avec méthode pour l'union de la classe ouvrière et pour le socialisme.

La lutte que mena Ernst Thälmann, avec le plus grand enthousiasme révolutionnaire, lutte contre le fascisme et contre la guerre impérialiste, ses initiatives hardies, son attachement étroit aux masses laborieuses, sont pour les communistes allemands le symbole lumineux qui doit les guider dans leur dur combat.

### **La lutte contre la politique impérialiste, contre la politique de guerre du fascisme.**

Le fascisme allemand faisait ses préparatifs de guerre sous le masque de la « lutte contre Versailles », de la « liberté de l'Allemagne ». Il prétendait ainsi « procurer du travail »; plus exactement, il se « procurait » du matériel de guerre. Il parvint ainsi, pour un temps, à tromper de nombreux travailleurs sur ses buts impérialistes. Mais petit à petit, à la suite des expériences amères du travail forcé, des mesures de contrainte dans l'économie, du manque de matières premières et de denrées alimentaires, de la terreur aggravée et de la ruine de la culture, les masses virent, avec Ernst Thälmann, que

l'armement impérialiste ne veut pas du tout dire la libération; il signifie au contraire l'aggravation des conditions du bague capitaliste... encore plus d'asservissement... pour les masses laborieuses d'Allemagne<sup>1</sup>.

Et il ajoutait :

Lorsque la bourgeoisie allemande lutte pour l'armement, les communistes disent aux masses : les armes dans la main de la classe au pouvoir sont des armes contre le peuple travailleur<sup>2</sup>.

Depuis que, sur l'ordre du grand capital de monopole allemand, le parti de guerre de Hitler a asservi l'Autriche et la Tchécoslovaquie, des masses de plus en plus grandes se rendent compte en Allemagne que le fascisme, c'est la guerre. Il y a longtemps, tout au début, Ernst Thälmann avait appelé à la lutte contre ce danger mortel qui menaçait le peuple allemand :

Avec le commencement de la dictature fasciste en Allemagne, le danger

1. Discours à la conférence nationale du Parti, 1932.

2. Rote Fahne, 1-11-1932.

de guerre doit prendre des proportions extraordinaires. Une nouvelle période de la politique d'armement, d'aventure et de guerre de l'impérialisme allemand doit commencer<sup>1</sup>.

Et dans un autre article, il disait :

Nous devons démasquer aux yeux des masses la politique d'armement, la politique d'aventure effrénée du fascisme allemand, ses provocations criminelles à la guerre d'intervention contre l'Union soviétique, et à la guerre de revanche. Contre tout cela, nous devons lever bien haut la bannière internationaliste de notre Parti. Il faut propager largement auprès de tous les travailleurs l'idéologie de la solidarité avec les travailleurs français et polonais. Contre les provocations chauvines du fascisme, nous lançons les mots d'ordre de notre lutte contre l'impérialisme, nous prétendons qu'aucune nation ne doit être opprimée<sup>2</sup>.

En septembre 1938, la masse des travailleurs allemands s'est aperçue avec terreur que Hitler était en train de précipiter l'Allemagne dans la catastrophe de la guerre. Et des mains ouvrières écrivirent sur les murs : « Pensez à Liebknecht », « Libérez Thælmann ». Les noms de Karl Liebknecht, héros immortel de la lutte contre la guerre impérialiste, et de Ernst Thælmann, champion hardi de la lutte contre le fascisme esclavagiste, sont le drapeau de la lutte populaire contre les auteurs de guerre fascistes.

Cependant, le mécontentement des masses, l'opposition antifasciste croissante qui existent en Allemagne, sont des phénomènes souterrains qui jusqu'ici se manifestent très peu. Certes, dans les principaux centres industriels, les communistes et les social-démocrates ont édité des tracts communs contre l'intervention de Hitler en Espagne et contre le démembrement de la Tchécoslovaquie. Au cours d'un meeting, on entendit même la voix d'un ouvrier qui eut le courage de crier : « Vive la Tchécoslovaquie ! ». Mais la signification de l'appel de Thælmann à la lutte contre la guerre ne pénètre pas encore l'ensemble des masses populaires ; il faut combattre opiniâtrement, infatigablement, disait Thælmann, la politique impérialiste, la politique d'aventures du fascisme allemand, il faut organiser des actions de résistance contre cette politique, contre toute oppression d'une autre nation. C'est dire qu'avant tout, il faut mener une lutte conséquente contre l'annexion de tout territoire, de toute région de langue allemande. Des antifascistes de Berlin ont dit très justement qu'en septembre 38, à l'époque de l'opposition de masse, des actions de résistance étaient possibles. Beaucoup étaient heureux du grand mécontentement de la population, qui commençait à apparaître au grand jour, mais ils ne prirent pas eux-mêmes l'initiative d'organiser des actions de résistance : ils attendaient qu'une force secrète commence la lutte. C'est pourquoi, dans la situation actuelle, la déclaration que fit Thælmann après le 20 juillet 1932, lors de la capitulation des ministres social-démocrates devant le coup d'État de von Papen, doit être rappelée. Il ne se produisit alors ni grèves ni actions de masses, et aucune unité d'action de

1. Rote Fahne, 12-12-1930.

2. Discours au plénum du C.C. 15-17 janvier 1931.

quelque importance entre communistes et socialistes. Et voici ce qu'a dit Thaelmann :

Dans la question de l'initiative personnelle, nous ne trouvons pas une capacité suffisante de décision dans toutes les organisations du Parti. Dans de telles situations (20 juillet), on ne peut attendre de directives. Le manque d'initiative personnelle est, dans une telle situation, le point le plus vulnérable du Parti, et nous devons en tirer de grandes conséquences<sup>1</sup>.

Pour tout communiste, pour tout travailleur antifasciste, l'initiative hardie de Ernst Thaelmann est un symbole. Naturellement, les conditions actuelles ne sont pas les mêmes qu'à l'époque où Ernst Thaelmann prononçait ces paroles. Les méthodes d'organisation des actions ne peuvent être les mêmes qu'alors. Mais les grandes expériences de la lutte révolutionnaire au cours de la guerre mondiale et après la guerre peuvent être de nos jours appliquées pour l'essentiel. Aujourd'hui, alors que la deuxième guerre impérialiste a commencé, les propositions de Thaelmann dans ses entretiens avec les ouvriers socialistes ont une grande importance pour la constitution du front unique en Allemagne. A diverses questions des camarades socialistes, il répondit :

Dans les entreprises, les meilleures méthodes de la lutte contre la politique de guerre consistent à faire des grèves, à lutter pour un salaire plus élevé, contre les mauvaises conditions de travail. La guerre impérialiste apporte aux masses laborieuses la misère, la corruption, de nouveaux soucis, de nouvelles angoisses. Qui lutte contre la guerre impérialiste pour la défense de l'Union soviétique, défend par là ses propres intérêts de classe<sup>2</sup>.

Dans la suite de ces entretiens, Thaelmann rappelle la révolte du cuirassé Potemkine, le sabotage du transport des munitions lors de l'attaque de la Pologne contre le pays des Soviets en 1920.

Dans l'article « *Kampfmai 1932 unter dem Sturmbanner der roten Einheitsfront* », Thaelmann écrivait :

Nous renouvelons notre appel à tous les prolétaires, nous leur demandons d'empêcher par leur action l'aide de la bourgeoisie allemande à l'impérialisme japonais, d'empêcher les transports de munitions et de matériel de guerre à destination de la Mandchourie. Nous nous souvenons de la parole que prononça le fondateur de notre Parti, Karl Liebknecht, il y a seize années, en pleine tourmente guerrière, à la manifestation illégale du 1<sup>er</sup> mai qui avait lieu à Berlin sur la place de Potsdam : l'ennemi que nous devons battre est chez nous !

Ernst Thaelmann lui-même, depuis sa jeunesse, a lutté par l'action contre la guerre impérialiste. En l'année 1908 déjà, il faisait partie d'un cercle de jeunes antimilitaristes. Lorsque, à ce moment-là, le navire de ligne Karl der

1. Discours à la conférence des secrétaires et des rédacteurs, 3-8-1932.

2. Réponse aux questions des travailleurs social-démocrates, juillet 1932.

Grosse jeta l'ancre devant le quai de Blohm et Voss, les jeunes de ce cercle éditèrent des tracts antimilitaristes et le jeune Thælmann prit une part active à la distribution. Lorsqu'il fit son service militaire, il résista au dressage inhumain des casernes.

Il fut profondément ébranlé par la trahison de la social-démocratie le 4 août 1914. Il commença aussitôt à lutter au sein de la social-démocratie contre cette trahison, il créa une opposition, il prit parti contre le vote des crédits de guerre jusqu'au moment où il dut rejoindre l'armée. Sur le champ de bataille, il resta en relation avec des camarades de Hambourg, il recevait des journaux radicaux de gauche qu'il distribuait. Ainsi, Thælmann luttait infatigablement pour la défaite de l'impérialisme allemand dans la guerre, pour la paix, pour le renversement du pouvoir des criminels responsables de la guerre.

Lorsque, plus tard, la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française tentèrent d'exciter leurs peuples l'un contre l'autre, Thælmann et Maurice Thorez proclamèrent *la solidarité fraternelle des travailleurs allemands et des travailleurs français*. Dans son discours aux travailleurs parisiens, il dit :

Nous, communistes, nous vous disons, à vous travailleurs français, masses laborieuses du peuple français : votre compagnon de souffrance d'Allemagne, l'ouvrier allemand, le paysan allemand, n'est pas votre ennemi, mais votre allié naturel ! Nous disons de même au travailleur allemand que l'ouvrier, le travailleur français n'est jamais son ennemi, mais son camarade<sup>1</sup>.

Cette lutte d'Ernst Thælmann contre la politique impérialiste de guerre a toujours eu un caractère révolutionnaire. En même temps qu'il luttait contre cette politique, Thælmann « démasquait les hypocrites et les fous pacifistes ».

Aujourd'hui, le peuple allemand doit payer cher le rétablissement du pouvoir du capital de monopole allemand après 1918, permis par la politique de coalition de la social-démocratie.

### **La lutte pour la liberté contre les fascistes provocateurs de guerre.**

Le fascisme réussit à diviser ses adversaires et à les battre séparément. Les cercles les plus réactionnaires du capital de monopole utilisèrent, à l'aide de la démagogie fasciste, la misère qu'ils avaient eux-mêmes engendrée, pour l'établissement de la dictature du fascisme.

Au cours des six années de dictature, les masses ont appris que non seulement le fascisme n'a apporté aucune amélioration du niveau de vie des masses laborieuses, mais qu'il l'a fait baisser. Et il ne peut pas en être autrement, car, comme le disait Ernst Thælmann, le parti nazi est « au service du capital financier, des rois des trusts, des gros agrariens et des princes ». Malgré ces expériences amères, beaucoup étaient encore sous l'influence chauvine, et avaient des illusions sur la politique extérieure du fascisme. Mais depuis les

---

1. Rote Fahne, 1-11-1932.

provocations guerrières de Hitler en l'année 1938, des millions d'Allemands se sont aperçus que non seulement le gouvernement nazi ruine l'économie et la culture de l'Allemagne, mais qu'il vend et trahit les intérêts vitaux du peuple pour satisfaire la rapacité du grand capital allemand.

Les fascistes avaient accusé Thälmann de haute trahison. Mais la peur de l'opinion publique les empêcha de faire son procès. Entre-temps, la lutte remplie de sacrifices du Parti communiste, du parti de Thälmann, commence à porter ses fruits. Aujourd'hui, les masses laborieuses accusent le parti de la guerre fasciste de trahison aux intérêts vitaux du peuple allemand.

Les fascistes haïssent particulièrement Thälmann ; mais le peuple laborieux l'en aime d'autant plus, car il a combattu à la tête des masses pour donner au prolétariat une vie humaine et digne. Lorsqu'il jetait les bases du programme de libération sociale et nationale du peuple allemand, Ernst Thälmann disait :

*Les riches doivent payer, et l'on doit empêcher le pillage des pfennigs des millions de travailleurs en imposant impitoyablement les millionnaires, la grande propriété, les gros traitements et les grosses pensions.*

Contre la tentative de la bourgeoisie de dresser les uns contre les autres les ouvriers, les paysans, les classes moyennes, et, à la différence de la social-démocratie qui ne se souciait pas des paysans laborieux, Thälmann s'efforça de convaincre la classe ouvrière de la nécessité qu'il y a à soutenir la lutte des paysans pour leur existence, lutte contre les usuriers, les redevances et les impôts, les saisies et les ventes forcées. « Aux intellectuels, à ceux qui exercent des professions libérales, aux techniciens et aux ingénieurs, aux artistes et aux musiciens », et aussi aux classes moyennes, il disait : « Unissez-vous aux ouvriers ! » Mais Ernst Thälmann savait aussi que la victoire sur le fascisme ne peut être remportée que si l'on réussit à détacher des fascistes les masses laborieuses qui les suivent. A ce sujet, voici ce qu'il dit dans l'un de ses discours :

Gagner les partisans des nazis, cela veut dire, dans une forte mesure, gagner les masses des employés, des fonctionnaires, des petits paysans et des classes moyennes à notre front de lutte révolutionnaire. C'est un processus compliqué. Cependant, dans la mesure où le prolétariat montre son caractère combatif, il réussira à gagner, dans ces couches, des alliés véritables qui soutiendront notre lutte<sup>1</sup>.

Les idées qu'exprimait Thälmann il y a presque neuf années, lorsqu'il jetait les bases du programme de libération sociale et nationale du peuple allemand, ont aujourd'hui, pour les masses laborieuses, une vivante signification. Même si la situation actuelle est autre, et si, par suite, d'autres mots d'ordre sont nécessaires, il y a une idée de Ernst Thälmann qui est actuellement de la plus grande importance. C'est celle-ci : la classe ouvrière allemande doit se mettre à la tête de la lutte pour la liberté de tout le peuple allemand.

1. Conférence du Parti, 6 octobre 1932.



Le mouvement antifasciste est le défenseur des grandes valeurs culturelles du peuple allemand, et il combat pour un avenir heureux. Le fait que le mécontentement des masses s'accroît sans cesse, que des transformations idéologiques profondes se produisent dans de nombreuses couches sociales, doit agir de telle manière que la classe ouvrière se mette nécessairement, en tant que force antifasciste la plus conséquente, à la tête du mouvement, qu'elle apporte la clarté politique sur les moyens et le but.

Maintenant que Hitler fait la guerre au peuple espagnol, et se propose, avec ses complices de Rome et de Tokio, de précipiter le peuple allemand et le monde dans la guerre, *la classe ouvrière allemande a pour mission historique de se mettre à la tête de la lutte du peuple allemand pour la liberté, et d'unir les masses pour la lutte commune contre les fauteurs de guerre fascistes.* Il est temps que les ouvriers antifascistes de Berlin, de la Ruhr, du littoral, prennent l'initiative de lutter contre les criminels fascistes, d'expliquer aux masses populaires comment les forces qui seront capables de renverser le fascisme peuvent s'unir, de leur montrer le grand but qui sera celui du peuple allemand en lutte pour la liberté. Mais il est également nécessaire de montrer clairement quelles sont les forces internationales avec lesquelles pourront s'allier les forces de la liberté en Allemagne. La lutte infatigable qu'a menée Thælmann pour l'alliance fraternelle du peuple laborieux d'Allemagne avec le peuple héroïque de l'Union soviétique, continue à agir aujourd'hui. L'alliance avec l'Union soviétique est la norme qui peut servir à reconnaître ceux qui sont honnêtement pour l'union des forces pour renverser le fascisme hitlérien, et ceux qui ne le sont pas.

Pour renverser le fascisme, il ne suffit pas que le peuple soit mécontent. Aujourd'hui, les paroles suivantes, que Thælmann prononça en 1932 au cours d'un meeting à Berlin, sont un sérieux avertissement à tous les antifascistes :

L'existence et la viabilité d'un gouvernement fasciste dépend avant tout du temps pendant lequel les millions de travailleurs prêts au combat, la classe ouvrière avant tout, se laissent aller à un tel état de choses.

En présence de l'opposition qui ne cesse d'augmenter en Allemagne, de nombreux ouvriers commencent déjà à s'apercevoir qu'il est possible de renverser le pouvoir fasciste. Il est d'autant plus nécessaire de mobiliser toutes les forces pour commencer à résister à la politique de guerre de Hitler ; il est d'autant plus urgent d'organiser des actions des ouvriers. La lutte pour la liberté de résidence, pour les salaires et pour la nourriture, la lutte contre les redevances et les impôts, contre le travail forcé et contre la militarisation de la jeunesse, pour les droits des travailleurs, dans les entreprises, dans les organisations de masse, dans les communes, affaiblit la politique de guerre du fascisme. Dans ces luttes se forgera l'union de la classe ouvrière et des masses populaires contre le fascisme.

### **La signification et l'importance du front unique.**

Ernst Thælmann rappela un jour qu'au moment du danger, le peuple suisse allumait des feux sur les montagnes ; ces feux étaient le signal d'alarme

qui appelait toutes les forces du peuple à marcher, unies et résolues, courageuses et hardies, contre l'ennemi. Aujourd'hui, il faut, suivant le conseil de Thaelmann et des innombrables antifascistes emprisonnés, allumer le feu de l'unité antifasciste, afin qu'il brille dans chaque entreprise, dans chaque foyer ouvrier, dans chaque demeure paysanne, dans chaque cabinet d'étude. *Ernst Thaelmann tendit amicalement la main aux camarades social-démocrates.* Il était profondément convaincu que l'unité peut être réalisée sur la base des intérêts communs des ouvriers, malgré tous les obstacles possibles.

Nous demandons aux ouvriers social-démocrates de lutter coude à coude avec nous. Nous leur faisons cette proposition d'unité d'action dans une intention honnête et fraternelle. Nous leur tendons loyalement et amicalement la main. Nous sommes à leurs côtés dans les misères et dans les luttes quotidiennes. Nous n'oublierons pas un instant qu'ils sont nos frères de classe, qu'ils souffrent et qu'ils sont exploités comme tous les ouvriers d'Allemagne<sup>1</sup>.

Des dirigeants social-démocrates à l'esprit étroit concevaient l'unité sous l'aspect de l'adhésion à leur parti, mais Thaelmann leur répondait :

Nous, communistes, nous vous disons : Travailleurs socialistes, la cause de la lutte commune est votre cause à vous tous ; elle ne se limite pas aux cadres étroits de l'adhésion à un parti. Nous autres communistes, en vous proposant de former le front unique, nous ne vous demandons pas d'adopter nos conceptions communistes sur les questions fondamentales de la lutte de classe prolétarienne. Nous vous disons : plus vous êtes unis fortement aux ouvriers combattifs, plus la classe ouvrière place tous les travailleurs sous sa direction, combat résolument, plus vite nous réussirons à mettre les fascistes à genoux<sup>2</sup>.

Ernst Thaelmann soulignait que le Parti communiste d'Allemagne ne connaît pas d'intérêts de parti qui soient distincts des intérêts de classe des ouvriers. C'est pour cela que le Parti communiste d'Allemagne proposa le front unique sans réserves, sans conditions. Comme on lui reprochait que les « communistes ne parlent pas honnêtement », Thaelmann répondit :

En présence du danger menaçant, en présence même du fait que l'Allemagne peut devenir le pays de la potence et du bûcher, nous, communistes, nous ne serions pas honnêtes lorsque nous parlons du front unique prolétarien et antifasciste ?<sup>3</sup>

En même temps, Thaelmann expliquait aux communistes ce qu'il fallait faire immédiatement dans les entreprises pour créer, par l'unité d'action à l'usine et sur le chantier, le fondement du front unique entre le Parti communiste et le Parti socialiste :

1. *Rote Fahne*, 29-11-1931.

2. *Internationale*, 11-12-1931.

3. Réponse aux 21 questions des ouvriers social-démocrates, 7-1-1932.

La cellule d'entreprise doit être le centre du travail et de la vie de notre parti. A l'entreprise, il s'agit de concrétiser l'emploi de la tactique du front unique à la base par une union concrète des équipes, par des actions revendicatives communes. Nous devons éduquer les équipes à la lutte commune en employant systématiquement la tactique du front unique dans les entreprises<sup>1</sup>.

Cette directive est à tel point actuelle qu'elle paraît avoir été dictée en fonction des tâches présentes des cellules du Parti. Par sa lutte infatigable et consciente pour les intérêts du peuple laborieux, Ernst Thælmann a gagné la confiance de nombreux ouvriers social-démocrates. Beaucoup d'entre eux, qui auparavant, sur beaucoup de points, n'étaient pas d'accord avec Thælmann, ont réfléchi de plus près aux expériences de la guerre et de l'après-guerre, et se sont maintenant rapprochés des conceptions du Parti communiste.

Lorsque quelques membres du Parti accusèrent Thælmann de « courir après les social-démocrates », il s'efforça de les convaincre que, *sans le front unique, le fascisme ne peut pas être battu*. « La formation du front unique est une des parties les plus importantes de la stratégie et de la tactique de l'Internationale communiste. » A l'intérieur même du Parti, il eut d'importantes controverses contre les sectaires ultra-gauchistes et contre les capitulards opportunistes de droite, à propos des questions du front unique prolétarien. Notre Parti communiste, disait-il, ne serait pas un parti marxiste-léniniste

s'il ne savait construire, par sa politique, le pont qui conduira à l'établissement d'un front commun de lutte avec les ouvriers socialistes et les membres des syndicats.

Voici une chose que Thælmann rappelait sans cesse : « D'autre part, nous devons apprendre à parler d'une manière de plus en plus amicale aux ouvriers socialistes, et à les gagner à la lutte commune. » Et dans les entretiens avec les ouvriers socialistes, il répondit ainsi à une question posée :

Nos camarades social-démocrates ne doivent pas avoir peur d'exprimer ce qu'ils pensent ; ils doivent dire où la chaussure leur fait mal. Ils doivent dire aussi quels sont les griefs qu'ils ont envers notre Parti. C'est la seule manière de faire la lumière dans la lutte contre l'ennemi commun de tous les ouvriers, contre le fascisme et le capitalisme<sup>2</sup>.

Ces citations nous montrent que Thælmann considère la formation du front unique non seulement comme une question de camaraderie, mais plus encore, comme le problème de la lutte commune immédiate, comme le problème de la théorie, de la méthode et du but de la lutte à l'époque actuelle. C'est pourquoi l'échange des opinions et l'entente sur toutes les questions politiques importantes est d'une si grande importance. Lorsque les ouvriers antifascistes donneront leur avis sur les grandes questions de la politique

---

1. Congrès du Parti, octobre 1936.

2. Internationale, 11-12-1931.

financière et fiscale, des droits ouvriers dans les entreprises et des droits civils dans les communes, dans les questions de la politique extérieure impérialiste et de la campagne de provocation raciste du fascisme ; lorsque les ouvriers donneront leur avis aux masses, lorsqu'ils leur donneront les mots d'ordre et les mèneront à des actions de résistance, le mécontentement qui s'accumule se transformera en action de masse. Une chose dont Thälmann parlait dans la *Rote Fahne* et qui est encore valable aujourd'hui :

Que cela coûte ce que cela voudra ! Dans toute l'Allemagne, les plans du fascisme sanglant doivent se briser contre le mur de fer des antifascistes unis, contre le front de granit des ouvriers social-démocrates, des ouvriers syndiqués, des ouvriers chrétiens et sans parti, unis à leurs frères de classe communistes<sup>1</sup>.

### **La maîtrise du bolchévisme.**

Dans le peuple allemand, la foi d'Ernst Thälmann et des antifascistes dans la certitude de la victoire de la classe ouvrière et du peuple laborieux sur l'ennemi fasciste de l'humanité, progresse de plus en plus. Mais le mouvement de la liberté, le mouvement de lutte contre le régime fasciste ne peut vaincre que par la révolution populaire en Allemagne, révolution allant de pair avec la lutte antifasciste et la lutte pour l'indépendance nationale des autres peuples. C'est cela que le fascisme tente d'empêcher en détruisant les organisations des travailleurs, et en sévissant par la terreur la plus dure contre leur union dans l'illégalité. De nombreux communistes disaient, au moment des événements de septembre, que l'état d'esprit des masses était tel que des actions nombreuses étaient possibles, mais que l'organisation du parti et le front unique étaient encore trop faibles, trop peu liés aux masses pour projeter et conduire des actions concrètes.

Ernst Thälmann apprit au Parti à se lier étroitement aux masses. Il s'entretint lui-même avec des ouvriers des grandes entreprises. Il allait dans les quartiers ouvriers pour converser avec des camarades, ou bien, après les meetings, il parlait avec les travailleurs qui lui demandaient conseil. Il étudiait soigneusement ce qui gênait les ouvriers, les paysans, les classes moyennes, les intellectuels ; il discutait avec eux pour voir ce qu'il y avait à faire pour mettre les masses en mouvement dans une lutte commune. Voici ce que Thälmann enseignait au Parti :

La liaison du Parti avec les masses, voilà le problème fondamental que doivent bien voir nos camarades. Si l'on voit clairement les principes, si l'on fait preuve d'une grande souplesse, d'une forte autorité dans la direction, les fautes sont plus faciles à éviter que si l'on est rigide et immobile. Dans chaque situation concrète, selon les arrondissements, les quartiers, etc., ce sont souvent des méthodes différentes qu'il faut employer pour établir la

1. *Rote Fahne*, 20-7-1932.

liaison avec la masse. Car il n'y a pas de recette universelle de notre politique et de notre tactique du front unique<sup>1</sup>.

L'accomplissement des grandes tâches du Parti dépend avant tout de l'éducation bolchévique des cadres, et de la formation de cadres nouveaux. « Le travail du Parti ne peut marcher que si l'on fait passer un sang jeune et frais dans les veines de l'organisation. » Cette fusion des cadres anciens et des jeunes cadres est encore plus importante depuis les lourdes pertes subies par notre Parti. Il faut renforcer le Parti en faisant appel aux ouvriers antifascistes actifs, qui ont fait leurs preuves dans la lutte et qui se sont développés idéologiquement, ainsi que le conseillait Thælmann. Tout cela rend nécessaire un travail d'éducation approfondi, dans l'esprit du marxisme-léninisme, une étude de l'histoire du Parti bolchévique, de la victoire du socialisme en Union soviétique, des enseignements de l'histoire du mouvement ouvrier allemand, et des problèmes de la lutte antifasciste en Allemagne. Dans le même ordre d'idées, Thælmann demandait beaucoup plus encore aux cadres dirigeants du Parti :

Nos camarades doivent trouver un appui idéologique, et aussi individuel, auprès de nos cadres dirigeants. Avec l'élévation du niveau théorique général, nous obtiendrons un grand nombre de nouveaux éléments mieux formés<sup>2</sup>.

Nous nous souvenons tous de la manière dont Thælmann, lorsque la revue *Proletarskaïa Révoloutsia* publia une lettre de Staline, expliqua au Parti la signification de cette lettre, et comment il mena, par la suite, la lutte contre les contrebandiers fascistes, et la lutte pour l'élévation du niveau idéologique des militants. Lorsque certains fonctionnaires prétendaient que le trotskisme était une tendance du mouvement ouvrier, Thælmann répondait :

Le trotskisme est l'avant-garde contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Le trotskisme fait contre l'Union soviétique la campagne d'intervention la plus furieuse.

Ernst Thælmann fit preuve d'une grande initiative pour l'élévation du niveau théorique du Parti. Sa propre étude des œuvres de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline, est un exemple à suivre par les communistes allemands. Il était contre ceux qui prétendent que l'accumulation des tâches quotidiennes ne laisse pas de temps pour l'étude théorique ; il pensait au contraire que la politique quotidienne ne peut être correctement menée, ne peut conduire à des résultats que si elle procède de la théorie marxiste-léniniste. Faisant de l'autocritique, Thælmann constatait dans un discours :

Le Parti a négligé le travail sur le front théorique, de telle sorte que l'unité entre les travaux théorique et pratique du Parti n'a pas été maintenue.

Et aussitôt, il soumettait des propositions au Parti : comment étudier

---

1. Conférence du Parti, octobre 1932.

2. Discours au plénum du C.C. du Parti allemand, en janvier 1931.

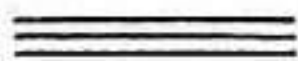
les œuvres du marxisme-léninisme en corrélation avec les grandes tâches, les grands problèmes politiques de l'époque présente ; comment les dirigeants du Parti doivent aider les cadres dans cette étude...

L'emprisonnement de Thaelmann, de notre ami et de notre chef, est un coup dur pour le Parti allemand. Tous ceux qui sont à la direction du Parti doivent faire les plus grands efforts collectifs pour résoudre dans son esprit les grands problèmes qui se posent à eux. Tant que Thaelmann reste emprisonné, le Parti allemand a choisi comme président *Wilhelm Pieck*, fondateur du P.C., compagnon de lutte de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Ainsi, les grandes tâches de la direction de la lutte sont en de bonnes mains.

### **Libérez Thaelmann !**


La lutte pour la libération de Thaelmann est inséparablement liée à la lutte du peuple allemand pour la liberté. La libération de Thaelmann et des innombrables antifascistes emprisonnés dépend de la lutte de la classe ouvrière allemande et de la classe ouvrière internationale, de la création du front unique et du mouvement populaire antifasciste, de la lutte de tous les hommes progressifs contre le fascisme allemand, ennemi de l'humanité. Le fascisme hitlérien considère Ernst Thaelmann et les militants antifascistes emprisonnés comme des otages de guerre. Depuis la guerre d'intervention fasciste contre le peuple espagnol, depuis l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, des millions d'hommes se sont aperçus que les fascistes, provocateurs de guerres, menacent non seulement la vie de Thaelmann, mais aussi la leur propre. La lutte pour la libération de Thaelmann, du grand combattant contre la guerre impérialiste, doit être indissolublement liée à la lutte pour la libération de l'Allemagne de la domination des fauteurs de guerre fascistes, des corrupteurs de l'Allemagne.

*Les pensées des amis de la paix du monde entier vont à l'emprisonné de Moabit. Sa libération sera la victoire de la paix sur la guerre, de l'humanité sur la barbarie. (Romain ROLLAND.)*



## Les amis de Chamberlain dans le mouvement ouvrier anglais.

---

 ES quatre mois écoulés depuis le complot de Munich ont permis au peuple anglais de se rendre compte que très loin d'avoir rapproché l'époque de la paix, la politique de Chamberlain a fait naître de terribles dangers. L'inquiétude de tous les Anglais qui pensent s'est énormément accrue.

En Angleterre, dans le mouvement ouvrier et parmi les forces progressives, on commence à se demander : — Comment une telle trahison a-t-elle été possible ? Personne ne peut contester qu'au mois de septembre 38, la masse du peuple anglais était contre le démembrement de la Tchécoslovaquie, et qu'il y eut de nombreuses et imposantes manifestations contre l'éventualité d'une telle trahison. Cependant, les forces du peuple anglais qui sont pour la paix n'étaient pas solidement unies, pas assez en tout cas pour imposer leur politique au gouvernement, et, dans les moments les plus décisifs de la lutte, la direction de l'opposition tomba dans la confusion et démoralisa le mouvement qui s'esquissait. La cause principale de cet état de choses ce fut la méconnaissance par la direction du Labour Party du caractère absolument profasciste de la politique intérieure et extérieure de Chamberlain, ou bien, comme ce fut le cas pour les dirigeants réactionnaires du mouvement travailliste, la dissimulation très consciente de ce que cette politique avait de réactionnaire. Ces dirigeants présentent Chamberlain comme un faible, comme un homme qui se laisse « mener par le bout du nez » par les dictateurs, ou qui poursuit par vanité une politique que lui-même considère comme fautive. Ces dirigeants cachent aux masses que Chamberlain ne fait pas une politique personnelle, mais la politique de l'oligarchie financière de la City de Londres, qui soutient le fascisme contre le socialisme, contre la classe ouvrière, contre le mouvement des peuples pour la liberté, parce qu'elle veut installer en Angleterre un gouvernement analogue à ceux d'Allemagne et d'Italie. Et bien que l'on ait chaque jour de nouveaux arguments en faveur de cette constatation, la direction influente du Labour Party se refuse à en tenir compte dans sa politique. Au contraire, elle sabote par tous les moyens la naissance d'une opposition résolue contre Chamberlain.

Le 5 septembre 1938, en pleine crise, se réunit le congrès des syndicats. Pendant le congrès, il y eut une assemblée commune de l'Exécutif du Labour Party et du Conseil général du congrès syndical où on adopta une résolution relative à la crise. Cette résolution était juste sur de nombreux points. Elle s'opposait au démembrement de la Tchécoslovaquie, demandait la collabora-

tion de la France, de l'Angleterre et de l'Union soviétique pour la résistance à l'agression, réclamait la convocation immédiate du Parlement. Mais la même résolution n'appelait pas à l'organisation de toutes les forces du Labour Party pour une campagne puissante qui eût dû mobiliser le peuple anglais et imposer au gouvernement la politique de collaboration internationale. Pourquoi cette campagne ne fut-elle pas organisée? Le secrétaire général du congrès syndical, sir Walter Citrine, répondit indirectement à cette question au cours des débats. Citrine raconta au congrès que lors de la réception d'une délégation par le Premier ministre, il exprima l'avis de certains cercles du Labour Party, selon lesquels des armes anglaises servaient à aider un agresseur fasciste.

— Le Premier nous demanda, dit Citrine, à quelles puissances fascistes nous pensions, et je dois l'avouer publiquement, je ne pus le lui dire. Car, en fin de compte, quelqu'un s'imagine-t-il réellement que ces armes pourraient servir à l'Allemagne pour faire la conquête de la Tchécoslovaquie?

A cette époque, n'importe quel ouvrier conscient eût immédiatement répondu au Premier : — Le dictateur fasciste que vous aidez, c'est Mussolini. Vous avez, tout à l'heure, congédié votre ministre des Affaires étrangères, Eden, pour mieux pouvoir aider Mussolini. Mais Citrine ne pense pas avec le cerveau de la classe ouvrière, il pense avec celui de la bourgeoisie réactionnaire. Quelques jours plus tard, il devint évident pour tout le monde que les armes britanniques ne menaçaient pas l'Allemagne hitlérienne, mais qu'elles soutenaient la politique de Chamberlain, qui visait le démembrement de la Tchécoslovaquie. L'attitude de Citrine contribua à répandre des illusions sur la véritable politique de Chamberlain, elle justifia ceux qui refusaient d'organiser une campagne pour empêcher la trahison de la Tchécoslovaquie.

Et lorsque Chamberlain s'envola vers Berchtesgaden pour achever la trahison, le *Daily Herald*, organe du congrès syndical et du Labour Party écrivit : « Bon voyage, Chamberlain. » Les simples membres du Labour Party comprirent qu'ils étaient dupés et, lorsque, au cours d'une réunion publique, M. Morrisson approuva le voyage de Chamberlain à Berchtesgaden, les auditeurs protestèrent avec vigueur ; sur quoi M. Morrisson accusa la « gauche » de vouloir la guerre contre l'Allemagne. Lorsque, quelques jours plus tard, on connut les projets de Berchtesgaden, les membres du Labour Party organisèrent des milliers de meetings dans tout le pays. Entre-temps, cependant, Chamberlain était allé à Godesberg. Les prétentions de Hitler s'étaient encore accrues, et Chamberlain feignit la résistance pour tromper le peuple. La grande campagne de meetings qu'avaient obtenue les ouvriers, cette campagne qui devait servir à mener le peuple anglais à la lutte contre Chamberlain, fut utilisée à sa manière par le Labour Party ; à chaque meeting, les dirigeants nationaux et locaux du Labour Party promirent à Chamberlain de le soutenir s'il résistait à Hitler. Ainsi, les dirigeants du Labour Party tentèrent, à l'instant critique, de faire croire que Chamberlain résisterait à Hitler, et que la résistance à Hitler signifiait la guerre.

L'attitude du leader du Labour Party, M. Attlee, qui, le 28 septembre, approuva le voyage de Chamberlain à Munich, ne fut pas l'« erreur de jugement » d'un seul homme. Elle fut plutôt la conséquence logique du refus



de la direction du Labour Party de reconnaître que la politique de Chamberlain était absolument profasciste. Les leaders du Labour Party qui, pendant les jours de septembre, feignaient l'opposition à Chamberlain à l'aide de résolutions et de déclarations, collaborèrent en réalité avec lui, à l'instant critique de la lutte, pour lui permettre d'appliquer sa politique. Mais ces mêmes leaders qui en septembre collaboraient en fait avec Chamberlain, parlent maintenant tout haut de préserver l'« indépendance du mouvement », ce pour quoi ils refusent de collaborer pour la lutte contre Chamberlain avec les démocrates qui font partie du Labour Party.

Le refus obstiné des dirigeants de ce Parti de reconnaître le caractère profasciste de la politique de Chamberlain permet à celui-ci de jouer au sauveur de la paix, alors qu'en réalité il fut le complice de Hitler contre la paix de l'Europe. Comment Chamberlain y parvint-il ? Il prétendit que la résistance commune de la France, de l'Angleterre, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie voulait dire la guerre mondiale. De nombreux leaders du Labour Party déclarèrent dans des meetings qui eurent lieu après le retour de Chamberlain de Godesberg qu'ils soutiendraient celui-ci, en cas de besoin, à s'opposer par la force à Hitler. Ainsi, non seulement ils firent naître des illusions sur la véritable nature de la politique de Chamberlain, mais ils suscitérent l'impression que l'on était en présence de cette alternative : la capitulation ou la guerre. Cette attitude facilita la trahison.

La direction du Labour Party se refuse avec obstination à unir les forces de l'opposition pour renverser immédiatement Chamberlain. Elle répand cette conception risible que Chamberlain est un faible en politique, qui cède aux dictateurs parce qu'il ne comprend pas leur politique ou parce qu'il s'est décidé pour une politique fautive ; par suite, la situation ne serait pas si mauvaise. Sans aucun doute, Chamberlain se rendrait compte de ses erreurs de Munich, mais entre-temps le Labour Party pourrait tranquillement préparer sa machine électorale, en attendant que Chamberlain propose des élections générales pour l'automne 39 ou peut-être pour l'été 40. Cette idylle sert aux leaders réactionnaires du Parti travailliste à tromper les masses sur ce fait que Chamberlain sait très bien ce qu'il veut, que chaque minute pendant laquelle il demeure encore en fonctions augmente les dangers menaçant le peuple anglais et, avant tout, le mouvement ouvrier anglais. Dans ces conditions, refuser des alliés contre Chamberlain ne veut pas dire « préserver l'indépendance du mouvement », mais aider la réaction à abattre le mouvement ouvrier. Lorsque Chamberlain congédia Eden, le Labour Party eut l'occasion de se mettre à la tête des forces progressives d'Angleterre pour faire tomber le Premier et empêcher d'autres trahisons. Mais non seulement le Labour Party repoussa une telle politique, mais sa propre campagne contre Chamberlain fut si lamentable qu'elle ne suscita pas le moindre écho. Encore mieux : pendant tout l'été de 1938, le congrès syndical et l'Exécutif du Labour Party se refusèrent à convoquer une conférence spéciale pour décider des mesures propres à aider le peuple espagnol dans sa lutte. En juin 1938, un mois après la menace d'agression contre la Tchécoslovaquie, la Fédération syndicale internationale se réunit à Oslo sous la direction de la délégation anglaise. Non seulement, la conférence syndicale ne prévint aucune mesure pour appeler la classe ouvrière internationale à défendre la Tchécoslovaquie, mais elle ne fit qu'empêcher les

négociations avec les syndicats soviétiques, négociations d'où devait résulter l'unité syndicale. Certes, les délégations de Tchécoslovaquie, de France, d'Espagne et du Mexique, sommèrent la délégation anglaise de tenir compte des dangers de la situation mondiale et de prendre une autre attitude, mais la délégation anglaise voulait lutter. Comme elle ne luttait pas contre Chamberlain, elle voulut du moins lutter contre l'idée de l'unité syndicale internationale.

Les dirigeants ouvriers de cette sorte aiment à rendre les ouvriers responsables de leurs propres crimes, des fausses manœuvres qu'ils commettent. Mais, aujourd'hui, en Angleterre, ils n'en ont pas du tout la possibilité. Car, en Angleterre, pendant la crise de septembre, parmi les ouvriers organisés, on n'entendit pas de gémissements pour réclamer la paix à tout prix. La seule démoralisation qui se produisit dans le mouvement, fut celle de la direction du Labour Party. Avant comme pendant les négociations de Munich, les militants repoussèrent énergiquement la politique de Chamberlain. Après Munich, le Parti libéral prit la même attitude. En outre, l'opposition grandit au sein du Parti conservateur. La conférence du Club conservateur de l'université rejeta une résolution approuvant Munich. Parmi les intellectuels, le mécontentement fut particulièrement grand. De vastes cercles d'intellectuels qui, auparavant, n'avaient jamais pris part à la vie politique du pays, protestent aujourd'hui avec violence contre la politique de trahison. Il y eut un puissant mouvement des forces progressives contre la reconnaissance des droits de belligérant à Franco, et la campagne pour l'envoi de vivres en Espagne vient d'atteindre son maximum. Une série d'élections complémentaires a prouvé un recul du camp gouvernemental. Les six élections complémentaires qui se firent après Munich donnèrent les chiffres suivants (les résultats n'étant pas encore décisifs, il s'agit seulement du commencement d'un mouvement) :

	1935	1938
Pour le gouvernement	150.234	146.613
Contre le gouvernement	136.843	146.517

Dans deux de ces élections, les libéraux et les travaillistes s'unirent contre le gouvernement et votèrent pour un candidat commun. Le résultat en fut un accroissement considérable du nombre des voix contre le gouvernement, et la victoire du candidat d'opposition, Vernon Bartlett, à l'élection de Bridgewater. En 1935, dans cette circonscription, le gouvernement avait obtenu 17.939 voix, les libéraux 7.370, le Parti travailliste 6.240. A cette époque, les deux candidats d'opposition obtenaient donc 4.000 voix de moins que le candidat du gouvernement. Mais cette fois, Bartlett obtint 19.540 voix, soit 6.000 de plus qu'en 1935, les candidats libéral et travailliste réunis. Les voix gouvernementales diminuèrent de 700. C'était très clair : il fallait attribuer l'augmentation du nombre des voix démocrates au fait que l'unité avait éveillé à la vie politique de nouvelles couches d'électeurs. Le résultat de cette élection prouva clairement que là où les libéraux et le Labour Party collaborent contre le candidat du gouvernement, le nombre des voix obtenues augmente beaucoup plus que là où l'unité d'action n'existe pas.

Une occasion incomparable s'offrait donc aux leaders du Parti travailliste de se mettre à la tête d'un grand mouvement populaire pour changer la politique intérieure et extérieure du gouvernement, et amener la chute prochaine de celui-ci. Mais les leaders du Parti travailliste en restèrent à leur phrase démagogique : la lutte commune contre Chamberlain menace l'« indépendance » du mouvement. C'est le contraire qui est vrai : un mouvement travailliste anglais qui rassemblerait toute l'opposition sur un programme commun serait incomparablement plus indépendant du gros capital réactionnaire qu'un mouvement isolé s'inclinant devant Chamberlain, ou, ce qui est pire, collaborant avec lui. Car ce sont précisément les mêmes gens parlant d'« indépendance » qui collaborent avec Chamberlain. Ainsi, toutes les belles phrases sur l'« indépendance » signifient que les leaders du Parti travailliste refusent de collaborer d'une manière ou d'une autre avec les adversaires démocrates et progressifs adhérant au mouvement, mais sont prêts à collaborer avec Chamberlain lui-même.

Le sens politique de cette attitude est tout à fait clair : les leaders du Labour Party ne veulent pas renverser Chamberlain, ils ne veulent pas prendre la responsabilité de la direction d'un autre gouvernement. C'est là la forme particulière à l'Angleterre de la capitulation devant le fascisme. Les dirigeants du Labour Party anglais ne sont pas en mesure, comme leurs collègues de l'aile droite du Parti socialiste français, de revendiquer la paix à tout prix, car ils savent que les militants ne veulent pas de la « paix à tout prix » ; et ainsi, leur défaitisme, leur capitulation devant le fascisme prend cette forme qui consiste à rejeter toutes les mesures décisives qui pourraient renverser l'allié de Hitler, Neville Chamberlain.

Ces messieurs font des phrases sur un gouvernement travailliste qui s'appuierait sur une majorité, bien qu'ils sachent très bien et admettent eux-mêmes qu'un tel gouvernement n'est pas possible si le Labour Party ne gagne pas 2 1/2 millions de voix. Les élections complémentaires ont montré que seul, le Labour Party ne peut arriver à ce résultat. Mais l'élection de Bridgewater a montré que le Labour Party, joint aux forces démocratiques, est capable de transformer l'opinion publique.

Déjà, une grande partie des anciens partisans de Chamberlain est hésitante ; cependant, elle ne pense pas à passer immédiatement au Labour Party. Dans ces conditions, seule une concentration de tous les éléments d'opposition basée sur un programme commun est capable de causer, au moment propice, une transformation décisive de l'opinion publique. Le temps est maintenant la chose la plus importante !

Si on lit ce qu'écrivent les leaders du Parti travailliste, on peut croire que la question la plus importante est de battre Chamberlain dans 9 ou 18 mois, aux élections générales. Mais les dommages que Chamberlain peut causer s'il reste encore 18 mois en fonctions sont effroyables. Ce qui est décisif, c'est donc d'organiser un mouvement de la majorité du peuple anglais (toutes les bases en sont déjà établies), pour empêcher Chamberlain de causer de nouveaux dommages, pour l'obliger à quitter rapidement le pouvoir.

Il est tout à fait remarquable que la direction du Labour Party reconnaisse publiquement que le Parti seul n'est pas capable de renverser Cham-

berlain, mais que l'union de toutes les forces de l'opposition serait assez forte pour cela. Voici ce qu'écrivit le *Daily Herald* du 12 janvier :

Même aujourd'hui, il serait possible de renverser le gouvernement, si l'on voulait faire une pure politique d'agression, sans se soucier de développer et de proposer une politique d'alternative... Cependant, même si cela était possible, il serait justement dangereux pour le Labour Party d'arriver au gouvernement simplement sur la base de l'irritation et du mécontentement.

Laissons de côté cette manière de dénaturer les choses qui consiste à dire que ceux qui sont pour un front démocratique contre Chamberlain n'auraient pas de programme. Il est évident que le *Daily Herald* admette qu'il serait maintenant possible de renverser Chamberlain en unissant les forces démocratiques.

On n'a jamais entendu dire qu'une opposition refuse de renverser un gouvernement à cause de l'irritation et du mécontentement qui règnent dans le pays : comment un gouvernement serait-il renversé autrement que par suite du mécontentement et de l'irritation des masses populaires ?

Il y a un autre argument qu'affectionnent extrêmement la bureaucratie de droite des syndicats : « Nous ne voulons pas mettre d'eau dans notre socialisme. » Une telle déclaration dans la bouche de gens qui ont passé leur temps à collaborer avec la classe capitaliste, est une hypocrisie d'autant plus répugnante que le « programme immédiat » du Labour Party ne vise ni à construire le socialisme, ni même à faire un pas décisif dans cette direction. On n'a qu'à poser cette question : La continuation du gouvernement Chamberlain, avec le danger d'une victoire fasciste en Espagne et d'une agression fasciste en France facilitera-t-elle l'avance du socialisme en Angleterre ? On poursuit donc, sous le couvert du « socialisme pur », une politique permettant à Chamberlain d'empêcher le progrès du socialisme et de la démocratie. Le summum de toute cette absurdité est atteint lorsque M. Marchbanks, secrétaire du syndicat des cheminots, déclare, avec une honnête indignation, que le Labour Party ne peut pas collaborer avec l' « ennemi de classe ». Que veut dire ennemi de classe » pour M. Marchbanks ? Ce sont les éléments bourgeois et petits-bourgeois qui s'opposent à la politique de trahison nationale de Chamberlain. Pour Marchbanks, l'ennemi de classe, ce n'est pas l'oligarchie financière de la City de Londres, ce ne sont pas les grands monopoles et leur protégé Chamberlain, ce n'est pas la partie profasciste de la bourgeoisie ! N'est-ce pas précisément M. Marchbanks qui, en tant que membre du Conseil général du congrès syndical, fit une cour servile au gouvernement pour négocier avec Chamberlain la réalisation accélérée du programme d'armement ? N'est-ce pas lui qui, en tant que membre du même corps, se déclarait prêt à collaborer avec le gouvernement à l'établissement d'un « registre national » pour volontaires ? Les leaders de droite des syndicats n'ont jamais tenu pour difficile de collaborer avec les forces de l' « ennemi de classe ». C'est seulement lorsque M. Marchbanks dut trouver un prétexte pour justifier le refus du Labour Party de se mettre à la tête des forces de l'opposition contre Chamberlain qu'il découvrit qu'il y avait un « ennemi de classe »... sous la forme de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie progressive qui s'oppose à Chamberlain !

Dans tous les partis capitalistes, il y a un grand magnat des affaires qui, s'il n'intervient pas publiquement, domine les hommes politiques parce qu'il finance. Dans le Labour Party anglais, les leaders des syndicats aiment à jouer ce rôle. En Angleterre, il n'y aurait pas un homme que la politique intéresse pour faire attention aux Bevin ou aux Marchbanks. En tant que figures politiques, ils sont en dessous de toutes critiques ; mais l'argent des syndicats sert à financer un grand nombre de candidats du Labour Party, et, ainsi, ces messieurs ont pris l'habitude, la plupart du temps sans demander l'avis des adhérents des syndicats, de donner des consignes aux membres du Labour Party, de donner des indications à la fraction parlementaire travailliste. Ainsi, par exemple, M. Bevin raconte aux membres du Labour Party que les syndicats abandonneraient celui-ci s'il osait conclure une alliance avec les autres partis avancés. Cette menace est non seulement impudente, elle est insensée. L'esprit des adhérents des syndicats n'est pas si borné que celui de M. Bevin. N'auraient-ils rien appris des événements de ces dernières années ? Si, ils ont appris. M. Marchbanks menace les organisations locales du Labour Party de ce que les syndicats leur supprimeraient le droit d'élire leurs propres membres à l'Exécutif du Parti, dans le cas où elles oseraient demander un rassemblement de toutes les forces d'opposition. Cependant, il y a quelque chose qui cloche — ces autocrates qui voudraient intimider le Labour Party ont terriblement peur de demander à leurs adhérents si le Labour Party doit changer de politique pour pouvoir combattre efficacement Chamberlain.

L'exclusion de sir Stafford Cripps du Labour Party montre jusqu'où ces gens veulent aller. Le « crime » de Cripps, aux yeux du Labour Party, a consisté en ceci que, quatre mois avant la conférence du Parti, il a adressé à chaque membre un mémorandum dans lequel il prenait parti pour l'opposition commune au gouvernement national.

Voici les points principaux du mémorandum de Stafford Cripps :

Il s'est formé un très fort mouvement en faveur d'un front unique d'opposition. Ce mouvement est, j'en suis convaincu, le fidèle reflet de l'expérience que des personnes de toute sorte et de toutes les classes ont acquise dans le travail commun pour l'Espagne, pour la Chine, et dans des campagnes du même ordre. Grâce à cette activité, de nombreuses personnes se sont éveillées pour la première fois à la conscience politique, et elles comprennent qu'il est possible d'atteindre leur but — renverser le gouvernement national — en transportant dans le domaine de la politique les efforts qu'elles ont fait en commun pour des buts humanitaires.

L'application rigide de la discipline du Parti à un moment où beaucoup des membres les plus fidèles sont convaincus que la collaboration avec d'autres organisations apporterait une augmentation des forces d'opposition, a conduit à l'affaiblissement de ces forces, et, dans bien des régions, au découragement. Le fait qu'il est interdit à des membres du Parti de collaborer, dans l'action contre le gouvernement et dans le travail antifasciste, avec d'autres personnes, ou d'autres groupes, qui agissent dans la même direction, alors que, d'autre part, nous voyons le spectacle de leaders du mouvement prenant la parole à Albert Hall, au cours d'un meeting avec des membres du gouvernement aussi typiquement réactionnaires que sir John Anderson et M. Ernest Brown [les ministres qui s'occupent de la défense passive et du registre national], tout cela n'est pas compris par l'opinion publique et conduit presque inévitable-

ment à penser que le Labour Party préférerait collaborer avec le gouvernement national qu'avec les forces d'opposition.

Certainement, en des temps politiques normaux, je ne souhaiterais pas encourager le Parti à collaborer d'une manière quelconque avec d'autres éléments non socialistes. Toujours, dans le passé, j'ai repoussé une telle idée avec énergie. Mais les temps actuels ne sont pas des temps normaux, ils sont en fait extrêmement sérieux pour les organisations démocratiques et ouvrières de toute sorte. En des temps comme ceux-ci, on ne peut méconnaître le fait qu'une observation trop rigide de la discipline du Parti et de la tactique traditionnelle du Parti peut nous amener, pour l'ombre du maintien d'un certain type d'organisation, qui n'est lui-même qu'une machine sans valeur, à perdre la véritable liberté de la classe ouvrière et la véritable démocratie.

Sur la base des considérations précédentes, Stafford Cripps proposa l'adoption immédiate d'une plate-forme qui comprend essentiellement les points suivants :

I. — Appel immédiat et particulier à l'ensemble du mouvement de la jeunesse, sur la base de l'activité commune des jeunes et d'un programme particulier de la jeunesse, programme qui doit comprendre les points les plus importants qui existent déjà dans ceux des divers mouvements de jeunes, et qui soit en accord avec le programme du Labour Party...

II. — Publication d'un manifeste du Parti, qui propose la collaboration de tous les Partis, groupements ou personnes qui sont réellement contre le gouvernement, et qui sont prêts à accepter les points politiques suivants :

1. Protection efficace des droits et des libertés démocratiques ; sécurité du peuple britannique contre une agression de l'intérieur ou de l'extérieur.

2. Politique de paix positive par l'action collective avec la France, la Russie, les États-Unis d'Amérique et les autres pays démocratiques, pour renforcer la démocratie contre les agressions et la restauration de l'économie mondiale fondée sur la justice pour le peuple de toutes classes et de toutes nations.

3. Collaboration avec les syndicats pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la diminution des heures de travail, pour une aide plus considérable aux ouvriers, et des congés payés de plus longue durée.

Pour ce qui est des points suivants, voici ce que suppose cette plate-forme :

L'alimentation doit être supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, en particulier pour les enfants et les mères ; on doit améliorer le sort des chômeurs, améliorer les pensions et allocations ; favoriser l'éducation, afin que tous les enfants, sans préjudice du revenu de leurs parents, puissent s'instruire gratuitement ; résoudre immédiatement et sérieusement la question du chômage ; soutenir l'agriculture en donnant aux ouvriers agricoles un salaire convenable, un revenu convenable à l'agriculteur, des prix convenables pour les consommateurs ; établir un contrôle national, une coordination nationale des transports, des mines et industries apparentées ; établir un contrôle des ressources finan-

cières de la nation par le contrôle de la Banque d'Angleterre et, si cela est nécessaire, augmenter les impôts directs.

Le programme que voici pourrait, selon moi, continue Cripps, être appliqué par un gouvernement progressif soutenu largement par le peuple, sous la direction du Labour Party...

III. — Une déclaration du Parti qu'il est prêt à collaborer ; on proposerait et on soutiendrait des candidats communs d'opposition dans les circonscriptions qui, actuellement, ne sont pas représentées par un membre de l'opposition, et dans lesquelles il n'y a aucune perspective réelle de succès, s'il y a lutte directe entre le candidat d'un parti quelconque de l'opposition et celui du gouvernement national, étant entendu qu'un tel candidat (commun) accepte les points principaux du programme prévu plus haut (II).

IV. — Commencer à traiter avec les partis ou les groupements d'opposition qui, pour une opposition commune, acceptent la plate-forme dont on a parlé, afin de prendre toutes les dispositions possibles dans les circonscriptions.

V. — Faire une campagne commune dans tout le pays, avec tous les autres partis, groupements ou personnes qui se sont déclarés prêts à collaborer sur les bases précédemment déterminées, en faisant appel à la solidarité, par le soutien direct et par des collectes, pour l'application du programme.

Ce mémorandum devait seulement servir de base à la discussion à l'intérieur du Parti ; mais lorsque certaines gens appartenant à l'aile droite de la corporation de la radio britannique donnèrent des informations sur la séance de l'Exécutif à laquelle ce mémorandum en question fut discuté, lorsqu'ils se mirent à le défigurer dans la presse, Cripps se présenta devant l'opinion publique, afin que la classe ouvrière pût elle-même juger de ses propositions. C'est là-dessus qu'il fut exclu par l'Exécutif du Labour Party. Comme d'habitude, les dirigeants en vue des syndicats dirent bien haut qu'ils étaient d'accord, car, en fin de compte, l'Exécutif n'avait fait qu'exécuter leurs ordres.

Mais la masse des adhérents des syndicats n'a pas encore dit ce qu'elle en pensait.

Les simples membres des syndicats, et de nombreux fonctionnaires syndicaux se rendent compte de plus en plus que les leaders syndicalistes réactionnaires, par leur attitude, ne font que prolonger la vie du gouvernement, et qu'ainsi, ils menacent aussi les salaires et les conditions dans lesquelles se développent les syndicats. Les ouvriers comprennent de plus en plus que la politique de Munich ne signifie pas seulement le renforcement de la réaction dans la politique extérieure. Elle signifie aussi que la réaction augmente en Angleterre même. Le gouvernement national a régné sans tenir compte du Parlement ; il a tenté de limiter les droits des membres du Parlement ; pendant les journées de septembre, il a tenté de censurer la chronique hebdomadaire des cinémas et de contrôler la presse. Il commence déjà à rendre les ouvriers responsables de la gabegie qui existe dans la production de guerre, laquelle n'est que le résultat de sa propre incapacité et de la cupidité des grandes firmes d'armements. Les ministres parlent déjà de la nécessité de restreindre les réalisations sociales. Naturellement, Chamberlain ne veut pas dévoiler l'ensemble de son programme de réaction avant les élections géné-

rales ; mais si les Marchbanks et les Bevins réussissaient à diviser les forces de l'opposition, si Chamberlain devait rester au pouvoir après les élections, c'est alors que commencerait l'offensive générale contre les salaires et contre les conditions de vie des travailleurs. Les adhérents des syndicats seraient les premiers à souffrir de la prétendue politique d' « indépendance », qui, en réalité, n'est rien autre que l' « indépendance » de toutes les autres forces démocratiques, qui veulent combattre Chamberlain et être indépendantes de lui.

Bien que, depuis Munich, la situation se soit transformée en Europe et en Angleterre, les leaders syndicalistes ne manifestent pas du tout l'intention de prendre l'avis de leurs adhérents sur la question d'une opposition commune. En fait, ils ont l'intention de venir à la conférence du Labour Party, et là, de jeter des centaines de milliers de voix dans la balance au nom de leurs adhérents, sans même les avoir consultés sur la situation nouvelle qui est apparue depuis Munich ! Ne serait-il pas nécessaire de consulter les adhérents des syndicats par un plébiscite général ou par des conférences spéciales, avant de s'arroger le droit de décider en leur propre nom ?

Les leaders réactionnaires du Labour Party ont tenté de provoquer, par l'exclusion de Cripps, une nouvelle scission du mouvement, et de soutenir le gouvernement Chamberlain en affaiblissant les forces ouvrières. Cripps leur a répondu comme il fallait dans son mémorandum :

Il faudra faire tout ce qui est possible pour accroître les forces du Parti lui-même dans toutes les parties du pays. Car, quelle que soit la tactique qui doit être employée, un Parti travailliste fort est une condition d'importance vitale.

Chamberlain et ses partisans du Labour Party seraient très heureux, à l'heure actuelle, de voir le Parti divisé en une fraction qui serait pour Cripps et une autre qui serait contre. Alors, Chamberlain pourrait rester en fonctions, et ses amis rejetteraient sur Cripps la responsabilité de la défaite de la funeste politique qui est la leur. C'est pourquoi, tous ceux qui soutiennent Cripps doivent concentrer leur feu sur le gouvernement national, augmenter la force et l'influence du Parti. Ils doivent expliquer aux masses ouvrières qu'un front commun contre Chamberlain serait le meilleur moyen de renforcer le Labour Party.

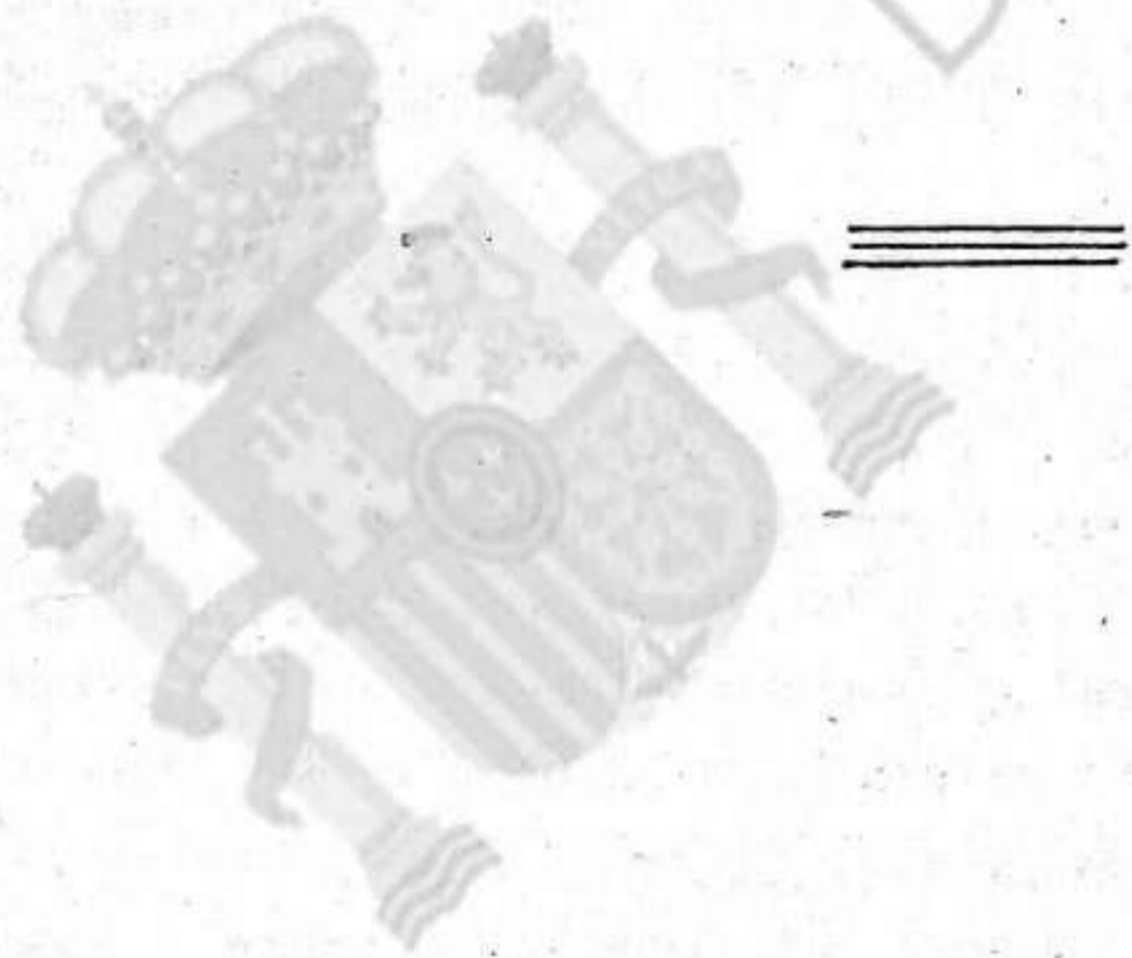
Cripps disait très justement :

Si le Labour Party prenait hardiment la direction d'une opposition commune contre le gouvernement national, une telle démarche, j'en suis convaincu, augmenterait énormément son prestige et sa popularité dans le pays, il gagnerait de nouveaux adhérents qui, à l'heure actuelle, ne sont pas prêts à entrer dans le Parti parce qu'ils ne sont pas convaincus qu'il est assez fort, qu'il est capable de renverser le gouvernement national.

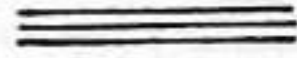
La voie de la lutte d'une opposition commune au gouvernement Chamberlain est aussi celle qui conduit à un Labour Party puissant. La résistance à cette lutte est la voie qui conduit à l'anéantissement du Labour Party, c'est la voie de la défaite.



La collaboration des leaders réactionnaires du Labour Party avec Chamberlain n'est pas seulement un grand danger pour la paix des peuples, pour le peuple français et le peuple anglais, pour la démocratie et pour la classe ouvrière internationale, elle est aussi le plus grand danger possible pour le mouvement travailliste anglais. La collaboration avec Chamberlain est la ruine du Labour Party. La collaboration avec les forces progressives serait le commencement de son essor politique.



## La guerre de partisans antijaponaise<sup>1</sup>



La guerre de partisans antijaponaise provoquée par l'agression de l'impérialisme japonais contre la Chine, a pris de grandes proportions.

Dans les détachements de partisans combattent des hommes de toute origine, de toutes les couches du peuple chinois. Et la naissance et le développement de chacun d'eux constituent une véritable épopée.

La guerre de partisans contre les Japonais est une guerre révolutionnaire. C'est une guerre des grandes masses populaires, une guerre de tout le peuple chinois.

### **Le rôle de la guerre de partisans antijaponaise.**

Quel est le rôle de la guerre de partisans antijaponaise?

*Premièrement*, les détachements de partisans sont une école antijaponaise pour les masses. Ils font fonction d'agitateurs et d'organiseurs du Front unique national contre les Japonais. Ils ont pris naissance et se sont développés dans la lutte des masses contre les Japonais. Les détachements de partisans antijaponais sont la forge dans laquelle sont créés les cadres antijaponais. Les détachements de partisans antijaponais doivent d'ailleurs continuer à être les organisateurs et agitateurs du Front unique national contre les Japonais. Il faut qu'ils rassemblent et entraînent les masses dans la lutte contre les bandits nippons.

*Deuxièmement*, grâce à la guerre de partisans, nous avons pu reconquérir une partie du territoire perdu, et notre peuple chinois peut de nouveau y vivre sous le drapeau chinois. Partout où sont les sections de partisans, la conscience nationale des masses augmente, et la foi en la victoire se renforce; là sont préparées les forces et les conditions par lesquelles la lumière reviendra

---

1. Le présent article a été publié sous forme de brochure par le journal *Sin Chua Shi Bao*. Nous en donnons une version un peu abrégée. (N. R.)

dans les régions plongées dans les ténèbres de l'occupation japonaise.

*Troisièmement*, la guerre des partisans peut placer l'armée japonaise dans une situation très difficile, la priver de toute possibilité de trouver de nouvelles ressources dans les régions occupées pour continuer sa guerre de rapine. L'impérialisme japonais est un colosse aux pieds d'argile : il ne possède ni assez de matières premières, ni assez d'hommes. Le vaste déploiement de la guerre des partisans détruit ses espoirs, l'empêche d'extorquer des matières premières à la Chine et de mettre à son service les réserves humaines et les marchés chinois. Dans les régions envahies, les Nippons ont beau former des gouvernements de marionnettes pour tenter d'asseoir leur domination ; les traîtres qui siègent dans ces gouvernements n'osent relever la tête, par crainte des partisans. Pour toutes ces raisons, la guerre de partisans contre le Japon est un danger mortel pour l'impérialisme japonais.

*Quatrièmement*, il faut que les opérations des détachements de partisans correspondent à celles des troupes régulières. Le déploiement de la guerre des partisans affaiblit l'esprit de combativité des soldats ennemis, donc fournit une aide puissante à nos troupes régulières. Dans la guerre de position, les opérations des partisans sont d'une importance capitale pour les troupes régulières, auxquelles elles assurent la victoire en les couvrant, lorsqu'elles sont en progression, en leur servant d'éclaireurs, en induisant en erreur et en démoralisant l'adversaire.

Ce n'est pas tout. Les détachements de partisans peuvent détruire la liaison de l'adversaire avec son arrière et le priver ainsi de la possibilité de recevoir renforts et munitions. En détruisant les centres militaires, les centres sanitaires et les entrepôts de l'adversaire, en affaiblissant ses troupes motorisées, les partisans arrivent à lui infliger des pertes plus fortes, en morts et blessés, qu'une bataille rangée sur le front. Les détachements de partisans peuvent paralyser à tel point les opérations de l'ennemi, que celui-ci ne peut plus ni avancer, ni reculer.

Le combat de Sinkou est un des meilleurs exemples de cette combinaison de la guerre de position, de mouvement et de partisans.

*Cinquièmement*, la guerre des partisans forme d'excellentes réserves pour l'armée régulière.

Dans les détachements de partisans, il y a des millions de combattants chinois audacieux et bien entraînés, pleins de conscience nationale et n'aspirant nullement à la fortune et aux honneurs, mais uniquement au salut national chinois. C'est dans les

conditions les plus dures qu'ils font leur apprentissage de soldats. Cet apprentissage forme de brillants chefs politiques et militaires, des cadres trempés comme l'acier.

Plus tard, les détachements de partisans antijaponais feront partie intégrante de l'armée nationale régulière.

Faire en sorte que la guerre de partisans contre les Nippons se déploie sur la plus grande échelle possible, tel est le devoir le plus important et le plus actuel pour tous les Chinois.

### **Les facteurs les plus importants de la guerre de partisans antijaponaise.**

Dans toute guerre, il existe cinq facteurs inséparables les uns des autres : la *politique*, l'*économie*, les *forces vivantes*, l'*armement* et les *communications avec l'arrière*.

C'est la façon dont ces cinq facteurs se combinent, qui détermine la tactique et la stratégie de la guerre. La guerre des partisans ne fait naturellement pas exception à la règle. L'erreur fondamentale de ceux qui ne connaissent que la force des armes dans une guerre, consiste en ce qu'ils ne font état que d'un seul facteur, celui de l'armement, en négligeant les autres. Or, nous allons montrer comment la guerre des partisans permet d'utiliser judicieusement les cinq facteurs à la fois.

#### 1. *Le facteur politique*

Comme on le sait, la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Il n'existe point de guerre sans élément de politique. Quelle peine les Japonais n'ont-ils pas prise pour mettre debout la théorie de la « surpopulation du Japon » ! Que n'ont-ils mis en œuvre pour briser l'unité nationale de la Chine et arriver de la sorte à « conquérir la Chine par les Chinois » !

Ces simples faits permettent de se rendre compte de toute l'importance du facteur politique dans une guerre. Si les partisans n'accordent pas suffisamment d'attention au travail politique, s'ils croient qu'il est possible de se battre uniquement à coups de pioche et de couteau contre les avions et les tanks, alors la guerre de partisans échoue. Il faut qu'ils se servent de toutes les façons possibles de l'arme politique, cette arme si importante et si précieuse. Il faut se rendre compte que la victoire politique n'est pas moins importante que la victoire militaire. Il faut arriver à faire du déta-

chement de partisans une pièce soudée à bloc qui résiste dans les plus dures conditions à la pression de l'ennemi sans se désagréger. Les détachements de partisans antijaponais seront invincibles uniquement s'ils se fixent le but politique commun de défendre le peuple et l'Etat chinois contre les impérialistes japonais. Des gens poursuivant la satisfaction d'intérêts personnels, cherchant la gloire personnelle, avides de s'enrichir, ne sont pas dignes d'être membres des détachements de partisans antijaponais.

Dans le travail politique, un des éléments les plus importants, c'est la cohésion des masses populaires et des sections de partisans. Si les partisans n'arrivent pas à rassembler les masses, à en défendre les intérêts, à en faire de solides points d'appui, les détachements de partisans peuvent se trouver un jour dans une situation sans issue. Nées des masses et sorties des masses, les sections de partisans antijaponaises ne peuvent subsister que liées aux masses.

L'axe autour duquel les masses doivent être rassemblées politiquement, est le front unique national contre les Japonais. Les Japonais ont envahi la Chine. Déjà, près de la moitié du sol chinois est entre leurs mains. Le danger de disparition de la patrie menace chaque Chinois. C'est pourquoi, quelque vives qu'aient été, dans le passé, les frictions entre Chinois, aujourd'hui, en cette époque de terribles difficultés, il faut oublier tout cela. De même, il faut repousser le souci de ce que sera l'avenir, puisque aujourd'hui l'unité nationale de la Chine est en jeu. En un moment de tel danger, la concorde, c'est le salut pour tous ; la discorde signifie la perte pour tous.

Si l'on veut rassembler les masses autour des partisans, il faut faire de la propagande politique parmi la population ; il faut obtenir de la part des détachements de partisans une discipline sévère et consciente, il faut respecter les us et coutumes du peuple, payer partout le prix convenu, ne rien prendre sans paiement, rendre tout objet emprunté et ne jamais traiter la population civile avec grossièreté.

Une autre tâche politique importante, c'est la désagrégation de l'armée adverse. Les détachements de partisans antijaponais doivent employer différentes méthodes de propagande : diffusion de tracts dans les troupes ennemies, appels de vive voix dans la langue comprise des soldats japonais ; révélations sur les mensonges de la clique fasciste, par les amis et parents qui sont dans les territoires envahis, etc. Car il est nécessaire de persuader les soldats japonais que nous ne nourrissons nul sentiment de haine à leur égard, que, même en cas de victoire du Japon, la situation des

masses japonaises continuera à rester très difficile et qu'ils n'obtiendront leur propre délivrance qu'en retournant leurs armes contre les militaristes japonais et les Chinois traîtres à leur pays.

Des méthodes de propagande et d'agitation bien employées peuvent amener les soldats japonais à sympathiser avec notre guerre de défense antijaponaise, voire même à se dresser contre les fauteurs de l'atroce guerre d'agression.

Que les partisans n'oublient jamais qu'il est impossible de vaincre un adversaire aussi fort, uniquement par des armes primitives, sans travail politique. Il faut que chaque membre de détachement soit appelé au travail politique actif, afin que chacun devienne un agitateur, un organisateur du Front unique antijaponais, afin que chacun devienne un héros prêt au sacrifice de sa vie pour le salut de la patrie et du peuple.

## *2. Le facteur économique.*

Le facteur le plus important de la guerre de partisans antijaponaise est le facteur politique. Mais cela ne veut dire en aucune façon que le succès de la guerre de partisans antijaponaise dépende uniquement de la politique.

Les agresseurs japonais, qui font main basse, avec une avidité insatiable, sur des territoires chinois de plus en plus étendus, poursuivent le but que voici : En premier lieu, extorquer à notre peuple, par une exploitation effrénée, jusqu'à ses ultimes ressources, afin d'échapper à la ruine économique qui les guette dans leur propre pays. En second lieu, se servir des ressources de ces territoires pour la conquête du reste de la Chine. En troisième lieu, réduire les forces économiques de la Chine et jeter notre pays dans une situation telle, que sa faiblesse économique lui interdise toute guerre de défense de longue durée, et qu'il fasse sa soumission au Japon.

Il est vrai que nos pertes économiques sont graves, mais le Japon, qu'a-t-il gagné, au point de vue économique, dans la guerre de Chine ? Il n'est nullement dédommagé de ses dépenses et pertes. Les dépenses de guerre des pillards japonais atteignent des proportions formidables. La guerre de Chine leur coûte chaque mois 500 millions de yen. Ce chiffre équivaut à quelques douzaines de fois celui des dépenses semestrielles d'occupation de toute la Mandchourie.

Notre gouvernement ayant mis en pratique la politique dite du « vide », consistant à rendre inutilisables les industries les plus importantes, des régions envahies, les Japonais n'ont guère pu s'enrichir dans ces régions. Bien au contraire : dans la seule pro-

vince de Chantoung, on évalue à 200 millions de yen les dommages subis par l'industrie japonaise. La politique du « vide » est un coup très dur pour l'impérialisme japonais. Cette politique, il faut que nous l'appliquions dans une mesure plus forte encore ; il faut que nous rendions inutilisables, dans les régions envahies, les industries qui ne sont pas encore détruites, afin que l'ennemi ne puisse les utiliser à son compte. Il faut priver l'ennemi de toute possibilité de se procurer des vivres, de l'eau potable et d'autres objets, il faut mobiliser les masses chinoises pour le boycottage des marchandises japonaises, pour la résistance à la fiscalité, etc. Or, ceci ne peut avoir lieu que par un vaste déploiement de la guerre de partisans dans toutes les régions, aussi bien dans le proche que dans le lointain arrière-pays de l'ennemi.

La guerre de partisans antijaponaise, c'est, économiquement parlant, l'épuisement des ressources matérielles des bandits japonais. Il faut leur enlever les moyens de transport, les armes, les munitions, les centres sanitaires, détruire leurs routes et centres militaires.

Dans leur guerre contre le peuple chinois, les impérialistes japonais s'appuient sur la technique moderne. Or, plus une armée est motorisée, plus sa liaison avec l'arrière doit être étroite, sans quoi les formations motorisées souffrent du manque d'essence, de munitions, etc., qui les conduit, non seulement à faillir à leur mission, mais à devenir le jouet de l'adversaire.

Les détachements de partisans antijaponais, en dépit de la pénurie d'armes, de munitions et de vivres, doivent toujours être prêts à une lutte tenace, dans les conditions les plus difficiles. Il faut donc qu'ils satisfassent aux nécessités de la guerre.

a) En confisquant la propriété de l'ennemi dans les territoires d'opération des partisans ;

b) En confisquant la propriété des traîtres ;

c) En cherchant à s'assurer l'aide matérielle des masses chinoises.

Les détachements de partisans antijaponais luttent pour les intérêts des masses populaires de la Chine entière et sont donc en droit de compter sur l'aide et le soutien de tous les Chinois, à l'exception, bien entendu, des bandits trotskistes et autres traîtres au pays.

Effectivement les masses travailleuses fournissent de leur propre initiative des vivres aux partisans. Souvent, les gens ne mangent pas à leur faim, afin de venir en aide aux partisans. Le peuple sacrifie de bon cœur des vêtements pour l'habillement des combattants et leur fournit même une aide financière. Les gens

des couches aisées eux-mêmes participent à l'action et ravitaillent les détachements de partisans, sans en avoir été priés. Nombreux sont les fonctionnaires du gouvernement-fantôme de Mandchourie et d'ailleurs, qui soutiennent en secret les partisans.

Il faut que les détachements de partisans pratiquent honnêtement la politique du front unique national antijaponais; alors ils recevront assurément l'aide et le soutien de tous leurs compatriotes chinois.

Il faut que les chefs des détachements fassent comprendre clairement à leurs hommes ce devoir et leur donnent le bon exemple. Une lutte énergique est nécessaire contre tout ce qui serait corruption, détournement de fonds, tentative de désagrégation du moral des combattants et commandants. Leur principe doit être: que le chef militaire et le chef politique partagent absolument toutes les joies et toutes les peines du simple combattant.

### 3. *Les forces vivantes.*

Si l'on soumet à une estimation les forces vivantes dans une guerre, il faut y comprendre non seulement les effectifs en nombre, mais aussi la capacité de combat des hommes.

Le chiffre de la population de la Chine s'élève à 450 millions. Elle représente le quart de la population du globe et sept fois celle du Japon. Le fait que la guerre se déroule en territoire chinois et qu'une grande partie de la population y participe activement, constitue un important facteur de victoire pour nous. Pour remporter la victoire finale dans cette guerre de longue durée, il faut que nous sachions utiliser au maximum cette source de forces vivantes et ces forces elles-mêmes.

Comment pouvons-nous y arriver?

Un ennemi féroce sévit dans les régions envahies, maltraitant, assommant les citoyens chinois, violant les femmes, ruinant les paysans, pressurant les ouvriers jusqu'au sang. Les bandits japonais enrôlent des Chinois dans des détachements dits de « garde » et s'en servent comme de chair à canon. Ils déportent des enfants au Japon, afin de les élever dans l'esprit de l'impérialisme japonais.

Des Chinois fidèles à leur nation et résolus à se battre jusqu'à la victoire finale, peuvent-ils assister à cela sans bouleversement?

Il y a des gens tout débordants de « générosité » qui disent en frissonnant qu'on devrait mettre fin au système des partisans, parce qu'ils ont assisté au déchaînement de rage de la soldatesque nippone dans les régions où opèrent les partisans. Mais ils oublient, ces bons apôtres, que la rage des Japonais n'est pas moindre dans



celles où il n'y a pas de partisans. Les faits le démontrent. A Nankin, où il n'existait pas de détachements de partisans, les Japonais ont massacré en l'espace de deux jours plus de 50.000 paisibles habitants. Dans les provinces de Kiangsou, Tchékiang et Nganhui, où il n'y avait pas davantage de partisans, plus de 300.000 Chinois ont été massacrés.

Là-bas, les masses ont compris que mieux valait faire bloc dans les détachements de partisans, que se laisser froidement égorger; elles ont reconnu que seule une lutte à mort peut les sauver des brigands japonais. Soulignons que c'est précisément dans les régions où opèrent des partisans, que les masses acquièrent l'expérience de la lutte et reçoivent une aide armée dans la résistance contre les pillards japonais. Les véritables patriotes et héros nationaux chinois doivent être les organisateurs de la masse, doivent rassembler tous ceux qui aiment leur patrie et leur peuple, sans distinction de classe, de parti ou de religion, dans la lutte pour l'entière libération de la Chine. Celui qui a de l'argent donnera son argent pour le salut de la patrie, celui qui a des forces donnera ses forces, celui qui est instruit, son savoir, celui qui possède des armes, ses armes. Et tous devront s'unir fraternellement.

L'une des tâches essentielles de la guerre de partisans contre les envahisseurs, c'est l'épuisement des forces vivantes de ces derniers. Le peuple japonais est faible en nombre; il n'a pas tant de gens pouvant servir dans l'armée. Quatre millions d'hommes c'est le maximum mobilisable pour le front. Le manque de réserves humaines constitue une grande faiblesse pour les bandits japonais.

Les méthodes d'épuisement des forces vivantes de l'adversaire doivent consister avant tout à désagréger son armée et à la rallier à notre cause; ensuite à réduire sa combativité par des attaques contre les garnisons et formations de troupes isolées et à l'anéantir physiquement.

#### 4. *L'armement*

L'ennemi possède un armement de haute valeur. Il a des canons, des avions, des tanks, des gaz toxiques. Notre armement est loin d'être aussi complet, en particulier chez nos détachements de partisans, dont l'équipement est bien défectueux.

La puissance des armes, cependant, est limitée. Tout arme a un rôle nettement défini. Une certaine catégorie d'armes n'atteint sa pleine efficacité que dans certaines conditions. La nuit, par exemple, le matériel de guerre moderne, tel que tanks, canons, avions, n'a plus qu'un effet réduit. Dans les attaques de nuit, leur

rôle est même souvent inférieur à celui de l'arme blanche. Bien mieux, ces armes peuvent perdre toute valeur, lorsque pour une raison quelconque, les munitions font défaut pour les canons, ou l'essence pour les tanks, ou lorsque les avions manquent leur but ou encore quand les tanks sont en région montagneuse.

Les armes de l'ennemi ne sont donc pas aussi redoutables qu'il semble. Les détachements de partisans éviteront autant que possible toute rencontre ouverte avec cet ennemi si brillamment armé. Leur tactique sera celle des attaques imprévues, des combats nocturnes, des embuscades, des destructions de liaisons de l'ennemi. Les détachements de partisans ne doivent pas mettre en jeu la vie de leurs hommes en les exposant aux armes puissantes de l'ennemi, mais, au contraire, chercher par tous les moyens à détruire les forces vivantes de ce dernier. Il faut fondre sur lui avec la rapidité de l'éclair et engager le corps à corps. Une fois les forces vivantes de l'ennemi anéanties, les meilleures armes du monde ne lui serviront plus de rien.

Tout ce que les détachements de partisans possèdent en fait d'armes, ce sont des épées, des pioches, des revolvers, des grenades à main, des mitrailleuses légères et lourdes, et, dans le cas le plus favorable, des lance-mines et des canons de petit calibre. Malgré cela ils pourront remporter de grands succès militaires, étant donné leur connaissance des lieux, pour peu qu'ils sachent faire un emploi judicieux de ces armes et employer une tactique juste. Il faut que les détachements de partisans antijaponais emploient leurs armes à bon escient et sachent se servir de celles qu'elles enlèveront à l'ennemi. En effet, notre devoir est d'en prendre le plus possible à l'armée japonaise et d'apprendre à diriger contre elles ce matériel technique perfectionné.

##### 5. *Communications avec l'arrière.*

Dans la guerre moderne, le front et l'arrière-pays sont d'égale importance. Les troupes, placées en première ligne, ont des besoins extraordinaires en fait de vivres, d'armes, de munitions, d'essence et d'autre matériel nécessaire à des formations motorisées. Une armée coupée de son arrière-pays, est affaiblie dans sa combativité et peut être désagrégée et même détruite par divisions entières.

C'est pourquoi la liaison avec l'arrière est une des conditions premières de la victoire, pour une armée moderne.

Pour utiliser leur force à plein, les formations motorisées doivent disposer d'excellents moyens et voies de communication, ainsi que de sections spécialisées dans la protection de ceux-ci. La tâche des détachements de partisans sera, par conséquent, d'atta-

quer sans cesse les moyens de communication de l'envahisseur avec l'arrière, de façon à les rendre inutilisables. Il en résultera de la démoralisation dans les rangs des ennemis, et la tâche de nos troupes du front s'en trouvera facilitée. Il faut attribuer à toute destruction de voies de communication de l'ennemi avec l'arrière la même valeur qu'à tout autre succès militaire.

Les détachements de partisans devront toujours chercher à tirer le maximum de profit des points favorables du terrain : montagnes, défilés, pentes à pic, endroits habités et autres points où les formations motorisées de l'ennemi ne peuvent opérer, ou du moins que très difficilement. Par tous les moyens, de toutes leurs forces, les détachements de partisans devront chercher à s'assurer la victoire

\* \* \*

Même avec des armes en nombre réduit, les détachements de partisans anti-japonais, s'ils sont soutenus par les masses, peuvent remporter constamment des victoires sur l'ennemi.

Par leur enthousiasme et leur dévouement à la cause nationale, les commandants et chefs politiques de ces détachements devront savoir surmonter toutes les difficultés du travail quotidien, recueillir des armes et rassembler les masses. Ils devront savoir utiliser, dans toute situation concrète donnée, les cinq facteurs de la guerre : politique, économie, forces vivantes, armes, voies de communication.

En même temps, ils devront posséder un haut niveau politique, se tenir constamment au courant des événements tant intérieurs qu'extérieurs et ne jamais arrêter un instant le travail politique parmi leurs hommes. Dans la population également, ils devront se livrer à un travail d'éducation politique et faire de l'agitation dans l'armée adverse. Ils devront être les éducateurs des masses.

Toutes ces conditions existent pour donner un vaste développement à ce système de guerre, pour former partout, à l'arrière de l'ennemi, de ces sections de partisans qui lui inspirent la terreur. Toutes les conditions sont données également, pour faire de ces détachements l'école de masses politique du peuple. C'est ce que demandent les intérêts du peuple chinois qui repousse héroïquement l'assaut de l'impérialisme japonais.

## Souvenirs du II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste.

---

---



sa réunion du 3 mars 1919, le premier congrès de l'Internationale communiste constata, que le groupe de Zimmerwald ne correspondait plus aux nécessités du jour et était liquidé. A sa réunion du 4 mars, il décida de constituer l'Internationale communiste.

Nous, socialistes bulgares, appelés les *tesniaks* (les « étroits ») nous nous félicitâmes de cette nouvelle. En mai 1919, le parti *tesniak* adopta une nouvelle charte, communiste. Il se transforma en Parti communiste bulgare et réaffirma son adhésion à l'Internationale communiste dont il avait rejoint les rangs dès le premier congrès.

Ce que je voudrais décrire brièvement dans cet article c'est l'accueil amical réservé aux délégués par Vladimir Ilitch Lénine, son intérêt profond pour tous les événements nouveaux du mouvement ouvrier international.

Au moment de notre départ pour le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, notre chef Dmitri Blagoev nous disait : — Groupez-vous autour des bolchéviks, autour de Lénine ; avec la victoire de la révolution en Russie notre cause a également vaincu. Nous partîmes profondément émus, animés d'un amour ardent du pays du socialisme. Ne pouvant espérer arriver en Russie soviétique en traversant légalement l'Europe occidentale, nous nous résolûmes à une entreprise hardie : à bord d'une barque de pêcheurs nous traversâmes la mer Noire de Varna à Odessa. Trajet difficile et dangereux non seulement parce que la mer était houleuse, mais en raison de la surveillance exercée par la police roumaine et par la flotte du général Wrangel.

Les cinq délégués du Parti communiste bulgare étaient partis clandestinement en deux barques, mais trois délégués seulement arrivèrent à destination. Deux délégués, Dimitrov et Kolarov ne réussirent pas à atteindre la patrie de tous les travailleurs. Une tempête jeta leur voilier sur le littoral roumain, la police de ce pays arrêta les deux courageux militants et tâcha d'échafauder contre eux

un procès d'espionnage. Nous étions préoccupés de leur sort, surtout de celui de Dimitrov auquel, en 1915, le gouvernement roumain avait interdit sous les peines les plus sévères l'entrée du pays. Ils ne furent libérés que grâce à une puissante campagne de protestation des ouvriers bulgares, soutenue par les travailleurs de tous les pays balkaniques et par le gouvernement soviétique qui exigea leur élargissement. Mais ils ne purent plus assister au II<sup>e</sup> congrès. Ce ne fut qu'un an plus tard que Dimitrov, en tant que délégué du Parti communiste bulgare, prit une part active aux travaux du III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste et qu'il fut nommé membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Le 19 juillet 1920, le II<sup>e</sup> congrès de l'I.C. commença ses travaux à Léninegrad et les continua à Moscou le 23. Comme nous participâmes, en temps que délégués, aux travaux des réunions plénières et des commissions, il nous fut donné d'observer Lénine de près et de voir avec quelle passion il intervenait dans la discussion des questions capitales, notamment la question agraire et la question nationale. Au cours des discussions, il eut souvent à rectifier des conceptions erronées de certains délégués. Les thèses de Lénine sur la question nationale et sur la question agraire furent pour nous une véritable révélation.

Au cours d'une interruption des débats, je demandai à Lénine, qui traitait tous les délégués avec la plus grande fraternité, de m'accorder une entrevue à l'issue du congrès. Je voulais lui parler de la situation en Bulgarie et dans les pays balkaniques et connaître son opinion. Lénine me demanda de m'adresser à son secrétaire, afin qu'il organisât cette entrevue. Elle me fut accordée quelques jours après le congrès.

Je garde un souvenir inoubliable de la modestie de Lénine et de sa simplicité au travail. Son cabinet au Kremlin était presque vide ; il n'y avait qu'une grande table chargée de papiers et de livres, quelques chaises et plusieurs tableaux. Vladimir Ilitch était vêtu très modestement. Il me reçut de façon très amicale et me demanda de lui décrire la situation en Bulgarie. Son intérêt se porta tout d'abord sur les détails de l'insurrection qui avait marqué la fin de la guerre impérialiste en Bulgarie. A cette époque, j'ignorais que dans un de ses discours au II<sup>e</sup> congrès des Soviets, en 1918, Lénine avait analysé cette insurrection connue sous le nom de « soulèvement de Vladaï » et qu'il en avait souligné l'immense portée révolutionnaire au moment même où elle s'était déroulée. J'étais encore convaincu que le Parti y avait suivi une tactique juste et que son appréciation de l'insurrection était exacte ; ma description des événements refléta le point de vue du Parti, justifiant la position des *tesniaks*. Je m'ef-

forçais de démontrer à Lénine que si le Parti n'était pas intervenu dans cette insurrection c'était en raison de sa grande faiblesse, parce qu'il s'agissait d'un mouvement spontané des troupes battues, de ces troupes revenues du front qui marchèrent sur Sofia, afin de régler leur compte aux responsables de la participation de la Bulgarie à la guerre, et pour imposer la paix. Lénine m'écouta, puis, me dit d'un ton sceptique : — Cela signifie que vous n'êtes pas intervenus dans cette insurrection uniquement parce que, à la fin de la guerre, vous étiez très faibles. Je répondis par l'affirmative, mais je compris que Lénine n'était pas satisfait.

Vladimir Ilitch me demanda surtout des informations sur la situation nouvelle en Bulgarie et dans les pays balkaniques après la guerre. Peu de temps avant cet entretien, je lui avais adressé un article consacré à ces questions. Lénine y fit allusion et déclara que, l'ayant lu, il l'avait transmis à la rédaction de l'*Internationale communiste* aux fins de publication<sup>1</sup>. En prenant congé, Lénine me dit : « Poursuivez votre travail et renseignez-moi souvent sur la situation chez vous. » Au cours de cette entrevue, je dis à Lénine, entre autres choses, que nous menions notre agitation communiste parmi les masses non seulement à l'aide de meetings, de démonstrations, et de journaux, mais encore en publiant une série de brochures et de livres, traductions et originaux, diffusant les principes et les mots d'ordre de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Lénine s'intéressa beaucoup à cette littérature de masses et je dus lui promettre de lui adresser les nouvelles brochures bolchéviks que nous avions apportées de Bulgarie.

Je rassemblai tous les livres et brochures publiés par le Parti après la guerre qui se trouvaient entre les mains de nos délégués bulgares, ainsi que quelques traductions d'écrits de Lénine et les envoyai à Vladimir Ilitch. Peu après on me dit que Lénine me priait de venir chez lui au Kremlin. Sans connaître le motif de l'invitation, je m'y rendis immédiatement.

J'eus une agréable surprise en voyant sur la table de Lénine les brochures et les livres que je lui avais adressés quelques jours auparavant.

— Mais vous avez su créer en peu de temps une littérature d'agitation excellente, me dit-il, joyeux et souriant. Peu de partis en ont fait autant. A ce point de vue là cela va très bien chez vous.

Il feuilleta l'une de nos brochures et me demanda des renseignements sur son contenu. J'étais très ému et heureux de cette

---

1. Voir *I.C.*, n° 14, 1920.

réception chaleureuse et de l'intérêt témoigné par Lénine à notre littérature d'agitation.

— Dans la période actuelle, une des tâches primordiales des communistes est d'éditer de tels livres et de les diffuser en masse, dit Lénine et il me demanda quelles questions nous traitions dans nos brochures.

— La langue bulgare est-elle difficile ? me demanda-t-il à brûle-pourpoint.

Je répondis que non, étant donné la parenté entre le russe et le bulgare. Là-dessus, Lénine me demanda de lui envoyer rapidement un dictionnaire bulgare-russe. Je lui en fis la promesse, mais ne pus la tenir que six mois plus tard, n'ayant pas trouvé ce dictionnaire à Moscou, je dus le commander en Bulgarie. Voici douze ans la *Pravda* a publié une lettre inédite de Lénine à son bibliothécaire lui demandant de lui procurer un dictionnaire bulgare-russe<sup>1</sup>. Apparemment, Lénine voulait connaître les brochures et les livres de notre parti directement, en s'aidant du dictionnaire.

Le grand intérêt de Lénine pour les progrès du mouvement communiste dans tous les pays me fit songer à Marx et Engels qui, animés du même intérêt pour le mouvement socialiste et pour la diffusion du socialisme scientifique dans tous les pays, étaient devenus polyglottes. Une lettre d'Engels adressée en 1893 à la rédaction du *Social-Democrat* en Bulgarie, est caractéristique à cet égard.<sup>2</sup> Dans cette lettre, il salue la naissance du mouvement socialiste en Bulgarie, au seuil de l'Asie mineure et il dit entre autres qu'il avait commencé à étudier le bulgare, afin de pouvoir suivre le mouvement socialiste de ce pays. Pour confirmer cela, il ajoute, correctement, quelques mots en bulgare<sup>2</sup>.

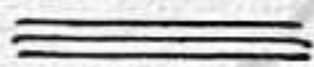
Les ouvriers révolutionnaires de Bulgarie ont suivi l'appel du camarade Blagoev. — Groupez-vous autour des bolchéviks, autour de Lénine. Ils se sont ralliés d'une façon définitive au marxisme-léninisme, ils participent à la lutte du prolétariat international pour sauver l'humanité de la domination sanglante du capitalisme.

1. *Pravda*, n° 19, 21 décembre 1927.

2. Cette lettre est conservée aux Archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine. Elle a été reproduite dans le n° 1 de la revue *Létopis Marxisma*, 1926.

# DOCUMENTS

## Modifications aux statuts du Parti communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S.



**Thèses du rapport d'A. Jdanov au XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S., approuvées dans leurs grandes lignes par le Bureau politique du Comité central du Parti communiste (bolchévique) de l'U.R.S.S.**

*(3<sup>e</sup> point de l'ordre du jour du congrès.)*



La victoire du socialisme en U.R.S.S. a assuré l'hégémonie du système économique socialiste. En harmonie avec les changements radicaux intervenus dans l'économie de l'U.R.S.S., s'est modifiée la composition de classe de la population de l'U.R.S.S. Pendant les années d'édification socialiste, tous les éléments exploités — capitalistes, marchands, koulaks spéculateurs — ont été supprimés. Les travailleurs de l'U.R.S.S. — ouvriers, paysans, intellectuels — ont profondément changé au cours des années d'édification socialiste.

La classe ouvrière a foncièrement changé, se transformant en une classe absolument nouvelle, libérée de l'exploitation, qui a aboli le système capitaliste et établi la propriété socialiste des moyens de production.

La paysannerie a radicalement changé, devenant une paysannerie absolument nouvelle, affranchie de toute exploitation, et qui est en sa majorité écrasante, une paysannerie kolkhozienne basant son travail et son avoir non plus sur l'économie privée, le travail individuel et une technique arriérée, mais sur la propriété collective, le travail collectif et la technique moderne.

Les intellectuels ont changé, ils sont devenus dans leur ensemble des intellectuels d'un type absolument nouveau, rattachés par toutes leurs racines à la classe ouvrière et à la paysannerie. Les intellectuels soviétiques,



ce sont des ouvriers et des paysans d'hier et des fils d'ouvriers et de paysans qui ont atteint aux postes de commande. Les intellectuels soviétiques servent le socialisme et non le capitalisme comme les intellectuels d'autrefois ; ils sont les membres égaux de la société socialiste.

Ainsi s'effacent les barrières de classe entre les travailleurs de l'U.R.S.S. Ainsi tombent et s'effacent les antagonismes économiques et politiques entre les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Une base s'est constituée pour l'unité morale et politique de la société soviétique. Cette unité morale et politique du peuple soviétique a trouvé une éclatante confirmation dans la formation du bloc des communistes et des sans-parti aux élections du Soviet suprême de l'U.R.S.S. et des Soviets suprêmes des Républiques fédérées, ainsi que dans la victoire totale de ce bloc. Autour du Parti se sont formés de nombreux cadres de bolchéviks non-membres du Parti, ouvriers, paysans, intellectuels d'avant-garde qui combattent, actifs et conscients, pour la cause du Parti et appliquent parmi les masses la ligne du Parti.

Cette situation nouvelle crée la nécessité de modifier les conditions statutaires de l'admission de nouveaux membres au Parti. Les modalités d'admission d'après les statuts actuellement en vigueur, qui établissent quatre catégories différentes selon la situation sociale du candidat, sont manifestement en désaccord avec la structure de classe de la société soviétique, modifiée par la victoire du socialisme en U.R.S.S. De ce fait, disparaît la nécessité d'établir différentes catégories pour l'admission au Parti, ainsi que différents stages pour les différents candidats. Des conditions uniques d'admission et un stage unique doivent donc être établis pour tous, qu'il s'agisse d'ouvriers, de paysans ou d'intellectuels.

2. Il faut compléter le règlement statutaire sur les membres du Parti et leurs devoirs par un règlement sur les droits des membres du Parti, droits qui sont censés être sous-entendus, mais ne sont pas stipulés dans les statuts. Ces additions aux statuts du Parti correspondent au développement de l'activité des membres du Parti et sont d'une importance exceptionnelle en ce sens qu'elles augmentent leur responsabilité pour le travail du Parti et protègent les membres du Parti contre les manifestations du bureaucratisme. Au paragraphe 57 des statuts du Parti il est dit :

L'examen libre et pratique des questions de la politique du Parti dans certaines organisations ou dans le Parti tout entier, est le droit inaliénable de tout membre du Parti, un droit découlant de la démocratie intérieure du Parti.

Outre ce droit, les droits suivants des membres du Parti doivent être stipulés dans les statuts :

- a) Le droit pour les membres du Parti de critiquer dans les réunions du Parti tout militant du Parti ;
- b) Le droit pour les membres du Parti d'élire et d'être élus aux organes du Parti ;
- c) Le droit pour les membres du Parti de réclamer leur participation personnelle toutes les fois qu'est adoptée une décision concernant leur activité ou leur conduite ;
- d) Le droit pour les membres du Parti d'adresser toute question ou

déclaration à toute instance du Parti, y compris le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S.

3. Les statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S. prévoient des épurations du Parti faites en vertu de décisions périodiques du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S. L'expérience a montré qu'on doit dorénavant renoncer aux épurations massives du Parti et cela pour les motifs suivants :

a) La méthode des épurations massives introduite au début de la Nouvelle Politique économique (Nep), dans la période de reprise de l'activité des éléments capitalistes, pour protéger le Parti contre la pénétration dans ses rangs d'individus corrompus par la Nep, a perdu sa raison d'être dans la situation actuelle, les éléments capitalistes ayant été supprimés. D'autre part, dans la pratique, ainsi que l'a montré l'expérience, la méthode des épurations massives va à l'encontre de la seule méthode juste — celle qui consiste à traiter chaque membre d'une manière particulière — en lui substituant une méthode standardisée, appliquée en bloc, qui soumet tous les membres du Parti à un « étalon unique ». Avec cette méthode, on voyait lors des épurations massives de nombreuses exclusions injustifiées, tandis que des éléments hostiles qui s'étaient insinués dans le Parti profitaient des épurations pour traquer et éliminer les militants honnêtes;

b) La méthode des épurations massives ne donne pas la possibilité d'appliquer pleinement la directive du Parti concernant l'attention qui doit être accordée aux membres du Parti, aux militants, et, pratiquement, elle arrive souvent à réduire les droits des membres du Parti ;

c) Envers des éléments hostiles qui se sont glissés dans le Parti et qui le trompent en dissimulant sous un masque de duplicité leur vrai visage d'ennemi, la méthode des épurations en masse s'est révélée peu efficace ; elle n'atteint pas son but ;

d) On a pu constater que la méthode des épurations massives était principalement dirigée contre les membres du Parti dits passifs et aboutissait à l'exclusion du Parti des membres honnêtes et consciencieux, sous le prétexte de leur prétendue passivité.

Dans ces conditions, on doit supprimer les épurations périodiques massives, décidant que le Parti peut, tout en s'en tenant aux mesures ordinaires, épurer ses rangs de ceux qui violent le programme, les statuts, la discipline du Parti.

4. Au plénum du Comité central de février-mars 1937 et au plénum du Comité central de janvier 1938, le Parti a condamné l'attitude formaliste, indifférente et bureaucratique en ce qui concerne le sort des membres du Parti, l'exclusion des membres du Parti et la réintégration des membres exclus. On sait que cette pratique a été largement utilisée par les éléments arrivistes qui, pénétrant dans le Parti, tâchaient de se distinguer et de se mettre en avant en abusant des exclusions, ainsi que par les ennemis camouflés au sein du Parti qui, appliquant largement les mesures de répression, tâchaient d'éliminer les membres honnêtes du Parti et de semer dans les rangs du Parti une suspicion excessive.

En janvier 1938, le plénum du Comité central a adopté une série de mesures destinées à supprimer la pratique des exclusions en bloc de membres

du Parti, et à établir effectivement une méthode différenciée pour tous les cas où il s'agit d'exclure du Parti ou de réintégrer dans le Parti.

En conséquence, il faut compléter les statuts en y ajoutant plusieurs stipulations qui doivent :

- a) Assurer l'attention nécessaire et l'examen méticuleux des preuves étayant les accusations formulées contre les membres du Parti ;
- b) Mettre les droits des membres du Parti à l'abri de tout arbitraire ;
- c) Ne pas exclure du Parti les membres coupables d'infractions de peu d'importance, l'exclusion étant la sanction la plus haute infligée par le Parti.

5. Il est nécessaire d'abolir l'exigence statutaire présentée aux candidats entrant au Parti et d'après laquelle il fallait non seulement *reconnaître* le programme et les statuts du Parti et avoir été candidat pendant un certain temps, mais aussi s'être *assimilé* le programme.

Staline a dit dans son rapport au plénum du Comité central de février-mars 1937 :

Pour s'assimiler le programme du Parti, il faut être un vrai marxiste, un marxiste éprouvé et possédant une formation théorique. Je ne sais s'il se trouvera beaucoup de membres dans notre Parti qui se soient déjà assimilés notre programme, qui soient devenus de vrais marxistes éprouvés et possédant une formation théorique. Si l'on continuait à marcher dans cette voie, il ne nous faudrait laisser dans le Parti que les intellectuels et, en général, les hommes savants. Qui a besoin d'un tel Parti ? Nous avons pour l'appartenance au Parti une formule léniniste vérifiée et qui a résisté à toutes les épreuves. Selon cette formule, est considéré comme membre du Parti celui qui *reconnaît* le programme du Parti, paie les cotisations et travaille dans une de ses organisations. Remarquez bien : la formule léniniste ne parle pas d'*assimilation* du programme, mais de *reconnaissance* du programme. Ce sont deux choses absolument différentes. Inutile de démontrer qu'ici c'est Lénine qui a raison, et non pas nos camarades du Parti, qui bavardent inutilement d'*assimilation* du programme. Et cela se conçoit. Si le Parti partait du point de vue que seuls les camarades qui se sont assimilés le programme et sont devenus des marxistes théoriquement formés peuvent être membres du Parti, il ne créerait pas dans son sein des milliers de cercles communistes, des centaines d'écoles du Parti où l'on enseigne le marxisme aux membres du Parti et où on les aide à s'assimiler notre programme. Il est parfaitement clair que si le Parti organise ces écoles et ces cercles pour ses membres, c'est parce qu'il sait que les membres du Parti n'ont pas encore eu le temps de s'assimiler le programme du Parti, qu'ils n'ont pas encore eu le temps de devenir des marxistes ayant une formation théorique.

C'est pourquoi la suppression de l'exigence statutaire précitée s'impose.

6. Les nouveaux objectifs qui se posèrent devant le Parti à la suite du tournant intervenu dans la vie politique du pays et à la suite de l'adoption de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., ont exigé du Parti, en conséquence, une réorganisation de son travail pratique basée sur l'application totale et absolue des principes du démocratisme intérieur prescrit par les statuts du Parti. A cet effet, le Parti a supprimé dans son travail pratique les entorses aux principes du centralisme démocratique et rétabli, conformé-

ment à ses statuts, l'électivité des organes dirigeants des organisations du Parti.

Le Parti a pris, d'autre part, une série de mesures complémentaires assurant l'application systématique de la démocratie, à savoir : l'abolition de la cooptation, l'interdiction du scrutin de liste aux élections des organes du Parti, la mise aux voix de chaque candidature séparément, la garantie du droit illimité pour tous les membres du Parti de récuser les candidats et de les critiquer, l'établissement du scrutin secret pour les élections des organes du Parti, le caractère obligatoire de la convocation périodique des assemblées des cadres actifs de ville du Parti et, dans les grandes villes, aussi des cadres actifs de rayon.

Les statuts doivent refléter ces nouvelles mesures du Parti vérifiées dans la pratique, qui ont assuré un nouveau développement de la critique et de l'autocritique, une augmentation de la responsabilité des organes du Parti devant la masse de ses membres, l'activité plus grande de la masse des membres, en contribuant de ce fait à armer le Parti en vue de résoudre avec succès les nouvelles tâches de la direction politique.

7. Conformément aux statuts du Parti, il doit exister près les comités de région, les comités de territoire, les Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales et le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., afin d'assurer pratiquement l'application des décisions et résolutions du Parti (et de contrôler leur exécution par les organes soviétiques économiques et les organisations de base du Parti), des sections des diverses branches de production ; et, en outre, il y est dit :

Dans chaque section de branche de production est concentré tout l'ensemble du travail relatif à cette branche : travail d'organisation du Parti, répartition et formation des cadres, travail d'agitation parmi les masses, propagande de production, contrôle de l'exécution des décisions du Parti par les organes soviétiques économiques correspondants et les organisations du Parti.

Toutefois, la pratique a montré qu'une telle organisation de l'appareil du Parti était insuffisante :

La tâche centrale du travail d'organisation du Parti, pendant la période écoulée et à l'heure actuelle, a consisté et consiste dans le choix judicieux des cadres et le contrôle de l'exécution. Lénine attribuait à cette question une importance exceptionnelle lorsqu'il déclarait au XI<sup>e</sup> congrès du Parti :

Nous sommes arrivés au moment où le clou de la situation se trouve dans les hommes, dans le choix des hommes... Choisissez les hommes nécessaires et contrôlez la mise en pratique — et le peuple l'appréciera.

Dans son rapport au XVII<sup>e</sup> congrès du Parti, Staline a souligné de la façon la plus énergique l'importance du choix judicieux des hommes et du contrôle de l'exécution en disant :

La victoire ne vient jamais d'elle-même — ordinairement on l'obtient de force. Les bonnes résolutions et déclarations en faveur de la ligne générale du

Parti ne sont que le commencement de l'affaire, car elles ne correspondent qu'au désir de vaincre et non à la victoire elle-même. Une fois donné la ligne juste, une fois donné la solution juste de la question, le succès de l'affaire dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour la réalisation de la ligne du Parti, du choix judicieux des hommes, du contrôle de l'exécution des décisions des organes dirigeants du Parti. Autrement, la ligne juste du Parti et les décisions justes risquent de subir un préjudice grave. Bien plus : une fois donné la ligne politique juste, le travail d'organisation décide de tout, y compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec.

L'expérience a montré que les déficiences de notre travail d'organisation, au point de vue du choix des hommes et du contrôle de l'exécution, n'ont pas encore été surmontées. La dispersion du choix des cadres entre les sections de branche de production a eu pour résultat de réduire l'envergure du travail d'organisation, d'entraver les déplacements nécessaires des militants d'une branche dans une autre, de nuire à l'avancement des militants, à leur utilisation rationnelle dans les secteurs offrant au moment donné une importance particulière pour le Parti. La dispersion du choix des cadres entre les différentes sections des branches de production de l'appareil du Parti est la cause directe du retard apporté à la solution heureuse du problème du choix et de la répartition des cadres. Cette tâche demande que tout le travail relatif aux cadres émane d'un centre unique, en concentrant ce travail dans un appareil unique où doivent être concentrés l'expérience du choix des cadres, l'étude des cadres, l'expérience de la distribution des cadres.

Prenant en considération cet état de choses, le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. a adopté une série de mesures, en concentrant à la section des organismes directeurs du Parti le choix des cadres. Toutefois, vu l'importance exceptionnelle de la formation et du choix des cadres et la grande étendue de ce travail, il faudrait réorganiser cette section en mettant à part le travail relatif aux cadres de toutes les branches d'activité, travail qui serait confié à une direction des cadres indépendante, tandis que les questions relatives à la direction du travail d'organisation du Parti seraient confiées à une section spéciale d'organisation et d'instruction.

8. On a constaté aussi les défauts provenant de la dispersion du contrôle de l'exécution des directives du Parti entre les différentes sections des branches de production. Ce travail doit être concentré, lui aussi, en un lieu unique, et il s'agit de modifier d'une façon conforme le caractère de l'activité de la Commission de contrôle du Parti (C. C. P.). Il faut que la C. C. P. ait désormais pour tâche centrale de renforcer le contrôle de l'exécution des décisions du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S. et d'organiser la vérification systématique du travail des organisations locales. Il est nécessaire d'établir que la Commission de contrôle du Parti fonctionne auprès du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S. Cela étant, il n'est plus nécessaire que la Commission de contrôle du Parti soit élue directement au congrès du Parti. La Commission de contrôle du Parti doit être élue par le plénum du Comité central du Parti communiste

(bolchévik) de l'U.R.S.S. et fonctionner sous la direction et conformément aux directives du Comité central.

9. Afin de supprimer le retard des cadres du Parti dans le domaine théorique et politique, d'armer les membres du Parti de la théorie marxiste-léniniste et de leur permettre l'assimilation du bolchévisme, le travail de propagande et d'agitation du Parti doit être porté au niveau voulu, conformément à la décision du Comité central « Sur l'organisation de la propagande du Parti en rapport avec l'édition de *l'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.* »

Le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. doit avoir un puissant appareil de propagande et d'agitation sous forme d'une direction de la propagande et de l'agitation ayant entre les mains tout le travail relatif à la propagande et à l'agitation par la presse et orale.

10. Les sections de branches de production près le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. doivent être supprimées, sauf la section d'agriculture, en raison de l'importance particulière du contrôle et de la surveillance de l'activité des organisations des Soviets et du Parti dans le domaine de l'agriculture, et la section des écoles qui doit contrôler l'organisation de l'instruction publique dans toutes les Républiques.

Les sections suivantes doivent être créées près les comités de région, les comités de territoire et les Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales : cadres, propagande et agitation, organisation et instruction, agriculture, toutes les autres sections de branches de production devant être supprimées.

Les comités de rayon et de ville doivent avoir les sections suivantes : cadres, propagande et agitation, organisation et instruction.

La direction des sections de propagande et d'agitation et des sections de cadres dans les comités de région, dans les comités de territoire et dans les Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales, doit être confiée à des secrétaires spéciaux.

11. Etant donné le grand essor de l'économie socialiste et le rapide développement politique et culturel des ouvriers, des paysans et des intellectuels, le rythme de la vie du Parti et de l'Etat s'est aussi nettement accéléré. Afin de réaliser la direction des affaires de l'Etat et du Parti, de répondre rapidement aux exigences de la vie et de résoudre à temps les problèmes qui se posent, il faut ajouter au schéma actuel des organisations centrales du Parti — congrès du Parti, Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. — un nouvel organisme, la conférence du Parti. Cela est d'autant plus nécessaire que le temps qui sépare les congrès du Parti limite la possibilité de l'avancement aux postes de direction, et surtout au Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., des cadres de militants du Parti qui se sont formés, tandis que la conférence pourrait donner cette possibilité au Parti. Cela étant, il est opportun aujourd'hui d'ajouter au schéma des organisations centrales du Parti — congrès du Parti, Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. — la conférence du Parti convoquée au moins une fois par an, composée de représentants des organisations locales, et devant avoir pour tâche principale de délibérer sur des questions actuelles de la politique du Parti.

La conférence du Parti doit avoir le droit de renouveler une partie des membres du Comité central, c'est-à-dire le droit de révoquer du Comité central tels ou tels membres ne remplissant pas d'une façon satisfaisante leurs fonctions de membres et de les remplacer par d'autres, sans toutefois que le nombre de ces changements puisse dépasser un cinquième de l'effectif du Comité central élu par le congrès du Parti. La conférence complète l'effectif des membres du Comité central de camarades pris parmi les candidats élus par le congrès du Parti et élit pour les remplacer un nombre identique de nouveaux candidats au Comité central.

A l'exception de la décision sur le renouvellement des membres du Comité central et sur l'élection de nouveaux candidats au Comité central, qui n'a pas besoin d'être ratifiée par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., les décisions de la conférence doivent être soumises à l'approbation du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Les décisions de la conférence, approuvées par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., ont force obligatoire pour toutes les organisations du Parti. Les délégués de la conférence sont élus par les plénums des comités de région, des comités de territoire et des comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales. Les membres du Comité central, sauf ceux qui sont des délégués mandatés par les organisations locales, participent aux travaux de la conférence avec voix consultative.

12. Grâce à l'essor du travail politique et du travail d'organisation au sein du Parti, on a vu s'affermir pendant la période écoulée les organisations de base du Parti ; leurs liaisons avec les masses se sont améliorées, le rôle d'avant-garde des communistes a progressé, le niveau de la vie du Parti s'est élevé. Les organisations du Parti ont abordé de plus près les questions pratiques de l'édification économique et culturelle.

L'expérience a montré que l'efficacité du travail des organisations du Parti a été assurée toutes les fois que l'organisation de base du Parti a su associer le travail politique du Parti à la lutte pour la pleine exécution des plans de production, pour l'amélioration du fonctionnement de l'appareil d'Etat, pour l'assimilation de la nouvelle technique, pour l'affermissement de la discipline du travail au développement du mouvement *Stakhanov*, à l'avancement de cadres nouveaux au travail économique et du Parti. Et, inversement, toutes les fois que les organisations du Parti se sont écartées de l'activité économique, en bornant leurs objectifs à l'agitation, ou toutes les fois que les organisations du Parti ont assumé des fonctions qui ne leur étaient pas propres, des fonctions de direction économique, en remplaçant et en ôtant toute initiative personnelle aux organes économiques, le travail s'est trouvé inévitablement engagé dans une impasse.

Aujourd'hui, le moment est venu de préciser les objectifs des différents types d'organisations de base du Parti, et, en particulier, les objectifs des différents types d'organisation de base du Parti, tels que l'organisation du Parti dans les entreprises de production (fabriques, usines, sovkhoz, kolkhoz) et l'organisation du Parti dans les commissariats du peuple. L'organisation du Parti du type existant dans les entreprises de production (fabriques, usines, sovkhoz, kolkhoz) doit avoir le droit de contrôler l'état des affaires

de l'usine, du sovkhos ou du kolkhoz. Il doit en résulter un renforcement du rôle et de la responsabilité des organisations de base du Parti dans la production. Quant aux organisations du Parti dans les commissariats du peuple, n'ayant pas de fonctions de contrôle à exercer par suite de conditions spécifiques, elles doivent surtout renforcer leur travail pour améliorer le fonctionnement de l'appareil d'Etat. Dans les commissariats du peuple, les organisations du Parti doivent signaler les défauts du travail du commissariat du peuple, relever les défauts de tels ou tels membres du personnel et en informer le Comité central et les dirigeants du commissariat du peuple.

Tous les membres du Parti travaillant dans un commissariat du peuple doivent appartenir à une organisation du Parti embrassant l'ensemble du commissariat du peuple. Le secrétaire de l'organisation de base du commissariat du peuple doit être approuvé par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

Le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. décide d'apporter aux statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. les modifications fondamentales et additions suivantes :

## I.

### **Des membres du Parti et de leurs droits et obligations**

1. Les catégories existant pour l'admission des candidats dans le Parti sont supprimées, et il est établi pour les ouvriers, les paysans et les intellectuels un mode unique d'admission dans le Parti. Tous ceux qui entrent dans le Parti sont tenus de présenter des recommandations de trois membres du Parti qui les connaissent pour avoir travaillé avec eux au moins un an et comptant eux-mêmes trois années d'activité dans le Parti. Pour les anciens membres des autres partis, les dispositions des statuts actuellement en vigueur sont maintenues. La décision de l'organisation de base du Parti concernant toute admission dans le Parti entre en vigueur après avoir été approuvée par le comité de rayon ou par le comité de ville.

2. Le paragraphe sur les membres du Parti et leurs obligations est complété par un point sur les droits des membres du Parti stipulant ;

a) Le droit pour les membres du Parti de critiquer dans les réunions du Parti tout militant du Parti ;

b) Le droit pour les membres du Parti d'élire et d'être élus aux organes du Parti ;

c) Le droit pour les membres du Parti de réclamer leur participation personnelle toutes les fois qu'est adoptée une décision concernant leur activité ou leur conduite ;

d) Le droit pour les membres du Parti d'adresser toute question ou déclaration à toute instance du Parti, y compris le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

3. Supprimer les épurations périodiques massives, décidant que le



Parti peut, tout en s'en tenant aux mesures ordinaires, épurer ses rangs de ceux qui violent le programme, les statuts, la discipline du Parti.

4. Il est établi que lorsqu'il s'agira de décider de l'exclusion du Parti ou du rétablissement des personnes exclues dans leurs droits de membres du Parti, on devra observer le maximum de prudence et de camaraderie bienveillante, examiner avec soin si les accusations sont fondées et que, pour de petites infractions (manquement à une réunion, inexactitude à payer les cotisations de membre) on devra recourir aux mesures d'éducation communiste et d'action individuelle prévues par les statuts du Parti et non pas à l'exclusion qui est la sanction la plus haute infligée par le Parti.

5. Toute décision de l'organisation de base du Parti concernant l'exclusion du Parti ou le rétablissement des personnes exclues dans leurs droits de membres du Parti, n'acquerra de force qu'au cas où elle sera approuvée par le comité de région (ou par le comité de territoire) du Parti.

6. Le recours des personnes exclues du Parti doit être examiné par les organismes correspondants du Parti dans un délai de deux semaines au plus.

7. Il faut supprimer la restriction statutaire concernant les candidats, en vertu de laquelle les camarades ayant terminé leur stage, reconnaissant le programme du Parti et se soumettant à ses statuts et à sa discipline, ne peuvent cependant être considérés comme membres du Parti, tant qu'ils ne se seront pas assimilés le programme du Parti, c'est-à-dire tant qu'ils ne seront pas devenus des membres du Parti possédant une formation théorique marxiste.

## II.

### Des candidats au Parti.

8. Le paragraphe des candidats au Parti sera remanié conformément au paragraphe concernant les membres du Parti (abolition des catégories pour l'admission).

9. Il est établi pour les ouvriers, les paysans et les intellectuels un stage unique d'une année.

10. Pour les anciens membres des autres partis les règles statutaire actuellement en vigueur sont maintenues.

## III.

### De la structure d'organisation du Parti.

11. Sont insérées dans les statuts les règles complémentaires suivantes qui découlent des tâches prévoyant l'introduction dans le Parti d'une pratique démocratique conséquente et l'application jusqu'au bout des principes de centralisme démocratique :

a) Le vote par liste est interdit aux élections des organismes du Parti.

Les candidatures sont mises aux voix séparément ; en même temps, le droit illimité de récuser et de critiquer les candidats est garanti à tous les membres du Parti ;

b) Lors des élections des organismes du Parti, les candidats sont élus au scrutin secret.

12. Vu l'importance politique spéciale des cadres du Parti dans la vie du Parti, le point suivant touchant les cadres actifs des organisations de ville est ajouté aux statuts ;

Dans toutes les Républiques sans exception, dans les centres de territoire et de région, ainsi que dans tous les centres industriels plus ou moins importants, il est nécessaire que les cadres actifs des organisations de ville du Parti soient convoqués pour discuter les décisions les plus importantes du Parti et du gouvernement ; que les cadres actifs soient convoqués non pour la parade afin d'adopter ces décisions pour la forme et solennellement, mais pour les discuter effectivement ; et que dans les grands centres, outre les cadres actifs des organisations de ville, soient convoqués les cadres actifs des organisations de rayon.

13. Sont supprimées près le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. les sections de branche de production, à l'exception de la section d'agriculture et de la section des écoles.

Près le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. fonctionneront les directions et les sections suivantes :

- a) Direction des cadres ;
- b) Direction de la propagande et de l'agitation ;
- c) Section d'organisation et d'instruction ;
- d) Section d'agriculture ;
- e) Section des écoles.

Près les comités de région, les comités de territoires et les comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales, il est créé :

- a) Une section des cadres ;
- b) Une section de propagande et d'agitation ;
- c) Une section d'organisation et d'instruction ;
- d) Une section d'agriculture.

Dans les comités de ville et de district, il est créé :

- a) Une section des cadres ;
- b) Une section de propagande et d'agitation ;
- c) Une section d'organisation et d'instruction.

14. En modification de l'ordre statutaire existant, il est établi que la Commission de contrôle du Parti est élue par le plénum du Comité central et fonctionne sous la direction du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

La Commission de contrôle du Parti ;

a) Contrôle la mise en œuvre des directives du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. par les organismes soviétiques et économiques et par les organisations du Parti ;

b) Vérifie le travail des organisations locales du Parti ;

c) Prend des sanctions contre ceux qui ont enfreint le programme et

les statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. et la discipline du Parti.

15. La direction des sections de propagande et d'agitation et des sections des cadres dans les comités de région, de territoire, ainsi que dans les Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales doit être confiée à des secrétaires spéciaux.

#### IV.

#### Des organisations centrales du Parti.

16. Aux statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. sont ajoutées les dispositions suivantes relatives à la conférence du Parti :

a) Une conférence du Parti composée des représentants des organisations locales est convoquée pour examiner les questions d'actualité de la politique du Parti ;

b) Cette conférence du Parti est convoquée au moins une fois par an ;

c) Les délégués à la conférence du Parti sont élus aux réunions plénières des comités de région, des comités de territoire et des Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales ;

d) Le mode des élections et les normes de représentation à la conférence du Parti sont établis par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

e) La conférence du Parti doit avoir le droit de renouveler une partie des membres du Comité central, c'est-à-dire le droit de révoquer du Comité central tels ou tels membres ne remplissant pas d'une façon satisfaisante leurs fonctions de membres du Comité central et de les remplacer par d'autres, sans toutefois que le nombre de ces changements puisse dépasser un cinquième de l'effectif du Comité central élu par le congrès du Parti.

La conférence du Parti choisit les nouveaux membres du Comité central parmi les candidats élus par le congrès du Parti et, à la place de ces derniers, nomme un nombre correspondant de nouveaux candidats au Comité central.

f) A l'exception de la décision sur le renouvellement des membres du Comité central et sur l'élection de nouveaux candidats au Comité central, qui n'a pas besoin d'être ratifiée par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., les décisions de la conférence doivent être soumises à l'approbation du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Les décisions de la conférence, approuvées par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., ont force obligatoire pour toutes les organisations du Parti.

g) Les membres du Comité central, sauf ceux qui sont des délégués mandatés par les organisations locales, participent aux travaux de la Conférence du Parti avec voix consultative.

**V.****Du stage de Parti pour les secrétaires des comités de région, des comités de ville, des comités de district et pour les chefs des sections politiques de l'Armée rouge et de la Flotte militaire.**

17. Afin de créer les conditions nécessaires pour la promotion à des fonctions dirigeantes dans le Parti de nouveaux cadres de travailleurs du Parti, il est décidé, en modification des paragraphes correspondants des statuts, d'établir pour les secrétaires des comités de région, des comités de territoire, des Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales, un stage d'au moins cinq ans au lieu de douze; pour les secrétaires de comité de ville d'au moins trois ans au lieu de dix; pour les secrétaires de comités de district, d'au moins trois ans au lieu de sept; pour les secrétaires des organisations de base du Parti et les organisateurs de Parti des ateliers, au lieu d'un stage de trois ans au moins dans le 1<sup>er</sup> cas et de deux ans, au moins, dans le second, il est établi un stage d'un an au moins.

Pour les chefs des directions politiques des circonscriptions militaires, des flottes et des armées, le stage de Parti obligatoire est de cinq ans au lieu de dix, et pour les chefs des sections politiques des divisions et des brigades, de trois ans au lieu de six.

**VI.****Des organisations du Parti de territoire, de région, de République.**

18. Il est établi que dans les comités de territoire, de région et dans les Comités centraux des Partis communistes des Républiques nationales, il doit y avoir 4 ou 5 secrétaires; le premier et le second secrétaires, le secrétaire pour les cadres et le secrétaire pour la propagande.

**VII.****Des organisations du Parti de circonscription.**

19. Des droits statutaires sont accordés aux organisations de circonscription par l'addition aux statuts du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. d'une disposition correspondante.

### VIII.

#### **Des organisations du Parti dans l'Armée rouge et dans la Flotte militaire.**

20. En liaison avec la création d'un commissariat du peuple de la Flotte militaire, les dispositions statutaires sur les organisations du Parti dans l'Armée rouge sont également étendues aux organisations du Parti dans la Flotte militaire. Il est établi que la direction politique de la Flotte militaire fonctionne avec ses droits de section maritime militaire du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

### IX.

#### **Des organisations de base du Parti.**

21. Afin de hausser le rôle des organisations de base du Parti dans les entreprises industrielles, y compris les sovkhos et les kolkhos, et afin d'augmenter leur part de responsabilité dans le travail de ces entreprises, le droit de contrôler le travail de l'administration de l'entreprise leur est accordé.

Les organisations du Parti dans les commissariats du peuple, n'ayant pas de fonctions de contrôle à exercer par suite de conditions spécifiques, sont tenues de signaler les lacunes dans le travail de ces institutions, de signaler les déficiences dans le travail des commissariats et de leurs collaborateurs et d'adresser ces matériaux et leurs considérations au Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. et aux dirigeants du commissariat du peuple.

Les secrétaires des organisations du Parti dans les commissariats du peuple sont approuvés par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

Tous les membres du Parti travaillant dans un commissariat du peuple doivent appartenir à une organisation du Parti embrassant l'ensemble du commissariat du peuple.

22. En modification de la disposition existante, les organes élus des organisations de base du Parti sont appelés non pas comités mais bureaux (bureau de telle ou telle organisation du Parti).


23. Les bureaux des organisations de base du Parti sont créés dans les organisations du Parti comptant au moins 15 membres.

24. Dans le but de former et d'éduquer rapidement les membres du Parti dans l'esprit de la direction collective, il est accordé aux organisations du Parti des ateliers le droit de nommer un bureau composé de 3 à 5 membres si l'atelier compte au moins 15 et au plus 100 membres du Parti et de 5 à 7 membres, si l'atelier compte plus de 100 membres du Parti.

# CHRONIQUE

## des événements

### Daladier et Chamberlain livrent l'Espagne aux agresseurs.

 A politique perfide et réactionnaire des milieux dirigeants de France et d'Angleterre à l'égard de l'Espagne est à son comble. Non contents des résultats de la politique dite de non-intervention, politique destinée à étrangler la République espagnole, les voilà qui jettent le masque hypocrite de la « neutralité » et interviennent ouvertement aux côtés de Franco. Des bâtiments de guerre anglais ont facilité aux rebelles l'occupation de Minorque ; en France et en Angleterre la presse gouvernementale a cyniquement conseillé à Negrin et à Azana de s'engager dans la voie de la capitulation ; les autorités françaises soumettent les réfugiés de Catalogne aux brimades les plus ignobles, les laissent périr dans le froid et la crasse, veulent les démoraliser par la faim et la misère, afin de les pousser dans les bras du bourreau Franco. On a promis à Franco l'or déposé en France, cet or dont on avait privé contre tout droit la République espagnole, et les milieux gouvernementaux anglais lui promettent des emprunts. Les gouvernements de ces deux pays, après avoir agi de façon à exposer les

intérêts nationaux de France et d'Angleterre à la menace d'une Espagne dominée par Franco, c'est-à-dire, en fait, par l'Italie et l'Allemagne, ont tâché par des marchandages de toute sorte, de mettre Franco sous leur tutelle : ils l'ont fait à seule fin d'assurer aux groupes capitalistes qui sont derrière eux une part dans l'exploitation du peuple espagnol et des richesses naturelles de l'Espagne. Quelques malins en France et en Angleterre avaient cru trouver la solution idéale, à savoir le rétablissement de la monarchie. Mais Franco répondit en se désignant un « président du Conseil », faisant comprendre par là qu'il se réservait le rôle de pseudo-monarque, de fuhrer par la grâce de Mussolini et de Hitler. Bonnet envoya son émissaire en Espagne franquiste pour porter à la connaissance de Franco les propositions françaises. Franco ne daigna pas le recevoir. Des fonctionnaires subalternes du régime franquiste lui communiquèrent les exigences des puissances de l'axe. En même temps, Franco reçut de nouvelles directives de l'Italie et de l'Allemagne. Mussolini lui interdisait toute négociation sérieuse avec la France et l'Angleterre, et deman-

daît que la reconnaissance de Franco par ces deux puissances eût lieu sans conditions. Il ordonna que des troupes considérables restassent à la frontière française pour parer à toute éventualité.

Les journaux italiens et allemands écrivirent cyniquement que les vrais maîtres de l'Espagne franquiste y resteraient tant que cela leur plairait. Malgré l'échec des tentatives d'isoler Franco de ses patrons fascistes, malgré les menaces incessantes de l'Italie et de l'Allemagne à l'adresse de la France et de l'Angleterre, les gouvernements de ces deux puissances ont reconnu Franco, couronnement de toutes leurs capitulations. Une manœuvre grotesque préleva à la reconnaissance définitive. En France on fit circuler le bruit que Chamberlain avait déjà décidé la reconnaissance, cependant que Chamberlain déclarait qu'il ferait ce geste immédiatement après la France. Ainsi l'un se cachait derrière l'autre afin de ne pas paraître devant son « propre » peuple comme le principal responsable. En reconnaissant Franco sans conditions les gouvernements anglais et français ont reculé, une fois de plus — et combien ! — devant les agresseurs fascistes.

L'Italie envoie de nouvelles divisions en Lybie, l'Allemagne mobilise à nouveau ses réservistes. Tout se passe comme avant Munich. En trahissant la lutte héroïque, exemplaire du peuple espagnol, en trahissant la République espagnole, les gouvernements français et anglais agissent de façon à considérer leurs propres pays à la veille de la grande dispute avec Hitler et Mussolini. Les puissances occidentales ne pourront tenir tête à l'assaut imminent des bandits et assassins fascistes que si les masses populaires, démocratiques, ont la conviction qu'en défendant leur pays elles défendent leurs propres intérêts nationaux et démocratiques, leur liberté et leur avenir. L'efficacité de la résistance contre les agresseurs implique le maintien des principes démocratiques. Plus le drapeau de la démocratie est sans tache, plus les masses populaires se rallieront autour de lui pour défendre la civilisation. En trahissant l'Espagne on n'a pas seulement livré aux agresseurs des positions stratégiques importantes, mais cette trahison menace en même temps la position morale de la démocratie.

### **Bonnet conspire avec Hitler et Mussolini.**

Il n'y a qu'une seule explication à la politique espagnole des gouvernements actuels de France et d'Angleterre. Agissant au nom de certains milieux de la haute finance, ils recherchent l'entente avec Hitler et Mussolini au prix

d'importantes cessions territoriales et de l'étranglement de la démocratie en Europe occidentale. Ce n'est pas seulement à Franco que Bonnet envoie les émissaires de la capitulation, mais également à Hitler et à Mus-

solini. Il ordonne à ses agents de ne pas se tenir dans la discussion uniquement sur le terrain extérieur, mais d'aborder également les questions de la politique intérieure de la France. Les révélations de Péri dans l'*Humanité* ont montré en effet que dans un entretien avec Ribbentrop, le courtier de Bonnet, M. de Brinon, avait annoncé des mesures de mise au pas de la France, notamment la suppression du Parti communiste, la restriction de la liberté de réunion et la diminution des droits de la Chambre.

En fascisant leurs propres pays, les grands capitalistes de l'Europe occidentale imaginent créer une espèce de trust d'exploitation international. Les pacifistes aveuglés, les faux amis de la paix qui, dans ce jeu, apportent leurs services, consciemment ou non, à l'oligarchie financière, loin de sauver la paix, jetteront le monde dans le pire des chaos. C'est ce que M. Rosenberg lui-même, charlatan en chef de Hitler, a donné à entendre d'une façon non déguisée, aux diplomates accrédités à Berlin. Ce Monsieur a dit textuellement :

Cependant nous autres, nationaux-

socialistes, nous n'avons jamais eu l'idée utopique de croire qu'après la mise à l'écart du bolchévisme et du judaïsme, des conflits d'intérêts très réels entre les peuples et les races ne seraient plus ni possibles, ni probables, bien au contraire... Sous cet angle, il serait fort inopportun que le gouvernement national-socialiste allemand en rât en conflit politique avec un autre gouvernement s'appelant également national-socialiste. Au point de vue des conceptions du monde, on dira alors que le national-socialisme universaliste subit un échec spirituel du fait qu'un tel conflit apporterait la preuve qu'il n'est pas assez fort pour assurer la paix en Europe.

C'est pourquoi M. Rosenberg déconseille aux milieux réactionnaires, aux esprits encrûtés des autres pays, d'appeler « national-socialiste » un mouvement fasciste qu'ils pourraient créer éventuellement. Digne réponse à ces pacifistes et capitulards crédules qui s'imaginent pouvoir sauver la paix en mettant gracieusement la tête sous la botte hitlérienne. Les nazis, Rosenberg l'avoue, ne peuvent même pas s'imaginer une paix réellement durable entre les peuples. Leur monde est la jungle dont les habitants ne cessent de s'entre-dévorer.

### **Les déceptions nazies dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est.**

C'est ce qui explique que les nazis se dressent contre les efforts des autres peuples tendant à établir entre eux des relations réellement pacifiques. A preuve la conférence des peuples balkaniques. Après la guerre mondiale

les peuples balkaniques avaient tâché de favoriser leurs rapports pacifiques et leur collaboration mutuelle, et de ne plus jouer en Europe le rôle d'une poudrière. Cela n'est pas au gré des nazis. Ils ne peuvent pas imaginer un



monde où ils n'auraient pas la possibilité de se servir des autres peuples en les dressant les uns contre les autres. C'est pourquoi la *Frankfurter Zeitung* a écrit à l'occasion de la conférence balkanique :

Etant donné le strict nationalisme des jeunesses des différents pays, le désir de créer une conscience balkanique par-dessus les Etats, semble anachronique... L'entente balkanique n'aura rien à craindre sans s'avérer cependant fort utile, que si elle est souple, et ne fait pas la faute de la petite Entente, dont les membres, en additionnant les populations de leurs Etats, se figuraient de bonne foi représenter une grande puissance.

Ces paroles de la feuille nazie traduisent la crainte que les peuples du Sud-Est, comprenant davantage le danger commun qui les menace, entreprennent de régler pacifiquement leurs disputes domestiques.

Ces dernières semaines l'Europe du Sud-Est a réservé aux nazis quelques déceptions remarquables. M. Stoyadinovitch, ce président du Conseil yougoslave qui avait les yeux fixés sur Berlin et sur Rome, a dû céder la place à un gouvernement qui déplaît aux nazis, pour la seule raison qu'il leur semble essayer de rétablir le contact avec les masses populaires. Celles-ci en ont assez d'une politique susceptible de transformer leur pays en une colonie fournissant des matières pre-

mières à l'Allemagne et à l'Italie. La démission d'Imrédy, président du conseil hongrois, traduit également, d'une façon indirecte, les efforts grandissants du peuple hongrois pour s'opposer au diktat de Berlin. Ces efforts ont été renforcés à la suite de la rupture des relations diplomatiques de l'Union soviétique avec la Hongrie. En Tchécoslovaquie, le gouvernement Béran obéissant aux injonctions de Berlin ne peut se tenir au pouvoir qu'en aggravant les représailles contre les masses populaires. En Bulgarie, le président du Conseil a exprimé sa décision de ne pas tolérer que ce pays devienne le jouet des grandes puissances. La Roumanie a mis fin aux menées de la « Garde de fer », succursale nazie, et se défend contre toutes les tentatives de l'Allemagne fasciste sur le froment et le pétrole roumains, considérés par Berlin comme réserves pour la grande guerre à venir. La presse polonaise, y compris les journaux réactionnaires, condamnent une politique d'aventures aux côtés de l'Allemagne nazie, qui ferait de la Pologne un champ de bataille. Au moment où les puissances occidentales reculent devant les agresseurs, les Etats économiquement plus faibles de l'Est et du Sud-Est européens démontrent qu'il est possible d'opposer à l'expansion nazie une digue efficace.

### Minorque et Haïnan.

A l'instant même où les bâtiments de guerre anglais procu-

raient au général Franco une victoire à bon compte dans l'île Mi-

nerque, le partenaire japonais du bloc anticomintern entreprenait une nouvelle agression à l'autre bout du monde. En violation des engagements pris, les Japonais occupèrent l'île d'Hainan, revolver braqué sur les possessions françaises d'Extrême-Orient, les Indes hollandaises et britanniques et les voies de communication françaises, anglaises et américaines.

Aux faibles protestations des puissances occidentales le gouvernement japonais répondit en les assurant, comme lors de l'occupation de la Mandchourie et de la Chine septentrionale, que l'occupation n'était motivée que par des nécessités temporaires d'ordre militaire. Mais la presse japonaise a déjà mangé le morceau. Elle tire ouvertement des plans contre les possessions françaises, contre Hongkong et les

Indes néerlandaises. Depuis que les militaristes japonais ont connu la puissance militaire de l'U.R.S.S. à Tchang-kou-feng, et que leurs armées à l'intérieur de la Chine piétinent sur place, il semble que les milieux qui préconisent depuis toujours une expansion vers le Sud, ont eu le dessus. Les conquérants japonais laissent entendre que le temps serait venu de négocier avec les Pays-Bas sur la « vente » de l'Insulinde. L'action parallèle à Minorque et à Hainan montre, une fois de plus, que les agresseurs à l'Ouest comme à l'Est procèdent coup sur coup selon un plan commun. La capitulation anglo-française dans la guerre d'Espagne, qui aboutit à la honte de Minorque, a encouragé les militaristes japonais à s'emparer d'un nouveau territoire aux frais de ces Etats.

### **La position des Etats-Unis et les agresseurs fascistes.**

Depuis la capitulation de Munich, le peuple américain voit chaque jour plus clairement les dangers qui le menacent à son tour de la part des agresseurs fascistes. Jamais la politique étrangère n'a autant retenu l'attention de l'opinion américaine qu'au cours des dernières semaines. Les déclarations du président Roosevelt devant la commission militaire du Sénat américain suscitèrent l'intérêt général. Cette commission se réunit à la suite des commandes d'avions que l'Angleterre et la France avaient effectuées en Amérique. Les milieux réactionnaires, désireux de favoriser les plans des agresseurs

sous le couvert d'une politique d'isolement, voyaient dans ces achats une occasion pour accuser Roosevelt de divulger des secrets militaires. Dans sa réponse à ces accusations le président aurait fait des déclarations alarmantes sur les projets de Mussolini et de Hitler en Europe, en soulignant que la France et l'Angleterre sont la première ligne de défense des Etats-Unis. La presse des apôtres de l'isolement américain et des pacifistes de courte vue tentèrent d'exploiter les déclarations du président à leurs propres fins en les défigurant. Là-dessus Roosevelt s'est vu obligé de préciser sa politique étrangère, en

déclarant d'ailleurs que lui aussi répudie une politique d'alliances entraînant l'Amérique dans des complications extérieures. Cette retraite apparente du président Roosevelt ne saurait faire oublier que les discussions publiques auxquelles elle donna lieu ont montré plus clairement que jamais que la majorité écrasante du peuple américain est hostile aux agresseurs. Il est caractéristique de l'état d'esprit du peuple américain dans la question d'une coopération avec les soi-disant démocraties européennes, que des représentants importants du Parti républicain vont plus loin que le gouvernement américain lui-même. A cet égard, voici une déclaration significative du *New-York Herald Tribune* qui pourtant, sur le plan intérieur, est fort réactionnaire. Ce journal a condamné les restrictions faites par Roosevelt et écrit sur ses déclarations devant la commission du Sénat :

Le président avait eu le mérite de dire aux sénateurs l'exacte vérité sur les sympathies américaines. Ses paroles furent tellement précises et ouvertes que les nazis eux-mêmes les ont comprises. Il en est résulté, certainement, une aide à la cause des démocraties. Car on ne peut le répéter assez aujourd'hui : la force de l'Amérique dans le monde est aussi décisive qu'en 1917-18. Au moment où l'Amérique comprend que ses intérêts vitaux sont en jeu et qu'elle agit en conséquence, la cause est jugée. Personne ne le sait mieux que les dictateurs.

Il est également caractéristique que c'est M. Stimson, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères sous Hoover, qui a préconisé avec le plus d'énergie la levée de l'em-

bargo sur les fournitures d'armes à l'Espagne républicaine.

Si le peuple américain se montre de plus en plus inquiet en présence de l'offensive des agresseurs, c'est aussi en raison de la situation en Extrême-Orient. Certains milieux américains qui, jusqu'ici, ont plaidé la neutralité à l'égard du Japon, déclarent maintenant que l'occupation de Haïnan menace les communications maritimes des Etats-Unis avec d'importants fournisseurs de matières premières, tels que les Indes orientales. Le peuple américain redoute aussi les répercussions éventuelles d'une victoire de Franco sur l'Amérique du Sud. Ces craintes se basent sur les déclarations des journaux nazis qui disent qu'une Espagne dominée par Franco exercerait une influence profonde sur l'Amérique latine. Les nazis ont dit triomphalement que la conférence pan-américaine de Lima a été un échec. Mais il s'avère que les Etats les plus importants de l'Amérique latine sont déjà sur le point de réaliser les idées de Lima. Les négociations entre le Brésil et les Etats-Unis pour la défense commune de l'hémisphère occidental contre une agression en sont la preuve et les efforts accrus des Etats-Unis pour apporter aux Etats sud-américains une aide financière et économique leur permettant de résister au chantage commercial de l'Allemagne nazie. Le mouvement contre la soumission économique à l'Allemagne hitlérienne se développe également au Chili. Dans ce pays les partis du Front populaire exigent une révision de la politique commerciale poursuivie jusqu'ici

à l'égard du III<sup>e</sup> Reich. Au Mexique, le gouvernement Cardenas recherche une entente pacifique avec Roosevelt concernant les gisements de pétrole, afin de pouvoir se passer des échanges commerciaux avec l'Allemagne. Mais

là-aussi les réactionnaires de la *Standard Oil* s'opposent à une véritable entente avec le peuple mexicain, aidant ainsi les nazis à mettre le Mexique sous la dépendance économique de l'Allemagne.

### **Bonnet organise la lutte contre la C. G. T.**

Nous venons d'insister plus haut sur les révélations sensationnelles concernant le rôle de M. Bonnet qui a fait savoir à Hitler, par ses émissaires, qu'il travaille activement à l'établissement progressif du fascisme en France. Bonnet et les milieux réactionnaires qui l'entourent savent fort bien que tant que l'idée du Front populaire est vivante et surtout, tant que la C. G. T. existe, la politique de la capitulation et de l'abandon d'importants intérêts nationaux n'a qu'une base fort précaire. Les représailles appliquées après la grève générale ont manqué leur but. La C. G. T. reste le grand bastion contre la réaction intérieure et extérieure. Or, Frachon vient de

montrer dans l'*Humanité* que les agents de M. Bonnet mettent tout en œuvre pour provoquer et soutenir dans la C. G. T. une lutte intérieure de nature à la désagréger. La presse réactionnaire mène une campagne en faveur de la soi-disant « indépendance du syndicalisme », c'est-à-dire contre les militants réellement socialistes et communistes dans la C. G. T. Elle s'appuie sur l'aide volontaire de certains dirigeants réactionnaires des syndicats ; ces gens appuient la politique étrangère de M. Bonnet, et voudraient déclencher une lutte intérieure dans la C. G. T., de façon à la mettre sous la dépendance du gouvernement Daladier et du patronat.

### **L'effondrement de Spaak.**

La chute du gouvernement Spaak en Belgique est un sérieux avertissement. Elle montre qu'une politique sans principe, souvent avantageuse pour la réaction intérieure et extérieure, ne peut que semer de la confusion dans les rangs du mouvement ouvrier. En

l'espèce, cette confusion se manifeste effectivement au sein du Parti ouvrier belge. Le prétexte à la chute de Spaak a été fourni par la désignation à l'Académie du Flamand Maertens qui, pendant la guerre, s'était trouvé au service des troupes allemandes

d'occupation. Certains milieux flamands réactionnaires, influencés par Berlin, et collaborant avec les fascistes de Degrelle, dressent les Flamands contre les Wallons. Dans ces conditions, la nomination de Maertens devait provoquer une crise intérieure. En tout cas, M. Spaak et son gouvernement n'ont rien fait pour mettre en garde le peuple wallon et le peuple flamand de Belgique contre les dangers qui menacent les deux parties de la nation; il n'a rien fait pour donner aux Flamands

une véritable autonomie culturelle, de nature à entraver les efforts des agents hitlériens, qui exploitent pour leurs buts fort louches les justes revendications nationales du peuple flamand. Le Parti communiste de Belgique défend avec énergie les revendications justifiées des Flamands et des Wallons. La satisfaction des désirs des deux peuples pourrait créer la base d'une vie commune dans la paix et dans la liberté, et pour la défense commune de l'indépendance menacée du pays.

### **Aggravation de la terreur en Allemagne.**

Dans son discours devant le soi-disant Reichstag allemand, Hitler a été obligé de dire quelques vérités désagréables. Avant tout celle-ci que le peuple allemand, contrairement à ce que Hitler et les nazis avaient dit eux-mêmes pour le tromper, ne saurait se passer de la collaboration économique avec le reste du monde. L'autarcie fasciste a abouti à un échec. Maintenant, on activera les exportations aux dépens des travailleurs allemands. « Peuple allemand, tu exporteras, sinon tu mourras. » Voilà le dernier slogan de Hitler.

Les chiffres sur le commerce extérieur en janvier illustrent son angoisse hystérique. Les exportations allemandes sont passées de 504 millions de marks en décembre 1938 à 441 millions en janvier dernier. Les exportations de la « Grande Allemagne » sont inférieures à celles du Reich

avant l'annexion de l'Autriche et des Sudètes. L'an dernier, le commerce extérieur a accusé un déficit considérable, qui a été comblé par l'or et les devises volés à l'Autriche et par des avoirs à l'étranger appartenant à des particuliers. En janvier, les nazis ont été forcés de diminuer radicalement les importations de vivres de 69,9 millions de marks. Mais ils n'ont pas réduit les importations des matières premières destinées à la production de guerre. Cela démontre que les nazis sont résolus à « compenser » les conséquences de leur politique criminelle en baissant davantage le niveau de vie des masses allemandes. Hitler semble prendre son alternative hystérique au sérieux. Mais ce ne sera pas le peuple allemand qui mourra; ce peuple mettra fin à un système qui ne peut même pas lui assurer l'existence. En même temps qu'on a restreint la

consommation des vivres, on a promulgué une nouvelle ordonnance privant encore davantage l'ouvrier allemand de la liberté de déplacement, et le réduisant à la condition de serf du capital des trusts. Les ouvriers allemands sont forcés de travailler là où les bureaux de travail nazis

l'ordonnent, et à des conditions qui leur sont imposées par un diktat. Il n'est pas étonnant que M. Himmler se voit obligé de renforcer la Gestapo afin de combattre l'opposition grandissante des masses laborieuses d'Allemagne.

### **Le système Beck perd l'appui des masses populaires.**

Les dernières élections municipales en Pologne attestent clairement que même les milieux populaires qui jusqu'ici ont suivi les dirigeants actuels du pays commencent à désertir de plus en plus le camp gouvernemental. On a pu enregistrer un renforcement considérable du Parti socialiste polonais et du Parti paysan, ainsi qu'une progression des fascistes d'opposition.

Dans le camp gouvernemental, on s'était donné l'air de désirer une réconciliation avec le Parti paysan. Mais il apparaît qu'une telle réconciliation devrait impliquer l'abandon des revendications démocratiques des masses paysannes. Le leader paysan, Witos, qui vit dans l'émigration, met le gouvernement en garde contre une telle manœuvre. Il reproche aux cercles gouverne-

mentaux de vouloir désagréger et diviser le mouvement paysan. Witos déclare qu'une telle politique ne pourrait qu'être désastreuse pour la Pologne. Il insiste sur le fait que les paysans polonais, déçus et trompés, pourraient être acculés au désespoir et qu'ils défendraient leurs revendications par des moyens plus efficaces. La politique du système actuel en Pologne est caractérisée par une profonde discorde qui divise le pays. Une vraie politique de défense de l'indépendance polonaise n'est possible qu'avec l'appui des masses ouvrières et paysannes. Tant que le régime ne fera rien pour obtenir cet appui par une politique démocratique, il encouragera les plans agressifs des nazis dont l'indépendance polonaise fera les frais.

### **Roosevelt déçoit la réaction.**

Après les élections du Congrès, en novembre 1938, les milieux réactionnaires aux Etats-Unis, tant à l'intérieur du Parti démoc-

rate que dans le Parti républicain, avaient espéré que Roosevelt serait accommodant à l'égard de la nouvelle majorité, et aban-

donnerait pour une bonne part sa politique de réformes. Les délibérations du Congrès sur les grands travaux au profit des chômeurs le mirent à l'épreuve. Roosevelt avait réclamé un crédit de 875 millions de dollars afin de continuer cette œuvre. Les milieux réactionnaires de la Chambre des représentants et du Sénat voulaient réduire cette somme de plusieurs centaines de millions. Sous la pression de l'opinion publique, ils ont dû se contenter d'une diminution de 150 millions de dollars. Mais le président Roosevelt a montré qu'en dépit d'une majorité réactionnaire au Congrès, il reste décidé à poursuivre sa propre politique. Il a demandé que les sommes qui lui étaient refusées, lui fussent accordées à titre complémentaire et ainsi il a situé devant les électeurs les responsabilités, s'il fallait licencier 1 million de chômeurs occupés aux grands travaux. Dans la nomination de juges et de fonctionnaires de la haute administration, Roosevelt a continué à donner la préférence aux éléments progressifs, ce qui lui a valu de violentes attaques de la réaction. La façon d'agir du président atteste son intention de vouloir placer le peuple américain, aux élections présidentielles de 1940, devant l'alternative nette : pour ou contre une continuation de la politique du *New Deal*, des réformes et du progrès.

Entre-temps un débat important s'est déroulé au sein du

syndicat des travailleurs de l'automobile, affilié au Comité pour l'organisation industrielle (C.I.O.). Ce débat oppose les représentants du principe démocratique au sein du mouvement ouvrier américain et les gens désireux d'introduire dans les syndicats du C.I.O. le régime antidémocratique et corrompu qui existe dans certains syndicats de la *American federation of labour*. L'ancien président du syndicat des ouvriers de l'automobile, Homer Martin, avait, à l'insu du syndicat, mené des négociations avec les agents de la société Ford qui, si l'on n'avait pas fait échec à cette tentative, aurait transformé ce syndicat en une espèce de syndicat jaune à son service. En même temps, cet homme traitait de « communistes » tous les adversaires de sa dictature, et tâchait de les faire exclure du syndicat. Le comité exécutif du syndicat l'a destitué à la presque unanimité, et prépare une conférence qui aboutira à la victoire définitive des statuts démocratiques. D'ores et déjà, les membres du syndicat se sont prononcés à une majorité écrasante en faveur du comité exécutif et contre le diviseur Homer Martin. Cet homme n'a pas d'attaches dans les masses, mais a l'appui de tous les éléments réactionnaires des Etats-Unis, depuis la presse de Hearst et l'antisémite père Coughlin et ses alliés, jusqu'aux trotskistes de Lovestone.

### **Le Congrès national des Indes exige une nouvelle Constitution.**

L'ancien président du Congrès national des Indes, Bose, a été réélu par 1580 contre 1375 voix à un candidat de droite. On considère cette élection comme une victoire des membres du Parti congressiste des Indes qui rejettent complètement la Constitution fédérative sous sa forme actuelle. Cette Constitution est basée, on le sait, sur un Parlement central assurant une influence décisive aux princes autocratiques. Seulement une fraction infime du peuple hindou a le droit de vote. Le Parti congressiste déclare qu'un tel Parlement ne répond pas à la véritable volonté du peuple hindou. Si on réunissait un tel Parlement le vice-roi anglais continuerait à exercer les fonctions gouvernementales décisives. Une conférence du Parti congressiste dans la province de Bengale vient de soumettre au

Congrès national une résolution demandant au Parti congressiste de poser à l'Angleterre un ultimatum pour abroger dans les six mois la Constitution fédérative actuellement en vigueur, et conclure un pacte avec ce Parti sur la base d'une Constitution élaborée par lui, et tenant compte du droit du peuple hindou de disposer librement de son destin. La résolution demande ensuite à toutes les organisations du Parti congressiste, au cas d'un refus du gouvernement anglais, de préparer le peuple hindou à la lutte parlementaire et extraparlémentaire pour une véritable Constitution. En même temps un mouvement populaire très considérable se développe dans les Etats des princes, réclamant de ceux-ci l'introduction de la représentation populaire.





VIENT DE PARAÎTRE

COLLECTION « PROBLÈMES »

H. CHASSAGNE

# COBLENCE

DES FRANÇAIS  
AU SERVICE DE L'ÉTRANGER

*L'étude la plus complète qui ait été publiée jusqu'à ce jour sur cet aspect important de la Révolution française, et qui ne manque pas d'être d'une savoureuse actualité, au moment où l'on célèbre le 150<sup>e</sup> anniversaire de 89.*

21 Fr.



RAPPEL

<b>SAINT-JUST, par Pierre Derocles.....</b>	<b>12 fr.</b>
<b>LA NAISSANCE DE L'ARMÉE NATIONALE, par Jules Verrier.....</b>	<b>18 fr.</b>
<b>VALMY, par Romain Rolland (édition pour la jeunesse).....</b>	<b>15 fr.</b>

**EDITIONS SOCIALES INTERNATIONALES**

24, rue Racine, Paris



**BUREAU D'ÉDITIONS,**  
**31, Bd Magenta, Paris,**  
**chèques postaux: Paris 943-47.**

**XVIII<sup>e</sup> CONGRÈS  
DU PARTI COMMUNISTE DE L'U.R.S.S.**

J. STALINE

\* **VERS LE COMMUNISME**

64 pages..... 2 fr. 50

K. VOROCHILOV

\* **L'INVINCIBLE ARMÉE ROUGE**

48 pages..... 2 fr. »

V. MOLOTOV

\* **LE III<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL**

80 pages..... 4 fr. »

\*

\* **LES RAPPORT ET DÉBATS.  
LES NOUVEAUX STATUTS.  
LES RÉOLUTIONS**

Un vol. de 640 pages..... 18 fr. »